

Bipolarisation à la brésilienne

POUR la première fois dans l'histoire du Brésil, un ouvrier peut espérer devenir chef de l'Etat. L'ancien syndicaliste, toujours gauchiste, Luis Inacio da Silva, dit « Lula », a en effet remporté un énorme succès. Après quatre jours de suspense dû à la lenteur du dépouillement des résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 15 novembre, le candidat du Parti des travailleurs (PT) est assuré de dépasser le deuxième tour, le 17 décembre prochain. Le bataillon, face à Fernando Collor de Mello, candidat du populisme de droite qui le devance de douze points, ne sera pas facile, mais personne n'aurait osé prévoir qu'un ancien tourneur porterait un jour si haut les aspirations populaires, dans un pays où la politique a longtemps été réservée aux élites.

CETTE qualification a été obtenue au détriment de l'autre représentant de la gauche, l'ancien gouverneur de Rio-de-Janeiro, Leonel Brizola. Ce dernier, le « caudillo », comme on appelle le chef du Parti travailliste, avait critiqué l'appui apporté par l'Eglise à Lula, qui, selon lui, n'était pas « préparé » pour exercer la magistrature suprême, représentant en cela les arguments de la droite.

Mais Brizola, c'est la gauche populiste réunie autour d'un homme et non d'un programme, une façon de faire la politique qui a été celle du Brésil jusqu'aux années 60. Lula incarne, lui, une gauche militante, organisée avec des objectifs, une éthique, une idéologie, et son succès est autant, sinon plus, celui de son parti.

RESTE que le deuxième tour de l'élection présidentielle sera placé sous le signe de la bipolarisation, ce qui n'est pas sans inconvénients pour Fernando Collor, qui repousse l'échéance de droite qu'il a héritée pendant la campagne. L'appui des conservateurs lui étant acquis d'avance — surtout face à Lula — il lui faut attirer les faveurs des syndicats modérés et du Parti social-démocrate (PSDB), qui, arrivé en quatrième position, est très courtisé. Son idée serait de former un gouvernement d'union nationale à large majorité à gauche. Ce projet est facilité par les nombreuses divergences qui existent entre Lula et les sociaux-démocrates, qu'il s'agisse de la dette extérieure ou des investissements étrangers.

Lula aura donc affaire à forte partie, et ses compagnons se sont déjà mis en quête d'un vaste front de gauche, même s'il est illusoire dans un pays comme le Brésil — dépourvu de partis structurés, à l'exception du PT — de compter sur des reports de voix systématiques pour bâtir un succès. Lula contre Collor, l'homme du peuple massif, à la voix éralisée, contre le fils de bonne famille, élégant et beau parleur, l'un et l'autre tenant le même langage, celui de la rupture et du changement : le match s'annonce passionnant, et, s'il tourne à l'avantage de Lula (ce qui paraît tout de même peu probable), d'une importance capitale pour l'avenir de la gauche dans ce pays.

Lire page 7
l'article de notre correspondant
Charles Vanhecke

M 0147 - 1121 0 - 4.50 F



3790147004500 11210

La contagion des aspirations démocratiques dans les pays de l'Est

Les manifestations contre le régime prennent de l'ampleur en Tchécoslovaquie

Les manifestations contre le régime prennent de l'ampleur en Tchécoslovaquie. Une vive tension continuait de régner lundi 20 novembre à Prague, après les nouveaux rassemblements de dimanche soir organisés pour protester contre la brutalité de l'intervention de la police, vendredi soir, qui, selon l'opposition, a coûté la vie à un étudiant. Dans plusieurs autres pays de l'Est, des manifestations se sont également déroulées samedi et dimanche, notamment en Bulgarie et en RDA. A Bucarest, M. Ceausescu a ouvert, lundi matin, le XIV^e congrès du PC roumain, boycotté par plusieurs partis communistes et les diplomates occidentaux.

Dimanche 19 novembre, en fin d'après-midi, quelques milliers de personnes s'étaient rassemblés sur la place Venceslas. Un peu plus tard, les manifestants étaient plus de trente mille, lorsque le cortège a atteint la rue Narodni, où des centaines d'étudiants avaient été brutalement matraqués, vendredi, par les unités anti-gauchistes.

La foule réclamait la démission du gouvernement, le départ du secrétaire général du PC, M. Milos Jakes, des réformes et des élections libres. Les marches de la statue de saint Venceslas, symbole de la liberté et de l'indépendance nationale, recouvertes de bougies, étaient transformées

en un véritable autel. Cette fois, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues.

Plusieurs journaux officiels tel le *Svobodne Slovo* (organe des Jeunes communistes) ont critiqué la sévérité avec laquelle les forces de l'ordre sont intervenues contre un « rassemblement pacifique ».

Selon l'agence de presse indépendante VIA, créée il y a quelques mois par la Charte 77, un étudiant de vingt ans, Martin Smid, de l'université Saint-Charles, aurait été tué lors des affrontements de vendredi soir dans le centre de la capitale.

A. D.
Lire la suite page 6



À L'UNANIMITÉ, AUCUN PRIX N'A ÉTÉ DÉCERNÉ À NICOLAI CEAUŠESCU POUR SON LIVRE « MOI, MOI, MOI ! » AUX ÉDITIONS CEAUŠESCU.

● La situation en RDA et les premiers contacts directs avec la RFA, page 6 ● Les manifestations en Bulgarie, page 7 ● L'ouverture du XIV^e congrès du PC roumain, page 8

Les réformes économiques en Europe de l'Est

● Les autorités de RDA veulent lutter contre la spéculation, page 25 - section C ● Un ministre polonais découvre la reconversion lorraine, page 26 - section C

La solidarité, leitmotiv européen

Les Douze, réunis à l'Elysée, ont voulu présenter une image d'unité face aux changements à l'Est

A l'issue du dîner des Douze, samedi 18 novembre, à l'Elysée, M. Mitterrand a annoncé qu'il renverrait le président Bush avant la fin de l'année. Le lieu de cette rencontre reste à fixer, mais ne sera ni aux Etats-Unis ni en France.

Solidarité des Douze avec les mouvements qui, en Europe de l'Est, travaillent au « déclin des totalitarismes », mais solidarité aussi de onze pays membres de la Communauté avec la République fédérale et, réciproquement, de cette dernière avec ses partenaires : tel est le double message qu'ont lancé, samedi 18 novembre, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté, lors de leur rencontre à l'Elysée d'un type exceptionnel, puisque c'était la première fois qu'avait

lieu à ce niveau et selon de telles modalités d'urgence une réunion de pure concertation politique.

« Nous ressentons tous la dimension historique de ce qui se produit en Europe », disait M. Thatcher à la sortie du dîner de l'Elysée, tandis que M. Mitterrand se déclarait « frappé par le sens du devoir partagé par les progrès qu'accomplit la Communauté dans les esprits ». Même si certains estiment que cette réunion est tardive, d'autres qu'elle n'est pas allée assez loin, son premier mérite est en tout cas d'avoir en lien : elle témoigne, alors que dans quelques jours les Deux Grands vont se pencher sur le sort de l'Europe, de la prise de conscience collective par les

Douze de leurs responsabilités propres et du caractère urgent de la situation.

La première chose à faire était de définir une position commune face aux bouleversements qui commencent à l'Europe centrale et orientale. Ce fut fait, et M. Mitterrand a résumé les grandes lignes dans la déclaration qu'il a faite, en tant que président en exercice de la Communauté, à l'issue du dîner : les Douze entendent multiplier leurs encouragements aux mouvements de réforme « partout en Europe », c'est-à-dire contribuer « par tous leurs moyens » à faire sortir les pays de l'Est engagés dans de telles réformes de la crise économique « parfois dramatique » qu'ils traversent. Cette aide, qui vise « à restaurer ou à instaurer une économie saine » est cependant soumise à une condition sine qua non : le retour vérifié à la démocratie, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme et l'organisation d'élections réellement libres.

JACQUES AMALRIC
et CLAUDE TRÉAN
Lire la suite page 3

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La Suisse ou la tentation du hérissisme

● La paix du travail... et du patronat ● La pauvreté cachée ● Au centre de l'Europe, le Jura ● La chronique de Paul Fabra : La franc suisse : survivant et témoin.
pages 27 à 30 - section C

Leonardo Sciascia est mort

Le sourire sereinement pessimiste de la vie

L'écrivain italien Leonardo Sciascia est mort des suites d'un cancer, lundi 20 novembre, à Palerme. Il était âgé de soixante-huit ans.

« Je vais très mal, tu sais, je ne peux plus marcher... » : je l'avais vu fin février, à Milan, et j'entends encore la voix douce et ferme qu'il avait en me donnant son dernier coup de fil de Sicile. Là-bas, dans son triangle de souffrance, de sang et de souffrance, après avoir été transporté dans les cliniques de Milan, d'où il m'a encore appelé, le 6 mai, la voix faible, l'esprit clair, envisageant avec bonheur son album *Pirandello pour « La Pléiade »*, il a voulu retourner pour fumer en paix et dans le silence de l'homme seul sa dernière cigarette, refusant les réconforts de la science et de la religion.

Et je me demande, dans ma tristesse immense, au moment où ce grand cœur paternel cesse de battre, s'il n'a pas revu, avant de plisser une dernière fois sur la vie ses yeux de lumière et de compassion, le symbole qu'on voit sur les armes de la Commune de Racalmuto : un homme nu qui fait le signe du silence face à une tour hermétique. Au-dessus, une inscription en latin :

« Dans le silence, je me fortifie. » Pas un silence de « désistement », expliquait Leonardo Sciascia, « un silence qui se souvient... » Son silence à lui, où a grandi une des œuvres les plus marquantes du vingtième siècle.

Tout s'éloignait, était loin désormais. Restait en lui un sentiment de tendresse, qui était presque devenu de la pitié. Curieux comme chez lui, maintenant, chaque sentiment qui avait été d'amour ou d'aversion se changeait en pitié. Et encore plus curieux que la mémoire transfigurait en beauté ces lointaines souffrances et désespérances. Tout menait, même la mémoire.

Ainsi écrit-il, vers la fin de son dernier livre, *Le Chevalier et la Mort*, une tragédie et admirable sottise, une des plus fortes et désespérées allégories policières qu'il nous ait laissées, un testament littéraire où compte peu le fil ténu de l'enquête et beaucoup l'épouvante autoportrait à la pointe sèche que l'auteur fait de lui à travers le policier sans nom, Vice — au sens de : adjoint, et le portrait qu'il nous tend du « peuple sot » — la société actuelle — qui l'entoure.

JEAN-NOËL SCHIFANO
Lire la suite page 20 - section B



JACQUES-FRANCIS ROLLAND

L'homme qui défia Lénine

Boris Savinkov

Si Savinkov avait triomphé, le cours de l'Histoire en eût été bouleversé.

« Jacques-Francis Rolland cumule compétence et talent. Irréprochable du point de vue historique, haletant, ce récit va très loin dans la compréhension du personnage de Boris Savinkov. »
Eric Roussel / *Le Figaro Littéraire*



GRASSET

La convention sur les droits de l'enfant

— Les principales dispositions du texte adopté par l'ONU

— « Premiers pas », par Christiane Chombeau

— La position de la France

— Mères au berceau : enfants sacrifiés au Kenya, par Catherine Simon

pages 13 et 14
section B

صكنا من الامم

DÉBATS

Cambodge

Pour empêcher les Khmers rouges de recommencer

par François Bizot

Sil le drame qui s'est abattu sur les Cambodgiens n'avait pas été immense, leur misère l'emporterait aujourd'hui sur leur souffrance : des bouches aux dents déchaussées par des années de privations et de corvées abrutissantes, voilà ce qui reste du peuple khmer. Et ce constat vaut même si l'on définit la vie d'une nation par sa culture : les vieux maîtres de la tradition ont tous été éliminés. Quant au pays, vingt ans d'exploitation sauvage en ont fait une terre d'abandon. Les belles essences des forêts ont disparu, pillées par le Vietnam ou achetées par les Thaïs. Sa faune aux espèces rares s'est dramatiquement appauvrie.

Pourtant, vis-à-vis de l'Histoire, la triste chance des Khmers, c'est que les Khmers rouges n'ont pas fait subir leur massacre à un peuple étranger mais l'ont perpétré contre leurs frères de sang : dans le cas contraire, les Khmers sans distinction seraient au banc de l'humanité, leur nom à jamais flétri. Mais cette chance est autant leur malheur, car l'argument de la lutte fratricide, qui a légitimé la non-ingérence de l'Occident et prolongé la tuerie, fut une supercherie monumentale. Il n'y a jamais eu de « révolution paysanne », mais le massacre fut orchestré sur l'avis de conseillers étrangers qui surent utiliser des bras et des cerveaux khmers pour exploiter idéologiquement les vieilles divisions du pays.

Pas un homme, pas une femme, nés avant 1979 (la fuite des Khmers rouges devant les Vietnamiens) dont le destin ne soit passé par un étrangement atroce, indicible. Et ces miraculés, s'ils s'unissent autour des cendres encore chaudes de leur souffrance commune, n'en luttent pas moins égoïstement, animés par une soif féroce de revivre, à tous les niveaux d'une société désorganisée, où sévissent avant tout les lois d'une

liberté sauvage. Le pays est peuplé d'êtres méfiants, individualistes ; la compassion y a disparu avec l'éclatement insensé de tous les liens sociaux, familiaux et culturels. Corruption, faible niveau des compétences, jalousie entre les familles, entre les orphelins, entre les écoliers qui sautillent sur les trottoirs... sont les produits d'un peuple de survivants dont les réflexes — doit-on s'en étonner — sont ceux qui lui ont permis de survivre.

Les chefs sont sous le contrôle d'Hanoi. Leur crédibilité est donc fragile. On aimerait les voir décider librement des actions sociales, économiques et culturelles qui engagent l'avenir de sept millions d'âmes — responsabilité, il faut bien en convenir, qui leur donne un poids que leurs adversaires n'ont pas. Certes, les soldats vietnamiens se sont fait discrets, mais on voit mal comment Phnom-Penh se débarrassera jamais de cette tutelle. Ce qui compte, c'est que des hommes se voient confier la destinée d'un peuple uni par une seule crainte, celle du retour des Khmers rouges. Elle est bien loin la thèse soutenue dans notre bonne France, il y a quinze années déjà, selon laquelle ceux qui les redoutaient n'étaient que les nantis de l'ancien royaume.

La « victoire » khmère rouge a réussi ce tour de force : offrir pieds et poings liés le « peuple glorieux » aux Vietnamiens et faire de ces derniers des sauveurs ! On chercherait en vain un Khmer qui ne soit pas aujourd'hui embarrassé par cette reconnaissance paradoxale que le seul rempart contre les Khmers rouges a jusqu'à présent été celui du gouvernement vietnamien.

Comble de l'ironie : alors que les Khmers rouges avaient totalement éradiqué le bouddhisme, ce sont les maîtres vietnamiens qui permirent sa renaissance, en important d'Hô-Chi-Minh-Ville une lignée d'ordination.

Les soldats khmers rouges et la population qui les accompagne sont estimés à moins de quatre-vingt mille personnes, abritées dans un sanctuaire imprenable à la frontière thaïlandaise. On peut raisonnablement admettre que les deux tiers au moins de ce total s'y trouvent maintenant par la force. Le reste représente entre vingt mille et trente mille robots armés, invincibles.

Des bourreaux sans regrets

Les interviews parisiennes de Khieu Samphan ont clairement montré que les dirigeants Khmers rouges sont prêts à recommencer et à se battre jusqu'à leur dernier soldat, voire jusqu'au dernier Khmer. Ils n'ont rien perdu de cette détermination qui les amena à l'horreur de Tuol Sleng, l'ancien lycée de Phnom-Penh transformé en camp de torture. Y furent « traitées », de 1975 à 1979, toutes les personnes soupçonnées d'être opposées au communisme (et leurs familles), ou de détenir des informations sur d'hypothétiques réseaux d'intervention ou d'opposition (et leurs familles), de même que tous les Khmers rouges d'obédience vietnamienne ou hostiles aux massacres (et leurs familles).

Les Khmers rouges — à la suite de la reddition gouvernementale, le 17 avril 1975, qui leur permit d'implanter sans tarder les bases d'une des plus grandes exterminations de l'Histoire — vidèrent en même temps la Bibliothèque nationale pour y installer des porcs ; de plus, ils détruisirent systématiquement un des plus riches patrimoines littéraires et religieux de la péninsule, celui des monastères. Leurs idéologues savaient qu'il n'est pas d'édification plus efficace que celle qui passe par l'anéantissement de la culture. Sur cette table rase, Pol Pot établit son

pouvoir absolu et coupa le Cambodge de tout lien avec le monde libre.

Ce n'est qu'en brisant ces verrous et en instaurant un pouvoir ouvert qu'on peut espérer voir revivre la nation khmère.

Peut-on croire à la réalisation de cette ouverture par un gouvernement d'union nationale ?

Il est absurde d'espérer que les Khmers rouges ou les Vietnamiens vont accepter de participer à la mise en œuvre de leur propre échec, et il y a beaucoup de honte à organiser une table de concertation sur les intérêts cambodgiens où un représentant de Pol Pot trouve sa place. Cependant la bonne politi-

se perpétuer un massacre pour des raisons idéologiques, historiques, psychologiques, etc. Va-t-elle, une seconde fois, abandonner ce peuple, auquel l'histoire nous a liés et auquel tant d'amitié et de responsabilité nous attachent toujours ? Va-t-elle encore longtemps se faire attendre pour l'aider à retrouver sa culture dont elle décline, en compétences et en archives, des clés très précieuses ? On ne peut pas continuer à tourner le dos à sept millions de Khmers sous prétexte de ne pas faire le jeu de leur gouvernement.

L'urgence est de favoriser la reconstruction mentale, économique et culturelle d'un peuple, non de le replonger dans la guerre. C'est bien

dans cette disposition d'esprit que j'ai trouvé, lors de mon récent séjour à Phnom-Penh, les représentants du gouvernement que j'ai rencontrés, de même que les femmes et les hommes des villages avec qui j'ai parlé. En vertu des droits de l'homme dont on vient de célébrer en grande pompe le bicentenaire, la France se doit de répondre à l'appel de sept millions de Khmers, de ce peuple au nom duquel tant de crimes furent commis et qui n'a jamais été entendu lui-même.

► François Bizot est membre de l'Ecole française d'Extrême-Orient.

TRAIT LIBRE



(Dessin publié dans The Independent, de Londres, le 29 septembre.)

que s'est-elle jamais embarrassée de scrupules ? Quand on n'a que le choix entre gagner ou perdre, seule compte la stratégie. Les données actuelles étant ce qu'elles sont, la question est de savoir si les Khmers rouges représentent un danger plus grand dans le maquis ou au sein d'un gouvernement d'union nationale. Une participation solidement structurée de chacun des partis ne serait-elle pas fatale à des Khmers rouges qui ne trouvent leur force qu'en entretenant l'esprit de résistance et l'isolement de leurs troupes ? Leur raidissement au cours des récents pourparlers laisse penser qu'ils en ont conscience.

Parce qu'une paix garantie par l'équilibre des pouvoirs ouvrirait les bases d'une coopération avec les démocraties et favoriserait la libre circulation des idées, une union nationale (même contre nature) apparaît aujourd'hui comme la seule issue possible vers une renaissance du Cambodge et sa désaliénation culturelle.

Rejet

d'une « solution finale »
Les dirigeants khmers rouges ont lancé leurs troupes insensibles contre les principales villes des provinces de l'Ouest, soutenus par les autres mouvements qui luttent aussi contre l'occupation vietnamienne, ceux du prince Sihanouk et de Son San. Mais toutes les baïes tirées de part et d'autre ne tiennent que des Khmers et toute victoire ne sera jamais qu'une défaite cambodgienne. Si l'on ne trouve pas une solution pour stopper l'engrenage alimenté par les adversaires du Cambodge, la machine guerrière risque de mener à une « solution finale ».

La paix reste le pire ennemi de ses ennemis.

Que l'isolement odieux dans lequel les chefs khmers rouges tiennent leurs soldats se brise, c'est le seul espoir de voir leur autorité s'écrouler. Que l'on donne aux dirigeants de Phnom-Penh les moyens d'acquiescer de nouvelles compétences, de gérer efficacement leur administration, de développer l'économie et donc la puissance de leur pays, et l'on verra peut-être ébranlés, à la fois la tutelle qui les paralyse et le chantage des Khmers rouges.

Voilà quinze ans, la France (comme les autres nations) a laissé

Reprendre la négociation

par François Ponchaud

L'ÉCHEC des négociations de Paris se concrétise par une recrudescence des combats au Cambodge, combats qui, à vrai dire, n'avaient jamais totalement cessé. C'est une nouvelle tragédie qui s'abat sur tout le peuple khmer : morts, blessés, amputés, familles endeuillées, terreur et répression de part et d'autre. Réalité terrible, mais qui était, hélas, prévisible !

Le refus de négocier est imputable à toutes les parties, et en particulier dans les perspectives des grandes et moyennes puissances, notamment du Vietnam. Chaque faction cherche actuellement à se placer sur le terrain militaire et devant l'opinion internationale d'une manière qui lui soit plus favorable, lors de futures négociations. Nous ne pouvons que déplorer le cynisme des différentes parties qui jouent sur la vie de millions de jeunes Khmers et l'opinion internationale pour assurer leur domination.

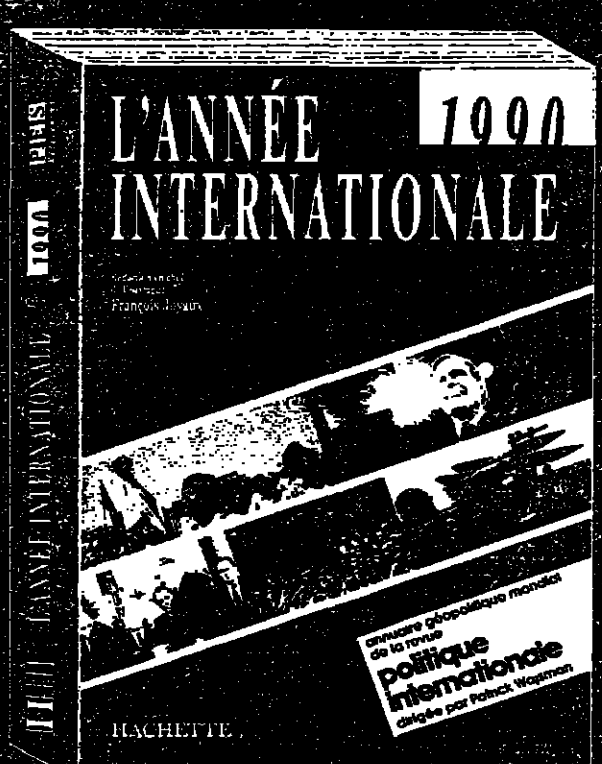
On peut craindre une prise éventuelle du pouvoir par les Khmers rouges, contre laquelle nous nous élevons avec la plus grande fermeté. Nous avons toujours évoqué la menace que constituait la puissance permanente des Khmers rouges pour l'avenir du pays, alors

que certains qui s'affolent maintenant persistent sur leur affaiblissement.

Tous les observateurs savent cependant qu'un retour de Pol Pot à Phnom-Penh entraînerait du même coup le retour, probablement définitif, de l'armée vietnamienne, avec l'accord, cette fois, de l'opinion internationale. Les différentes parties le savent, mais ne peuvent le dire, pour des raisons tactiques opposées. De source sûre, on peut affirmer que les troupes vietnamiennes massées à la frontière, notamment dans la région de Ban-Méthout, attendent l'arme au pied, comme en 1978, avant la « libération » du Kampuchée démocratique.

En jouant sur la mauvaise conscience occidentale, le Vietnam tente de regagner sur le plan diplomatique les positions qu'il a été contraint de céder sur le terrain. Continuons d'être vigilants et de défendre la liberté et l'indépendance du peuple khmer. La seule solution réaliste est le retour rapide à la table des négociations, selon les vœux mêmes de la conférence internationale de Paris.

► François Ponchaud est l'auteur de *Cambodge, année zéro*, Julliard.



L'ANNÉE INTERNATIONALE 1990

L'Année internationale

HACHETTE

Pour percevoir ce qui motive les grands de ce monde, j'ai besoin de les rencontrer. Mais pour comprendre ce qui fonde leur action, j'ai besoin de lire *L'Année Internationale*.

Patrick Poivre d'Anor.

Par la force et la vigueur des analyses, la compétence et la renommée des auteurs, *L'Année Internationale* constitue une synthèse inégalée de l'actualité mondiale.

Jean Lecanuet

La situation internationale paraît soudain plus claire, comme si l'analyse exacte du présent ouvrait les perspectives de l'avenir. Il faut lire cet ouvrage.

Thierry de Beaupré

Mieux qu'un annuaire... Le commentaire des faits éclaire les faits sans les dénaturer.

Jean-François Derieu

L'entreprise était ambitieuse. Elle est parfaitement réussie... L'annuaire est à la hauteur de la Revue.

Jean-François Poncet

Annuaire géopolitique mondial de la revue politique internationale.

- L'année politique dans le monde.
- Plus de 100 articles originaux.
- Réalisé par 73 experts.

HACHETTE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication.

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Conseiller en chef : Claude Salas

Administrateur général : Bernard Wozniak

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPA 850572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

La Communauté européenne et les changements à l'Est

« Accélérer le déclin des totalitarismes », déclare M. Mitterrand à l'issue du « dîner des Douze » à l'Élysée

Voici les principaux extraits des déclarations faites samedi soir 18 novembre par M. Mitterrand à l'issue du dîner des Douze :

« D'abord, les participants à cette réunion ont tenu à exprimer leur sentiment de joie devant cette nouvelle marche en avant de la liberté. (...) La Communauté veut multiplier ses encouragements aux mouvements de réforme partout en Europe qui accélèrent le déclin des totalitarismes.

« Nous pensons que l'existence même de la Communauté des Douze a servi de référence pour les espoirs à l'Est et souvent de stimulant, et qu'en ce sens l'existence d'une Communauté forte, bien structurée, décidée à aller de l'avant, est un facteur même de réussite pour la réforme vers la liberté. Bref, nous avons constaté, pour l'apprécier, ce binôme indissociable qui constitue d'une part l'évolution à l'Est et, d'autre part, l'intégration à l'Ouest. (...)

« Nous nous déclarons prêts à coopérer à tout ce qui pourra permettre le redressement des pays de l'Est qui traversent une crise économique parfois dramatique et les évolutions politiques dont nous venons de parler. Nous sommes prêts à coopérer, à contribuer par tous nos moyens à cette restauration et à cette instauration d'une économie saine. Bien entendu, au prix, c'est une condition sine qua non, d'un retour vérifié à la démocratie par le respect des droits de l'homme et par la mise en place partout d'élections, libres et secrètes. Les choses sont liées. (...) »

• Pologne, Hongrie : d'abord un accord avec le FMI.

« Nous avons pu traiter particulièrement de la Pologne et de la Hongrie, qui sont les deux pays qui se sont le plus avancés sur ce terrain. Une série de mesures concrètes ont été examinées à l'égard de ces pays. (...) »

« Tout passe, pour la Pologne et la Hongrie, par un accord initial avec le FMI. C'est pourquoi, il convient que cette institution agisse vite. Elle agira vite ou d'autant plus vite que les deux pays en question s'y prêteront. Les instances de la Communauté insisteront auprès du FMI pour que, avant la fin de l'année 1989, des accords soient définis. De la même façon, il ne faut pas seulement prévoir mais déjà réaliser la mise en place d'un fonds de stabilisation pour la Pologne. Vous savez que le projet est de 1 milliard de dollars. Il y a aussi un crédit relais pour la Hongrie pour la même somme. Ce sont des décisions qui peuvent être considérées comme acquises. (...) »

• RDA : des accords commerciaux seulement.

« D'une façon encore particulière, nous avons parlé de la RDA, de l'Allemagne de l'Est, à qui s'appliquait, en particulier, l'évolution attendue et nécessaire vers des formes démocratiques de fonctionnement politique qui conditionnent la plupart des décisions du type de celles que je viens d'indiquer pour les autres pays. Cependant, comme il convient d'aller à l'urgence, les accords de commerce sont en train et seront sans doute communiqués dès qu'ils auront été engagés au cours des semaines prochaines. (...) »

« Pour dépasser les accords de commerce, au moins faudrait-il que soit affirmée la volonté des dirigeants de ces pays de poursuivre le processus démocratique pour aller vers des élections libres et secrètes, au moins faudrait-il qu'un signe soit donné, qu'un engagement soit pris. Si j'ai parlé du commerce, c'est pour montrer aussi qu'il y avait des limites à l'intervention de la Communauté à l'heure où je parle. Mais c'est une situation essentiellement évolutive. Peut-être dans quelques heures, ou dans quelques jours, pourrais-je vous répondre autrement, ce que je souhaite. Car la République démocratique allemande est destinée à recevoir toutes les coopérations de la Communauté, dès lors que les conditions fondamentales sont remplies.

Nous nous sommes également inquiétés du sort de la Yougoslavie, qui n'échappe pas, pour des raisons différentes peut-être, à la crise qui s'est emparée de ces pays-là. Donc la Communauté interviendra par une série de plans d'urgence en faveur de ce pays. (...) »

• Une banque pour le développement de l'Europe de l'Est.

« Pour l'ensemble de l'Europe de l'Est, un mandat a été donné à ce que l'on appelle « la troïka » (1) (...) pour mener à bien un certain nombre d'opérations, pour les étudier et donc consulter sans doute le conseil européen de Strasbourg. Je vais vous en citer quelques-unes. (...) »

« Un projet de banque pour le développement et la modernisation de l'Europe de l'Est. De même, une fondation européenne pour la formation des cadres de tous ces pays. (...) »

ce qui touche à l'éducation et la formation. La liste de ces programmes est déjà longue, vous vous souviendrez certainement d'Erasmus, de Comet, de Lingua, de bien d'autres... et même, le cas échéant, dans certains domaines de la technologie. (...) »

• L'entrée au Conseil de l'Europe et dans le GATT.

« Plusieurs des intervenants ont estimé, dans l'acquiescement général, qu'un certain nombre d'institutions internationales pourraient être ouvertes aux pays qui n'en font pas partie aujourd'hui et qui auraient, naturellement, fait la preuve de leur démarche vers un système démocratique — mais il s'agit de décisions à prendre, à décider, au Conseil de l'Europe par exemple, — ou que ceux qui n'y sont pas puissent pénétrer dans le GATT, au moins au titre d'observateur. Nous avons cherché à lancer des points qui permettraient sur les plans Douze le viers de l'association des pays de l'Est, les pays de la Communauté, ainsi que quelques autres, dans une démarche commune de grande envergure et de coopération mutuelle. (...) »

• Solidarité, unité.

« Si je voulais résumer les sentiments que j'éprouve au moment où s'achève cette très importante conférence, ce serait par les deux mots : unité, solidarité. Solidarité avec toute l'Europe, car nous attendons toute l'Europe au rendez-vous de la démocratie. (...) Et unité, ce qui veut dire structure au sein de la Communauté, et, demain, pour quoi pas avec ceux qui se sentent en mesure de s'associer intégralement aux disciplines que nous nous imposons. (...) »

(1) Espagne, France, Irlande.

Les dirigeants polonais ont lancé à MM. Delors et Dumas un véritable appel de détresse

La Communauté devrait totalement annuler la dette de la Pologne. Tel est l'appel pathétique lancé samedi 18 novembre par M. Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre polonais, lors de la visite de M. Roland Dumas et de M. Jacques Delors à Varsovie, à quelques heures du dîner des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze à l'Élysée.

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

« Il ne faut pas relâcher le garrot de la dette qui entrave notre économie, mais l'enlever complètement. Nous comptons sur la France, qui a toujours compris la Pologne... », a dit M. Mazowiecki. « Nous n'avons que six mois pour réussir », a estimé pour sa part le général Jaruzelski, en recevant les deux dirigeants communautaires.

Au cours de la séance de travail qui avait réuni le matin M. Mazowiecki, flanqué de ses principaux ministres économiques, avec M. Delors et M. Dumas, les Polonais ont voulu faire passer un triple message : le facteur temps est primordial, le gouvernement est décidé à mettre en œuvre un programme d'assainissement cohérent et sérieux, l'aide occidentale doit être accrue.

De fait, la situation de l'économie polonaise est dramatique, caractérisée par un niveau de production qui dégringole et une inflation qui galope (actuellement 500 % à 600 % en rythme annuel). Le plan de redressement du gouvernement peut-il réussir ? La dette communautaire a remporté de nettes différences de ton entre le libéralisme radical professé par les jeunes ministres issus de Solidarité, et les dirigeants du POU plus prudents. Pour juguler l'inflation, les premiers se proposent de restreindre de façon draconienne les subventions, de maîtriser les salaires, tout en s'inquiétant du coût social — chômage, grèves, misères — de tels remèdes.

Les initiatives occidentales

« La relance de la production est-elle suffisante pour lutter efficacement contre l'inflation, et, si ce n'est pas le cas, le fonds de stabilisation que vous nous demandez de financer pourra-t-il jouer un rôle utile ? », a demandé M. Dumas. « Le plus souvent, l'inflation galopante entraîne une progression de la production. Pas ici. Pourquoi ? Le problème de l'organisation de l'agriculture est-il suffisamment traité ? », a interrogé M. Delors. Des questions qui illustrent la perplexité des deux dirigeants communautaires après les explications entendues.

L'un et l'autre pourtant semblaient convaincus que l'heure était à l'action. Comment réagit M. Dumas à l'idée d'annuler la dette ? « Il faudrait demander aux ministres des finances, mais moi je serais pour, car nous ne font que courir après des échéances », explique le ministre des affaires étrangères. « Il faut prendre des ris-

ques, convaincre les orthodoxes, notamment ceux du FMI : une occasion historique passe, celle-là ne se représentera pas. La Communauté ne serait pas digne d'exister si elle n'osait pas », a insisté pour sa part M. Delors.

Au cours de la conférence de presse, le président de la Commission a fait l'inventaire des diverses formes de concours que les Douze, ainsi que les autres pays industrialisés occidentaux accordent à la Pologne.

« L'accompagnement du plan d'assainissement du gouvernement. Les pays de la CEE et les Etats-Unis sont ouverts à l'idée de financer un fonds de stabilisation de 1 milliard de dollars réclamés par les Polonais pour accroître les chances de la réforme monétaire qu'ils se proposent d'entreprendre. L'accord des Douze a été confirmé samedi soir au dîner de l'Élysée. M. Delors fait entrer dans cette rubrique la deuxième tranche d'aide alimentaire que s'approprie à approuver la CEE. Il s'agit tout bonnement d'aider la population à passer l'hiver. La première tranche était de 130 millions d'euros (910 millions de francs), la seconde serait plus proche de 2 millions d'euros (1,4 milliard de francs) et porterait principalement, comme le demande Varsovie, sur de la viande et des céréales fourragères.

« La création d'un cadre favorable au développement de l'économie. Plusieurs initiatives concernant l'aide à la formation. Dans les limites de 1 milliard d'euros (7 milliards de francs), la Banque européenne d'investissement pourrait octroyer des prêts avec des amortissements des infrastructures. M. Delors s'est déclaré favorable à la création d'une banque européenne dont le rôle serait, d'une part, d'aider les Polonais à moderniser leur système bancaire, d'autre part, de fournir aux investisseurs occidentaux une expertise pour leurs opérations en Pologne. « Il nous faudra mobiliser les dirigeants d'une dizaine de grandes banques européennes qui voudront bien s'associer pour créer cette banque », a expliqué M. Delors. Celle-ci est à distinguer de la banque pour le développement de l'Europe de l'Est, à vocation plus générale, proposée par M. Mitterrand.

« La modernisation des structures de production. Il s'agit de fournir des moyens de production qui manquent faute de devises et de financer les investissements. M. Delors met volontiers l'accent sur la modernisation de l'appareil de production et de distribution agroalimentaire, mais, apparemment, ne reçoit qu'un écho limité du côté polonais. Les 300 millions d'euros (2,1 milliards de francs) qui sont inscrits dans le budget de la CEE pour 1990 devraient être affectés en priorité à de tels projets.

PHILIPPE LEMAITRE

La solidarité leitmotiv européen

(Suite de la première page.)

Cela veut dire notamment que RDA, qui n'en est pas à ce stade, ne peut pour l'instant prétendre à davantage de la part de la CEE qu'à des accords strictement commerciaux, de type classique, bien qu'elle ait demandé plus dans un mémorandum adressé la semaine dernière à la commission de Bruxelles. On attend de Berlin-Est des engagements plus précis sur l'organisation d'élections libres.

Le consensus sur ce principe est l'un des résultats du dîner de samedi. Il n'était en effet pas acquis d'avance et témoigne notamment d'une évolution de la position de la France, favorable jusqu'à l'écrou d'une aide aux pays de l'Est sans conditions politiques précises, dès lors qu'ils sont engagés dans un processus de changement. Mme Thatcher, telle qu'on la connaît, avait plaidé pour une plus grande exigence démocratique, de même sans doute que le chancelier Kohl qui a dépeché ce lundi à Berlin-Est un de ses collaborateurs pour sonder les intentions des dirigeants est-allemands.

S'ils affichent une solidarité bien réelle et se rejoignent des changements en cours en Europe de l'Est, les Douze se gardent bien toutefois de ce que M. Jacques Delors appelait, après la réunion, « un lyrisme dévastateur ».

On les sent très soucieux de voir ces changements se dérouler dans la stabilité, très anxieux des dérapages possibles. C'est le chancelier Kohl qui a le plus parlé, pour rassurer ses partenaires quant aux intentions de son pays. S'il leur a rappelé le principe contenu dans la loi fondamentale de l'unité du peuple allemand dans l'autodétermination, il les a aussi assurés de l'engagement irréversible de la RFA dans l'Europe communautaire et de son ancrage dans l'Alliance atlantique.

Les Douze, dans leur souci de ne pas jeter d'huile sur le feu, ont délibérément évité la question de la réunification. « C'est un problème qui ne nous a pas été posé par les Etats allemands ni par le peuple allemand », a dit M. Mitterrand. « C'est un problème qui occupe beaucoup d'esprits, je le sais bien et c'est parfaitement légitime, mais c'est un problème qui n'a pas été posé. » Autrement dit, ne préjugeons pas un événement qui, au demeurant, n'est pas certain : le changement dans la stabilité suppose le maintien, pour l'instant du moins, de deux Etats allemands.

Il suppose aussi, et M. Jacques Delors le disait encore plus nettement que ne l'a fait le président, le maintien des deux alliances militaires. C'est ce que voulait dire le chancelier en écartant implicitement l'idée d'une

dérive neutraliste des deux Allemagnes et en réaffirmant que c'est dans les instances compétentes, notamment dans le cadre de la conférence de Vienne rassemblant les pays du pacte de Varsovie et de l'OTAN, qu'il doit continuer de se négocier le dialogue.

Enfin, on peut attribuer aussi au souci de stabilité la distinction que faisait dans sa conférence de presse M. Mitterrand entre totalitarisme et communisme, en précisant que la volonté des Douze était de contribuer à la disparition du premier, pas du second.

Ce dîner de l'Élysée n'était pas un conseil européen extraordinaire et n'était pas tenu de prendre des décisions. Il aura permis cependant de dégager un consensus sur un certain nombre de mesures concrètes pour lesquelles, en temps normal, il aurait probablement fallu des mois de discussion. En plus des mesures d'urgence déjà décidées à vingt-quatre et engagées par la Commission de Bruxelles en faveur de la Pologne et de la Hongrie, les Douze ont décidé de faire pression auprès du FMI pour qu'il conclue avec ces pays avant la fin de l'année 1989 les accords qui permettraient aux nouveaux crédits d'être débloqués. Tenant compte des conclusions que M. Jacques Delors présentait à l'issue de son voyage à Budapest et à Varsovie, ils ont donné leur accord à la mise en place d'un fonds de stabilisation pour la Pologne et l'octroi d'un crédit-relais pour la Hongrie, projets qui se montent chacun à 1 milliard de dollars environ.

Les réserves de M. Thatcher

Ils ont, d'autre part, confié à la « troïka » (Espagne, France, Irlande) et à la Commission l'étude de l'idée française d'une banque pour le développement et la modernisation de l'Europe de l'Est. Cela prendra du temps, et M. Jacques Delors n'a pas renoncé pour autant à son idée de banque européenne, qu'il estime de mise en œuvre plus rapide et pour laquelle il s'apprête à rechercher le concours d'une dizaine de grandes banques européennes.

La belle unanimité exaltée à plusieurs reprises par le président Mitterrand devait être écornée quelques instants plus tard par M. Thatcher et le chancelier Kohl, qui ont tenu de brèves conférences de presse avant de regagner Londres et Bonn. Il est en effet apparu que, pour M. Thatcher, la création de la banque européenne était une hypothèse « à long terme » qui n'avait guère ses faveurs pour l'instant. Les réserves du chancelier Kohl ont été moins nettes. Selon lui, cependant, les Douze n'ont évoqué cette possibilité que « brièvement », avant de renvoyer son étude « aux autorités responsables ».

Après M. Thatcher est précédé samedi soir qu'elle est opposée en l'état actuel des choses à ce qu'un

Au « Grand Jury RTL-le Monde » Pour que la révolution démocratique réussisse, « il faut aller par étapes » déclare M. Fabius

M. Laurent Fabius estime que « si l'on veut que le changement réussisse » dans les pays de l'Est, et notamment en RDA, « il faut aller par étapes » et « ne pas poser en actualité le problème des frontières ».

Pour le président de l'Assemblée nationale, qui s'est rendu la semaine dernière en visite à Moscou en compagnie de la présidente du Bundestag, « ce qui se passe en Allemagne de l'Est est irréversible, le tournant est pris vers la liberté ».

« La liberté à-bas est en marche, mais la réunification, c'est une autre histoire, et le changement de frontière, c'est encore une autre histoire », a-t-il déclaré, dimanche 19 novembre, au « Grand Jury RTL-le Monde », en affirmant que, « à l'Est, personne ne pose le problème de la réunification ».

« Ces questions, peut-être un jour, se poseront, mais aujourd'hui, du côté des responsables de l'Allemagne de l'Est comme du côté du peuple, il n'y a pas cette demande. La demande qui est faite, c'est : liberté, élections libres, amélioration de l'économie et non pas réunification », a-t-il poursuivi.

M. Fabius s'est dit « à 100 % pour le développement des libertés à l'Est », tout en indiquant que « si nous voulons que cette révolution démocratique réussisse, il faut savoir aller par étapes ».

M. Fabius a estimé que la tâche des Occidentaux est de « soutenir ces pays et de les soutenir davantage lorsqu'ils s'orientent vraiment vers la liberté ». « C'est ce qui a été décidé hier au dîner de l'Élysée », a-t-il noté.

Dr YVES ROUMAJON

ENFANTS PERDUS ENFANTS PUNIS

Histoire de la jeunesse délinquante en France : huit siècles de controverses

Le regard de l'historien, l'autorité de l'expert-psychiatre, la conviction d'un homme de cœur.



ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

هكذا من الاصل

هكذا من الامل

4 Le Monde • Mardi 21 novembre 1989 •

INTÉRIMAIRES: **SEUL MANPOWER** VOUS OFFRE TOUS LES AVANTAGES SUIVANTS:

1 SALAIRE HEBDOMADAIRE.

Manpower paie tous ses intérimaires chaque semaine avec un bulletin de paie détaillé et complet. Sur le dernier bulletin de paie de chaque mission figurent les congés payés et l'indemnité de précarité d'emploi (I.P.E.).

On n'attend pas son argent. Il n'y a pas d'acompte à demander ni à aller chercher.

2 PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES.

Cette participation, calculée en fonction du temps de présence de l'intérimaire (à partir de 4 mois dans l'année précédente) est payable, dès l'année suivante, sur simple demande.

Pour l'année 1988, plus de 25000 intérimaires ont reçu, à ce titre, un chèque d'une valeur moyenne de 1.050F.

3 MUTUELLE COMPLÉMENTAIRE (gérée par le Comité Central d'Entreprise).

Chaque intérimaire peut adhérer à cette mutuelle après 6 mois de présence.

Le Comité Central d'Entreprise, qui est à l'origine de cet avantage, prend à sa charge, pour chaque intérimaire, 50% du coût de cette mutuelle.

4 ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES.

Le Comité Central d'Entreprise et 13 Comités d'Etablissement couvrant chaque agence de Manpower proposent aux intérimaires (après 507 heures de travail) un programme très varié d'activités sociales et culturelles : spectacles, voyages à moyenne et longue distance, week-ends, vacances enfants et adolescents, campings, bons d'achat...

Le budget de ces institutions est de 0,70% de la masse salariale totale de Manpower.

5 ACCÈS GRATUIT A LA FORMATION.

Pionnier en matière de formation dans le Travail Temporaire (premières écoles ouvertes en 1966), Manpower a développé de nombreux programmes pour ses intérimaires.

Ces formations sont suivies chez Manpower, dans des organismes de formations extérieures, ou en entreprise sur poste de travail. Toujours gratuites et très souvent rémunérées, elles ne comportent aucun engagement de l'intérimaire.

Exemples de formation : traitement de texte, caissières, caristes, pontiers, soudeurs, préparateurs de commande, monteurs-câbleurs en électronique, instrumentistes, électro-mécaniciens, tourneurs, aide-conducteurs sur machine à extrusion, mécanique générale, radio-protection nucléaire, chauffeurs routiers travaux publics...



420 AGENCES EN FRANCE

RÉUSSISSONS ENSEMBLE.

DIPLOMATIE

Les réactions en France après le « dîner des Douze »

M. Giscard d'Estaing réclame à nouveau un « plan Marshall » pour l'Europe de l'Est

« Cela aurait dû être mieux... » Ainsi peuvent se résumer les réactions des milieux politiques français au sommet européen du samedi 18 novembre. M. Valéry Giscard d'Estaing, le lundi 20 au micro de RTL, a été particulièrement critique. Après avoir trouvé que cette rencontre avait été « peut-être un peu courte pour un sujet de cette importance », il s'est félicité qu'on en vienne « à nos idées fondamentales ». Mais il a ajouté : « Il faut aider la Pologne et la Hongrie tout de suite. (...) Il ne faut pas dire : on pose des conditions ». Il faut offrir notre objectif [qui est] d'aider à la transformation des pays de l'Europe de l'Est. »

A propos de la création d'une banque européenne pour ces pays, l'ancien président de la République a déclaré : « Il faut cesser d'écouter des mots, poser des actes. » Il a demandé une fois encore un véritable « plan Marshall » européen pour les pays de l'Est. Enfin, il a regretté que rien n'ait été dit sur

l'accélération de l'Europe : « Il faut faire avancer la Communauté plus vite que l'histoire. » Il a estimé que c'était au Parlement européen de « donner cette impulsion politique ».

M. Jacques Chirac a déclaré, lundi, au micro d'Europe 1 : « J'approuve la rencontre de l'Elysée mais je trouve qu'elle a été un peu brève : un véritable conseil européen aurait été préférable. J'approuve le principe d'une aide économique mais il faut aller plus loin. » Le président du RPR a ajouté qu'il ne fallait faire « aucun procès d'intention » aux Allemands de l'Ouest et a affirmé : « L'évolution à l'Est exigeait une procédure de concertation permanente entre la France et l'Allemagne car les Douze sont un peu longs à la détente. »

Une idée voisine a été émise par M. François Léotard, dans une interview au Journal du dimanche, donc avant le sommet de samedi soir : il y souhaitait que la France

« ouvre à Vienne un lieu de rencontre, une structure permanente de dialogue entre l'Est et l'Ouest ». Le président du PR ajoute que la réunification des deux Allemagnes est « à long terme probable. » « (...) Nous allons demain vers une confédération d'Etats plus que vers un espace unique. Les événements de l'Est renforcent les thèses de M. Thatcher. »

M. Alain Madelin, vice-président du PR, a été tout aussi critique dimanche, regrettant que la rencontre de l'Elysée n'ait pas été « un conseil européen extraordinaire avec un ordre du jour précis ». Dans un communiqué, il a précisé : « D'une réunion extraordinaire dans une situation extraordinaire ne sont en fait sortis que des propos très ordinaires. »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a estimé dimanche au micro d'Europe 1 qu'il fallait maintenant « passer aux actes » d'abord dans l'« aide » aux pays de l'Est, ensuite « au niveau européen : intégration monétaire et politique et là, sur ce plan, je dois dire que l'on reste un peu sur notre faim ».

M. Jean-Pierre Chevènement, dimanche au « Forum-FR 3-RMC », a observé que la reviviscence du nationalisme à l'est de l'Europe, et même en Allemagne, allait poser pour l'avenir beaucoup de problèmes. Il juge donc nécessaire « une certaine vigilance » afin que cette période de « fin de l'après-guerre » ne se transforme « en début d'après-guerre ». Une analyse que partage M. Chirac qui, sur Europe 1, a déclaré : « L'URSS reste un Etat surarmé confronté à une crise très grave : or un système instable est dangereux. Le système des pactes militaires demeure donc une nécessité. »

Scepticisme dans la presse parisienne

Le dîner des dirigeants de la CEE, samedi 18 novembre, à l'Elysée, a inspiré aux journaux parisiens des commentaires qui vont de la sècheresse à l'irritation. L'appréciation la plus chaleureuse se lit dans le Quotidien de Paris, où Philippe Tesson écrit : « On savait qu'il n'y aurait pas de miracle », mais il ajoute : « Néanmoins, le bilan de cette rencontre n'est pas négatif, au moins sur un point, qui est capital. Que les participants de la CEE aient affirmé leur engagement de contribuer largement au redressement économique de l'Europe de l'Est, cela était attendu et répond à la moindre logique politique et économique. Mais qu'ils aient marqué de manière très appuyée leur volonté de conditionner leur aide à la poursuite du processus de démocratisation dans les pays concernés, cela a un sens fort. »

Les vrais problèmes

Philippe Tesson voit dans cette condition un « encouragement de grande portée » adressé aux peuples de l'Est, en même temps qu'un « avertissement précis à leurs dirigeants ». En même temps, estime-t-il, par cette démonstration unanime, les Douze resserrent naturellement leur propre cohésion politique. »

Cette unanimité est aussi portée au crédit des dirigeants européens par Libération, où Pierre Haski observe « peu de fausses notes dans cette main tendue à ceux qui choisissent la voie démocratique » et « des engagements concrets pour accompagner les douloureuses mutations économiques ». Mitterrand, de ce point de vue, écrit-il, a gagné le pari qui consistait à faire exister l'Europe politique sur ce sujet. »

Il estime toutefois que « les résultats du mini-sommet de l'Elysée ne doivent pas donner lieu à des débordements d'autosatisfaction », car « les vrais choix de l'Europe des Douze sont encore devant elle, tous comme les débats fondamentaux sur la redéfinition de la carte politique et stratégique du continent ».

Philippe Villin, dans le Figaro, affiche la même réserve. « Les vrais problèmes n'ont pas encore été abordés », écrit-il, en relevant, lui aussi, « l'absence de débat public sur les conditions et le sens nouveau de la construction européenne après la chute du mur de Berlin ». « On ne peut pas parler de la construction européenne comme si la question allemande ne se posait pas », souligne-t-il, et il ajoute : « Quelle est la meilleure politique vis-à-vis du formidable potentiel de développement que peut nous offrir l'Europe de l'Est ? Ce débat n'a aucune raison de rester confiné, chez nous, dans les sphères de l'extrême droite et de l'ultra-libéralisme. »

Dans le Parisien, Philippe Alexandre ne dissimule pas sa déception et confie son « sentiment d'insatisfaction devant ce dîner organisé à la sauvegarde et au cours duquel l'Europe, l'histoire, la liberté — les trois causes les plus « excitantes » pour les dirigeants de la Communauté — ont été traitées entre la poire et le fro-

mage ». Il estime que « les peuples, qui ont vécu près d'un demi-siècle de totalitarisme communiste, attendent sûrement autre chose que ces bonnes intentions vaguement énoncées », et relève que « l'aide de la Communauté est assortie d'une condition — des élections libres et secrètes — qui n'a jamais été imposée aux pays africains ».

Claude Cabanes, dans l'Hémisphère, prédit, lui aussi, que les décisions du dîner de l'Elysée « ne devraient guère faire bondir d'enthousiasme les peuples d'Europe, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest ». Reprochant aux Douze de « se mêler des affaires intérieures des pays socialistes », en réservant l'aide économique à ceux qui « lorgnent vers le « modèle » capitaliste », il ajoute : « L'évolution à l'Est, d'une part, et l'intégration à l'Ouest, d'autre part, constituent « un binôme indissociable » a déclaré François Mitterrand après le café. Autrement dit, à l'Elysée, on a appréhendé les événements de l'Est comme une occasion de pousser les feux de l'intégration européenne dans tous les domaines. »

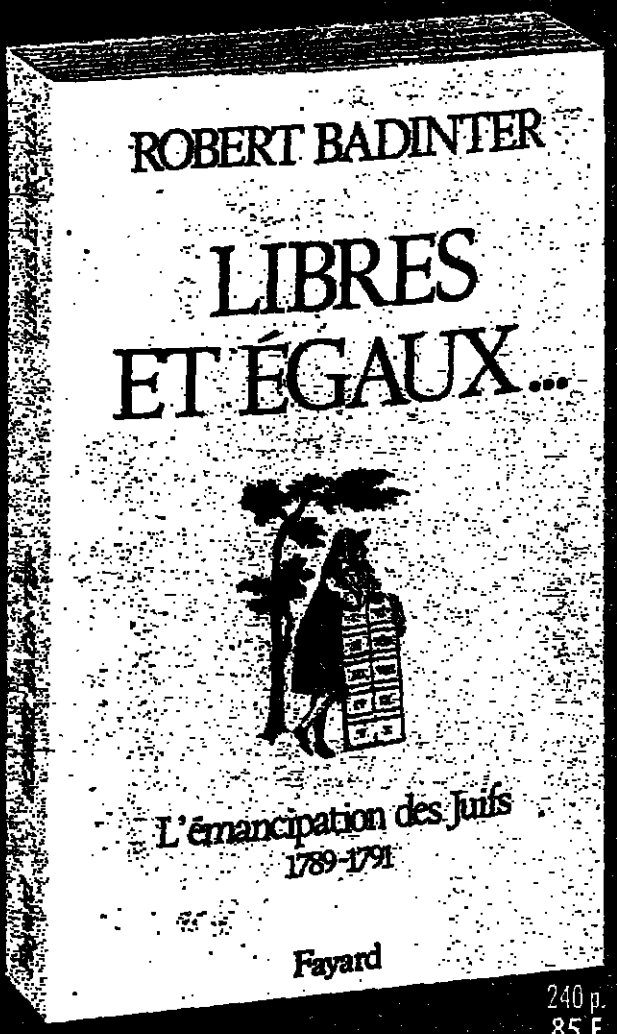
Selon Claude Cabanes, « ce n'est pas le bon outil pour construire la grande « maison commune » de l'Atlantique à l'Oural, où cohabiteraient des peuples souverains, égaux et paisibles ».

M. Mitterrand à La Haye pour préparer le conseil européen

M. François Mitterrand a poursuivi, lundi 20 novembre à La Haye, sa tournée des capitales européennes pour peaufiner les deux grands dossiers communautaires de l'heure : l'union économique et monétaire (UEM) et la charte sociale. Pendant cette visite de quatre heures, M. Mitterrand devait s'entretenir avec le premier ministre, M. Ruud Lubbers, et le ministre des Affaires étrangères, M. Hans Van den Broek.

Sur l'UEM, La Haye entend jouer un rôle d'intermédiaire discret entre la France, qui pousse à la rone et veut fixer un calendrier, et la Grande-Bretagne, qui freine, explique-t-on dans l'entourage de M. Lubbers. Les événements de Berlin ont conduit toutefois M. Van den Broek à multiplier les professions de foi en faveur de l'intégration européenne. Selon son porte-parole, il est même favorable à la convocation « à la fin de l'année prochaine » d'une conférence intergouvernementale, rejoignant ainsi les positions françaises.

ROBERT BADINTER



Refuser aux Juifs le droit d'être des citoyens comme les autres, aux mêmes conditions que les autres, c'était leur dénier la qualité d'hommes comme les autres, et renier la Révolution elle-même. Ainsi l'émancipation des Juifs apparaît en définitive comme une victoire de l'idéologie sur le pragmatisme, de la force des principes sur la force des choses.

L'Histoire
chez
FAYARD

Estimant que la « menace militaire » des pays du pacte de Varsovie diminue, Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, préconise une réduction de son budget

Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, compte proposer une réduction du budget américain de la défense pour les cinq prochaines années, en raison « d'une diminution de la menace militaire des pays du pacte de Varsovie » et du déficit budgétaire américain. M. Cheney, dont les propos étaient rapportés, samedi 18 novembre, par le Washington Post, estime que « s'il est nécessaire de s'inquiéter d'un possible retournement de tendance en Union Soviétique, le sentiment très réel de devoir profiter de ces développements existe aussi ».

Le New York Times croit savoir, pour sa part, qu'une réduction de 180 milliards de dollars du budget militaire américain, entre l'année fiscale 1992 et l'année 1997 est déjà à l'étude. Le budget du Pentagone pour 1989 est de 288 milliards de dollars, celui pour l'exer-

cice 1990, qui attend la signature présidentielle, attendra, sauf modification, les 305 milliards de dollars (le Monde du 17 novembre). Ces réductions devraient se traduire notamment par la fermeture d'une quinzaine d'installations de l'armée de l'air.

La réduction des effectifs américains stationnés en Europe de l'Ouest a également été évoquée par le secrétaire à la défense. « Il est évident, a estimé M. Cheney, que le risque d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, entre l'OTAN et les pays du pacte de Varsovie, est probablement plus faible maintenant que jamais depuis la seconde guerre mondiale (...) et je pense qu'on peut examiner la possibilité, au cours des prochaines années, de réduire le niveau de nos déploiements en Europe occidentale. » — (AFP, Reuters.)

Deux nominations d'ambassadeurs

M. Daniel Dupont au Laos

M. Daniel Dupont a été nommé ambassadeur de France au Laos, en remplacement de M. Marc Menguy.

[Né en 1931, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Dupont a été en poste à Vientiane (1962-1965), à Ségou (1965-1969), puis à l'administration centrale (1969-1972). Il a été ensuite deuxième conseiller à Bonn (1972-1977) et premier conseiller à Tananarive (1980-1984). Il était depuis 1984 ambassadeur dans plusieurs micro-Etats du Pacifique sud, en résidence à Suva (Îles Fidji).]

M. Claude Maynot en Papouasie-Nouvelle-Guinée

M. Claude Maynot a été nommé ambassadeur de France en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en remplacement de M. Jean-Paul Schrickle.

[Né en 1928, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Maynot a été en poste à Téhéran (1961-1964), à Djeddah (1964-1965), à Blantyre (1968-1970), conseiller adjoint à Brasilia (1972-1974), deuxième conseiller à Mogadiscio (1975-1977), consul à Belfast (1979) et à Edmonton (1979-1983). Il était détaché auprès du secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM depuis janvier 1986.]

هكذا من الامم

صحة من الامم

EUROPE

Les changements en RDA et les premiers contacts directs avec la RFA

L'opposition tente de se structurer alors que la pression de la rue se maintient sur les autorités

Week-end tranquille pour les Allemands de l'Est. Si plusieurs centaines de milliers d'entre eux sont de nouveaux passés à l'Ouest, les opposants au Parti communiste, au cours de plusieurs rassemblements, ont tenté de mieux s'organiser. La pression de la rue se concentre toutefois sur M. Egon Krenz, le nouveau secrétaire général du parti, dont les manifestants demandent le départ. M. Krenz d'ailleurs a lui-même évoqué l'éventualité de sa non-réélection lors du congrès extraordinaire du Parti communiste de décembre prochain.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Un dimanche ordinaire : par centaines de milliers - 3 millions selon le porte-parole du gouvernement, 1,7 million selon l'agence de presse officielle - les Allemands de l'Est sont allés se promener à nouveau, ce week-end, en RFA, pendant que quelques dizaines de milliers d'autres manifestaient dans les grandes villes de RDA. La crainte d'un déferlement incontrôlé de promeneurs du dimanche est-allemands à Berlin-Ouest s'est révélée infondée, l'ouverture de nombreux points de passage supplémentaires ayant permis, apparemment, de disperser ce flot. Si des milliers de personnes se sont encore rendues à Berlin-Ouest, la partie occidentale de la ville n'a pas connu la fièvre de la fin de la semaine dernière. Une fois acheté, au cours de la semaine, ce dont on avait vraiment envie, avec le peu de devises disponibles, il ne restait plus qu'à flâner tranquillement. C'est ce qu'ont fait la majorité des « touristes », qui, suivant les conseils diffusés par les médias, se sont déplacés le plus souvent à pied d'un côté à l'autre : il n'y a pas eu d'embouteillages. Beaucoup d'Allemands de l'Est ont manifestement profité de leur deuxième week-end de liberté pour aller voir cette fois des villes situées plus

l'intérieur de la RFA. Vingt-cinq mille visiteurs ont ainsi passé une partie de leur week-end à Francfort, où les musées et les établissements publics leur étaient ouverts gratuitement et où des moyens de transport étaient mis à leur disposition pour leur permettre de visiter les curiosités de la région.

Les trains spéciaux de la Deutsche Bahn vers les grandes villes d'Allemagne de l'Ouest étaient pris d'assaut. Le trafic était également toujours très chargé sur les routes. A la frontière interallemande, les files de plusieurs kilomètres n'étaient pas rares, malgré l'ouverture, là aussi, dans la semaine, de nombreuses nouvelles voies d'accès. L'ancienne autoroute, entre Planen et Hof, en Bavière, avait notamment été ouverte samedi, en présence de nombreuses personnalités politiques régionales des deux côtés.

Ce tourisme n'a pas empêché des milliers de personnes de manifester dans plusieurs villes leur volonté de rester mobilisées pour obliger le nouveau premier ministre, M. Hans Modrow, à tenir les promesses de sa déclaration gouvernementale de vendredi. Cette volonté est d'autant plus importante pour les partisans des réformes que les difficultés économiques et monétaires qui s'annoncent vont mettre, dans les prochaines semaines, les nerfs des dirigeants à rude épreuve.

En outre, les débats du Parlement, samedi, sur les violences policières lors des manifestations du début octobre, ont brusquement fait apparaître au grand jour, pour la première fois, l'existence, au sein du parti, d'une frange de fonctionnaires bien décidés à défendre leur peau. La principale manifestation du week-end a eu lieu dans la ville de M. Modrow, à Dresde, où, selon la télévision est-allemande, cinquante mille personnes se sont rassemblées sur la place du Semper Theater, à l'appel d'artistes locaux. A Berlin-Est, ils étaient venus quelques milliers seulement sur l'« Alex » (l'Alexanderplatz). Il y a été beaucoup question de solidarité avec les Tchèques et les Roumains. A Pots-

dam, enfin, près de trente mille personnes s'étaient réunies, à l'appel, de cette fois, des organisations de base du PC, pour demander à encore à M. Modrow de tenir ses engagements.

Après deux semaines où le PC a eu l'initiative, l'opposition essaie maintenant de revenir au premier plan. Dimanche, l'un des dirigeants de « Renouveau démocratique » a annoncé l'intention de sa formation de tenir, en décembre, un congrès pour se constituer en parti politique. A Leipzig, Neues Forum avait organisé, samedi, sa première grande manifestation, réunissant sous sa propre bannière près de vingt mille personnes. L'appel à cette manifesta-

tion avait été lancé il y a trois semaines, bien avant l'ouverture des frontières et la formation du gouvernement Modrow. Il n'était pas question de rivaliser avec la manifestation du lundi, qui réunissait quelques centaines de milliers de personnes chaque semaine depuis le mois d'octobre. Il s'agissait surtout de tenter de se compter un peu. A cette occasion, on a vu resurgir les divergences entre ceux qui souhaitent maintenir Neues Forum dans sa structure actuelle de mouvement attrape-tout et ceux qui estiment, au contraire, qu'il est nécessaire de s'organiser en une véritable force politique.

HENRI DE BRESSON

Au début d'octobre

M. Krenz aurait annulé un ordre de tirer donné par M. Honecker

Le nouveau numéro un est-allemand, M. Egon Krenz, a sans doute évité un bain de sang le mois dernier à Leipzig, en annulant un ordre de M. Erich Honecker, son prédécesseur, qui avait autorisé la police à tirer, si nécessaire, sur les manifestants, écrivait dimanche le New York Times, cité lundi 20 novembre par l'International Herald Tribune.

M. Krenz, qui était alors membre du bureau politique chargé de la sécurité, s'est rendu en avion à Leipzig, le lundi 9 octobre, et a annulé l'ordre donné par Honecker deux jours plus tôt, précise le journal. Les manifestants ont donc pu défilé dans le calme, comme ils l'ont fait depuis, régulièrement, tous les lundis. Le journal cite à ce sujet les témoignages de plusieurs responsables du Parti socialiste unifié est-allemand (SED).

Selon ces derniers, des renforts de soldats, de policiers et de membres de la police secrète avaient été massés à Leipzig, et des munitions leur avaient été distribuées avec l'ordre écrit, signé par Honecker, de s'en servir si nécessaire.

« Il y avait un ordre, signé Honecker, prononçant une solution à la chinoise », a déclaré, selon le New York Times, Markus Wolf, ancien chef des services d'espionnage est-allemands, faisant allusion à l'écrasement dans le sang du « printemps de Pékin », début juin. « Cela aurait pu être pire qu'à Pékin », a-t-il ajouté.

Rappelons que, après la sanglante répression des manifestations de Pékin, M. Egon Krenz avait été l'un des très rares dirigeants étrangers à adresser un message aux autorités chinoises, les félicitant pour leur fermeté.

Un ministre ouest-allemand en visite à Berlin-Est

M. Rudolf Seiters, ministre ouest-allemand à la chancellerie, devait se rendre lundi 20 novembre à Berlin-Est pour rencontrer le chef du parti et de l'Etat est-allemand, M. Egon Krenz, et le chef du gouvernement, M. Hans Modrow.

BOHN

de notre correspondant

C'est le premier contact direct d'un membre du gouvernement de Bonn avec la nouvelle direction est-allemande. La mission de M. Seiters consiste avant tout à s'informer des intentions de Berlin-Est concernant la mise en œuvre des réformes politiques et économiques annoncées par M. Modrow lors de son discours devant la Chambre du peuple vendredi dernier.

Sa proposition d'organiser les relations avec la République fédérale sur la base d'une « communauté contractuelle » (Vertragsgemeinschaft) a surpris et intrigué les dirigeants de Bonn : s'agit-il simplement de la poursuite de la politique de coopération sectorielle par secteur telle qu'elle est menée depuis les années 70 ou de l'expression de la volonté de M. Modrow d'établir les relations entre les deux Etats allemands sur un plan qualitatif plus élevé ?

M. Seiters demandera également des éclaircissements à ses interlocuteurs sur la tenue d'élections libres en RDA : quand, comment et selon quelle procédure les citoyens est-allemands vont-ils être appelés aux urnes ? Le chancelier Kohl, dans sa déclaration gouvernementale, a fait dépendre l'aide que pourrait apporter la République fédérale de réponses très précises à ces questions de la part des nouveaux dirigeants est-allemands. Les avis restent cependant partagés à Bonn sur le fait de savoir s'il faut exiger de M. Krenz et Modrow la tenue d'élections

rapides ou s'il vaut mieux, comme le demandent plusieurs groupements d'opposants en RDA, attendre plusieurs mois, voire une année, pour que les forces de l'opposition aient le temps de s'organiser à l'échelle nationale.

Analyses divergentes

Ces hésitations ouest-allemandes se manifestent dans tous les partis, où les analyses divergent : pour M. Teltschick, principal conseiller du chancelier Kohl, il est nécessaire que la République fédérale « accompagne le processus de réforme en RDA pas à pas » - alors que la CSU, par la voix de son président, M. Theo Waigel, fait dépendre l'aide ouest-allemande de sévères garanties de Berlin-Est sur l'établissement d'une véritable économie de marché entre l'Est et l'Ouest.

Au sein du Parti social-démocrate, qui devait réunir lundi son comité directeur, les avis se partagent sur la question des élections : pour M. Norbert Gansel, député SPD spécialiste des affaires inter-allemandes, il est nécessaire que des élections libres se tiennent au plus vite. « Sinon », dit-il, « l'émigration va se poursuivre et l'écroulement de l'économie est-allemande rendra inéluctable cette réunification pour cause de faillite que personne ne souhaite pour l'instant ». D'autres dirigeants du SPD sont en revanche d'avis de soutenir la position du nouveau Parti social-démocrate de RDA (SDP), qui veut se donner le temps de s'organiser.

M. Seiters devra également discuter avec ses interlocuteurs est-allemands des mesures d'urgence à prendre pour faire face à la situation nouvelle et chaotique créée par l'ouverture des frontières. Notamment l'engorgement du trafic automobile aux points de passage. Les Berlinois de l'Ouest ont maintenant tendance à désertier leur ville envahie par les Trabant naufragés et à répondre à faire leurs achats dans des magasins envahis par les acheteurs de l'Est.

M. Kohl en RDA après le congrès du SED

En matière d'aide d'urgence à la RDA, M. Seiters va proposer une contribution de la RFA au sauvetage du système sanitaire est-allemand sinistré par l'exode vers l'Ouest des médecins et du personnel de santé : des équipes de dialyse rénale vont être envoyées dans les hôpitaux est-allemands et il n'est pas exclu que des médecins ouest-allemands accueilleront au chômage soient employés comme « coopérateurs ».

Il est maintenant acquis que le chancelier Kohl ne se rendra en RDA qu'après la tenue du congrès extraordinaire du parti, à la mi-décembre, au cours duquel il n'est pas exclu qu'Egon Krenz soit obligé de céder la place à un dirigeant moins compromis avec le régime antérieur : M. Krenz lui-même n'a pas exclu cette possibilité dans une allocution prononcée dimanche soir à la télévision est-allemande.

A. D.

LUC ROSENZWEIG

Le nouveau gouvernement

Voici la liste des principaux membres du nouveau gouvernement de coalition, élu samedi à Berlin-Est par la Chambre du peuple. Il compte, outre le premier ministre Hans Modrow, vingt-sept ministres, dont onze appartiennent aux partis non communistes, traditionnellement alliés au SED au sein du Bloc national.

Président du conseil des ministres : Hans Modrow (Parti communiste, SED)

Chef adjoint du gouvernement pour l'économie : Christa Luft (SED)

Chef adjoint du gouvernement pour les affaires étrangères : Gerhard Baumgärtel (CDU)

Chef adjoint du gouvernement pour les relations avec les Eglises : Lothar de Maizière (Union chrétienne-démocrate CDU)

Président de la commission d'Etatique du Plan : Gerhard Schüller (SED)

Construction mécanique : Karl Grünheid (SED)

Industrie légère : Günter Halm (Industrie lourde : Kurt Singhuber (SED))

Transports : Heinrich Scholz (SED)

Commerce et approvisionnement : Manfred Flegel (NDPD)

Construction et logement : Gerhard Baumgärtel (CDU)

Agriculture, forêt et alimentation : Hans Watzek (Parti paysan DBD)

Finances et prix : Uta Nickel (SED)

Relations économiques extérieures : Gerhard Beil (SED)

Affaires étrangères : Oskar Fischer (SED)

Défense nationale : Theodor Hoffmann (SED)

Justice : Hans-Joachim Heusinger (LDPD)

Educations et jeunesse : Hans-Heinz Emons (SED)

Culture : Dietmar Keller (SED)

Intérieur : Lothar Ahrendt (SED)

Santé et affaires sociales : Klaus Thielmann (SED)

Chef de l'Office de la sécurité nationale : Wolfgang Schwantitz (SED)

Porte-parole du gouvernement et chef de l'Office de presse : Wolfgang Meyer (SED) - (AFP)

Les manifestations prennent de l'ampleur en Tchécoslovaquie

Suite de la première page

Une de ses amies affirme qu'il a été maltraité, roué de coups et piétiné jusqu'à ce que mort s'ensuive, sous les arcades de l'avenue Narodni, par des parachutistes portant des bérets rouges. Les autorités ont formellement démenti ces informations. Officiellement, le ministère de l'Intérieur affirme que les heurts ont fait trente-six blessés, dont dix ont été hospitalisés. Certains doutes subsistent encore dimanche sur l'identité exacte de l'étudiant qui aurait été tué, le nom de Smid étant très courant en Tchécoslovaquie. Pour les autorités, la nouvelle de sa mort est une opération de « désinformation » et de « manipulation de la conscience des gens » visant à « provoquer des troubles sociaux ».

Une conférence de presse des porte-parole de la Charta 77, qui devaient donner des précisions sur la mort de Martin Smid a été interdite dimanche après-midi par la police. L'accès à l'appartement de

Dans Nemcova, où les journalistes avaient été conviés, était bloqué par les policiers en civil et en uniforme. Dans la soirée, le chef du gouvernement tchèque et vice-premier ministre fédéral, M. Frantisek Pitra, a lancé un appel au calme à la télévision, qui a interrompu son programme vers 20 heures. « La majorité écrasante de notre peuple, a-t-il dit, désire un règlement pacifique pour pouvoir mieux développer notre économie et satisfaire aux besoins de la population. » Il s'est adressé aux étudiants et aux artistes qui avaient fait grève samedi soir dans les théâtres, et les a priés de mettre un terme à des « démarches irréfléchies ».

Au cours du week-end, la police a procédé à de nombreuses interpellations dans les rangs de l'opposition. L'un des animateurs de la Charta 77, Petr Uhl, a été arrêté dimanche à Prague. Il est accusé d'avoir « diffusé une nouvelle alarmante », autrement dit, la mort de l'étudiant Martin Smid, sur diverses radios occidentales. Selon Radio-Prague, « les charlistes ont tout simplement inventé un cadavre (...) qui servira de prétexte à la confrontation qu'ils désirent ».

D'autres dissidents, comme Anna Sabatova, épouse de Petr Uhl, Tomas Hradilek, Jan Shudomel (un des leaders de l'Association pacifiste indépendante NMS), ont également été appréhendés.

Forum critique

Dans la nuit de dimanche à lundi, les représentants de douze mouvements indépendants tchécoslovaques, réunis dans un théâtre de Prague, ont constitué, à l'initiative de l'écrivain Václav Havel, un « Forum civique », qui a proposé aux autorités l'ouverture de négociations sur la « situation critique » du pays. Ce mouvement pose quatre conditions préalables :

1. - La démission des membres du comité central du Parti communiste tchécoslovaque « directement liés aux préparatifs de l'intervention des cinq pays du pacte de Varsovie, en 1968, et des responsables de longues années de dévastation

de la vie sociale, à savoir l'actuel chef du parti, M. Milos Jakes, son prédécesseur, M. Gustav Husak, et quatre autres membres du présidium : Jan Fojtik (responsable de l'idéologie), Miloslav Zavadil, Karel Hofmann et Alois Indra ».

2. - La démission du général Frantisek Kinel, ministre de l'Intérieur, et du chef du PCT à Prague, Miroslav Stepan, « responsables des derniers mois de plusieurs interventions de police contre des manifestations pacifiques ».

3. - La création d'une commission d'enquête incluant des représentants du Forum civique, « afin de déterminer les coupables de ces interventions ».

4. - La libération immédiate des prisonniers de conscience, y compris des étudiants arrêtés lors de la manifestation du 17 novembre.

Enfin, le Forum civique soutient l'appel à la grève générale lancé par les étudiants pragoï pour le 1er novembre. Cette première déclaration du Forum civique a été signée par dix-huit opposants représentant diverses tendances. Elle répond à la demande de quarante mille signataires d'une pétition intitulée « Quelques phrases pour un véritable dialogue ».

A. D.

LUC ROSENZWEIG

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !

800 voitures en stock permanent en livraison immédiate

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER

PEUGEOT

en fonction des options choisies

Plus vite, moins cher !

3, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75003 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

La Géorgie dénonce l'« occupation soviétique »

Au cours d'une session de son Soviet suprême qui s'est achevée dimanche 19 novembre, la Géorgie a voté un texte lui donnant le droit de se retirer de l'URSS et de suspendre l'application de son territoire des lois et actes législatifs fédéraux qu'elle jugerait contraires à ses intérêts, annonce l'agence Tass. Par ailleurs, les députés ont entendu le rapport d'une commission chargée d'examiner l'annexion de la Géorgie par l'URSS en 1921, « en violation du traité du 7 mai 1920 entre la Géorgie et la Russie soviétique ».

« Selon les conclusions de la commission », ajoute l'agence Tass, l'introduction de troupes (soviétiques) en Géorgie constitue une occupation dans le but de changer le régime politique en place. La Géorgie demandera à la deuxième session du congrès des députés de l'URSS, convoqués pour décembre, de « porter un jugement politique et juridique » sur ce traité, conclut l'agence.

A Riga, d'autre part, une gigantesque manifestation a rassemblé des centaines de milliers de personnes (300 000, selon des journalistes locaux) samedi 18 novembre, à l'occasion du soixante et onzième anniversaire de la République indépendante de Lettonie, constituée le 18 novembre 1918 et abolie en 1940.

A Kichinev, enfin, capitale de la Moldavie, P. Petru Luncu, nouveau premier secrétaire du Parti de la République, a annoncé dimanche à la télévision locale que les renforts militaires arrivés la semaine dernière pour rétablir l'ordre repartiraient lundi matin. Onze avions transportant des troupes étaient arrivés le 12 novembre à Kichinev, deux jours après des heurts violents entre manifestants et forces de l'ordre, au cours desquels quatre-vingt-trois militaires et quarante-cinq manifestants avaient été blessés. — (AFP, Reuters, AP) —

EUROPE

BULGARIE : après l'éviction de M. Jivkov

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Sofia

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi 18 novembre dans le centre de Sofia pour exprimer leur soulagement après l'éviction de l'ancien numéro un du pays, M. Todor Jivkov, et demander aux nouveaux dirigeants d'accélérer les changements.

SOFIA

de notre envoyée spéciale

« Qu'ils tremblent maintenant, après nous avoir fait trembler ! » Damian Iliev, l'un des animateurs du mouvement indépendant Ecoglasnost, se déchaîne au micro et les quelques trente, quarante, cinquante mille Bulgares massés devant lui en réclament encore. « Je n'ai jamais été si heureux de ma vie, même le jour où j'ai eu mon fils, continue-t-il sur sa lancée. Maintenant, on ne peut plus s'arrêter, la route de l'histoire tourne déjà... »

Rassemblés devant la cathédrale, qui porte le nom d'un saint russe, Alexandre Nevski, en plein centre de Sofia, plusieurs dizaines de milliers de Bulgares ont ainsi exorcisé, samedi 18 novembre, trente-cinq ans d'un régime qui les avait privés du droit à la parole. Aux cris de « démocratie », « élections », « liberté », ils ont applaudi trois heures durant les orateurs qui se succédaient au micro sur les marches de la cathédrale, au nom des neuf groupes, clubs, mouvements indépendants qui organisaient la manifestation. C'était tout simplement du jamais vu en Bulgarie, ce petit pays à l'ombre de l'URSS qui n'a connu ni le 1956 des Hongrois, ni le 1968 des Tchèques, ni le 1980 des Polonais. Ce peuple simple et modeste, habitué à se taire même s'il en éprouvait du ressentiment — le plus dur sous le régime Jivkov ? « C'était le silence », a répondu une dame à la télévision, — n'avait pas de mots pour exprimer ce que

représentait pour lui un tel rassemblement, libre et autorisé. Beaucoup, comme ce mécanicien de trente-huit ans, venu avec sa femme et un autre couple de Samokov, à 60 kilomètres de là, savaient seulement dire que cela leur plaisait et qu'ils avaient de l'espoir. Ici, ce ne sont pas les intellectuels qui manifestent mais des gens simples de tous âges, au physique de paysan, aux habits rapés et au maquillage trop voyant.

Soutien

à M. Mladenov

Quarante-cinq ans d'un régime communiste implacable, succédant, après un intervalle trop bref, à cinq siècles de domination ottomane, ont porté leurs fruits : l'absence totale de culture politique est un constat auquel se résignent tous les opposants, qui n'exercent eux-mêmes d'ailleurs leurs « fonctions » d'opposants que depuis quelques mois, un peu plus d'un an pour

les plus anciens. Tout est à faire, tout est à apprendre.

« Cette société n'était ni socialiste ni évoluée », s'est exclamé de la tribune le sociologue Petko Simeonov, membre du club pour le soutien de la glasnost et de la perestroïka : « C'était une société de dictateurs... Le dictateur Jivkov (huées de la foule) est parti, mais ne nous réjouissons pas trop vite : il est parti en nous laissant de graves problèmes économiques, sociaux, moraux, une nature polluée... Il est parti, mais le système est resté... »

Aucun orateur pourtant ne devait s'aventurer à attaquer les nouveaux dirigeants.

Au sein du comité de coordination, qui organisait le meeting, le mot d'ordre semblait être de ne pas remettre en cause le rôle dirigeant du parti « pour des raisons tactiques » : si tôt, estimait-on, cela risquerait de renforcer le courant conservateur au sein de l'appareil contre le nouveau numéro un, Petar Mladenov. De

même, le comité décida de ne pas donner la parole, lors du rassemblement, à des représentants de la minorité turque, pour ne pas risquer d'aliéner la foule.

L'expérience prouva que c'était là une sage décision, puisque le seul moment douteux de cette belle journée fut la réaction hostile des manifestants au discours du président de l'Association indépendante des droits de l'homme, M. Roumen Vodenitcharov, qui réclamait le rétablissement de tous les droits ethniques pour la minorité turque de Bulgarie, victime d'une brutale campagne d'assimilation forcée. Au nom de la démocratie, toutefois, l'on parvint à faire taire les sifflements et à laisser l'orateur aller jusqu'au bout de son discours.

La plupart des orateurs confirmeront au meeting que les mouvements indépendants appartaient leur soutien à M. Mladenov tant qu'il allait dans la bonne voie. Jusqu'où ce soutien peut-il aller ? « Jusqu'à son premier mensonge », répond

Petko Simeonov. « Jusqu'à ce qu'il (Mladenov) s'arrête de payer », ajoute Dejan Kiouranov. « Et pour le moment, il paie, et plutôt bien. Dimanche après-midi, après la réunion de quelques centaines de personnes dans un parc, qui décidaient de créer « de nouveaux partis », les Soviotes étaient ravis à leur téléviseur, pour voir l'un des premiers dividendes versés par M. Mladenov, le retour de l'émission de Kevor Kevorkian, suspendue en juin pour son audace croissante. « Il faudra excuser nos improvisations, mais nous n'avons été prévenus que mercredi que nous allions reprendre », a déclaré, dès le début, le journaliste, avant de présenter son parterre d'invités, pratiquement tous des personnalités des mouvements indépendants, comme les écrivains Blaga Dimitrova et Radost Ralova, qui ne mâchaient pas leurs mots. Ils avaient quelques années à rattrapper. En duplex de Moscou, Vitali Korotich, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Ogoniok*, approuvait. Paternellement.

SYLVIE KAUFFMANN

AMÉRIQUES

BRÉSIL : pour le deuxième tour de l'élection présidentielle

M. Fernando Collor affrontera « Lula »

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Alors qu'il était au plus bas dans les sondages, M. Luiz Inacio da Silva dit « Lula » vient de remporter un énorme succès. Depuis les derniers décomptes, dimanche 19 novembre, il est assuré de disputer le deuxième tour de l'élection présidentielle le 17 décembre prochain. C'est la machine du Parti des travailleurs qui a relancé sa candidature : les dizaines de milliers de militants que compte le parti dans tout le pays se sont mis en mouvement. Jusqu'à la dernière minute, on les a vus avec leurs tracts, leurs insignes, leurs drapeaux, faire

du prosélytisme, près des banques et des écoles transformées en bureaux de vote.

Les « pétistes » sont des gens particulièrement motivés. En dehors de leur base de départ : l'ABC de Sao-Paulo, où les initiales des trois banlieues où se concentre l'industrie de la région, ils sont nombreux dans les milieux universitaires, les associations de quartier, les comités de base de l'Eglise, les organisations de favelas. Par leur dévouement et leur idéalisme, ils sont le sel du pays.

C'est ce qui explique la géographie du scrutin. Alors que M. Leonel Brizola — son rival de gauche — a concentré le gros de ses suffrages dans les deux Etats — le Rio-Grande-do-Sul et

Rio-de-Janeiro — où il a été gouverneur, Lula a recueilli ses quelque 16 % de voix un peu partout, preuve d'une implantation politique qui a largement débordé le cadre industriel initial. Ses points forts ont été le Nordeste, la zone de toutes les pauvretés, et le Minas-Gerais. Son électoral, selon les analystes, a été surtout urbain, alors que celui de M. Fernando Collor, rural, était au bas de l'échelle sociale, et de ceux qui forment les clientèles conservatrices.

M. Collor, qui affrontera Lula pour l'élection du 17 décembre, a dit, dimanche, que le candidat du PT était un adversaire plus conforme à ses intérêts que M. Brizola : ce dernier, a-t-il expliqué, « aurait pu réussir une union assez large, alors que Lula ne le pourra pas, car son projet est radical et sectaire ».

C. V.

Un négociateur-né

Un radical, disent donc ses adversaires. Et de lorgner sur sa barbe, ouvertement castriste, sur l'étoile des drapeaux de son parti, semblable à celle qui ornait le bétail du « Che », et sur le programme du PT, où le mot socialisme (un socialisme à la latino-américaine) s'inscrit en toutes lettres.

Lula n'est rien moins qu'un radical. Il est même d'une singulière mansuétude avec ses adversaires. Pendant les débats télévisés, chaque fois qu'on lui décochait un mauvais coup, il répondait avec la plus grande patience, sans hargne (contrairement à d'autres candidats), toujours un peu étonné d'avoir à se justifier, lui qui est sans détour, dont le langage est aussi carré que les mains, authentique jusque dans sa façon de confesser son goût pour les boissons fortes.

C'est une question de doctrine, autant que de tempérament. En 1982, alors qu'il venait de fonder son parti — qui réunit, à côté de chrétiens — sociaux et de socialistes démocratiques, une constellation de groupuscules gauchistes, qu'on appelle les chutes du PT, — il prenait déjà ses distances à l'égard d'un socialisme présenté comme un objectif... lointain. « Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui disent qu'il n'y a pas d'issue au Brésil au sein du système capitaliste, disait-il. En attendant que le système change effectivement, beaucoup de gens peuvent mourir de faim. Nous pensons qu'il faut présenter des solutions sur des problèmes précis tels que le chômage, les salaires, la liberté syndicale, le contrôle des multinationales. »

En vérité, Lula est un négociateur-né. « Il adore ça », disent ses amis. Des nécessités de l'action syndicale — parle-

menter sans cesse avec les patrons, — il a fait une vertu, encore démontrée lors du débat au Congrès, de la nouvelle Constitution du pays, entrée en vigueur l'an dernier. Chef du groupe parlementaire du PT, Lula a belligériquement introduit dans la nouvelle Charte des dispositions favorables aux travailleurs — rédu-

isant sans cesse avec les patrons, — il a fait une vertu, encore démontrée lors du débat au Congrès, de la nouvelle Constitution du pays, entrée en vigueur l'an dernier. Chef du groupe parlementaire du PT, Lula a belligériquement introduit dans la nouvelle Charte des dispositions favorables aux travailleurs — rédu-

En 1989 — il a alors vingt-quatre ans — il entre à la direction du syndicat des métallurgistes de Sao-Bernardo, d'où, neuf ans plus tard, il organisera les grandes grèves qui devaient secouer le régime militaire : c'était les premières du genre ; la répression avait été jusqu'alors suffisamment efficace pour étouffer tout mouvement de protestation.

Il est emprisonné deux fois, perd son mandat syndical, mais continue. D'autres grèves suivent, en 1980. Depuis le jour où, dans une cour d'usine, il a pris la parole, il ne l'a plus lâchée, dénonçant avec une voix de plus en plus enrouée les mille misères de la condition ouvrière. En 1981, il franchit le pas, en abandonnant l'action syndicale pour fonder un parti, le premier parti brésilien formé non d'en haut, mais d'en bas. Certains, à gauche, estiment qu'il se trompe, qu'il n'est pas fait pour la politique, et qu'il agiterait davantage sur les événements en restant un leader ouvrier. Mais il n'entend plus obtenir seulement des augmentations de salaires. Il veut aussi que la société change, et « tout changement, dit-il, passe par l'action politique ».

Les journalistes qui ont suivi sa campagne ont essayé de savoir ce qui, chez lui, captivait l'auditoire. Ils ont vu un homme mal à l'aise avec la syntaxe, sans charisme à la Brizola, face à des publics qui ne l'écoulaient pas comme le messie, mais avec qui il entre en contact, d'ambles, parce qu'il parlait de leurs problèmes, de leurs conditions de vie, comme seul un des leurs peut en parler.

CHARLES VANHECKE



PROCHE-ORIENT

A l'occasion d'une visite au Liban nord

L'ambassadeur américain assure

M. Moawad du « soutien personnel » de M. Bush

Les Etats-Unis ont été acclamés, dimanche 19 novembre à Ender, résidence d'été du président libanais René Moawad, soixante-douze jours après avoir fermé leur ambassade au Liban à la suite de manifestations hostiles dans le « pays chrétien ».

ENDER

de notre envoyée spéciale

Revenu de manière spectaculaire samedi, au Liban nord apporter son soutien au nouveau président, l'ambassadeur américain, M. John McCarthy, n'a pas ménagé ses déclarations d'appui au processus de paix engagé par l'accord de Taif.

Cette signification, M. McCarthy a présentée officiellement ses lettres de créance à M. Moawad au cours d'une solennelle mais chaleureuse cérémonie à laquelle étaient présents six députés, dont cinq du camp chrétien.

« Le président Bush m'a envoyé ici pour vous exprimer son soutien personnel et celui de son gouvernement à l'importante tâche que vous allez commencer », a déclaré M. McCarthy. « Nous considérons votre élection comme la réalisation la plus importante de cette longue période de guerre au Liban. »

Dans un message à M. Moawad, M. Bush affirme d'autre part que « l'accord de Taif est un premier pas vers la restauration de l'unité et de la souveraineté libanaise et la libération de son territoire de toute occupation étrangère. Les Etats-Unis vont œuvrer dans les prochains jours pour concrétiser leur aide au Liban, en même temps que presser leurs alliés en Europe et au Moyen-Orient de faire de même ». L'ambassadeur américain, qui était arrivé à Damas où il est reparti dimanche après-midi, s'est entretenu à la fois avec M. Georges Saadé, le président du parti Kataeb (phalangiste), le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, et, par téléphone, avec le chef de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), M. Samir Geagea.

M. McCarthy s'est montré peu tendre à l'égard du général Aoun en affirmant qu'« il doit, comme un bon soldat, obéir aux autorités civiles auxquelles il se soumettra très prochainement ». « Il me semble, a-t-il dit, que dans une démocratie constitutionnelle comme le Liban, les officiers obéissent toujours aux autorités civiles ». L'ambassadeur des Etats-Unis a tenté d'encourager les leaders chrétiens, dont M. Georges Saadé, à rentrer dans le gouvernement.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Monde
EN BANDE
DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG C.C.M.
SERVEUR

TEL : 45 38 70 72

MAROC
MARRAKECH
8 JOURS 2970F

PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges. Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à REV'VACANCES - BP 9 - 92235 Gannevilliers Cedex

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Code postal _____ Cdt : LIMA *Hôtel Sofit Sidi Agouti demi-pension Prix France/France (à partir de)

حکومت اسلامی

حکومت الامم

EUROPE

ROUMANIE : l'ouverture du congrès du Parti communiste

M. Ceausescu propose à Pékin et à La Havane une alliance contre les « déviations » de la perestroïka

Le quatorzième congrès du Parti communiste roumain s'est ouvert lundi 20 novembre à Bucarest. Selon des informations officielles, toutes les organisations de base et assemblées régionales du PCR ont proposé la réélection, à l'unanimité, de M. Nicolae Ceausescu au poste de secrétaire général. Dans des interviews accordées ces derniers temps à la presse cubaine et chinoise, le président roumain — qui ne cache pas sa répugnance pour le processus de démocratisation engagé dans la plupart des pays d'Europe de l'Est — propose aux dirigeants de La Havane et de Pékin

d'entamer un débat sur l'avenir du socialisme face aux « déviations » actuelles.

A la veille de l'ouverture du congrès qui doit durer cinq jours, des membres du PCR, regroupés dans un Front de salut national, ont adressé une lettre ouverte très critique à l'égard de M. Ceausescu. Ils font état de la baisse dramatique du niveau de vie, de la disparition des produits de première nécessité, des médicaments et demandent comment le Conducator peut concilier « la démocratie proclamée avec la répression de toute opi-

nion différente de la sienne ou de son épouse Elena ». Le mois dernier déjà, ce même Front avait demandé aux délégués au congrès de faire preuve de courage et de ne pas réélire M. Ceausescu, dont la politique a conduit le pays à une catastrophe économique et humaine.

Si le PCF est présent, les Partis communistes italien et hongrois, en revanche, n'ont pas envoyé de délégués à Bucarest, et le congrès est également boycotté par les diplomates occidentaux invités.

Réservé et sans chaleur, l'habituel télégramme de félicitations adressé par le comité central soviétique au congrès du Parti communiste roumain souligne, nous indique notre correspondant à Moscou, que « le progrès de chacun des partis frères et la force d'attrait de l'idée socialiste dans le monde dépendent du développement du potentiel humaniste du socialisme ».

En termes aussi directs que l'autorisation et le respect du principe de non-ingérence et le protocole des relations

entre partis au pouvoir, cela revient à accuser les dirigeants roumains de porter tort au socialisme. Vendredi dernier déjà, le quotidien du gouvernement soviétique, les Izvestia, avait purement et simplement tourné en ridicule M. Ceausescu (le Monde date 19-20 novembre).

L'attitude de Moscou paraît donc se durcir régulièrement et il est frappant à cet égard que le PCUS soit représenté au congrès de Bucarest par l'un de ses dirigeants les moins en vue, M. Vorotnikov, membre du bureau politique et président de la République fédérative de Russie.

« Il va bien finir par mourir »



Les « bonnes relations » sont souvent entretenues par le client au moyen de « petits cadeaux » qu'il se procure sur les lieux de travail. Le vol en entreprise est devenu un sport national. « L'Etat nous vole suffisamment, je ne vois pas pourquoi je ne ferais pas de même », commente, cynique, un de nos interlocuteurs.

Le vol institutionnalisé

L'engouement du Roumain pour la voiture particulière assure aux mécaniciens auto — manque de pièces de rechange oblige — un revenu supplémentaire substantiel (cigarettes étrangères, boissons alcoolisées de qualité, argent...). Du jeune couple jusqu'au retraité, tous les Roumains rêvent de la Dacia malgré les problèmes que pose son entretien : le prix (officiellement 75 000 lei, mais les transactions entre particuliers tournent entre 90 000 et 120 000 lei) ; la durée de l'attente (la demande excédant l'offre, les véhicules peuvent être livrés deux ans après la commande) ; l'essence (rationnée à 30 litres par mois en province et 90 à Bucarest) ; la qualité (neuve, les voitures nécessitent bien souvent des mises au point délicates à obtenir).

Ce comportement du consommateur roumain peut paraître déraisonnable à un Occidental, mais il se retrouve dans nombre de pays en voie de développement : la richesse n'a de valeur que si elle « saute aux yeux », or la voiture répond à cet impératif social.

Une des professions favorisées par la crise est celle des médecins, des chirurgiens en particulier. « Si le pot-de-vin donné au médecin était une pratique exceptionnelle auparavant, elle s'est généralisée aujourd'hui : il est devenu inconcevable d'aller chez le médecin sans lui offrir quelque chose », résume un professeur de Brasov.

L'argent ne fait plus recette ; il faut des produits comme le café, les cigarettes étrangères (la célèbre Kent est vendue entre 100 et 120 lei le paquet), les produits de beauté occidentaux, l'agneau et la truie (alcool maison) sont aussi acceptés mais moins prisés.

Les expériences médicales vécues par certains Roumains expliquent cette situation : stérilisation insuffisante, manque de fil chirurgical (le patient doit s'en procurer lui-même), aucun pansement ni calmant, nourriture immangeable, pas de chauffage... Une banale appendicite prend l'ampleur d'une opération à cœur ouvert. « Vous n'allez pas me croire si je vous dis qu'avant mon opération de l'appendicite, j'ai écrit mon testament. Je m'en félicitais presque maintenant. Après l'intervention, suite à une infection, durant trois jours j'ai déliré à plus de 41 degrés... faute d'antibiotique. Il a fallu que ma femme, en catastrophe, arrive à m'en procurer lui-même. Les médecins demandent beaucoup, comment un étudiant en médecine, mais considérez-vous normal que leur retraite ne soit que de 4 000 lei quand un sergent en début de carrière gagne déjà 3 200 lei ? ».

La pénurie du marché officiel est compensée par un florissant marché noir. Les fournisseurs de ce marché sont nombreux et fort différents : ils vont du magouilleur professionnel (blatnar) qui tire ses revenus uniquement du négoce des produits étrangers aux fonctionnaires qui détournent les marchandises de l'Etat, en passant par les occasionnels (paysans, étudiants étrangers, Roumains revenant d'un séjour en Occident...). On y trouve de tout : des jeans entre 1 500 et 2 000 lei ; des magazines achetés entre 70 000 et 80 000 lei ; des médicaments roumains et étrangers ; des aliments, des cigarettes, du café.

Les parents, plus patients, plus méthodiques, sont devenus les aides du jeune ménage. Les difficultés quotidiennes ont fini par avoir raison de la légitime envie de liberté des enfants. Le resserrement des liens familiaux — phénomène nouveau — permet aux parents de s'imposer de plain pied dans la vie privée des enfants. Ce retour à l'autoritarisme parental se manifeste surtout dans les campagnes et dans les petites villes de province.

Retour des anciennes valeurs sociales

La prise en charge de leur propre vie par les jeunes Roumains n'a jamais été une pratique courante dans le pays. Les mentalités (quittant les mi-villages) des parents, les restrictions administratives (quitter une ville pour une autre est d'une extrême complexité), le système d'enseignement dispensé qui bride le besoin d'indépendance des enfants, rien n'encourage le développement du libre arbitre. Dans les années précédant la crise, toutefois, l'autonomie était un thème à la mode parmi les jeunes ; le sujet paraît entièrement dépassé aujourd'hui.

Autre conséquence : la pénurie alimentaire a rendu ses lettres de noblesse à la terre. Si pour certains citadins cette redécouverte a un caractère contraignant, pour d'autres elle représente un retour vers les origines paysannes : « Au départ, je l'ai fait par besoin, maintenant c'est différent. Comme disait mon père, on peut au moins toujours compter sur la terre », confie un retraité qui avait défriché un lopin de terre en bordure de rivière, exemple rapidement suivi par d'autres habitants de sa petite ville de Transylvanie.

La rareté de la viande a conduit bien souvent les travailleurs à retrouver les gestes de la ferme. Ainsi on peut voir autour des grands ensembles des villes de province une véritable ménagerie — fort odorante. Les habitants de ces immeubles, vers 15 heures, apparaissent, avec des sacs remplis de foinage « chapardé » aux coopératives agricoles, qui avec des grands sacs contenant la nourriture du cochon,

Le « domaine » de chacun est bien cadencé par crainte des voleurs.

Une crise morale ?

La débourgeoisie est devenue pour la majorité des Roumains comme une condition de survie au pays des Ceausescu. Il ne suffit pas d'avoir de l'argent ; encore faut-il savoir qu'en faire. Égarement, « offrir » sans offenser, même si on est habillé par l'écaspiration, la haine. La débourgeoisie est un masque derrière lequel on brocarde les valeurs morales élémentaires. « Tout est si anormal ici que le normal tient de l'induit. Il est affligeant d'offrir à mes enfants le spectacle quotidien de ma chute morale... Les gens ne semblent pas tout à fait conscients de ce que signifie une misère morale aussi grande que la nôtre », nous disait un professeur de Cluj.

Sans solidarité et résignation, la société roumaine ne partage que le secret de la Securitate, qui sait donner d'elle l'image d'une efficacité et d'une cruauté sans failles. Un de nos interlocuteurs nous disait à propos des émeutes ouvrières de Brasov : « Ils (les ouvriers) n'avaient qu'à se tenir tranquilles. Qu'est-ce qu'ils ont gagné ? Leur chef qui est tué, beaucoup d'entre eux, bradés à la Securitate, meurent comme des mouches ». (D'après divers témoignages, il semblerait que des grévistes furent invités au siège de la Securitate, rassemblés dans une grande pièce qu'ils quittèrent sans avoir subi d'interrogatoire : ces personnes seraient décédées dans l'année qui a suivi.) Si les Roumains trouvent, sans exception, leur situation catastrophique, la plupart, à la fin de leur discours ajoutent : « Pourquoi me ferais-je taper pour les autres ? ».

Les noms des opposants au régime sont bien connus, mais la signification de leur geste semble l'être beaucoup moins. Les commentateurs du type « une hirondelle ne fait pas le printemps » abondent, même si personne ne sous-estime le lourd tribut payé par les opposants. Est-ce la conséquence du sentiment d'isolement qui hante les Roumains, de l'oppression sensée d'être les marionnettes d'un dictateur omnipotent ?

« Je me demande dans quelle mesure l'Occident a compris comment dangereuse est la folie de la systématisation », s'interroge un écrivain à propos du plan d'aménagement des zones rurales. Malheureusement, sur place, les réactions d'opposition sont moins nombreuses que les attitudes de résignation. Le grand espoir de tous, c'est qu'« un jour, il va bien finir par mourir », ou encore que la systématisation — le plan d'aménagement de toute la Roumanie — conduira le sort réservé aux autres « grands projets » abandonnés en cours de route.

ALEXANDRA ARBORE

BUCAREST

Correspondance

Si dans plusieurs pays de l'Est le vent des réformes soulève une grande effervescence, les Roumains, semblent plus que jamais pétrifiés dans un sommeil endémique où pessimisme, désespoir et lassitude se côtoient.

Cette attitude est d'autant plus explicable que leur niveau de vie ne connaît aucune amélioration. Si le salaire moyen est officiellement d'environ 2 500-3 000 lei, la loi sur « l'accord global » de 1983 le réduit le dimanche de 30 à 40 %. Comment gérer un tel revenu quand la plupart des biens de consommation vendus aux prix d'Etat sont introuvables ?

Dès lors le recours au marché noir est obligatoire malgré ses prix exorbitants. (A titre d'exemple : 1 kilo de café coûte entre 1 500 et 2 000 lei ; un porc d'environ 100 kilos de 10 000 à 12 000 lei ; le kilo de fromage de brebis de 80 à 100 lei.) Comment résister à l'atmosphère d'une corruption omniprésente, aux injustices, à la peur de la « Securitate », au sacage de toute une culture ?

Le printemps dernier les Roumains firent un rêve : leur cauchemar allait prendre fin et le président Ceausescu venait de leur annoncer le remboursement intégral de la dette extérieure roumaine, dénoncée dans les discours officiels comme responsable de tous les maux qu'ils subissent. Mais l'espoir s'est vite éteint, et il fallut se rendre à l'évidence : rien n'avait changé. Et le « Génie des Carpathes » n'allait plus perdre une occasion de désavouer la politique de M. Gorbatchev.

Accroissement des inégalités

Le paysan est une nouvelle fois le grand laissé-pour-compte. Non seulement ses obligations envers l'Etat ont été augmentées, mais il jouit d'une image défavorable auprès des citadins. Ces derniers pensent que la pénurie alimentaire lui a permis de s'enrichir sur le marché parallèle ; peu de paysans pourtant ont véritablement profité de cette possibilité, et la plupart d'entre eux mènent une vie à l'écart du monde (particulièrement en Moldavie, dans les Maramures et autres lieux isolés).

Leur mode de vie est d'une extrême simplicité ; seule leur traditionnelle résignation pourrait faire croire qu'ils ont moins de mal à supporter les difficultés quotidiennes. Mis à part quelques avantages en nature, leur revenu mensuel se situe entre 1 000 et 1 300 lei. Jamais les magasins des villages n'ont été aussi vides.

Avec leur maison, vidéo, voiture, intérieur richement décoré, réfrigérateur gorgé de nourriture, élégamment vêtus, les nouveaux riches sont l'expression d'une opulence ostentatoire en un temps de misère. Cette « clique des parvenus » est constituée principalement par le personnel du secteur commercial, les responsables des grandes unités agricoles, les médecins et par ceux qui se livrent activement au marché noir.

Les responsables des unités alimentaires et de restauration sont les plus privilégiés. Un ingénieur de Sibiu explique : « Les services qu'ils ont rendus aux personnes importantes du quartier ou de la ville — (maire, juges, médecins, directeurs d'entreprises et autres fonctionnaires de poids) — les mettent à l'abri de toute surprise désagréable ainsi peuvent-ils s'occuper en tout impunité de leur florissant commerce. De toute façon, si l'un d'entre eux refusait les règles du jeu, il ne resterait pas longtemps en place ».

et de Dragoslav Markovic, représentant de l'agence yougoslave Tanjug.

Ces inconvénients ont été éparpillés à deux collaborateurs du Monde, qui connaissent bien la Roumanie, et pour lesquels nous avions demandé des vœux dès le 2 octobre. La réponse vint vendredi soir 17 novembre, sous forme d'un coup de téléphone de l'ambassade de Roumanie : « Nous sommes désolés, mais nous n'avons toujours pas reçu le feu vert de Bucarest. Je suis sûr que si vous nous donniez d'autres noms de journalistes, cela faciliterait les choses. » Nous avons bien sûr refusé.

Journalistes indésirables

La Roumanie a quasiment fermé sa frontière avec la Hongrie. Toutes les routes qui conduisent à Bucarest sont étroitement contrôlées. Un dispositif policier exceptionnel a été mis en place dans la capitale. Plusieurs journalistes qui avaient obtenu un visa de presse pour « couvrir » les travaux du congrès ont déjà été expulsés. Il s'agit entre autres de Claude-Marie Vadrot, envoyé spécial du Journal du Dimanche, qui a été retenu et interrogé pendant quatre heures à l'aéroport de Bucarest, avant d'être placé dans un avion de la Lufthansa pour Francfort ; du directeur du bureau de l'Agence France-Presse à Vienne, Jean Bernier ;

ROYAUME-UNI

Le week-end de terreur de l'IRA : trois soldats britanniques tués, deux blessés

L'IRA a frappé au cours du week-end en Irlande du Nord et en Angleterre, tuant trois soldats et en blessant grièvement deux autres, comme pour donner raison au nouveau ministre chargé de l'Ulster, M. Peter Brooke, qui a récemment déclaré qu'il était « impossible d'en finir militairement avec elle ».

LONDRES

de notre correspondant

On avait alors interprété les propos de M. Brooke malgré les démentis officiels, comme une invite à des pourparlers de paix par l'inter-

médiaire du Sinn Féin, l'aile politique légale de l'organisation clandestine.

Mais l'IRA vient de signaler à sa façon qu'il n'était pas question pour elle d'un cessez-le-feu. Trois militaires britanniques qui patrouillaient dans une Land-Rover en Ulster, ont été tués, samedi 18 novembre, par l'explosion d'une mine télecommandée. Le quatrième occupant du véhicule est dans un état grave. Il s'agit de l'unique de la plus meurtrière depuis le début de l'année.

L'IRA a également poursuivi samedi sa campagne d'attentats en Angleterre même. Une bombe a explosé en fin de matinée sous la voiture du sergent Andrew Mudd, devant les quartiers d'habitation de la caserne de Colchester (Essex), au nord-est de Londres. Le sergent a dû

être amputé des deux jambes, tandis que sa femme, qui se trouvait à proximité, a été blessée par des éclats de verre. Le ministre de la Défense, M. Tom King, avait inspecté la caserne vendredi soir, mais les services de sécurité ne sont pas parvenus à établir si la bombe avait été posée avant ou après cette inspection.

L'organisation républicaine peut donc affirmer n'avoir visé que des cibles militaires directement liées à la présence de l'armée britannique en Irlande du Nord. Mais elle a aussi atteint, même légèrement, une victime civile en la personne de la femme du sergent Mudd. La façon dont fonctionnent l'IRA reste mystérieuse. On sait qu'elle est dirigée par un « conseil militaire », mais ses « unités actives » sont très largement

autonomes pour des raisons de sécurité.

Une « unité active », qui agit en Angleterre, avait failli réaliser il y a une semaine un attentat spectaculaire. Une charge de Semtex (un explosif fabriqué en Tchécoslovaquie) avait été découverte par hasard, le 13 novembre, dans le quartier de Kensington, à Londres, près de la voiture de sir David Ramboham, commandant en chef de l'armée de terre britannique, surnommé « Rambo » par ses hommes, et qui se rend souvent en Irlande du Nord. La charge, dissimulée dans une boîte en plastique et apparemment mal fixée, était tombée sans exploser sur le macadam. L'IRA silencieuse jusqu'ici sur cette affaire, a admis dimanche, en être à l'origine.

DOMINIQUE DHOMBRES

EUROPE 93

Les élus nationaux et la Commission de Bruxelles

Les parlementaires des Douze redoutent d'être dessaisis au profit des technocrates

De Rome à La Haye, en passant évidemment par Londres et Copenhague, les élus nationaux partagent les inquiétudes des parlementaires français, qui constatent une réduction de leurs pouvoirs en raison de l'importance croissante de la législation communautaire (le Monde du 17 novembre). Pour la première fois, les parlementaires nationaux chargés des affaires européennes dans dix pays de la CEE se sont réunis, jeudi 16 et vendredi 17 novembre, à Paris. Ils ont décidé de se rencontrer désormais tous les six mois, dans le pays assurant la présidence tournante de la CEE, afin de confronter leurs expériences et de réfléchir aux solutions à apporter au « déficit démocratique » de la Communauté.

Il est devenu banal de dire que, dans les pays de la CEE, le pouvoir n'est plus dans les capitales mais à Bruxelles. Un haut fonctionnaire qui accompagnait son ministre, il y a quelques semaines, dans la métropole belge, s'étonnait d'y rencontrer cinq ministres français (le sien compris...) dans la même journée ! Il n'est pas moins banal de fustiger la Commission européenne en l'accusant d'imposer des diktats aux gouvernements et de se mêler de ce qui ne la regarde pas. Pour ne reprendre que sa dernière attitude, M^{me} Thatcher demandait encore, lundi dernier : « N'est-il pas ironique, au moment où l'Europe de l'Est progresse vers la démocratie, que certains au sein de la CEE cherchent à arracher les décisions économiques et monétaires aux Parlements nationaux pour les confier à une institution qui n'a de comptes démocratiques à rendre à personne ? »

La Commission européenne n'est certes pas exempte de tout reproche, et elle aurait eu tout cas peut-

être intérêt à se garder d'une certaine propension à intervenir tous azimuts. Cependant, ses détracteurs sont de mauvaise foi lorsqu'ils lui font entendre que c'est elle qui décide au niveau européen. Elle ne décide en réalité qu'un pouvoir d'exécution et de proposition. Celui de décision est entre les mains des gouvernements : ce sont eux qui, par ministres concernés interposés, votent les normes communautaires. Réunis en conseil, les douze ministres adoptent, ou non, les directives (« lois » européennes) mises à l'ordre du jour par le gouvernement assurant la présidence de la Communauté au moment donné.

Une fois acquiescées, ces directives doivent être transposées dans les douze législations nationales, chacun des États restant maître de la méthode adoptée. « Une directive est un accord entre douze administrations », estime M. Charles-Ferdinand Nothomb, président de la Chambre des représentants belge. Sous-entendu : ce sont des technocrates qui légifèrent. En tant qu'ancien ministre, M. Nothomb se souvient des conseils auxquels il a assisté comme étant des réunions de cent vingt personnes — du fait de la présence de nombreux fonctionnaires nationaux, — et non de douze ministres, comme on pourrait l'imaginer.

Les modèles danois et britannique

Ce processus de décision laisse peu de place aux parlementaires européens. Depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique (1^{er} juillet 1987), leur avis pèse sur la législation communautaire, mais seulement dans certains domaines. Et quand bien même leur capacité à exercer une influence s'affaiblit un peu plus avec le temps, ce ne sont pas eux qui décident en dernier ressort.

Les élus des douze Parlements nationaux ont beau jeu, dans ces conditions, de dénoncer le « déficit démocratique » de la Communauté. En bref, ils constatent que le modèle démocratique ne s'est pas

reproduit à l'échelle des Douze et craignent une « déviation technocratique » de l'Europe. Dans chacun des Parlements nationaux, des élus s'emploient à « recueillir le vif ». Certains s'y consacrent même depuis les débuts.

Tous les vendredis matin, dix-sept députés du Folketing, le Parlement danois, se réunissent pour discuter des affaires communautaires au sein d'une « commission du marché », considérée comme étant la plus importante de toutes les commissions, avant même celle des affaires étrangères. Et ce depuis l'adhésion du Danemark à la Communauté. Sur toutes les questions importantes, les ministres doivent communiquer à la commission du marché les positions qu'ils s'approprient à défendre à Bruxelles. Les parlementaires peuvent faire valoir un avis divergent.

En Grande-Bretagne, les réunions des « commissions spécialisées » dans la législation européenne, à la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords, agissent également en amont, avant la discussion des directives au niveau des Douze. Ces deux commissions s'informent, élaborent des rapports (celle de la Chambre des Communes en édite 900 par an) et décident, en fonction de l'importance des questions traitées, de l'opportunité d'un débat en séance plénière. Le gouvernement doit communiquer sa position aux parlementaires et est informé de la leur, avant la négociation à l'échelle européenne.

« Nos ministres sont tous membres du Parlement ; ils ne peuvent pas, au retour d'une négociation, se permettre de dire aux parlementaires : « Je vous avais bien entendu mais à Bruxelles... », explique le directeur de la commission de la Chambre des Communes, M. Christopher Ward. Autrement dit, les parlementaires britanniques ont un certain poids sur la législation communautaire. Un poids relatif puisque, pour une large majorité, ils sont acquis aux positions de leur premier ministre (ce qui n'est pas le cas au Danemark, où le gouvernement est

minoritaire). Il n'en reste pas moins que le fait qu'il y ait débat permet une circulation de l'information, et donc une certaine publicité des affaires européennes auprès de l'opinion.

Dans les dix autres pays, les parlementaires regardent d'un œil envieux les modèles danois et britannique. Le Sénat belge, le Parlement grec et luxembourgeois et la Chambre des députés italienne ne disposent d'aucun organe spécialisé dans les affaires communautaires. Dans les autres Assemblées, il existe, chez l'un, une délégation, chez l'autre, une commission ou une sous-commission. Ces organes agissent en aval, bien après que la Commission européenne a fait ses propositions. Résultat : souvent les parlementaires nationaux découvrent les directives (lorsqu'ils en prennent connaissance...) au moment où ils doivent les transposer dans les législations nationales. Trop tard pour intervenir, sur le fond, auprès du gouvernement.

Le renforcement des liens avec le Parlement européen

Beaucoup de militants convaincus s'en réjouissent. Leur raisonnement est le suivant : si les Danois et les Britanniques sont si au fait des affaires européennes, c'est pour mieux contrecarrer toute avancée ; il est vrai que lors des négociations en conseil, à Bruxelles, les ministres de ces deux pays se prévalent souvent de la position de leur Parlement pour refuser tout compromis, quand bien même rien ne les y oblige. Les organes spécialisés, au sein des Parlements nationaux, constituent donc, selon leurs détracteurs, des freins à la construction européenne ; et ces freins sont inhérents à la nature du mandat de parlementaire national : un élu s'écarterait les barreaux de la chaise sur laquelle il est assis en allant de l'avant en matière de politique européenne !

Cette thèse est controversée. D'abord, parce que toutes les Assemblées n'ont pas systématiquement

des réflexes nationaux, et ensuite parce que, pour l'instant, il n'existe pas d'autre solution. « Même s'ils constituent des freins, même si de ce fait on va moins vite, il faut associer les parlementaires nationaux à la construction européenne afin d'éviter des difficultés très graves », estime M^{me} Nicole Péry, vice-présidente du Parlement européen, en faisant allusion aux dérapages qui pourraient intervenir si l'opinion publique européenne était maintenue dans l'ignorance des affaires communautaires.

En février dernier, l'Assemblée de Strasbourg a adopté une résolution (rapport Scialoja) en faveur d'échanges entre parlementaires nationaux et parlementaires européens, les premiers étant invités à participer aux travaux des commissions des seconds, avec voix consultative. L'invitation n'est certainement pas près d'être rendue dans certains pays : les parlementaires européens britanniques ne sont pas en odeur de sainteté à Westminster... Depuis quelques semaines, ils n'ont plus à faire la queue avec le public pour y accéder, mais ils sont toujours interdits de séjour à la bibliothèque et au bar.

Pour l'heure, les parlementaires nationaux chargés des affaires communautaires ont décidé, vendredi à Paris, de se revoir deux fois par an et d'échanger systématiquement les prises de position de leurs Assemblées sur les affaires européennes. Un premier pas qualifié de « déquille » par M. Nothomb. Aux solutions envisagées pour combler le « déficit démocratique » de la Communauté, le président de la Chambre des représentants belge ajoute sa pierre en proposant qu'une partie (25) des parlementaires européens soient élus à l'échelle des Douze (M. Nothomb cite M^{me} Giscard d'Estaing et Fabius comme étant susceptibles d'être élus par des citoyens danois ou grecs) et que, parallèlement, soit créé un Sénat européen composé d'élus nationaux.

A la question « Un Sénat européen ? », M. Alain Pöcher répondait, mercredi 15 novembre, dans

le Figaro : « Oui, pourquoi pas ? » L'idée du président du Sénat français n'a pas suscité l'enthousiasme chez les parlementaires nationaux réunis à Paris. Du moins, des divergences de taille sont apparues, comme sur toutes les questions abordées, et notamment sur celle de savoir si les pouvoirs du Parlement européen doivent ou non être accrus (ce qui suppose la révision des traités). Italiens, Belges, Allemands et Néerlandais — du moins pour les présents, qui n'engageaient qu'eux-mêmes — se sont montrés convaincus que la seule solution à apporter pour rapprocher les citoyens de l'Europe était là, dans un Parlement européen qui détiendrait un réel pouvoir législatif. Restent de nombreuses réticences...

MARIE-PIERRE SUBTIL

Calendrier

● Mercredi 22 novembre : le débat sur les conséquences pour la Communauté des bouleversements dans les pays de l'Est, prévu au Parlement européen, réuni en session à Strasbourg du lundi au vendredi, aura probablement lieu mercredi.

● Jeudi 23 : conseil marché intérieur (réunion des douze ministres chargés de l'achèvement du marché unique) à Bruxelles. En négociation : les futures compétences de la Commission européenne en matière de concentrations d'entreprises, les réseaux trans-européens et le futur statut de la « société européenne ».

● Lundi 27 et mardi 28 : conseil affaires générales (réunion des douze ministres des affaires étrangères) à Bruxelles. Au programme, la préparation du conseil européen des 8 et 9 décembre à Strasbourg, les accords avec les pays de l'Est et la libre circulation des personnes.

TRANQUILLITE

AVEC

TOP AIR PORTUGAL

De l'enregistrement à l'atterrissage, marchez sur un nuage. Prenez l'air, laissez nous faire. Partout dans le monde, laissez vous dorloter. Raffiné, attentionné et méticuleux, votre équipage est aux petits soins. Goûtez les charmes de la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse. Et qui sait rendre un vol agréable.



VÖYAGEZ COMME VOUS RÉVEZ



هكذا من الاجل

L'assemblée générale des Verts à Marseille

M. Chirac pré- sident et l'

vement « planés », les minoritaires ont quitté la salle et entraîné la majorité des députés et codéputés européens. M^{me} Solange Fernex — comme son collègue au Parlement européen, M. Didier Argenet, elle-même avait été élue députée — a dit : « Ici, elle est restée très crânement tout au long de l'Assemblée générale — a pris la parole, tardivement, pour recoller les morceaux ». En vain. Un flottement a gagné les rangs de ceux qui restaient. Les coprésidents de séance, M^{me} Vuyonet, et son assesseur, M. Bruno Bollstein, ont levé le ségès, laissant seul M. Michel de Certeau, mais il n'a rien dit. Le président, qui aurait probablement souhaité que cette Assemblée générale, dont il était l'hôte maraillais, s'achève plus contrairement.

Négocier après la rupture

C'est pendant cette interruption que «chacun se réinterroge». Pendant une bonne partie de la journée, les «européens» avaient fait savoir aux «wachériens» qu'ils souhaitaient présenter un des leurs, M. Marc Saumureau, au poste de secrétaire national adjoint, et qu'en même temps ils avaient demandé à M. Edgar Louis Vidal, unique conseiller écologiste de Paris, considéré par ses détracteurs comme un appatchik suspect, de leur proposer un candidat.

M. Vidal ne s'est pas présenté. M. Saumureau a été battu, et M. Vidal a alors fait savoir au CNIR que, pour donner un coup de main décisif, et de façon informelle, il pouvait occuper ce poste d'adjoint. La ficelle a paru un peu grosse aux minoritaires.

« Cette démolition est révolutionnaire », confie l'un d'eux aux Se-

les. Trois des quatre porte-parole ont été élus : M^{me} Buchmann, présidente de l'Association nationale des élus écologistes (ANEE), conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Strasbourg, M^{me} Nicole Bouilly (région Centre) et M. Christian Brodhag, porte-parole sortant (comme M^{me} Holzenhausen qui ne se représentait pas). Ces trois porte-parole étaient sur la liste Waechter. Le trésorier, L. Edouard Tête, a été reconduit, ainsi que le secrétaire national, L. Canbot, élu lui aussi de la liste de M. Waechter, dont les amis déjeunent donc tous les soirs déjà pourvus à Marseille, le 9 novembre.

Une réunion extraordinaire du CNIR devrait se tenir les 9 et 10 décembre. Une partie sera organisée à huis clos.

Une réunion extraordinaire du NIR devrait se tenir les 9 et 10 décembre. Une partie sera organisée à huis clos.

PROPOS ET DÉBATS

des. Trois des quatre porte-parole ont été élus : M^{me} Buchmann, présidente de l'Association nationale des élus écologistes (ANEE), le conseiller régional d'Alsace, le conseiller municipal de Strasbourg, M^{me} Alphonse, le conseiller régional R. M. Christian Brochag, porte-parole sortant (comme M^{me} Hottel) carneau qui ne se représenterait pas. Ces trois porte-parole étaient sur la liste Waechter. Le trésorier, Christian Witz, a été réélu, ainsi que le conseiller national, J. Cambot, où lui aussi de la liste et M. Waechter, dont les amis déclarent donc tous les postes déjà pourvus à Marseille, le 9 novembre.

Une liste extraordinaire du FNIR devrait se tenir les 9 et 10 décembre. Une partie sera organisée à huit clos.

Une réunion extraordinaire du NIR devrait se tenir les 9 et 10 décembre. Une partie sera organisée à huis clos.

PROPOS ET DÉBATS

consistent : « l'occasion d'une énorme campagne pour en conclure à l'échec du socialisme, et surtout à l'irréversible condamnation à mort du Parti communiste chez nous ». « En soutenant totalement la perestroïka et ce renouveau, nous agissons au nom de notre propre conception du socialisme, et parce que nous avons accompli ces dernières années un immense effort de renouvellement », a-t-il conclu.

M. Chevènement
« La direction du PCF n'est pas du tout à la hauteur »

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a estimé dimanche, au cours du « Forum FR 3-RMC », que « la direction actuelle du PCF n'est pas du tout à la hauteur et qu'il y aurait vraiment besoin au sein du PCF d'un sérieux dépoussiérage ».

annoncé M. Gérard Holder, l'ancien secrétaire général. Selon lui, ce conseil est

■ M. Mitterrand gagne un point. M. Rocard reste stable... Selon le baromètre établi par l'IFOP pour le *Journal du dimanche*, la cote de popularité de M. Mitterrand a progressé d'un point en novembre par rapport au mois précédent : 44 % des sondés se déclarent « satisfaits » du chef de l'Etat au lieu de 43 % en octobre. Le nombre d'avis contraires ne varie pas.

plutôt que de rester une armée de conscrits ». Il a par ailleurs réaffirmé le soutien du CNI au

... ..

[illegible]

POLITIQUE

Le RPR et le monde du travail

M. Chirac propose d'« amplifier » et de « généraliser » la participation et l'intéressement dans les secteurs privé et public

As cours d'une « Convention nationale du monde du travail » organisée, dimanche 19 novembre, par les sections d'entreprises du RPR, M. Jacques Chirac a formulé un nouveau « plan social » en proposant une généralisation de la « participation » et de l'intéressement aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

Les débats de la « Convention nationale du monde du travail » se sont déroulés au Parc Floral de la Seine, à Vincennes, en présence de quelque deux mille délégués des sections d'entreprises du RPR, dont l'objectif est de relancer, depuis quelques mois, par M. Jacques Chirac, député du Tarn et secrétaire national à la participation, et par M. Georges Reppey, délégué national. Ces sections ont constitué, en 1988, un conseil représentatif du monde du travail et ont élu M. Jacques Chirac à leur tête.

Quatre commissions ont traité de la solidarité dans l'entreprise, de l'emploi, de la fonction publique, et de la liberté d'entreprendre. À l'issue de la discussion qui a suivi, M. Jean-Pierre Delalande, député du Val-d'Oise (« rénovateur »), a demandé que « chaque entreprise établisse un plan participatif adapté à ses conditions propres ». Il a demandé que « la participation se manifeste à tous les niveaux » et souhaité « des syndicats forts et moins politisés pour qu'ils aient une meilleure représentativité ou, à défaut, qu'ils soient créés des associations de salariés ».

Justice et compétitivité

M. Edouard Balladur a évoqué trois conditions : « La participation ne doit pas prendre une tournure antisindicaliste, mais elle doit permettre l'harmonie sociale. Elle ne doit pas procéder par voie autoritaire. L'intéressement ne doit pas prendre la place du salaire, mais se traduire par un plus ».

M. Jacques Toubon, à propos de la fonction publique, a demandé que les corps trop nombreux soient remplacés par de grandes écoles pour faciliter la mobilité. « Il faut révaloriser les bas salaires », a-t-il

ajouté, en demandant une modernisation des matériels, une formation permanente, un intéressement aux gains de productivité et une autonomie hiérarchique plus participative. Pour M. Juppé, secrétaire général du RPR, son mouvement « ne négocie pas un virage social mais exprime sa fidélité et sa continuité, car le gaullisme a toujours été le non-conservatisme et le mouvement de la réforme et de la généralisation ». Il incarne aussi « la modernité, car le partenariat est toujours plus efficace que la lutte des classes ».

M. Jacques Chirac veut proposer « une nouvelle ambition sociale » par la participation, qu'il faut maintenant amplifier et généraliser, car « elle réconcilie justice et compétitivité, intérêt du salarié et intérêt de l'entreprise ». Évoquant sans le nommer

le conflit Peugeot, M. Chirac demande : « Comment reconnaître et récompenser les efforts accomplis par les salariés sans compromettre à nouveau l'avenir, au moment même où la concurrence s'accroît ? » Et il répond : « L'intéressement permet par un accord librement négocié de distribuer immédiatement, à la mesure des résultats atteints grâce à l'effort de tous, un surcroît tangible de rémunération ». Il précise : « Il s'agit d'un revenu supplémentaire, socialement légitime et nécessaire, et économiquement supportable par l'entreprise, dès lors qu'il a pour contrepartie une amélioration constante de la productivité ». Cet intéressement ne doit pas être assujéti aux cotisations sociales.

M. Chirac souhaite aussi « un système qui permette de rendre les

travailleurs partie prenante de toute augmentation de capital et qu'on réfléchisse à une représentation organisée et garantie des salariés actionnaires dans les organes sociaux de l'entreprise ». Il demande « qu'on desserre les contraintes législatives qui entravent la vie contractuelle, qu'on décentralise le dialogue social, qu'on s'appuie sur un mouvement syndical représentatif et dynamique ». M. Chirac, qui juge que l'État n'est pas bien géré, demande que « l'expertise et les méthodes de la participation s'appliquent au secteur public ».

Il propose que, comme dans le secteur privé, les fonctionnaires aient « un système de retraite complémentaire » et que leur intéressement reconnaisse l'amélioration du fonctionnement de telle ou telle unité de travail.

Quatre objectifs

par André Passeron

POUR remédier au sentiment de déficit social qu'avait inspiré, dans l'opinion, l'action de son gouvernement, entre 1986 et 1988, M. Chirac a ressenti la nécessité de mettre l'accent sur la vocation sociale du RPR, en organisant, le 19 novembre, au bois de Vincennes, une « Convention nationale du monde du travail ». Déjà, depuis quelques mois, plusieurs interventions de l'ancien premier ministre avaient souligné la nécessité d'une action plus précise en ce domaine.

En choisissant de lancer fortement le balancier dans cette direction-là, M. Chirac vise quatre objectifs :

« Tenter, d'abord, de convaincre — bien qu'événement retardé — l'ancien économe de son gouvernement était d'abord une entreprise d'assainissement et que, si elle a été mal comprise, c'est parce qu'il n'a pas eu le temps de développer la politique sociale qui lui aurait été la conséquence. Mais son intention était déjà bien arrêtée à ce sujet, comme l'attestent les mesures partielles qu'il avait commencées de prendre et dont les fruits ont été recueillis par les socialistes ».

« Ensuite, ensuite, sur un électeur qu'il avait deviné de plus en plus hésitant, flottant, recroquant même et, surtout, qu'il juge déçu par la politique de l'actuel gouver-

nement. Il n'hésite donc pas à se référer aux conflits sociaux qui se sont produits depuis le début du second septennat et, notamment, dans la fonction publique, pour affirmer : « M. Mitterrand nous promettait le paix sociale, et nous avons eu la crise sociale. » Quant à M. Rocard, il juge son action selon cette formule : « Un immobilisme timoré, érigé en méthode de gouvernement ».

« La troisième objective que vise M. Chirac est de rassembler ses troupes et même d'élargir le cercle de son audience. Il sait que, sur le sujet de la politique sociale, ordonnée autour du thème de la participation, il peut réunir toutes les tendances du RPR, même si elles se séparent parfois sur d'autres thèmes : les « rénovateurs », partisans d'une politique concrète, « proche des gens » et dont plusieurs représentants étaient à Vincennes, notamment MM. Delalande et Carignon. M. Seguy ayant envoyé un message chaleureux : les chaboteurs, qui prouvent leur application de la « nouvelle société », ainsi que l'a indiqué le maire de Bordeaux dans un texte d'encouragement lu à la tribune ; les partisans de M. Balladur, qui prône le « libéralisme populaire », et qui a rappelé que, par les privatisations, il avait rendu plusieurs millions de

Français actionnaires, donc propriétaires des entreprises ; les pompidoliens, qui retiennent que l'ancien chef de l'État a inventé la « mensualisation » et introduit l'intéressement chez Renault ; enfin, les gaullistes d'origine, qui se rappellent encore « l'association capital-travail » lancée par de Gaulle et qui avait donné naissance aux gaullistes de gauche. Mais, au-delà de ceux-là, M. Chirac s'adresse aussi à tout le centre et aux « déçus du socialisme ».

Car — et c'est son quatrième objectif — le président du RPR propose les bases d'une nouvelle politique sociale pour l'ensemble du monde du travail, par le développement généralisé de l'intéressement, de l'actionnariat et de la participation des salariés, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, qu'il s'agisse des entreprises publiques ou des administrations nationales et locales.

Mais, pour mettre en œuvre ce qu'il appelle une « constitution sociale », M. Chirac ne cache pas qu'il faut changer radicalement la façon dont l'État et l'économie sont actuellement gérés, c'est-à-dire obtenir l'alternance politique, pour laquelle il se porte naturellement candidat, sans le dire ouvertement, mais en le suggérant assez clairement.

An cours de son quatre-vingt-dixième congrès

Le Parti radical réclame des élections législatives anticipées

Réuni pour son quatre-vingt-dixième congrès à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), le Parti radical a adopté, dimanche 19 novembre, à l'unanimité moins quatre abstentions, une déclaration dans laquelle il « met en garde le pays contre les graves dangers » que fait courir l'absence de majorité à l'Assemblée nationale et « réclame de nouvelles élections législatives ».

THONON-LES-BAINS
de notre envoyé spécial

Quatre-vingt-huit ans et encore de belles dents ! Le Parti radical, qui ne compte plus que trois députés, est prêt à s'engager dans une nouvelle bataille électorale pour mettre un terme à l'« immobilisme » qui découle, selon lui, de l'absence de majorité à l'Assemblée nationale. Il demande à ses militants de « se préparer activement » à de nouvelles élections législatives. Qu'importe si, selon un sondage commandité par ses soins à la SOFRES, les Français considèrent qu'il faudrait, en priorité, lutter contre le chômage (65 %) et contre la drogue (54 %) et tant pis s'ils attendent surtout des partis politiques que ceux-ci cherchent à « améliorer la vie quotidienne ». Les préoccupations tactiques ont bien vite repris le dessus après la présentation des résultats de cette enquête sur les appréciations comparées des militants radicaux et de l'ensemble des Français face au débat politique.

La nécessité de recourir à de nouvelles élections a été présentée par M. Jean-Thomas Nordmann, vice-président, pour lequel l'utilisation répétée de l'article 49-3 de la Constitution est devenue intolérable. Cette procédure, explique-t-il, fait du Parti communiste français « la clé de voûte du fonctionnement des pouvoirs publics au moment même où le communisme est vaincu dans le monde entier ». Pour M. Didier Bariani, ancien président du parti et maire du vingtième arrondissement de Paris, il est vain d'espérer un regain d'influence du Parlement si on ne lui donne pas constitutionnellement des pouvoirs nouveaux. Cette exigence lui paraît d'autant plus urgente que les « chantiers » du ministère de l'Intérieur (projet de loi sur l'immigration, réforme du droit électoral, refonte de l'administration territoriale) préparent « un système politique dont il sera difficile de sortir ». « Tandis que

le président et le premier ministre font dans le convivial et l'acrimonie », M. Joze et les siens construisent une France qui n'est pas pour nous ».

Sur les problèmes de société, sur la question de la laïcité bien sûr, ou sur celle de l'Europe, les radicaux estiment que leur parti — « le parti du bon sens » — peut encore faire partager sa propre philosophie à ses partenaires de l'opposition. « Nous avons un avenir au titre de courant de pensée », assure ainsi le maire de Nancy, M. André Rossinot, qui imagine même qu'un jour un radical « il ne dit pas le mot — puisse figurer aux côtés d'autres candidats dans des primaires de l'opposition ».

Satisfait d'avoir mis à profit ce congrès, prévu sans renouvellement des instances dirigeantes, pour réaliser « une introspection et une autocritique » auxquelles il invite d'ailleurs les autres mouvements de l'opposition, le président, M. Yves Galland, estime pour sa part qu'il faut cesser de s'interroger sur l'avenir du parti radical. « Unis et gagnés, nous cessons de parler de notre redressement, nous le ferons », répond-il à ceux qui accusent la nouvelle direction du parti d'être « stratégiquement immobile et tactiquement trop conformiste ». Parmi d'autres initiatives, les présidents des fédérations seront d'ailleurs invités dès le mois de janvier prochain à se présenter avec « une étude électorale précise de leur département et la liste de leurs candidats ».

Le maintien de l'équilibre actuel

Sur le plan international, l'adjoint au maire de Paris propose d'« organiser un voyage exceptionnel » d'une délégation du bureau national dans quelques pays de l'Est. Le ciment de la laïcité étant ce qu'il est au Parti radical, M. Galland ne craint pas de rappeler « à un peu de bon sens » à propos « de ces jeunes filles au foulard coranique qui ne vont plus depuis plusieurs années au cours de gymnastique ». « Les immigrés ont autant et plus de devoirs que de droits. S'ils ne respectent pas totalement les lois de notre République, comment peuvent-ils souhaiter une meilleure intégration ? » Quant aux relations avec les autres composantes de l'opposition, le Parti radical, qui s'estime désavantagé par rapport à des partenaires plus puissants, a souhaité le maintien de l'équilibre actuel.

JEAN-LOUIS SAUX

Six élections cantonales partielles

La droite conserve cinq sièges

La droite détenait cinq des six sièges à pourvoir à l'occasion des élections cantonales partielles organisées dimanche 19 novembre. Elle les conserve dès le premier tour dans quatre cantons. Dans deux cas, en l'occurrence dans le Morbihan, il s'agissait de confirmation puisque les deux démissionnaires, MM. Yves Rocher et Paul Anselin, s'étaient démis de leur mandat dans le cadre du conflit entre les Etablissements Yves Rocher et la BNP sur le dossier de la société Petit Bateau. L'un et l'autre n'ont guère connu de difficultés pour retrouver leur mandat. Le Parti

socialiste, d'ailleurs, n'avait pas jugé bon de présenter de candidat pour ce qui lui apparaissait comme « un plébiscite organisé ». Du coup, les représentants du PC ont profité de cette absence de concurrence pour augmenter leur influence : + 12,92 à La Gacilly et + 18,88 à Plémerel. M. Rocher, qui avait également renoncé à son mandat de maire de La Gacilly, a été réélu avec l'ensemble de ses collègues, eux aussi démissionnaires, lors de la municipale partielle organisée ce même dimanche.

Si, en Dordogne, le RPR conserve le siège auquel M. Yves Guéna a renoncé depuis son élection au Sénat, en revanche, dans le Cantal, celui de M. Roger Rigaudière (RPR), lui aussi entré au palais du Luxembourg le 24 septembre dernier, est revenu à l'UDF et plus précisément au Parti radical. Compensation pour la formation de M. Jacques Chirac avec le succès au second tour de son secrétaire départemental, qui, dans la Manche, enlève le canton de Briquebec, jusque-là occupé par un divers droite.

Le Parti socialiste réalise des performances inégales : un gain spectaculaire dans le Cantal (+ 22,29), plus modeste dans l'Allier (+ 2,16), mais il recule à Périgueux (- 8,33), en raison notamment de la présence d'un candidat des Verts. Le Parti communiste perd dans deux cantons : - 0,98 en Dordogne et - 4,23 dans le Cantal, et, outre le Morbihan, enregistre un léger gain de 0,9 point dans l'Allier. Quant au FN, il progresse en Dordogne (+ 3,99) et régresse dans l'Allier (- 0,48).

ALLIER : canton de Jalligny-sur-Beaune (1^{er} tour). Inscr., 4 121 ; vot., 2 845 ; abst., 30,96 % ; suffr. expr., 2 786. MM. Marcel Achard, PS, m. de Jalligny-sur-Beaune, 1 233 voix (44,24 %) ; Etienne Livrozet, div. d., 1 178 (42,28 %) ; Gérard Lamorlette, PC, 292 (10,48 %) ; Alain Compagnon, FN, 83 (2,97 %). Il y a ballottage.

[Le candidat socialiste, maire de la commune chef-lieu depuis mars dernier, arrive en tête du premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès de Pierre Goussard (PS), qui occupait ce siège depuis 1949. Il recueille 2,16 points de pourcentage de moins que le conseiller démissionnaire. Son principal adversaire enregistre un progrès plus net : + 4,36 points. Le PC, qui gagne 0,9 point, tandis que le FN en perd 0,48. En 1985, Pierre Goussard avait été réélu au second tour avec 1 871 voix (55,63 %) contre 492 (14,35 %) à M. Livrozet, UDF, sur 4 281 inscrits, 3 423 votants (soit 80,2 % d'abstentions) et 3 363 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats étaient : suffr. expr., 3 283 ; abst., 21,29 % ; suffr. expr., 3 243 ; Pierre Goussard, 1 365 (42,09 %) ;

MM. Etienne Livrozet, 1 230 (37,92 %) ; Gérard Lamorlette, PC, 311 (9,58 %) ; Henri Fieser, div. d., 225 (6,93 %) ; Jean-Paul Compagnon, FN, 112 (3,45 %). **CANTAL :** canton de Salers (1^{er} tour). Inscr., 3 958 ; vot., 2 800 ; abst., 29,25 % ; suffr. expr., 2 700. MM. Jean Descoeur, UDF-rad., m. d'Anglard-de-Salers, 1 482 voix (54,88 %) ; ELU : Christian Fournier, PS, m. de Saint-Martin-Valmeroux, 1 146 (42,44 %) ; M. Simone Pelmoine, PC, 72 (2,66 %).

[M. Roger Rigaudière, RPR, qui vient d'être élu sénateur et est vice-président du conseil régional d'Auvergne, s'est démis, pour respecter la loi limitant le cumul des mandats, du siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1980. Il avait obtenu 80,42 % à M. Auguste Chauvet (RPR). Ce dernier s'était en effet démis de tous ses mandats, y compris celui de député, après son échec aux sénatoriales de septembre 1989. Le conseil élu est élu de réaliser la même performance que son prédécesseur en 1985. Il fait 18,07 points de pourcentage de moins. Le PC subit également un net recul : - 4,23 points.

C'est le PS qui en tire profit : son candidat gagne 22,29 points de pourcentage.

M. Descoeur, qui a été élu dès le premier tour, avait été candidat déjà en 1980 contre M. Rigaudière. Devancé alors de deux voix au premier tour, il avait maintenu sa candidature au second.

En 1985, M. Rigaudière avait été réélu au premier tour avec 1 904 voix (72,95 %) contre 526 (20,15 %) à M. Jean Fieser, PS, et 180 (6,90 %) à M. Pelmoine, sur 4 153 inscrits, 2 744 votants (soit 66,07 % d'abstentions).

DORDOGNE : canton de Périgueux-centre (1^{er} tour). Inscr., 12 660 ; vot., 5 660 ; abst., 55,29 % ; suffr. expr., 5 450. M. Paulette Labattut, RPR, 1^{er} adj. au m., 3 359 voix (61,63 %) ; ELU : Raymond Germain, PS, cons. mun. et cons. rég., 850 (15,59 %) ; MM. Max Passerieux, PC, cons. mun., 462 (8,47 %) ; Alain de Swarte, Verts, 399 (7,32 %) ; Michel Courtois, FN, 380 (6,97 %).

[Les sénateur en septembre dernier, M. Yves Guéna, RPR, maire de Périgueux, a renoncé au siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1970,

pour respecter la loi limitant le cumul des mandats. C'est la première adjointe à la mairie de Périgueux qui lui succède. Le score de M. Labattut est inférieur de 2,02 points de pourcentage à celui réalisé par M. Guéna, il y a quatre mois. Cette perte profite au FN, qui gagne 3,99 points. À gauche, la présence d'un candidat des Verts, qui obtient 7,32 % des voix, est de nature à expliquer le sévère recul du PS, qui perd 13,33 points, tandis que le PC régresse de 0,98 point. M. Guéna avait été réélu au premier tour des cantonales de 1988 avec 4 406 voix (63,65 %), contre 1 656 (23,92 %) à M. Jacques Labat, PS, 645 (9,45 %) à M. Passerieux, PC, et 286 (2,98 %) à M. Jean Devies, FN, sur 12 954 inscrits, 7 063 votants et 6 922 suffrages exprimés.]

MANCHE : canton de Briquebec (1^{er} tour). Inscr., 6 744 ; vot., 3 090 ; abst., 54,18 % ; suffr. expr., 2 937. MM. Henri-Louis Védie, RPR, 1 592 voix (54,20 %) ; ELU : Paul Philippe, div. d., m. de Briquebec, 1 345 (45,79 %).

[Devancé au premier tour par le maire de la commune chef-lieu, M. Védie, âgé de quarante-quatre ans,

secrétaire départemental du RPR, qui occupe le droit et l'économie, a repris l'avantage au second tour. Il succède ainsi à Joseph Thiébot, récemment décédé, qui avait été réélu au second tour de 1985, avec 1 827 voix (51,97 %), contre 1 688 (48,02 %) à M. Philippe, sur 6 236 inscrits, 3 806 votants (soit 61,04 % d'abstentions) et 3 515 suffrages exprimés. Au premier tour de cette partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 6 744 ; vot., 2 897 ; abst., 57,04 % ; suffr. expr., 2 854 ; MM. Philippe, div. d., m. de Briquebec, 1 110 (38,89 %) ; Védie, RPR, 1 629 (56,05 %) ; Alain Rodriguez, PS, 464 (16,25 %) ; M. Ginette Bilet, PC, 251 (8,79 %).

MORBIHAN : canton de La Gacilly (1^{er} tour). Inscr., 7 110 ; vot., 4 183 ; abst., 41,16 % ; suffr. expr., 3 641. MM. Yves Rocher, div. d., 3 096 voix (85,06 %) ; REELU : Jean Guillou, PC, 545 (14,96 %).

[M. Rocher retrouve sans difficulté son siège de conseiller général, dont il s'était démis en septembre après un nouveau rebondissement dans le conflit qui l'opposait à la BNP, à propos de la reprise de Petit Bateau. Le PS avait décidé de ne pas présenter

de candidat dans ce « plébiscite savamment organisé ». M. Rocher avait été réélu au premier tour des cantonales de 1988 par 3 700 voix (87,78 %) contre 429 (10,17 %) à M. Frank Menier, PS, et 86 (2,04 %) à M. Jean Guillou, PC, sur 7 069 inscrits, 4 409 votants (soit 62,39 % d'abstentions) et 4 215 suffrages exprimés.]

MORBIHAN : canton de Plémerel (1^{er} tour). Inscr., 9 038 ; vot., 4 019 ; abst., 55,53 % ; suffr. expr., 3 564. MM. Paul Anselin, div. d., m. de Plémerel, 2 818 voix (79,06 %) ; REELU : Fernand Luet, PC, 746 (20,93 %).

[Tout comme son voisin, M. Rocher, M. Anselin s'était démis de son mandat à la suite du conflit sur le repaire de Petit Bateau. Tout comme à La Gacilly, le PS ne présentait pas de candidat. M. Anselin, maire de Plémerel, avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985 par 3 983 voix (66,16 %) contre 1 913 (31,77 %) à M. Patrick Badouel, PS, et 124 (2,05 %) à M. Jean-Joël Polmeux, PC, sur 8 626 inscrits, 6 248 votants (soit 72,56 % d'abstentions) et 6 020 suffrages exprimés.]

هكذا من الاصل

هكذا من الاجل

12 Le Monde • Mardi 21 novembre 1989 •

3 conseils pour bien finir 1989:

1

Profiter des avantages fiscaux avant le 31 décembre 1989.

2

Profiter de la sécurité d'un grand assureur en ces temps de turbulences boursières.

3

Profiter d'une offre spéciale : prenez vite contact avec votre conseiller UAP qui vous proposera le placement le plus adapté à votre situation patrimoniale, avec une offre spéciale jusqu'au 31 décembre 1989. (Un exemple : 200% minimum garantis sur 10 ans dans le cadre du plan LibreInvestissement.)

UAP

Minitel : 3614 UAP
NUMÉRO VERT 05.12.22.22
APPEL GRATUIT

L'ASSURANCE D'UNE BONNE ÉPARGNE

14 Le dossier Carré de Lévy Lashare
15 Les pays membres de l'ONU

16 La réforme de l'audiovisuel public
18 Langue de bois dans le football français

19 Musiques : la dernière création de Messiaen
20 Musées : le ministre monte au fil

Les Nations unies ont adopté à l'unanimité la convention sur les droits des enfants

Les pays membres des Nations unies, réunis en assemblée générale, devaient adopter, lundi 20 novembre, par acclamation la Convention internationale des droits de l'enfant. Il aura fallu dix ans de gestation avant que ce texte, destiné à compléter et à actualiser la déclaration des Droits de l'homme, soit adopté. Le résultat est un compromis entre toutes les sensibilités, culturelles et religieuses. Bien que l'application de ce texte ne soit nullement garantie, il s'agit d'un texte de référence, destiné à améliorer la situation des enfants dans le monde.

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Dix ans. C'est le long délai qu'il aura fallu attendre pour que les groupes de travail constitués en 1979 à l'occasion de l'Année internationale de l'enfant aboutissent à un texte commun. Et pour que des centaines de millions de mineurs de par le monde se voient reconnaître — par tous — un minimum de droits élémentaires. En espérant qu'aucun pays membre ne se dérobera à ses engagements.

En adoptant à l'unanimité, le 20 novembre, au cours de leur quarante-quatrième assemblée générale, cette convention relative aux droits de l'enfant, les signataires ont consacré une définition commune de l'enfant : de son âge (moins de dix-huit ans), sauf en cas de législation nationale prévoyant une majorité plus tôt, et de « son droit inhérent à la vie ». De la même façon, le mineur a droit à un nom, à une identité et au respect de liens établis avec ses parents. On notera au passage que les États qui ont adopté la convention s'engagent à « lutter contre les déplacements et les non-retours

illicites d'enfants à l'étranger ». Une disposition qui concerne quant à elle les mariages mixtes.

Pour le reste, dans ses cinquante-quatre articles, le texte s'attache aux droits, à la liberté d'expression, de pensée, de religion, voire d'association, reconnus à l'enfant ainsi qu'aux mesures visant à assurer sa protection sociale, économique et sa sécurité contre les « violences physiques ou morales ». Protégé contre toute forme d'exploitation économique, ou de pratiques sexuelles illégales, le mineur pourra invoquer les « règles du droit humanitaire international » en cas de conflit armé. Etant entendu qu'il ne peut participer aux hostilités s'il n'a pas atteint l'âge de quinze ans.

Consensus de façade

Comme il fallait s'y attendre, ce dernier point — l'implication des enfants dans les guerres — a suscité force marchandages entre certaines délégations dans la mesure où l'âge de la conscription varie d'un pays à

l'autre. Finalement, l'âge minimal a été abaissé à quinze ans à la double demande des États-Unis et des pays arabes. Officiellement, afin de tenir compte de la présence des enfants dans les écoles militaires en deçà de l'âge de quinze ans... Derrière le consensus de façade sont apparues parfois de fortes divergences qui font douter de l'application par toutes les nations de ces heureuses dispositions.

Ainsi, sans aller jusqu'à prendre le risque de faire obstacle à un texte destiné à être adopté à l'unanimité, les pays musulmans n'ont pas caché les réserves que leur inspire le droit accordé à l'enfant de choisir une religion autre que l'islam par exemple, lié à la naissance. De même, des pays tels que la Thaïlande et les Philippines (ces derniers se disent prêts à lutter contre le fléau) ont certainement été embarrassés par les dispositions relatives à la prostitution des enfants. Enfin, la formulation de l'article 7 stipulant que « l'enfant est enregistré aussitôt sa naissance » a permis de mettre un terme à d'interminables discussions sur la définition de l'état d'enfant — entre la conception et la naissance — avec, en filigrane, le débat sur

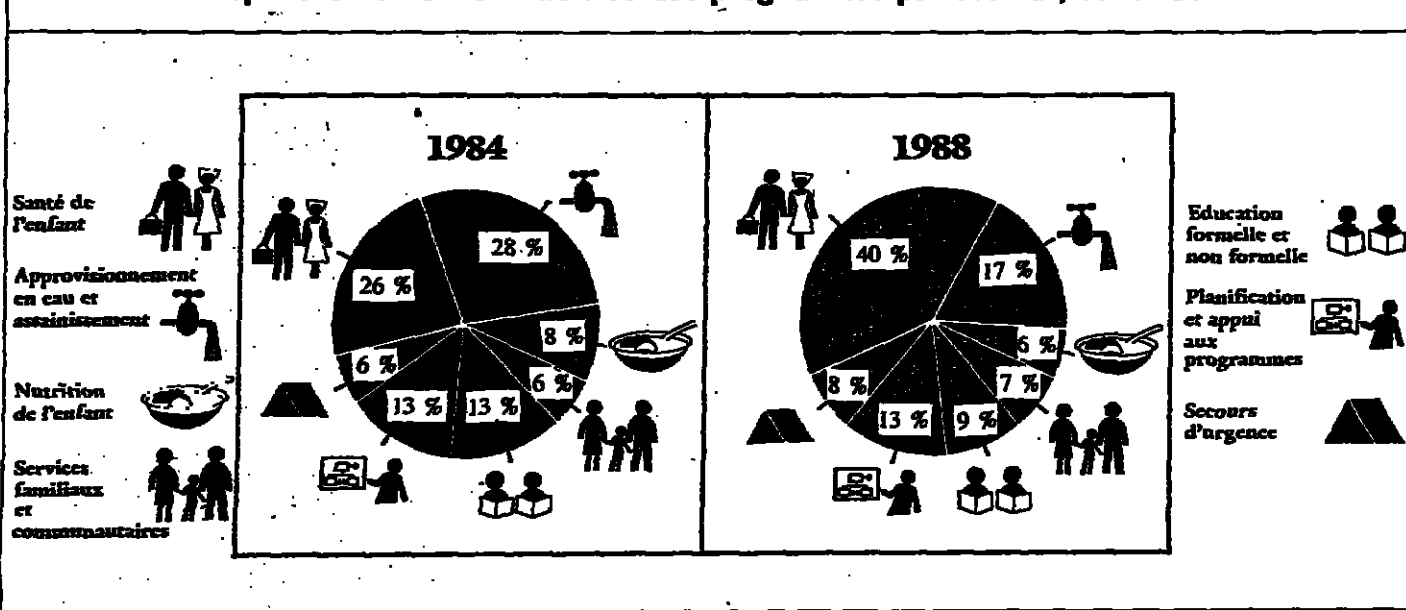
l'avortement. Et, en arrière-plan, les pressions de pays s'abritant derrière un catholicisme d'antan (le Chili...).

Comme souvent à l'ONU, le travail en commission a été beaucoup plus intéressant — et révélateur des rivalités — que les discours prononcés en séance plénière. C'est à cette occasion que plusieurs délégations ont émis des réserves sur l'âge minimal de participation aux conflits armés et sur la possibilité offerte à l'enfant de changer de religion. Soumis au vote en commission sociale, ce texte (qui a été ensuite approuvé par tous en Assemblée générale) a recueilli 137 voix pour, une contre (les États-Unis) et une abstention (le Japon).

Ces deux pays ont justifié leur mouvement d'humeur par un différend budgétaire. Les Américains et les Japonais veulent que le futur comité chargé de veiller à l'application de la convention soit financé par les États signataires. Et non pas par le budget global des Nations unies dont les ressources sont comptées. Un compromis a été finalement trouvé et l'unanimité refaite. Au nom de l'enfant.

SERGE MARTI

Dépenses de l'UNICEF au titre des programmes par secteur, 1984-1988



UNICEF. New York. - Rapport annuel 1989.

Un grand effort a été fourni ces dernières années pour améliorer le système de santé des pays défavorisés, comme le montre l'évolution de l'aide fournie par l'UNICEF. Des grandes campagnes de vaccination ont été organisées auprès des enfants de moins de six ans, même dans des pays en guerre.

Parallèlement, l'aide internationale a porté sur les programmes d'assainissement, d'éducation nutritionnelle, etc. Une partie de ces efforts a été compromise par la grave crise économique qui frappe les pays en voie de développement et surtout l'Afrique enserrée dans les dettes.

Premiers pas

par Christine Chombeau

COMMENT ne pas se féliciter de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de cette convention internationale ? Chaque jour, 40 000 enfants meurent de maladies contre lesquelles il existe des vaccins efficaces, des millions n'ont pas accès à l'éducation, d'autres sont recrutés pour jouer au soldat quand les armées manquent d'hommes. Les enfants du vingtième siècle sont toujours victimes de violences et d'exploitations. Batailles vives dans les rues du tiers-monde, ils sont les témoins muets, en Occident, de parents qui s'entredéchirent pour obtenir leur garde lors des séparations, n'ont le droit de s'exprimer ou de se réunir que si l'adulte leur donne le feu vert et n'ont pas toujours le droit à une vie privée...

En adoptant unanimement cette convention, les membres des Nations unies ont au moins montré qu'ils n'acceptaient plus ce genre de situation. Est-ce à dire qu'à partir d'aujourd'hui tout va changer ? Il serait bien naïf d'oser l'imaginer... Mais si cette convention permet de déclencher un mouvement, ce sera une victoire pour tous ceux qui ont travaillé à son élaboration (une poignée d'États convaincus, l'UNICEF et des orga-

nisations non gouvernementales ayant le statut de consultant).

Déjà, la simple préparation du texte a permis de mobiliser de très nombreuses personnes et associations. En France, les discussions ont fait avancer les travaux sur la protection de l'enfance en justice ; en Egypte, le gouvernement a accru ses efforts en faveur de la vaccination et de l'éducation ; aux États-Unis, des associations brandissent le texte pour exiger des mesures politiques, notamment en faveur des enfants noirs...

La convention ne rentrera en vigueur que lorsque vingt États l'auront ratifiée ou y auront adhéré. Plus les pays seront nombreux à y apposer leur signature, plus la portée de ce texte sera grande. Si un État refuse ce processus, rien n'empêchera les défenseurs des enfants de se référer à la convention.

Mais il faudra aussi que le monde apprenne à développer les mouvements de solidarité en faveur de l'enfance. Sans cette solidarité, promise dans le texte, la santé, l'éducation et la justice pour tous ne resteront qu'utopies. Peut-on accepter que certains droits soient réservés à une partie des enfants du monde ?

Les principales dispositions

Voici le résumé des principales dispositions de la Convention, établi par l'UNICEF et l'association Défense des Enfants-International :

● **PRÉAMBULE.** — Le préambule rappelle les principes fondamentaux des Nations unies et les dispositions précises d'un certain nombre de traités et de textes relatifs aux droits de l'homme ; il réaffirme le fait que les enfants ont besoin d'une protection et d'une attention particulières en raison de leur vulnérabilité ; il souligne enfin plus particulièrement la responsabilité fondamentale qui incombe à la famille pour ce qui est des soins et de la protection, la nécessité d'une protection juridique et non juridique de l'enfant avant et après la naissance, l'importance du respect des valeurs culturelles de la communauté de l'enfant et le rôle vital de la coopération internationale pour faire des droits de l'enfant une réalité.

● **Définition de l'enfant.** — Tout être humain jusqu'à l'âge de dix-huit ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt.

● **Non-discrimination.** — Le principe que tous les droits doivent être accordés à tout enfant sans exception, et l'obligation pour l'État de protéger l'enfant contre toutes formes de discrimination. L'État s'engage à ne violer aucun des droits de l'enfant, et à prendre des mesures pour favoriser le respect de tous ceux-ci.

● **Intérêt supérieur de l'enfant.** — Toute décision concernant un enfant doit tenir pleinement compte de l'intérêt supérieur de celui-ci. L'État doit assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être au cas où ses parents ou les autres personnes responsables de lui ne les assurent pas.

● **Exercice des droits.** — L'obligation pour l'État d'assurer l'exercice des droits reconnus par la Convention.

● **Orientation de l'enfant et évolution de ses capacités.** — L'obligation pour l'État de respecter les droits et responsabilités des parents et des membres de la famille élargie de guider l'enfant de manière compatible avec le développement de ses capacités.

● **Survie et développement.** — Le droit inhérent à la vie et l'obligation de l'État d'assurer la survie et le développement de l'enfant.

● **Nom et nationalité.** — Le droit à un nom dès la naissance et le droit à une nationalité.

● **Protection de l'identité.** — L'obligation de l'État de protéger et, le cas échéant, de rétablir les aspects fondamentaux de l'identité d'un enfant (nom, nationalité, relations familiales).

● **Séparation d'avec les parents.** — Le droit de l'enfant de vivre avec ses parents à moins que cela ne soit jugé incompatible avec son intérêt supérieur ; le droit de maintenir des contacts avec ses deux parents s'il est séparé de l'un d'eux ou des deux ; les obligations de l'État au cas où il est responsable des mesures ayant amené la séparation.

● **Réunification de la famille.** — Le droit de l'enfant et de ses parents de quitter tout pays et d'entrer dans leur pays d'origine ou de se réunir avec les membres de la famille ou du maintien des relations entre l'enfant et ses parents.

● **Déplacements et non-retours illicites.** — L'obligation de l'État de s'efforcer de lutter contre les rapts et les non-retours illicites d'enfants à l'étranger perpétrés par un parent ou un tiers.

● **Liberté d'expression.** — Le droit de l'enfant à recevoir et répandre informations et idées ainsi qu'à exprimer ses opinions, pour autant que cela ne porte pas atteinte aux droits d'autrui.

● **Liberté de pensée, de conscience et de religion.** — Le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion, dans le respect du rôle de guide joué par les parents et des restrictions prescrites par la loi nationale.

● **Liberté d'association.** — Le droit des enfants à se réunir et à former des associations, à condition que les droits d'autrui soient respectés.

● **Protection de la vie privée.** — Le droit à ne pas faire l'objet d'immixtions dans la vie privée, la famille, le domicile et la correspondance, ni d'atteintes illégales à l'honneur.

● **Accès à une information appropriée.** — Le rôle des médias dans la diffusion, à l'intention des enfants, d'informations conformes à leur bien-être moral, à la connaissance des peuples et à la compréhension mutuelle entre les peuples, et qui respectent leur culture. L'État doit prendre des mesures d'encouragement à cet égard et protéger l'enfant contre l'information et les matériels qui nuisent à son bien-être.

● **Responsabilités des parents.** — Le principe que la responsabilité d'élever l'enfant incombe au premier chef et conjointement aux deux parents, et l'obligation de l'État de les aider à accomplir ce devoir.

● **Protection contre les mauvais traitements.** — L'obligation de l'État de protéger l'enfant contre toutes formes de mauvais traitements perpétrés par ses parents ou par toute autre personne à qui il est confié, et d'établir des programmes de prévention et de traitement à cet égard.

● **Protection de l'enfant privé de son milieu familial.** — L'obligation de l'État d'assurer une protection spéciale à l'enfant privé de son milieu familial et de veiller à ce qu'il bénéficie d'une protection familiale de remplacement ou d'un

placement dans un établissement approprié, en tenant compte de l'origine culturelle de l'enfant.

● **Adoption.** — Dans les pays où l'adoption est admise et/ou autorisée, elle ne peut avoir lieu que dans

l'intérêt supérieur de l'enfant et lorsque sont réunies toutes les garanties nécessaires, ainsi que toutes les autorisations des autorités compétentes.

Lire la suite page 14



Le thriller « klanique »

« Un livre tout à fait terrifiant que celui de Roger Martin, spécialiste du KKK et amateur de polars américains. Traversées de croix en feu, cagoules, treillis et meurtres abominables, ces pages restituent l'ampleur criminelle de l'extrême-droite américaine. »

André Masse-Stamberger
Le Quotidien de Paris

Calmann-Lévy

Document, 288 pages, 98 F

هكذا من الامل

SOCIÉTÉ

Adoption de la Convention sur le droit des enfants

Les principales dispositions

Suite de la page 13

● **Enfants réfugiés.** — La protection spéciale à accorder à l'enfant qui est réfugié ou qui cherche à obtenir le statut de réfugié, et l'obligation de l'Etat de collaborer avec les organisations compétentes ayant pour mandat d'assurer cette protection.

● **Enfants handicapés.** — Le droit des enfants handicapés de bénéficier de soins médicaux ainsi que d'une éducation et d'une formation appropriées qui favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la communauté.

● **Santé et services médicaux.** — Le droit de l'enfant de bénéficier de la meilleure santé possible et de bénéficier de services médicaux et de réadaptation, avec un accent particulier sur les soins de santé primaires et les soins préventifs, l'information de la population ainsi que la diminution de la mortalité infantile. L'obligation de l'Etat de favoriser l'abolition des pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants. L'accent est mis sur la nécessité, pour assurer le respect de ce droit, de la coopération internationale.

● **Révision du placement.** — Le droit de l'enfant placé par les autorités compétentes, à des fins de soins, de protection ou de traitement, à une révision périodique de tous les aspects du placement.

● **Sécurité sociale.** — Le droit de l'enfant de bénéficier de la sécurité sociale.

● **Niveau de vie.** — Le droit de l'enfant à un niveau de vie adéquat, la responsabilité primordiale des parents de le lui assurer, et l'obligation de l'Etat de faire en sorte que ces responsabilités puissent raisonnablement être assumées et soient assumées dans les faits, si nécessaire par le recouvrement de la pension alimentaire.

● **Education.** — Le droit de l'enfant à l'éducation et l'obligation de l'Etat de rendre l'enseignement — primaire tout au moins — obligatoire et gratuit. La discipline scolaire doit être appliquée en respectant la dignité de l'enfant en tant qu'être humain. L'accent est mis, pour assurer le respect de ce droit, sur la nécessité de la coopération internationale.

● **Objectifs de l'éducation.** — La reconnaissance du principe que l'éducation doit viser à favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons, la préparation de l'enfant à une vie adulte active, le respect des droits de l'homme fondamentaux et le développement du respect des valeurs culturelles et nationales de son propre pays et de celui des autres.

● **Enfants de minorités ou de populations autochtones.** — Le

droit de l'enfant appartenant à une population autochtone ou à une minorité de jouir de sa propre vie culturelle, de pratiquer sa propre religion et d'employer sa propre langue.

● **Loisirs, activités récréatives et culturelles.** — Le droit de l'enfant aux loisirs, au jeu et à la participation à des activités culturelles et artistiques.

● **Travail des enfants.** — L'obligation de l'Etat de protéger l'enfant contre tout travail mettant en danger sa santé, son éducation ou son développement, d'établir des âges minimaux d'admission à l'emploi et de spécifier les conditions d'emploi.

● **Consommation et trafic de drogues.** — Le droit de l'enfant d'être protégé contre la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes, et contre son utilisation dans la production et la distribution de telles substances.

● **Exploitation sexuelle.** — Le droit de l'enfant d'être protégé contre la violence et l'exploitation sexuelle, y compris la prostitution et la participation à toute production pornographique.

● **Vente, traite et enlèvement.** — L'obligation de l'Etat de tout faire pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants.

● **Autres formes d'exploitation.** — Le droit de l'enfant d'être protégé de toute autre forme d'exploitation non couverte dans les articles 32, 33, 34 et 35.

● **Torture et privation de liberté.** — L'interdiction de la torture, des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de la peine capitale, de l'emprisonnement à vie et de l'arrestation ou de la détention illégales ou arbitraires.

Les principes de traitement approprié, de la séparation d'avec les détenus adultes, du contact avec la famille et de l'accès rapide à l'assistance juridique ou à toute autre assistance appropriée.

● **Conflits armés.** — L'obligation de l'Etat de respecter et de faire respecter les règles du droit humanitaire qui s'appliquent aux enfants. Le principe qu'aucun enfant de moins de quinze ans ne participe directement aux hostilités ou ne soit enrôlé dans les forces armées, et que tout enfant affecté par un conflit armé bénéficie de protection et de soins.

● **Réadaptation et réinsertion.** — L'obligation de l'Etat de faire en sorte que les enfants victimes de conflit armé, de torture, de négéisme, d'exploitation ou de services bénéficient de traitements appropriés pour assurer leur réadaptation et leur réinsertion sociale.

● **Administration de la justice pour mineurs.** — Le droit de tout enfant suspecté ou reconnu coupable d'avoir commis un délit de voir ses droits fondamentaux respectés, et, en particulier, son droit à bénéficier de toutes les garanties d'une procédure régulière, y compris de bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée pour la préparation et la présentation de sa défense. Le principe d'éviter, chaque fois que cela est possible et approprié, de recourir à la procédure judiciaire et au placement en institution.

● **Respect des normes déjà établies.** — Le principe selon lequel prime une disposition figurant dans la législation d'un Etat qui serait plus favorable à l'enfant que celle de la Convention.

Mères au berceau

Dans les faubourgs de Nairobi (Kenya), le Jamaa Home accueille chaque année des dizaines d'écolières enceintes

Nairobi

correspondance

Elle parle d'une voix si douce que l'on croit tout d'abord n'avoir pas compris. « J'ai de la haine, souvent, c'est vrai, j'ai de la haine », répète Wanjika tandis que sa main étendue, une main d'écolière, caresse distraitemment son cou comme pour têter cette chose étrange, cette haine invisible qui l'envahit parfois et lui monte à la gorge. Sur ses genoux, le bébé dort tranquillement. Il a presque cinq mois, elle vient d'avoir seize ans. « Quand mon père est né, il voulait me mettre dehors. C'est ma mère qui l'a retenu. Une tante m'a conduite ici, à « Jamaa Home », pour l'accouchement, raconte-t-elle dans un souffle. On a tellement honte. Evidemment, j'ai dû quitter l'école. »

Elle a de la chance pourtant. On a trouvé un autre établissement où l'inscrire. Loin, bien sûr, très loin de chez elle : là où personne ne saura son histoire. « Dans quatre ans, quand j'aurai fini mes études, je reviendrai dans ma famille pour récupérer mon enfant », jurait-elle. L'espoir est un immense privilège. Car les cent filles-mères qui attendent chaque année à « Jamaa Home », dans la banlieue de Nairobi, ne représentent qu'une goutte d'eau, comparées aux milliers de jeunes régulièrement renvoyées des « primary schools » pour cause de grossesse. La plupart d'entre elles ne retrouvent plus jamais le chemin de l'école. En 1986, le ministère kenyan de la santé avait recensé onze mille élèves dans ce cas. La plus jeune mère avait neuf ans.

« Le nombre des fillettes ou des adolescentes enceintes augmente sans arrêt. Mais c'est un phénomène encore peu connu. En tout cas, presque personne ne s'en occupe : nous sommes les seules maternités de ce genre au Kenya et peut-être bien en Afrique », affirme Sœur Edel Bahati, la responsable de « Jamaa Home ». Au début des années 60, ce petit centre catholique accueillait une dizaine de fillettes « au maximum ». Le chiffre a été multiplié par dix en moins de vingt ans. L'absence quasi totale d'éducation sexuelle et la recrudescence des viols — très rarement dénoncés par les victimes et jamais recensés par les autorités — expliquent en grande partie cette sidérante explosion.

Les candidates à un séjour au « Jamaa Home », à Nairobi, se sont cependant pas légion. C'est que, d'abord, il faut payer : le tarif a beau être modique (l'équivalent de 100 francs par mois pour assurer la nourriture et la lingerie du bébé), il suffit à décourager bien des familles. Parce qu'il faut également payer : dans les bidonvilles surpeuplés, les cabanes exigües, faites de terre et de brique, servent plus souvent de défilé de « change » (alcool clandestin) et de chambre de passe

que de havre harmonieux pour nichées enfantine.

C'est dans ces zones, très peu résidentielles, que s'entassent 50 à 60 % de la population de Nairobi. Les moins de quinze ans y forment l'écrasante majorité. On y accouche, on y avorte (illégalement) et on y meurt comme on respire. « Pour beaucoup de filles qui se retrouvent enceintes, il y a d'abord une phase de désespoir. Certaines jettent leur bébé dans une latrine. D'autres se suicident », explique Sœur Edel. Les pensionnaires de « Jamaa Home » font presque figure de miraculées. Seulement « une ou deux par an » finissent par quitter le centre. « La notion de « droits de l'homme » et, plus encore, celle de « droits de l'enfant », sont encore balbutiantes au Kenya », conclut sagement la religieuse.

Des communautés désintégrées

Le mythe de « l'enfant-roi », si souvent accolé à l'Afrique, ne serait donc qu'un pieux mirage ? Par du tout. Dans le passé, l'enfant était vraiment le roi », rétorque Philista Onyango, docteur en sociologie à l'université de Nairobi. Mais les anciennes communautés, qui pourvoyaient à la sécurité des enfants autant qu'à la survie alimentaire, ont à la construction de leur identité, sont aujourd'hui très largement « désintégrées », reconnaît-elle. « Avant, chez les Luo (une des plus importantes ethnies du Kenya), le viol d'enfant pouvait être puni par la mort. Mais à l'époque, adultes et enfants, de même que hommes et femmes, vivaient pratiquement séparés : le viol était donc très rare. L'usage de l'alcool était limité : on ne buvait qu'à l'occasion de telle ou telle cérémonie, c'était très contrôlé. Quant aux filles, même mariées jeunes, elles ne « couchaient » pas avant leurs premières règles : la première épouse veillait à cela de manière très stricte. »

Avec l'urbanisation et l'occidentalisation, ces vieilles structures ont volé en éclats. Il n'y a plus, aujourd'hui, de véritables gardes-fous : « Les enfants sont les premiers à faire les frais de la modernisation et de l'accélération des changements sociaux », souligne le docteur Onyango. Elle sait de quoi elle parle : l'enquête, qu'elle a menée pendant près de trois ans avec une équipe de chercheurs, est la première du genre consacrée au travail clandestin des enfants. « C'est la Kenya de 1989 n'est pas l'Angleterre de Dickens. Mais les colons britanniques, qui introduisirent, dès le début du siècle, le travail salarié, ont laissé des traces vivaces. L'armée de petits va-nu-pieds, qui a représenté 18 % de la force de travail dans les années 40, a fondu. Et même carrément disparu des registres officiels. Mais non, hélas, de la réalité. Ce décalage s'explique aisément : la législa-

tion mise au point après l'indépendance du Kenya, en 1963, souffre de mêmes silences que la précédente.

« En dehors du fait d'avoir éliminé certaines terminologies raciales, la législation actuelle reste profondément coloniale dans son contenu », estime Philista Onyango. Par exemple, la législation coloniale ne disait rien du travail des enfants dans l'agriculture ni du travail domestique. La loi kenyane observe aujourd'hui le même silence. « Et c'est là, précisément, que se recrutent les derniers bataillons d'enfants-travailleurs. »

Si le rapport établi par l'équipe des chercheurs kenyans n'apporte aucune indication sur leur nombre, il est en revanche très précis sur leur répartition par secteur : 60 % de ces bambins-salariés travaillent comme employés de maison. Les autres dans l'agriculture. Les filles sont largement majoritaires (95 %) dans la première catégorie : ces petites « bonnes à tout faire » débarrassent de leur brousse, poussées par des parents miséreux, qui espèrent, au-delà du pécule ainsi assuré, voir leur progéniture acquiescer une formation et un semblant d'éducation.

« Chaque fois que je vais à la campagne, raconte une jeune secrétaire de Nairobi dont le niveau de vie est assez aisé, les gens me provoquent à faire du bruit. « Est très courant ce se fait dans toutes les tribus. Les gens des villes vont au village pour chercher des petites filles. » Cette pratique n'en reste pas moins un sujet tabou.

Pas d'argent pour l'école

Rares sont les Kenyans qui en parlent, à fortiori aux étrangers. Plus rares encore sont les enfants qui témoignent. C'est dire si cette enquête, véritable travail de pionnier, risque de faire du bruit. L'équipe de chercheurs kenyans a été la première à constater cette loi du silence : « Les gosses vous soutiennent qu'ils sont là en tant que membres de la famille. Parfois, on ne peut rien en tirer. » Sur les 863 enfants domestiques interrogés (63,42 % n'ont pas le droit de recevoir des amis et 39 % n'ont pas le droit d'aller les voir.

Quand bien même ils (elles) en auraient envie, le temps leur manquerait : 56 % ne bénéficient d'aucun jour de congé (« même quand on est malade », disent 33 % d'entre eux) et l'écrasante majorité (74 %) travaillent entre quinze et dix-sept heures par jour. Leur rémunération varie de 20 shillings (environ 7 FF) à 350 shillings (un peu plus de 110 FF) par mois. Près du quart reçoivent en guise de salaire ce de quoi se nourrir et se vêtir. « Employer une femme plus âgée, une adulte, pose beaucoup de problèmes, comme une habitante de la capitale. D'abord, cela coûte très cher : entre 600 et 700 shillings par mois. Il n'y a pas beau-

coup de monde qui peut se le permettre. Et puis les femmes âgées ont des exigences. Elles veulent des horaires fixes, un endroit pour dormir. Les petites filles, elles, ne demandent rien. »

Face à cette implacable logique économique, les professions de loi humanitaires, qu'elles viennent des politiciens locaux ou des capitales étrangères, font figure de vœux pieux. « Dans les quartiers populaires de Nairobi, on peut estimer que dans une maison sur trois on emploie des enfants de cette manière », affirme Philista Onyango. Aux silences de la loi et à la logique du marché, s'ajoute un troisième élément : l'école, au Kenya, n'est pas obligatoire. Et sa gratuité, décrétée en 1974, demeure très théorique. Parmi les petites employées de maison — dont l'âge va de sept à dix-sept ans, — le manque d'argent pour payer l'école est majoritairement cité (76 %) pour expliquer l'abandon des études.

Exploitées jusqu'à la corde, payées misérablement, souvent violées par le mari ou par le fils de la maison, qui les jetteront à la rue si elles tombent enceintes, les jeunes domestiques n'en sont pas moins conscientes d'avoir échappé au pire. « Je me méfie de la vie qu'elles mènent et je suis très fière », dit une jeune fille de 14 ans. Cette résignation souriante, que les adultes occultent bien souvent, se retrouve dans des domaines. Celui de l'excision et de l'infibulation, par exemple, pratiquées couramment en Somalie, au Soudan et dans certaines régions du Kenya et de l'Éthiopie. Ce sont parfois les petites filles qui exigent d'être soumises à cette torture initiatrice. En Somalie, leur choix est mixte : d'accord ou pas, plus de 80 % de la population féminine est de toute façon mutilée, au nom de la tradition.

Le sort des petits garçons n'est pas tout à fait idyllique. Qu'ils travaillent dans les plantations de café, de sisal, qu'ils paissent, dès onze ans, dans les rizières infestées de moustiques de la province de Nyanza, qu'ils récoltent le foin pour la région de Meru ou qu'ils passent leur temps à bûcheronner dans les forêts des hauts plateaux, leur mode de vie et leur avenir n'ont rien, non plus, de souriant. C'est à peine si leur salaire est plus élevé que celui touché par les filles, excepté celui des cueilleurs de khat (« or vert »), qui peut atteindre l'équivalent de 600 FF par mois.

Le nombre de ces enfants travailleurs est-il réellement « marginal », comme le pense le docteur Onyango ? Les statistiques gouvernementales le diront peut-être un jour. Celui des écolières, privées d'enfance et d'études pour cause de grossesse, peut-être réduit ? Et les adolescentes, méprisées et bannies, ne pourraient-elles être mieux accueillies, entendues ? Ces questions, que l'on commence à soulever à Nairobi, se posent à toute l'Afrique.

CATHERINE SIMON

RELIGIONS

Dix mille catholiques traditionnalistes au Bourget

Le dernier carré de Mgr Lefebvre

Près de dix mille catholiques traditionnalistes ont participé, au parc des expositions du Bourget, dimanche 19 novembre, à une cérémonie et un banquet marquant les soixante ans de sacerdoce de Mgr Lefebvre. C'était la première cérémonie officielle présidée à Paris par le fondateur d'Écône depuis qu'il avait ordonné, le 30 juin 1988, quatre évêques, immédiatement excommuniés avec lui.

Schisme ou pas, ils sont toujours là. Il faut plus qu'une excommunication pour émouvoir ces regards de la tradition. Il y a dix ans déjà, porte de Versailles, ils avaient été, avec Mgr Lefebvre, le cinquantenaire anniversaire de son ordination. Ils sont venus au Bourget un peu moins nombreux — pour le sobriété. Et, pour peu que Dieu y mette du sien, ils seront encore là dans dix ans, fidèles à la fleur de lis qu'ils ont à la boutonnière ou au cœur de Jésus transpercé sur leurs bannières.

An pied de l'autel, en soutane carmin et surplis de dentelle blanche, des enfants de chœur hauts comme trois pommes sautent leur pouce pendant une cérémonie de près de trois heures. L'or, des chapes et des brocards brille sous l'éclat des projecteurs. La mitre de Mgr Lefebvre, qui s'est gantée et chaussée de blanc, dépasse une armée de cérémoniaires en chasuble. Les quatre jeunes évêques consacrés par le fondateur d'Écône et excommuniés avec lui ont déjà les gestes onctueux des vieux prêtres.

An bruit du claquoir, les rangées disciplinées des séminaristes d'Écône et de Flavigny se lèvent et s'agenouillent en cadence. Derrière eux, on reconnaît les robes marquées des capucins de Magon, l'habit blanc des dominicains d'Avrillé, puis les religieux de Brignoles et de Fanjeux, tous en rupture avec leur congrégation. En calotte de velours et chapeau à quatre bosses, les Scouts catholiques de France montent la garde. Dans l'assemblée, les enfants endimanchés sont en jupe plissée et manteau bleu marine. Chapelle autour de la main, leurs mères portent la mantille noire ou le foulard Harlequin. Les pères suivent la cérémonie dans le missel écorché à force d'être feuilleté. On fait la queue à genoux devant le prie-Dieu de la confession et pour recevoir la communion.

L'inflation des fausses niches

Il y a là tout Saint-Nicolas du Chardonnet, Port-Marly — église occupée à Paris et dans les Vosges depuis des années — et ces paroisses de la tradition groupées autour d'un prieuré ou d'un collège qui sont venues en car de toute la France, certaines d'Allemagne, d'autres de Grande-Bretagne ou même du Gabon et d'Australie.

Les déshirés n'ont pas manqué après les sacres schismatiques de 1988. Certains témoins, comme Dom Gérard (le Barron), les frères de Blignières, Bernard Antony (Chrétien-Solidarité), une trentaine de prêtres de la Fraternité Saint-Pie-X, ainsi que des séminaristes, sont partis et ont rallié Rome. Les journaux intégristes, *Présent*, tel sont devenus. Mais aujourd'hui tout semble oublié. Le dernier carré des fidèles de Mgr Lefebvre resserre ses rangs autour du vieux chef de famille, de ses rites, de ses souvenirs nostalgiques.

EN BREF

○ Une nouvelle présidente au CELF. — Le Collectif des étudiants libéraux de France (CLEF), réuni pour son congrès biennal à Rouen, les 18 et 19 novembre, a élu son nouveau président. Marie-Pierre Jurine, vingt-deux ans, étudiante en DESS de droit notarial à Paris-II-Assas, remplacera Jean Houdou, qui a terminé ses études. Le CELF s'inscrit dans la mouvance UDF, mais la liste présentée par Marie-Pierre Jurine se voulait « syndicale » et « indépendante », en dehors de toute « querelle des chefs au sein de l'UDF ».

○ Inondations dans le Roussillon. — La conjonction de très fortes pluies, samedi 18 novembre, et d'une tempête en Méditerranée faisant barrage à l'écoulement normal des fleuves a provoqué d'impor-

ques d'une France de missionnaires et de saints.

De sa voix chevrotante, le jubilaire lui-même — quatre-vingt-quatre ans, dont quarante-deux d'épiscopat — exprime une vision du monde arrêtée à l'époque où, missionnaire en Afrique dans les années 40, il entreprenait de « convertir les âmes égarées au baptême catholique ». « Ne laissez pas pénétrer le monde dans vos foyers : que les enfants n'aient devant les yeux que des images évangéliques. Éloignez-les de tout ce qui peut corrompre leur cœur », supplie dans son homélie Mgr Lefebvre, dont un évêque suisse a pu dire un jour méchamment qu'il avait hérité du « jansénisme, l'intelligence en moins ».

Et ses imprécations reprennent contre l'« invasion des fausses religions », notamment de l'islam, qui, en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, menace la chrétienté. Il voit partout le complot des « sectes maçonniques », auxquelles le Vatican serait « assujéti ». Le communisme en Europe de l'Est est-il en pleine déconfiture ? Mgr Lefebvre n'en croit pas un mot : « Si la Russie n'est pas convertie à la Vierge Marie, dit-il, le communisme envahira le monde. » En même temps, il voit poindre la menace d'un « gouvernement mondial socialiste aux idées maçonniques, comme celles des droits de l'homme, de la liberté et de l'égalité », flanqué d'une sorte de congrès des religions au service de ce gouvernement mondial, « comme les orthodoxes russes sont au service du gouvernement des soviets ».

Les invendus

du 15 août

Aucune illusion n'est plus permise quant à un hypothétique retour dans le bercail romain de Mgr Lefebvre n'a de cesse de fustiger le dialogue œcuménique mené par le Vatican. « Avec les fausses religions et les fausses idéologies », « Autrefois, on allait convertir ; aujourd'hui, on dialogue », dit l'évêque schismatique avec dépit.

Après l'Éte Missa est, la foule se dirige vers un banquet de quatre mille cinq cents couverts — « la soupe de la tradition » au menu, — non sans avoir fureté parmi les livres en exposition. On épense les invendus de la fête contre-révolutionnaire du 15 août dernier. Mais on trouve aussi des titres édités : la *Mefta des chrétiens de gauche*, les *Infiltrations communistes dans l'Église*, l'*URS trompe l'Occident*, les *Juifs dans la France d'aujourd'hui*. En bonne place : figures de Charles Maurras, Xavier Vallat, Léon Daudet, Joseph de Maistre, Jacques Igoni, mais aussi Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen. Un état exposant des livres de Robert Fauriol et des insignes de la milice à dû être replié.

« Vous avez fait comprendre qu'il n'y a pas de message religieux sans « raisonnable politique », devait s'écrier, devant Mgr Lefebvre, François Brigneau, directeur de *National-Hebdo*, proche de M. Le Pen, premier orateur inscrit à ce banquet du Bourget. Avec la présence de deux autres anciens députés du Front national (Christian Bachelot et Jean-Pierre Revand), il confirmait ainsi, s'il en était encore besoin — la parfaite filiation de l'intégrisme lefebvrisme avec cette vieille tradition de l'Action française nationaliste, anti-libérale et anti-moderniste.

HENRI FINCO

il suppr

l'air en deu

tion de viol

montre qui semb

JUSTICE

Un colloque sur la défense pénale

Faut-il supprimer les juges d'instruction ?

L'institut de formation du barreau de Paris organisait, vendredi 17 novembre à la Défense, un colloque consacré aux difficultés de la défense pénale et aux problèmes liés à l'instruction. Deux semaines après la présentation du rapport de la commission Justice et droits de l'homme présidée par M^{me} Mireille Delmas-Marty (le Monde du 7 novembre), les avocats se réunissaient pour débattre notamment de la question : « Faut-il supprimer les juges d'instruction ? »

Quelques juges d'instruction étaient venus. Parfois inquiets, souvent vides. Tous perdus au milieu d'une foule d'avocats qui s'interrogeaient tranquillement sur les agissements de leur disparition. « Ne faites tout de même pas de nous des boucs émissaires », prévenait M^{me} Dominique Maro, président de l'Association des magistrats ins-

tructeurs. « A vous entendre, j'ai presque l'impression d'être un dinosaure. Pourtant, je suis convaincu que le cabinet du juge d'instruction est un espace de liberté. »

Les avocats en parlent pourtant tout autrement. Beaucoup évoquent des portes fermées, des discussions inutiles, des fins de non-recevoir quotidiennes. L'avocat n'est pas toujours le bienvenu, et la procédure inquisitoire française lui laisse peu de place pendant la phase de l'instruction. Le dossier lui est souvent communiqué tardivement — même si le délai de quarante-huit heures prévu par le code de procédure pénale est respecté — le juge n'est pas tenu d'accéder à ses demandes d'investigation, et il ne peut intervenir dans le choix ou le déroulement des expertises. « Les visites aux cabinets d'instruction sont de véritables croisades », lance M^{me} Jacques Martin, avocat au barreau de Montpellier. « Nous ne pouvons assister aux premières comparutions, et nous devons constamment mendier pour avoir accès aux dos-

siers. Pendant cette phase, la défense n'a pas de place. Elle est baillonnée. »

Les juges d'instruction en conviendront parfois du bon des livres. Sans toutefois, bien sûr, aller aussi loin. Disparaître, non, mais aménager, pourquoi pas ? M^{me} Maro, qui défendra passionnément son métier à la tribune, ne demande-t-elle pas, au nom de l'association des magistrats instructeurs, un nouvel « équilibre » des pouvoirs pendant l'instruction ? Par exemple, la possibilité, pour les avocats, de demander des investigations. L'obligation, en cas de refus, de leur répondre par une ordonnance motivée.

La procédure accusatoire

Pourtant, nombreux seront les avocats qui vanteront les mérites de la procédure accusatoire, qui met face à face la défense et l'accusation. Sans juge d'instruction. L'enquête est confiée à la police, le « suspect » présumé innocent — à le droit de se taire de début à la fin de la procédure, sauf sur la question de la culpabilité, et, au cours de l'enquête, la défense peut intervenir à tout moment. Deux témoins étaient venus en parler en connaissance de cause : M^{me} Antonio di Burgo, un magistrat italien, et Anthony Thompson, « queen council » — le grade le plus élevé des « barristers » — en Angleterre. L'Italie a supprimé les juges d'instruction il y a à peine quelques semaines, et le système judiciaire anglais ne connaît que les juges-arbitres.

Aujourd'hui, l'Italie a choisi un système accusatoire : les « inculpés » ont disparu au profit des « personnes soumises à enquête », et l'avocat est très présent au cours de la procédure. « Il y a, poursuit Antonio di Burgo, une réelle égalité des armes entre la défense et l'accusation. » Certains avocats se diront séduits, même si ce système élargit les pouvoirs de la police, qui, pendant l'enquête, voit disparaître la « tutelle » des juges d'instruction. « La police itienne est-elle, elle aussi, très réformée ? » s'interroge M. Pierre Fayon, membre du conseil de l'Ordre. Le magistrat italien reconnaît qu'il n'en a rien été. « Pourtant, l'égalité des armes entre la défense et l'accusation en dépend », conclura l'avocat.

Il sera par la suite beaucoup question de la police. Y compris dans le système inquisitoire français. Dans le chapitre sur les droits de la défense de son rapport préliminaire, la commission Justice pénale et droits de l'homme, présidée par M^{me} Mireille Delmas-Marty, proposait d'admettre la présence de l'avocat dès la garde à vue, dans les commissariats (le Monde du 7 novembre). Une nouvelle tâche que beaucoup verraient d'un bon œil.

Les policiers et gendarmes présents à la tribune ne s'y opposeront pas. Tout simplement, diront-ils, parce qu'ils n'ont rien à cacher. « Sur les mille trois cents enquêtes pour fautes professionnelles conduites en 1988 à l'intérieur de la police, très peu concernent des fautes commises pendant la garde à vue », soulignera M. Jacques Genhial, directeur central adjoint de la police judiciaire. Dans ce domaine, les plaintes sont tout de même assez rares. Même si elles sont déjà trop nombreuses. Le lieutenant-colonel de gendarmerie Jean-Louis Recordon ne le contredira pas. La présence d'un avocat pendant les gardes à vue ne serait, dira-t-il, « pas fondamentalement gênante ».

Encore faudrait-il que les avocats aient le temps et les moyens d'assumer cette nouvelle tâche. Beaucoup en doutent. Les grévistes du barreau de Nantes se battent contre l'insuffisance des crédits accordés à l'aide légale depuis le 2 novembre, et nombreux sont les avocats qui se diront débordés de travail. Combien pourront prendre le temps d'aller surveiller les gardes à vue dans les commissariats ? « A Bobigny, le barreau est déjà presque dans la tombe », lance M^{me} Brigitte Marigny, bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Seine-Saint-Denis. En 1988, nous avons assuré huit mille commissions d'office, ce qui représente 9 % du secteur assisté français. Et nous ne comptons pas 9 % des avocats français ! Dans ces conditions, il est impossible de faire du bon travail. Nous voulons éviter à tout prix de faire de la « défense au rabais ». Mais, pour cela, il faut nous donner des moyens. »

ANNE CHEMIN

La situation juridique de la zone internationale de l'aéroport de Roissy

Prisonnière au pays de nulle part

Isabelle est Zénaïse. Dans son pays, ses opinions religieuses lui ont valu d'être emprisonnée, matraquée, fustigée et violée par des militaires. Alors, elle a fui vers la France, pays des droits de l'homme. Mais, pour y parvenir, elle a dû traverser un territoire sans lois, sans juges, où la seule autorité est exercée par des policiers. Ils ont été aimables et courtois, mais Isabelle est restée détenue pendant onze jours dans ce pays qui n'est ni la France, ni l'étranger. On l'appelle la zone internationale de l'aéroport de Roissy, mais, juridiquement, c'est nulle part.

adresse immédiatement en recommandant au directeur de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Une photocopie est remise à un fonctionnaire de la PAF mais, malgré les dispositions de la loi du 2 août 1989, qui prévoit qu'à partir de la formulation de la demande une autorisation provisoire de séjour doit être délivrée, Isabelle reste « enfermée ». Aussi, le 16 novembre, M^{me} Bourguet assignait le ministre de l'intérieur devant le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris.

Vide juridique

A l'audience, l'avocat demandait au magistrat de constater que sa cliente était en situation de « détention arbitraire » et que le ministre de l'intérieur s'était donc rendu coupable d'une « voie de fait », qu'il convenait de faire cesser immédiatement. Mais son adversaire, M^{me} Jean-François Farthouat, se contentait de répondre qu'Isabelle avait été entendue sur procès-verbal, le dimanche 12 novembre, et que, le 15 novembre, un télégramme avait été adressé par le ministre de l'intérieur au directeur de la PAF, l'informant d'une décision accordant l'asile politique. Un sauf-conduit avait été délivré à la jeune femme, qui devait donc être libre.

Tout était rentré dans l'ordre. Juste à temps pour

qu'aucune décision judiciaire ne puisse être rendue et selon un procédé déjà observé à plusieurs reprises : dès qu'un magistrat est saisi du litige, la personne est soit libérée, soit renvoyée dans son pays. Dès lors, le juge est paralysé et, dans son ordonnance rendue le 17 novembre, M. Gérard Fluyette a beau noter : « Il ne peut être contesté qu'Isabelle (...) a été maintenue dans les locaux de l'hôtel Arcade (...) sans qu'aucune décision n'ait été prise à son encontre ou ne lui ait été notifiée avant le 15 novembre », il est contraint de constater que le juge des référés n'est pas compétent pour statuer sur « une situation qui a pris fin ».

Chaque jour, de nombreux étrangers subissent cette absence de droit. Sans contester la nécessité d'un contrôle, M^{me} Bourguet insiste sur « le caractère inacceptable de cette zone de non-droit ». Les décisions judiciaires sont rares, soit parce que l'intéressé a été refoulé, soit parce qu'il ne dispose pas de moyens financiers pour engager une procédure, soit encore parce qu'il craint de se mettre dans une position défavorable au moment où il sollicite une autorisation de séjour.

Concernant Isabelle, l'avocat a indiqué que le tribunal civil serait saisi, afin que les juges disent si les lois françaises garantissant les libertés doivent s'appliquer dans la zone du « vide juridique ».

MAURICE PEYROT

A la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy

Un mineur en détention provisoire victime de viols et de sévices

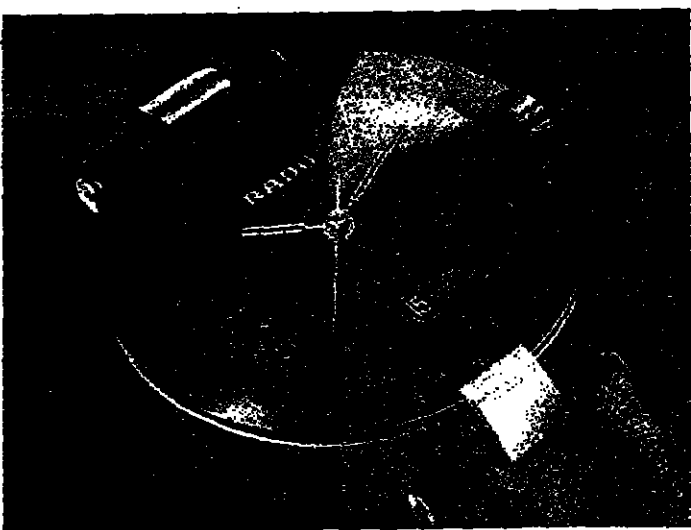
Cinq syndicats et une association de protection des jeunes en difficulté ont révisé, dimanche 19 novembre dans une lettre adressée au garde des sceaux, qu'un mineur de dix-sept ans, incarcéré à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), venait d'être l'objet de « viols et de sévices répétés » durant une quinzaine de jours. Inculpé de vol simple, la victime, délinquant primaire, « régulièrement scolarisée en classe de seconde », avait été placée sous mandat de dépôt avec d'autres prévenus mineurs, en dépit de l'avis défavorable émis par les éducateurs du tribunal de Versailles. Ces derniers, précisent les auteurs de cette lettre ouverte, « avaient proposé une solution évitant l'incarcération » du jeune homme et « l'attention du juge d'instruction avait, en outre, été attirée sur la fragilité de ce mineur et les risques que pouvait lui faire courir une mise en détention ».

M. Bernard Micoud, directeur adjoint de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, a confirmé que ce mineur avait été « violé à deux ou trois reprises durant dix jours depuis le 26 octobre », mais que

l'administration pénitentiaire n'avait été informée de la mise en garde des éducateurs du tribunal de Versailles qu'au moment de la découverte des sévices.

Le Syndicat de la magistrature, le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire, le Syndicat des avocats de France, le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, la FEN et le mouvement Riposte relient que l'« horreur de tels faits met gravement en cause la gestion de l'incarcération des mineurs par l'administration pénitentiaire ». Ils constatent ainsi que « la règle légale de l'isolement de nuit des mineurs détenus n'a pas été respectée » dans ce cas précis. Les auteurs de la lettre interpellent aussi M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, sur le recours à une incarcération « de nature à engendrer des comportements délinquants beaucoup plus graves que les faits initialement commis ». Ils s'interrogent, en outre, sur l'« incapacité » de l'administration pénitentiaire de « déceler de tels faits » qui se sont produits « sur une durée aussi longue ».

Rado, inventeurs de la montre inrayable.



Une montre qui semble venir d'ailleurs

«La Coupole». La nouvelle Rado. Une vraie Rado. Novatrice.

Originale. Fulgurante. Verre saphir inrayable en forme de coupole;

presque aussi dur que le diamant. Et si légère. Si agréable au

poignet. En trois grandeurs différentes. Faites connaissance avec

la nouvelle Rado «La Coupole».

RADO
Switzerland

BIGNON - C.Cial Evry II 91000 EVRY
LAMOTTE - 71 Bd J. Jaurès 92110 CLICHY s/Seine
Charles GERARD - 96, rue Houdan 92330 SCEAUX
MARCOU - C.Cial 3 Fontaines 95000 CERGY BONTOISE

NE DISONS PAS
“DES BONBECS AU JUS
D'ARBRE,”

DISONS PLUTÔT
“DES BONBONS
A LA SÈVE DE PIN,
ET DIEU SAIT
SI LA SÈVE DE PIN
EST UNE CHOSE RARE,
TOUT COMME LES BONBONS
A LA SÈVE DE PIN
D'AILLEURS.”



VOUS AVEZ BON GOUT,
LA VOSGIENNE AUSSI.

هذا من الامثل

حكايا من الاعمال

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Atteinte d'une rubéole non décelée pendant sa grossesse

La mère d'une fillette handicapée saisit la justice

Mère d'une petite fille née handicapée, M^{me} Isabelle Vignol a engagé récemment une action en référé auprès du tribunal de grande instance d'Angers, afin de déterminer « les responsabilités médicales » qui, selon elle, auraient abouti au fait que, atteinte de rubéole pendant sa grossesse, sa maladie n'aurait pas été décelée. M^{me} Vignol estime en effet que, ayant pendant sa grossesse consulté deux généralistes, un laboratoire d'analyses et un gynécologue, sans qu'à aucun moment les médecins n'aient constaté qu'elle avait contracté la rubéole, tout n'a pas

été fait pour prévenir les handicaps dont souffre sa fille. Celle-ci, Laura, âgée aujourd'hui d'un mois et demi, est victime de surdité, de cataracte et de problèmes cardiaques.

Le tribunal correctionnel d'Angers a ordonné une expertise et désigné le professeur Ravina, de l'hôpital Lariboisière à Paris, pour « établir s'il existe un lien entre la maladie et les infirmités » et déterminer notamment « à quel stade de la grossesse les signes de rubéole étaient décelables ».

Une situation inacceptable

par Jean-Yves Nau

La suspicion d'une rubéole chez une femme enceinte impose, en toute hypothèse, la confirmation du diagnostic à partir d'une prise de sang, qui permet la recherche des anticorps spécifiques de cette infection (diagnostic sérologique). On sait en effet que l'infection de la femme enceinte par le virus de la rubéole peut être à l'origine de malformations très graves chez le nouveau-né.

Ces malformations sont d'autant plus importantes que cette infection virale survient tôt durant la grossesse.

Le diagnostic sérologique, qui doit être mis en œuvre, cherche à déterminer si les signes cliniques observés chez la femme (éruption cutanée, apparition de ganglions, fièvre, etc.) correspondent effectivement à l'infection par le virus rubéolique. Plusieurs hypothèses sont possibles qui imposent souvent la réalisation de plusieurs examens complémentaires : seconde prise de sang une quinzaine de jours après la première, recherche des traces biologiques caractérisant une infection récente, etc.

La gravité des séquelles de l'infection chez l'enfant conduit le plus souvent les médecins à proposer, lorsque les délais le permet-

tent, une interruption de grossesse. En France, on compte environ deux cents cas de suspicion de rubéole congénitale chaque année, ainsi qu'une vingtaine de naissances d'enfants porteurs de séquelles. Cette situation est d'autant plus inacceptable qu'on dispose aujourd'hui d'une vaccination efficace contre la rubéole qui, si elle était mise en œuvre systématiquement chez les petites filles ou chez les femmes en âge de procréer, permettrait de prévenir le drame que constitue toujours une rubéole congénitale tout comme l'angoisse des femmes enceintes qui pensent être victimes de cette infection.

□ **Attentat au Pays basque français.** — Une bombe artisanale a détruit, dans la nuit du 18 au 19 novembre, à Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques), un véhicule de France Télécom. Le sigle FR tracé sur le mur du central des transmissions voisin permet de relier cette explosion à la reprise, au début du mois, des attentats commis par l'organisation clandestine basque. Le 1^{er} novembre, un incendie revendiqué par l'Iparratarak avait détruit plusieurs bureaux de l'antenne bayonnaise de l'équipement.

COMMUNICATION

La réforme de l'audiovisuel public

A 2 : « Oublier la télé de papa »

Les téléspectateurs peuvent, depuis le vendredi 10 novembre, juger des premiers effets de la réforme de l'audiovisuel public : harmonisation des programmes obligés, « Thalassa » (FR 3) et « Apostrophes » (A 2) ne sont plus en concurrence à la même heure. Les « carrefours » rigoureusement respectés à 20 h 30 et 21 h 30 doivent permettre au public de suivre, s'il le désire, les deux magazines.

« A partir du 8 janvier 1990, A 2 et FR 3 offriront aux téléspectateurs une complète alternative à tous les moments de la journée entre des programmes de genres différents », a déclaré M. Philippe Guillaume, le président commun aux deux chaînes, le 18 novembre lors de « C'est à vous », la première émission de dialogue avec les téléspectateurs. Un nouvel esprit que les directeurs généraux, M^{me} Dominique Alduy pour FR 3, M. Jean-Michel Gaillard pour A 2, tentent d'insuffler à des sociétés qui, après plusieurs semaines de réflexion et de concertations, attendent maintenant des décisions et un authentique changement.

Jean-Michel Gaillard est sympathique. Une chance, vraiment. Car A 2 n'est pas au mieux de sa forme. N'étaient les espoirs que fait naître ce directeur jeune et plein d'ardeur, prévenant envers ses visiteurs, à l'écoute de ses collaborateurs, on serait tenté de titrer une fois de plus sur « le malaise structurel d'A 2 ».

La chaîne, une fois de plus, est saisie par le doute, l'amertume et l'angoisse. Le doute sur la volonté et les moyens de sa direction de raviver la flamme d'un service public sinistré ; l'amertume de ne pouvoir rattraper ce passé glorieux qui la hante ; l'angoisse de s'étioler en devenant une chaîne vieillissante et mineure. C'est à se demander si la communication passe entre les étages et si quelque émissaire s'est jamais préoccupé de répercuter dans la maison les messages émanant du septième, le saint des saints d'A 2. Le directeur général, certes, n'aime guère les tours d'ivoire et ne perd pas une occasion de rencontrer les services, mais l'information circule mal, en dehors du comité d'entreprise, les rumeurs vont bon train et les troupes piaffent de savoir où elles vont.

Ménage à trois

La direction ? Jean-Michel Gaillard la dessine pourtant peu à peu, en symbiose avec Philippe Guillaume, le PDG... et M^{me} Dominique Alduy, directrice générale de FR 3. « Car c'est un ménage à trois », explique-t-il. Nous nous sommes choisis et nous sommes liés par un attachement viscéral et philosophique au service public ; et par une rage de réussir ensemble notre mission en parlant sur l'équipe et en inversant une logique pourtant peu favorable. La discussion politique avortée au Parlement sur l'avenir du service public lui semble loin, en effet, d'avoir résolu le problème des deux chaînes françaises et il évoque avec une pointe d'envie ces exemples étrangers où un public libre, concentré, homogène et doté de moyens a permis à la BBC de res-

ter un symbole de qualité et à la RAI de ressusciter. Un zeste de nostalgie pour un ORTF qu'il aurait fallu rajeunir pour le grand défi de 1992...

Le chantier A 2 n'en est pas moins sur de bons rails. Côté programmes. Côté gestion. Le premier a d'abord exigé un examen minutieux de la grille, passée au crible fin avec l'aide d'une poignée de consultants parmi lesquels Pascal Joseph, ex-directeur des programmes de TF 1 aujourd'hui directeur de Carat. Examen suivi de séminaires réunissant les cadres des deux chaînes et portant le premier sur l'information, le second sur les programmes. Débats, consultations, et arbitrage prévu pour le début décembre.

Le calendrier des réformes sera à triple détente. Placés sous le chiffre quinze, « quinze jours de fête pour quinze ans d'A 2 », les programmes de Noël seront la première étape et permettront d'assurer la transition avec la nouvelle grille, en place, elle, dès le 8 janvier. Il s'agira alors modestement de stabiliser et de fixer l'audience en l'appuyant avec quelques nouveautés. Mais la grille de la nouvelle équipe, ce n'est qu'à l'automne 1990 qu'elle donnera ses fruits en affichant une ambition : « Représenter la télévision publique des années 90, refuser la singerie de la télévision commerciale, oublier la télé de papa ».

Les structures de la chaîne ont été repensées et les douze unités de production ont été jugées à la fois trop nombreuses et cause d'incohérence et d'émissionnement. Il n'y en aura donc plus que six, décapées chacune en plusieurs ateliers dont les responsables s'occuperont d'un programme de bout en bout. L'arrivée de Marie-France Brière à la tête de l'unité chargée de la direction artistique, des jeux, des variétés et de la jeunesse a déjà provoqué des secousses, et il faut que encore les responsables de la fiction et des documentaires.

Mais la création de l'unité confiée à Pierre-Henri Arnstam couvrant les opérations exceptionnelles (parmi lesquelles la prépar-

tion de grands anniversaires) et les émissions relevant du cahiers des charges, illustrent la volonté de s'installer dans le temps et d'assurer pleinement la vocation de service public. « Le but, dit M. Gaillard, est de réfléchir à une modernisation astucieuse de toutes les émissions inscrites dans nos missions (religieuses, politiques, consuméristes) et de transformer ainsi nos faiblesses apparentes en une force ».

Serrer les boulons

La rédaction, quant à elle, ne devrait pas tarder à savoir si elle sera ou non « chapeautée » par un directeur de l'information. Cela dépend, assure le directeur général, des arbitrages portant sur la création d'autres magazines ou programmes d'information. Une décision positive rendrait, selon lui, souhaitable la nomination d'un responsable capable d'assurer à l'ensemble une logique éditoriale. Un principe est en tout cas clair : les journaux, magazines, reportages... l'essentiel sera fait avec les personnels de la chaîne et les rumeurs portant sur différents arrivages sont démenties en vrac.

« Une mauvaise gestion fait une mauvaise antenne », assure, en outre, Jean-Michel Gaillard qui s'est mis au travail avec la certitude d'être là pour trois ans. Son but : transformer A 2 en une entreprise, surtout pas en une administration. Les moyens : ceux utilisés dans le privé ; contrôle de gestion (le poste vient d'être pourvu), informatisation, comptabilité analytique, gestion prévisionnelle des entreprises, etc. « Tout est à faire », exclame le directeur en se frottant les mains. Gaillard, qu'on se le dise, serre les boulons et sera dans les routes pour galérer. Et cela marchera. J'ai de l'autorité, le goût du travail et pas, mais alors pas du tout, un tempérament de poëte. On verra ce qu'un énarque inexpérimenté dans l'audiovisuel peut transformer ! »

ANNICK COJEAN

FR3 : priorité à l'information et régionalisation par étapes

« A mon arrivée, raconte M^{me} Alduy, j'ai trouvé des finances saines mais très peu de stock de programmes. Mais j'ai surtout eu l'impression que FR3 était une entreprise endormie où le dialogue et la concertation étaient à l'abandon. Certaines stations régionales n'avaient pas reçu la visite d'un directeur national depuis 1984 ! »

Après l'indispensable tournée dans les régions, le premier souci du nouveau directeur général a été d'y voir clair dans les méandres des organigrammes et des responsabilités. Dès le 14 novembre, elle a exposé au conseil d'administration les grandes lignes de sa réforme. Une stricte comptabilité analytique devra scier les coûts de fonctionnement respectifs des stations régionales, des unités de production et des bureaux d'informations. La transparence sera désormais la règle. Côté production, les centres régionaux participeront à la fabrication du programme national sur la base d'appels d'offres ouverts aux producteurs indépendants. Les équipes de FR 3 devront donc faire la démonstration de leur compétitivité. Côté antennes, un responsable sera nommé dans chaque région pour servir d'interlocuteur unique au secrétaire national des programmes désigné à Paris.

Autre réforme d'importance, la mise en place avec Médiamétrie d'études d'audiences régionales. Ces mesures, inexistantes à ce jour, sont indispensables pour développer la publicité locale. Elles serviront aussi de base à la poursuite de la télévision régionale. Dès septembre 1990, M^{me} Alduy compte en effet autoriser certaines stations à substituer, une fois par semaine, leurs propres émissions au programme national. Mais ces décrochages seront liés à un objectif clair : obtenir une audience au moins égale à celle des émissions nationales.

En attendant, la priorité du nouveau directeur général est de redonner force et cohérence à la grille de la chaîne. « FR 3 possède la plus importante rédaction d'Europe », rappelle-t-elle. Il faut que cela se voit à l'antenne. FR 3 sera donc la chaîne de l'informa-

tion avec un bref bulletin toutes les heures y compris à la fin du programme et un « Soir 3 » en fin de soirée. Le journal de la mi-journée sera développé et le « 19-20 » diffusé aussi le dimanche. « Nous demandons aux bureaux régionaux un effort supplémentaire », explique M^{me} Alduy, ce qui se traduira par une nouvelle décentralisation dans la couverture de l'information et devrait permettre le redéploiement d'une partie du personnel et l'intégration de certains pigistes.

Les matinées de FR 3 seront réservées à la télévision éducative. Des négociations sont actuellement en cours avec le ministère de l'Éducation nationale. Restent les soirées, repensées dans le cadre de l'harmonisation avec Antenne 2. A 20 h 30 débiteront des grands rendez-vous consacrés chaque jour à un thème différent : arts, cinéma, actualité-société, découverte-aventure, jeunesse.

Reste le délicat problème de la Sept. La chaîne culturelle par satellite souhaite obtenir une journée de diffusion sur FR 3 et revendique le dimanche. Mais la direction de la chaîne fait valoir qu'elle ne pourrait plus ainsi honorer ses contrats sportifs. Pour obtenir, avec Antenne 2, l'exclusivité de Roland Garros, par exemple, FR 3 s'est en effet engagé à retransmettre nombre de tournois de tennis, le dimanche. « Les discussions sont toujours en cours », précise Dominique Alduy. Il faut bien mesurer ce qu'un tel accord avec la Sept coûte à FR 3 en termes de rachats de droits comme ce que cela lui permettrait d'économiser en terme de programmes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

□ **Sud-Ouest** négocie une entrée au capital du groupe espagnol BBK Editorial. — Le groupe de presse Sud-Ouest négocie actuellement une prise de participation au capital de l'éditeur espagnol Bilbao International. Les discussions, qui n'ont pas encore abouti, porteront sur l'achat de 6 % du capital du premier groupe de presse quotidienne espagnol.

LA BOURSE
Le 1
AUX STAGES
ÉTUDIANTS*, GAGNEZ
PLUS DE 100 STAGES
DANS LE MONDE ENTIER

COMMENT PARTICIPER ?

Pour gagner l'un des stages offerts par la Commission des Communautés européennes et les vingt-trois entreprises participantes :

du 20 au 29 novembre, venez découvrir laquelle des entreprises participantes se cache derrière les énigmes qui suivent (voir logos en pages emploi). Conservez vos réponses, vous les reporterez dans le bulletin-réponse qui paraîtra le 29 novembre dans le Monde (daté du 30).

Vous pouvez également demander un bulletin de participation gratuit auprès du délégué de la Bourse aux stages ou du Centre d'information et d'orientation de votre université ou de votre école.

Pour vous aider, sur Europe 1, un indice sera diffusé chaque jour au journal de 20 heures pendant toute la durée de la Bourse.

Retrouvez ces indices sur minitel : 3615 LM.

Les meilleurs candidats seront invités au Grand Oral de sélection devant des représentants des entreprises le 7 mars 1990 à l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP).

* BAC + 3 obtenu courant 1989

RETROUVEZ

LAQUELLE DES ENTREPRISES PARTICIPANTES SE CACHE DERRIÈRE LES ENIGMES SUIVANTES (voir logos en page emploi) :

1 Leader en France en matière de « super sans plomb » en 1988, cette société a lancé en juillet dernier un nouveau super sans plomb « révolutionnaire ».

2 Elle a la passion de la vie avec ses médicaments : grand public, ses additifs alimentaires, ses cosmétiques et sa présence dans cent pays.

3 Sur les marchés automobiles, ce groupe a doublé sa taille en trois ans, après des acquisitions, dont le dernier exemple est le rachat de l'américain Blackstone.

Le Monde
CAMPUS
Avec
EUROPE 1

PHAPAGE

TIENS ! UN NOUVEAU COMMUNICANT.



Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.



TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



هكذا من الاجل

حکذا من الاجل

SPORTS

FOOTBALL : France-Chypre

Jambes et langue de bois

L'équipe de France de football a dominé celle de Chypre (2-0) samedi 18 novembre au Stadium de Toulouse devant trente mille spectateurs, dont quinze mille invités, lors des éliminatoires de la Coupe du monde 1990 de football. Les Français n'avaient plus rien à attendre de cette rencontre puisqu'ils étaient déjà éliminés de la course au tournoi mondial (la Yougoslavie et l'Ecosse sont qualifiées).

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

La « langue de bois » aurait pu figurer au menu de la « mission Sastre » lancée à l'initiative du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck, afin d'assainir le football français. Sur cent douze pages, en effet, pas la moindre ligne à propos de cette « tactique » de plus en plus prise par les joueurs et les entraîneurs français. Sans doute parce que Michel Platini, sélectionneur de l'équipe de France et membre influent de cette mission, en est lui-même un adepte convaincu. Il l'a encore prouvé à l'issue de la victoire de son équipe face à Chypre (2-0, buts de Didier Deschamps et de Laurent Blanc), samedi 18 novembre à Toulouse lors des éliminatoires de la Coupe du monde 1990. Déclarer « nous avons disputé un match parfait » ou « mes joueurs ont été excellents », permet sans doute de rassurer les joueurs en question, mais ne trompe certainement pas les amateurs de football. Ils ont assisté à une rencontre médiocre entre une sélection française poussive, sans inspiration, et une formation chypriote accrocheuse mais limitée.

Pouvait-il en être autrement ? Avant le coup d'envoi, les Français étaient déjà assurés de terminer à la troisième place de ce groupe 5 des éliminatoires, derrière la Yougoslavie et l'Ecosse, donc de ne pas participer au prochain tournoi mondial en Italie. A partir de là, le seul intérêt de ce match condamnait à l'insignifiance résidait bien dans les questions qu'il allait soulever.

Première question, essentielle : Michel Platini restera-t-il à la tête de l'équipe de France ? En place depuis novembre 1988, l'ancien capitaine des « Bleus » arrivera au terme de son contrat le 31 décembre. Tout porte à croire que ce contrat sera prolongé. Mais, interrogé à ce sujet à l'issue du match de Toulouse, il n'a pas directement répondu comme il le fait régulièrement depuis huit mois. « J'ai plutôt envie de rester. J'ai toujours aimé les conditions. Le staff technique devrait être plus décisionnaire quant à l'environnement de l'équipe de France », s'est-il contenté de déclarer. Ni lui ni Jean-Fournet Fayard, le président de la Fédération française de football, n'ont pourtant intérêt à faire durer ce suspense. S'ils sont incapables de définir clairement la stratégie à venir de l'équipe de France et le rôle du sélectionneur, qu'en sera-t-il au moment d'appliquer les changements radicaux préconisés dans le rapport Sastre pour sauver le football français ? Surtout, si les deux parties ne parviennent pas à

trouver rapidement un terrain d'entente, cela signifiera que Michel Platini n'aura pas obtenu les garanties qu'il exigeait. Dans ce cas, on voit mal qui serait mieux placé que lui pour les obtenir.

La seconde question soulevée par ce match contre Chypre découle de la première : que va devenir cette équipe de France ? La seule certitude en la matière

Les Etats-Unis qualifiés

Pour la première fois depuis 1950, les Etats-Unis se sont qualifiés pour la phase finale de la Coupe du monde de football 1990 en Italie, grâce à leur victoire face à Trinidad et Tobago (0-1), dimanche 19 novembre, à Port of Spain. Cette qualification permettra aux Américains de préparer l'épreuve de 1994, qui aura lieu sur leur sol.

Les vingt-quatre équipes qui se retrouveront en Italie aux mois de juin et de juillet 1990 sont désormais connues (le Monde du 17 novembre) puisque le Cameroun, vainqueur en Tunisie (0-1), s'est également qualifié pour cette compétition dont le tirage au sort aura lieu samedi 9 décembre, à Rome. Les rues de Yaoundé et des autres grandes villes du pays ont été aussitôt envahies par la foule, qui a fêté l'événement toute la nuit du 19 au 20 novembre.

concerne son calendrier. Une tournée au Koweït (trois matches amicaux, du 18 au 24 janvier 1990) et deux matches amicaux, l'un contre la RFA à Montpellier (28 février) et l'autre contre la Hongrie à Budapest (28 mars), sont déjà prévus. Avec quels joueurs ? Michel Platini, après de multiples titonnements, a fini par constituer un groupe cohérent et courageux à défaut d'être toujours talentueux. Il compte utiliser les mêmes éléments à l'avenir, tout en se réservant la possibilité d'en incorporer de nouveaux, des jeunes notamment.

Le prochain objectif de la sélection sera les éliminatoires du Championnat d'Europe des nations en 1992 en Suède. Sa tâche devrait être ardue car, paradoxalement, il est deux fois plus difficile de se qualifier pour cette compétition que pour la Coupe du monde : les places de finalistes sont au nombre de sept, contre quatorze pour le tournoi mondial. Sur ce qu'elle a montré ces derniers mois, l'équipe de France n'a certainement pas sa place parmi l'élite du football européen. Pas plus qu'elle ne l'avait en Italie. D'où l'urgence de la situation à propos du renouvellement du contrat de Michel Platini et de la stratégie à définir.

Ces mises au point sont d'autant plus nécessaires que l'ensemble du football français s'apprête à entrer dans une nouvelle ère en ne disputant pas, pour la première fois depuis 1974, la phase finale du Mondial. C'est en effet bien plus qu'une longue et pénible série de matches éliminatoires qui s'est achevée samedi soir à Toulouse, car, en disputant sa dernière rencontre de la saison 1988-1990, l'équipe nationale a clos la décennie la plus brillante de l'histoire du football français. Celle d'un titre de champion d'Europe des nations (1984), de deux demi-finales de la Coupe du monde (en Espagne en 1982 puis au Mexique en 1986), d'une médaille d'or aux Jeux olympiques (1984 à Los Angeles), sans oublier deux autres succès européens chez les juniors (1983) et les espoirs (1988).

PHILIPPE BROUSSARD

Le Nantais Didier Deschamps à Marseille. — Le capitaine du FC Nantes et milieu de terrain de l'équipe de France Didier Deschamps a signé un contrat de quatre ans et demi en faveur de l'Olympique de Marseille. Le montant de ce transfert, rendu public dimanche 19 novembre par les dirigeants nantais serait de 17 millions de francs. En contrepartie, l'OM s'est engagé à prêter au FC Nantes le milieu de terrain Patrice Evraud (vingt-deux ans) pour une durée d'un an et demi.

Tennis Masters féminin

Graf toujours

Comme à Wimbledon et à l'US Open, la finale du Masters féminin a opposé, dimanche 19 novembre, au Madison Square Garden de New-York, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf et l'Américaine Martina Navratilova. Un combat où la nouvelle championne a dominé l'ancienne. Graf a remporté en deux heures et trente-cinq minutes sa quatrième victoire consécutive sur la joueuse américaine (6-4, 7-5, 2-6, 6-2).

En demi-finales, Navratilova a battu l'Espagnole Arantxa Sanchez (6-2, 6-2) et Graf a battu l'Argentine Gabriela Sabatini (6-3, 5-7, 6-1).



ESCALADE : Coupe du monde

Le mur en vitesse

Cette gestuelle au graphisme corporel extrême, dans une progression rendue de plus en plus périlleuse, compose une chorégraphie très statique qui, si elle n'est pas brusquement interrompue par la chute du grimpeur, dure entre dix et quinze minutes pour la traversée d'une scène verticale de 18 mètres de haut. C'est l'épreuve de difficulté, la spécialité des athlètes occidentaux.

De l'autre côté, un mur entièrement lisse, d'une verticalité parfaite à l'exception du dernier tiers, en léger dévers. Les prises sont bien apparentes. Deux voies parallèles et strictement identiques sont tracées. Le degré de difficulté est nettement moindre que sur l'autre mur. Deux grimpeurs s'élancent en même temps. Avec la rapidité d'un fémur qui suit sa proie le long d'un tronc d'arbre, ils enchaînent lancers de bras et écarts de jambes. Leurs déplacements sont d'une fluidité et d'un dynamisme fulgurants.

Le premier arrivé est déclaré vainqueur. Le Français Jacky

Godoffe, qui a remporté cette épreuve, a parcouru les 16 mètres du mur en moins de 15 secondes. Cette gymnastique aérienne ultrarapide, c'est l'épreuve de vitesse, seul type de compétition d'escalade qui existe dans les pays d'Europe de l'Est.

« Pour donner une réelle dimension mondiale à cette première Coupe du monde, il fallait intégrer les pays de l'Est, explique Jacky Godoffe. Depuis trente ans, ils organisent des compétitions, alors qu'en Occident nous n'en sommes qu'aux balbutiements. Nous n'avons pas le droit de les écarter sous prétexte que leur conception de l'escalade est diamétralement opposée à la nôtre. »

Quand, en septembre 1987, l'Union internationale des associations d'alpinisme (UIAA) décide de créer à partir de cette année la Coupe du monde d'escalade, elle accepte que les deux spécialités soient inscrites au programme de chacune des sept compétitions du circuit, à condition que les épreuves de vitesse se fassent en

parallèle, avec élimination directe. Grâce à ce compromis, les pays d'Europe de l'Est ont participé à cette première Coupe du monde qui a réuni vingt-deux nations.

Les athlètes des deux blocs auraient pu rester cantonnés à leur spécialité d'origine. Il n'en fut rien. Nombre de grimpeurs se présenteront dans les deux spécialités et, contre toute attente, c'est une Belge et un Français qui remporteront la Coupe du monde de vitesse.

Pour Jacky Godoffe, « la vitesse c'est comme une gomme au piano. On fait sa première gomme lors du parcours de sélection. Ensuite, à chaque jour, il faut accélérer pour se qualifier. C'est un jeu très excitant pour les grimpeurs comme pour le public. Cette épreuve de vitesse demande des qualités athlétiques très poussées. L'accélération maximum d'un geste intégré, dans les conditions où nous devons le faire, relève à la fois du sprint et de la gymnastique. »

PIERRE-YVES GRAVIER

RUGBY : test-match Nouvelle-Zélande - Irlande (23-6)

Le malheur du trèfle

Les All Blacks doivent conclure leur tournée triomphale dans les îles Britanniques, samedi 25 novembre à Twickenham, par une rencontre avec les Barbarians. Invincibles depuis 1986, les champions du monde néo-zélandais ont gagné leur dix-neuvième test-match consécutif, samedi 18 novembre à Dublin, en battant les Irlandais (23-6) deux semaines après avoir écrasé les Gallois (34-9).

Feinte de Gareth Edwards, Gerald Davis en embuscade, accélération de J.P.R. Williams, essai de Slattery... Images du temps où le rugby était un jeu de joie celtique, où l'Arms Park de Cardiff, cathédrale d'un jeu païen, retenait des centaines de milliers de fans. Avant le test-match Irlande-Nouvelle-Zélande qui a eu lieu samedi 18 novembre au stade de Lansdowne Road à Dublin, la BBC a diffusé les images d'une ancienne rencontre Barbarians - All Blacks qui s'était conclue sur le score de 23-11 en faveur des Britanniques. Le 27 janvier 1973, les joueurs en noir des antipodes, une foule d'argent sur le cœur, avaient été sérieusement malmenés - comme depuis 1968 nos « Qualifiés » Spengler, Max Barran, Jean-Claude Skrela et autres Jacques Fouroux - par une bande de Gallois aux quels d'énormes roulaquettes faisaient des têtes à la Phléas Fog.

Nostalgie. Les Barbarians 1989 feront-ils samedi 25 novembre à Twickenham aussi bien que leurs aînés pour le dernier match de la tournée néo-zélandaise, qui en aura compté treize ? Dans cette équipe - renforcée par les Australiens Nick Farr-Jones et David Campese, encore tout chauds de leur tournée en France (le Monde des 7 et 14 novembre), - il y aura six Anglais, quatre Ecosseis, un Irlandais et seulement deux Gallois. Cette sélection reflète bien le déclin des équipes du poiré et du trèfle au cours des années 80, tandis que les formations de la rose

et du chardon se régénéraient. Les Néo-Zélandais ont d'ailleurs infligé de lourdes défaites aux Gallois et aux Irlandais lors des tests de Cardiff (34-9) samedi 4 novembre et de Dublin (23-6) samedi 18 novembre.

Les Gallois avaient joué avec une naïveté désarmante. En revanche, les Irlandais ont essayé de déstabiliser les Néo-Zélandais, un peu comme les Français à Nantes en 1986, lors de la dernière défaite des champions du monde. Ou plutôt comme les joueurs gélois l'ont toujours fait dans ces grands accès de fièvre joyeuse et barbare qui les agitent, comme les ivrognes de John Ford, quand ils se retrouvent sur cette pelouse de Dublin balayée par un vent fou. Ainsi, dès que les All Blacks, formant un demi-cercle autour de leur capitaine, ont entonné le « Haka », chant de guerre maori par lequel ils entendent avant de donner du courage qu'impressionner leurs adversaires, les Irlandais s'arrangent à coude et marchèrent, en martelant le sol et en brillant, jusque ras les moustaches de Wayne Shelford. La note était donnée.

Hélas ! en dépit des exhortations de leur nouveau capitaine, Anderson, colosse frénétique, les Irlandais ne sont parvenus à la tenir de façon sporadique. Ils ne purent donc pas faire caler ces 15 tonnes noir quand il enclenchait la marche avant et fit rugir ses 1 500 chevaux vaporeux. Excepté les Springboks sud-africains, quelle équipe au monde pourrait le faire à l'heure actuelle ? Pour la dixième fois en autant de tests-matches, le XV irlandais s'est incliné sans avoir marqué le moindre essai. Et la démonstration néo-zélandaise, sans avoir été brillante, a été impressionnante.

Comme un seul homme

Le numéro un, Steve McDowell, qui avait été sélectionné aux Jeux olympiques de 1980 dans l'équipe de judo, s'y entend comme pas un pour « déquiller » tout ce qui se trouve sur son passage. Il est sans

doute le plus redoutable pilier gauche du monde, car sur 20 mètres il va plus vite que le plus rapide des ailiers. Le numéro 15, John Gallagher, qui aurait pu porter le maillot irlandais s'il n'avait décidé d'émigrer à vingt ans au pays des Kiwis, n'a jamais connu la défaite depuis qu'il a été retenu avec les All Blacks.

Comme son modèle français Serge Blanco, ce rouquin aux yeux bleus joue à l'arrière sur le registre vitesse-improvisation qui sème la panique dans les défenses adverses. La véritable force des Néo-Zélandais ne réside pourtant pas dans le talent de leurs individualités. Du numéro 1 au numéro 15, ils jouent comme un seul homme : chacun à une tâche précise dans une mécanique collective qui ne semble jamais devoir se désunir.

Le bonhomme

Cette homogénéité qui tient parfois du prodige a une bonne raison d'être : depuis que les All Blacks sont devenus champions du monde en 1987, tous leurs tests-matches ont été disputés avec le même groupe de dix-huit joueurs. Si bien que, même privé de l'aîné John Kirwan, victime d'une rupture d'un tendon d'Achille en début de tournée, du flanker Alan Whetton, lui aussi blessé lors des premières rencontres, et de Bruce Duns, le demi de mêlée, considéré en baisse de régime, le coach Alex « Grizz » Willie parvient à aligner une formation aux automatismes parfaits.

Au reste, le bonhomme a perfectionné la « machine ». Par rapport à l'équipe qui avait battu les Français, le 20 juin 1987 à Auckland, en finale de la première Coupe du monde, les All Blacks carés 1989 élargissent beaucoup plus le jeu, prennent plus de champ. Comme les Australiens lors de leur récente tournée en France, ils utilisent aussi habilement les coups de pied qui font retomber le ballon juste dans le dos des défenseurs adverses, qui se retrouvent ainsi comme des colons encerclés dans leurs chariots par une horde de peaux rouges.

Sur les cinq essais marqués samedi 18 novembre par les All Blacks, les trois qui furent acceptés par l'arbitre australien de la rencontre étaient estampillés de la sorte : deux crochets de Gallagher, qui remonte à toutes jambes la moitié du terrain après une charge de McDowell (18^e minute) ; poussée des avants, qui creusent un sillon de 30 mètres et ouvrent vers l'ailier Michael Wright avec Gallagher intercalé (70^e minute) ; l'ailier inné, en position de centre, transperce le premier rideau défensif et passe à Shelford, qui fait sauter le second avec toute la troisième ligne en soutien (78^e minute).

Cela a porté à vingt-sept le nombre d'essais marqués par les Néo-Zélandais depuis le début de leur tournée, tandis qu'avec une transformation et trois buts de pénalité l'ouvreur Grant Fox a passé la barre des 600 points marqués avec le maillot noir.

Qu'espérer contre une telle équipe ?

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des rallyes
La Finlandais Jari Kankkunen et son coéquipier Juha Piironen ont pris le titre, dimanche 19 novembre, du RAC-Rally de Grande-Bretagne, lors de la première des cinq étapes de cette dernière épreuve du championnat du monde de la saison.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Nationale 1 A
(quatrième journée)

Mercredi 1 ^{er} A (quinquennale journalée)	
Reims b. *Racing Paris	85-73
Saint-Quentin b. Tours	72-56
Mulhouse b. *Avignon	101-94
*Lorient b. Caen	90-86
*Rennes b. Pau-Orthez	68-63
Monaco b. *Montpellier	91-85
Limoges b. *Antibes	103-101
Gravelines b. Villorbanne	72-67
*Nantes b. Cholet	90-76
Classement. — 1. Limoges, 30 pts ;	
2. Mulhouse, 28 ; 3. Pau-Orthez, 27 ;	
4. Antibes et Nantes, 25 ; 5. Cholet et	
Saint-Quentin, 24 ; 6. Monaco et Villor-	
banne, 23 ; 10. Reims, 22 ; 11. Gravel-	
lines, 21 ; 12. Montpellier et Racing	
Paris, 20 ; 14. Rennes et Avignon, 19 ;	
16. Tours, 18 ; 17. Caen et	
Lorient, 17.	

BOXE

Championnat du monde des super-légers (WBC)
Le Mexicain Julio César Chavez a conservé son titre de champion du monde des poids super-légers (WBC),

samedi 18 novembre, au Caesar Palace de Las Vegas (E-U), en s'imposant par arrêt de l'arbitre, après dix reprises, sur dévotion du Portoricain Sammy Fuentes. Chavez, à vingt-sept ans, demeure un champion invaincu en soixante-cinq combats.

GOLF

Coupe du monde à Madrid (Espagne)
Les Australiens ont été proclamés vainqueurs, dimanche 19 novembre à Madrid (Espagne), de la Coupe du monde de golf, après l'annulation de deux parcours sur quatre en raison de la pluie. Wayne Grady et Peter Fowler ont ainsi à l'Australie sa quatrième victoire.

JEU A XIII

La Nouvelle-Zélande bat la France (16-14)
L'équipe de France de jeu à XIII s'est inclinée devant la Nouvelle-Zélande (14-16), dimanche 19 novembre à Carcassonne. Pour ce premier test de leur tournée en France, les Néo-Zélandais, qui comptent pourtant parmi les meilleurs joueurs du monde, sont apparus en petite forme face à des Français très entreprenants.

SPORTS ÉQUESTRES

La Française Roger-Yves Bost, sur Norton de Ruyse, a remporté, dimanche 19 novembre, le Grand Prix du concours de saut d'obstacles de Hennessy (RFA), comptant pour la Coupe du monde de la spécialité.

La première Coupe du monde d'escalade s'est achevée, dimanche 19 novembre à Lyon, avec la victoire dans l'épreuve de difficulté de l'Américaine Lynn Hill et du Britannique Simon Nadin. En s'adjugeant l'épreuve de vitesse - une spécialité des pays de l'Est, - le Français Jacky Godoffe a remporté par la même occasion la Coupe du monde.

LYON

de notre bureau régional

Dans le Palais des sports de Lyon, il y avait deux types de mur pour deux conceptions de l'escalade. D'un côté, un mur tournaient, fracturé par des surplombs ou les prises, telles de fines blessures presque cicatrisées, se devinent plus qu'elles ne se voient. La progression est lente. Ecartelé ou recroquevillé, avec des gestes courts ou amples réalisés presque au ralenti, le grimpeur cherche la voie.

MUSIQUES

« La Ville d'En-Haut »

Messiaen présente dans sa dernière œuvre
une image éternisée de sa musique

Triomphe pour Olivier Messiaen, triomphe pour Boulez, le concert du Festival d'automne, le 17 novembre salle Pleyel, était agité par les oreilles françaises, même si l'orchestre et les chœurs étaient ceux de la BBC, et les cantatrices, l'une Américaine, l'autre Anglaise. Mais Yvonne Loriod défendait notre pavillon, exaltant, grâce à sa fabuleuse présence pianistique, les nouveaux oiseaux tirés par Messiaen de sa gibecière.

A vrai dire, cette *Ville d'En-Haut*, donnée en version mondiale, ne nous a pas apporté beaucoup de choses nouvelles sur la Cité céleste. Nous savons seulement qu'elle était cachée tout au fond de la scène, derrière une forêt de chaises vides, d'où s'élevait un majestueux chœur des cieux qui fait penser à *Et exspecto resurrectionem mortuorum*. L'hypothèse polyglotte (aux styles) et la fanfane à tête noire (des bois), bien qu'euphoriques, nous rappellent leurs confrères des *Oiseaux exotiques*, tandis que resplendit au piano solo la grande vedette, cette fauvette des jardins (une vieille connaissance depuis le vaste poème de 1970) qui chante en couplets inextinguibles la joie des ressuscités. En moins d'un quart d'heure, le vieux maître repoint une image stérilisée de sa musique telle qu'elle s'inscrit dans le ciel.

Bien que d'une inspiration plus terrestre, le *Soleil des églises* et surtout le *Vierge mariée* de Pierre Boulez allèrent aux nues (le Monde du 18 novembre), d'autant que, comme le compositeur, le chef d'orchestre est à son zénith : on ne peut jouer mieux le *Chant du rossignol* de Stravinski, avec cette lisibilité, ce frémissement, ce côté athlétique, cette finesse et cet humour, qui nous faisaient soupçonner d'aise à chaque note.

Honneur à l'orchestre, son instrument privilégié, comme aux chœurs de la BBC, à Phyllis Bryn-Julson et à Elizabeth Lawrence respirant à grandes brassées lyriques dans l'océan du *Vierge mariée*.

JACQUES LONCHAMPT

Trois métiers venus de Lyon

L'Affaire Louis Trio
propose son premier
spectacle à l'Olympia

Le guitariste Karl Niagara, le joueur de clavier Bruno Junior et le chanteur Clet Boris se rencontrent à Lyon au début des années 80 et forment l'Affaire Louis Trio. Tous les trois aiment le mélange des styles, de Xavier Cugat à Prince, du rock, à l'oll pop et dur aux musiques populaires importées en France dans les années 50 et 60, de la comédie musicale américaine au jazz en passant par les sons caribéens.

Cette inclination à jouer des mélanges venus d'ailleurs, à assouplir pleinement leur vitalité, à franchir leur folie, Karl Niagara, Bruno Junior et Clet Boris vont la développer dans un studio du centre de Lyon, à la manière d'un groupe pop « *loin des modes et à pieds joints dedans* », selon l'expression du chanteur et compositeur du trio. Ne se souciant nullement d'entrer dans un moule musical imposé par les stations de radio comme NRJ. Revendiquant simplement le droit de se faire plaisir.

En studio comme sur scène, l'Affaire Louis Trio s'est progressivement entourée d'une véritable équipe de sept musiciens additionnels et d'un arrangeur patenté, tous lyonnais. Le premier 45 tours du groupe n'est sorti qu'en 1985, l'année de leur révélation au Printemps de Bourges. Début 1987, la chanson *Tout mais pas ça*, sur un rythme latino-américain, permet au trio de se faire connaître. Suivent chez Barclay deux albums : *Cité planète* et *le Retour de l'âge d'or*.

Lundi 20 septembre, l'Affaire Louis Trio se présente pour la première fois — et pour un seul concert — sur la scène de l'Olympia.

CLAUDE FLÉOUTER.
Olympia, lundi 20 septembre, 20 h 30.



Olivier Messiaen

Emmanuelle Béart
Robert Hossein

LES ENFANTS DU DÉSORDRE

Un film de
Yannick Bellon

avec Patrick Catalifo

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL : Lundi 20 novembre 1989 18 h 30, Mardi 21 18 h 30, Mercredi 22 18 h 30 et 20 h 30, Jeudi 23 20 h 30, Vendredi 24 18 h 30 et 20 h 30, Samedi 25 14 h 30, Dimanche 26 14 h 30, Lundi 27 18 h 30.

PEKIN CHINE

ET QUELQUES AUTRES PARFUMS DE CHINE — Film de Guy THOMAS

Parcours de la Chine du Nord, réalité du la Chine d'aujourd'hui.

SHANGHAI - SUZHOU - GUJIN - DANTON, Un portrait de Chine en pleine mutation.

PROCHAIN : SUJET 1. Du 2 au 11 DÉCEMBRE. Tél. 43-31-75-47.

Les langueurs de Mikhaïl Rudy

Pour sa rentrée parisienne, au Théâtre des Champs-Élysées,
le jeune pianiste d'origine soviétique avait choisi Brahms, Chopin, Liszt et Ravel.

Mikhaïl Rudy entre d'un pas lent, salue le public, s'assoit et pose ses grandes et belles mains sur le Steinway pour jouer les trois *Intermezzi* op. 117 de Johannes Brahms. Sa sonorité est transparente, très claire ; elle a quelque chose de fragile qui émeut. Elle manque toutefois de mystère, et à être ainsi énoncée avec tant d'effacement, sans appui des basses, ces œuvres perdent de leur douleur ; elles deviennent jolies et finissent par se dissoudre. A Brahms, il faut une articulation plus affirmée, un piano plus timbré, plus mâle.

Nous n'avions jamais entendu Mikhaïl Rudy jouer la *Sonate funèbre* de Chopin en concert. Il attaque le grave avec un manque de tension qui se confirme dans le *doppio movimento*. Si la sonorité du pianiste est toujours assez jolie, son jeu est étonnamment monotone, instable rythmiquement et le tempo fluctue sans cesse. Rudy fait la reprise du premier mouvement, mais se perd dans le développement — assurément le passage le plus génial et dramatique de la sonate. Le tempo bouge, la rythmique est d'une imprécision aggravée par une pédale qui traîne, mélangeant la ligne des basses et les coups de boutoir de la main droite. Que ce jeu manque d'esprit de décision, de caractère dramatique, de carrure, de variétés d'attaques !

Le scherzo souffre des mêmes défauts et confirme de graves problèmes de technique pianistique. Il ne s'agit pas de souligner ici les quelques fausses notes, les petites pertes de contrôle passagères du clavier (dans la troisième des pièces de Brahms notamment), mais de remarquer que Rudy ne prend pas réellement possession de son clavier. Ses doigts, ses bras sont trop mous, et dans les accords, par exemple, seules les notes inférieures et supérieures sortent ; celles du milieu sont floues. Comment, dès lors, s'étonner que la sonorité du pianiste soit si frêle, si imprécise ? Ce second mouvement est d'une difficulté assez redoutable avec ses traits en rafales, ses sauts. Rudy peine à les jouer en mesure, il les prépare ; ce faisant, ses mains attaquent le clavier avec un infime retard qui déséquilibre la rythmique, qui fait perdre à ce mouvement de son implacabilité.

■ Vente record pour un dessin de Serrat. — La *Femme avec deux fillettes* a été adjugée 5,5 millions de francs samedi 18 novembre à Dromet. Il s'agit d'un record mondial pour un dessin de l'artiste. Au cours de cette séance, qui inaugurerait les ventes parisiennes de tableaux modernes de la fin du mois de novembre, cent trente œuvres ont été vendues pour 169 millions de francs. Le record de la soirée revient à une *Odalisque au fauteuil* de Matisse, achetée pour 27 350 000 francs.

STEVE REICH AND MUSICIANS

LUNDI 20 NOVEMBRE 20 H 30
THEATRE DU CHATELET
LOCATION 40 28 28 40
RECHERCHES : FESTIVAL D'AUTOMNE
156, RUE DE RIVOLI TEL. 42 96 96 94

A l'occasion
de la parution du livre
de Michel Abitbol

« Les deux
terres promises ».

Les Editions
OLIVIER ORBAN
et le Centre RACHI

organisent
une conférence-débat
avec l'auteur,

Pierre Birbaud
et André Kaspi.

le mercredi 22 11 h 30
à 20 h 30,
30 bd de Port-Royal
75005 Paris
Tél. 43 31 75 47

Le trio est pris trop lentement. L'annui s'installe. La *marche funèbre* aggrave encore ces défauts. Si le tempo est juste (ni trop lent ni trop rapide), la progression n'a pas ce caractère implacable sans lequel ce mouvement célèbre se transforme en une morne promenade. Mikhaïl Rudy phrasé la partie centrale comme s'il s'agissait d'un nocturne : la main droite en dehors, la main gauche loin dessous, quand il faudrait un tempo plus allant, moins d'intentions expressives, une sonorité plus mate. Au retour de la *marche funèbre*, Rudy change de tempo, ralentit sans cesse, les plans sonores se mélangent et les trilles ne sortent pas assez irréguliers dans leur énonciation. Le finale, joué au ras des touches, est plus convaincant : on n'y entend pas une attaque, pas une intention. C'est très précisément ce que Chopin souhaitait.

Un tempo trop fluctuant

Après l'entracte, Mikhaïl Rudy enchaîne les *Jeux d'eau à la villa d'Este*, les *Valses oubliées* n° 1 et 2, la *Ronde des lutins* de Franz Liszt aux *Oiseaux tristes* et à *Gaspard de la nuit* de Maurice Ravel. Les *Jeux d'eau*, avec leur sonorité diaphane, leur élégance raffinée, ne manquent pas d'allure, de

tempe, même si les passages mélodiques sonnent sans épaisseur harmonique, sans projection. Un défaut qui s'est confirmé avec les *Valses oubliées* : la seconde manquant vraiment trop d'incrustation dans le clavier et de ce caractère démoniaque qu'un Sviatoslav Richter sait si bien lui donner en respectant le rythme à la perfection. Dans la *Ronde des lutins*, le jeu de Rudy s'impose pour sa légèreté impalpable, foyante, mais sa monotonie et beaucoup de fautes de doigts sont loin du résultat attendu (il faut entendre un Nelson Freire, un Simon Barère ou une Guionis Novais pour saisir ce que cette œuvre a d'inquiétant).

Ravel ne nous convaincra pas davantage. Rudy ne réussissant pas à recréer l'atmosphère désolée, sinistre parfois des *Oiseaux tristes* et de *Gaspard*. Le tempo fluctue trop, la sonorité est trop uniforme et les doigts trop peu vaillants pour nous faire oublier l'espace d'une petite demi-heure les plus récents concerts de Vlado Perlemuter, un pianiste qui a beau ne plus avoir tout à fait les moyens requis pour les jouer, mais qui sait où aller et comment y aller, ou ceux de Martha Argerich, interprète d'élection de l'œuvre pour piano la plus jouée de Maurice Ravel.

ALAIN LOMPECIL

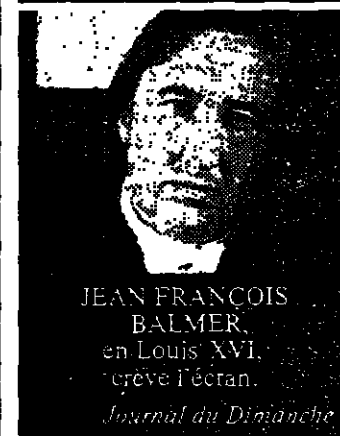
MERCREDI

Après
"LES ANNÉES LUMIÈRE"
un film de ROBERT ENRICO

LES ANNÉES TERRIBLES

un film de RICHARD HEFFRON

Une puissante tragédie.
Le Canada Enchaîné.



JEAN-FRANÇOIS
BALMER
en Louis XVI,
crève l'écran.

Journal du Dimanche



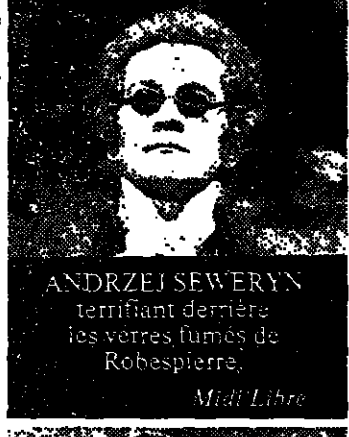
JANE SEYMOUR
en Marie-Antoinette
tranchante à ravir.

L'Union de Reims



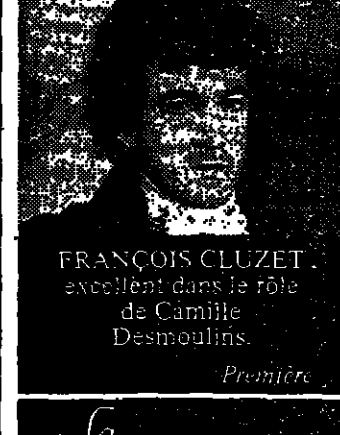
KLAUS MARIA
BRANDAUER
un magnifique Danton.

Quest France



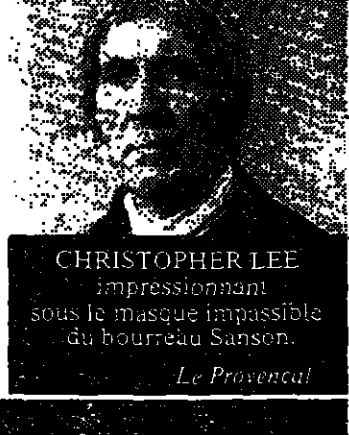
ANDRZEJ SEWERYN
terrifiant derrière
les verres fumés de
Robespierre.

Midi Libre



FRANÇOIS CLUZET
excellent dans le rôle
de Camille
Desmoulins.

Première



CHRISTOPHER LEE
impressionnant
sous le masque impassible
du bourreau Sanson.

Le Provençal

la REVOLUTION française

هكذا من الاصل

CULTURE

Musées : le ministre monte au filet

M. Jack Lang annonce un doublement des crédits pour les musées de province

M. Jack Lang, ministre de la culture, devait présenter, lundi 20 novembre lors d'une conférence de presse, les grandes lignes de sa politique — notamment sur le plan financier — en faveur des musées de province.

« La France, un réseau de mille musées », tel était le thème choisi pour fédérer des réalités souvent disparates et complexes. Voici donc l'opération « mille musées ». Mille musées, c'est l'actuel « réseau », dans le jargon ministériel, des musées français, qu'ils soient « classés » — c'est-à-dire que les conservateurs en sont directement issus de l'Etat — ou « non classés » — formule décentralisée de la responsabilité, mais qui implique toutefois un contrôle national. Depuis 1981, c'est, toutes catégories confondues, plus de deux cent cinquante musées qui ont été construits ou qui ont fait l'objet de travaux de rénovation d'importance variable. Ainsi, entre 1982 et 1990, soit huit années, les aides apportées par l'Etat aux musées de province ont été, selon les chiffres fournis par le ministère, quatre fois supérieures à ce qu'elles ont été de 1960 à 1980.

Il s'agit, et c'est là un point important, d'aides et non de financement, globaux. Autrement dit, il s'agit toujours d'investissements décidés après un accord passé entre les municipalités, les départements, les régions et l'Etat, ce dernier s'engageant à hauteur variable en fonction de l'importance locale ou nationale du projet et des possibilités des villes. On note que cette politique muséale qui lie l'Etat aux villes ne dépend pas des couleurs des municipalités mais de leur enthousiasme naturel et de l'intérêt électoral que les uns et les autres ont fini par trouver à la chose

culturelle. Les aides de l'Etat varient de 20 % à 50 % (cas extrême), cette pratique du pourcentage, dangereuse quand le coût des travaux dérive, ayant été remplacée par une vision plus forfaitaire de l'investissement de l'Etat.

Les crédits destinés aux constructions et aux rénovations des musées de province doubleront, passant de 93,5 millions de francs en 1989 à 185 millions de francs en 1990 (+ 98 %). Ils permettront d'achever des chantiers ouverts en 1989, de reprendre les chantiers interrompus fin 1988, et de lancer plusieurs projets nouveaux. Pour aider les musées à acquérir des œuvres, à les restaurer et à monter des expositions de haut niveau, la direction des musées de France disposera de 81 millions de francs, au lieu de 66 millions de francs en 1989 (+ 23 %). Parmi les mesures nouvelles : un soutien particulier aux musées scientifiques et techniques ainsi qu'aux « lieux de mémoire » comme les maisons d'écrivains ou d'artistes, un encouragement à la constitution de bibliothèques d'art dans les musées et leur inscription dans un réseau national. 3,7 millions seront consacrés à l'action culturelle dans les musées (+ 118 %) : des crédits plus que doublés, qui permettront de consolider les structures et d'aider ceux qui se consacrent à l'accueil des scolaires et des publics défavorisés dans les musées.

D'autre part, 50 millions de francs seront encore consacrés aux grands travaux de province. Il s'agit des engagements pris par l'Etat au titre des grands travaux sur plusieurs chantiers muséographiques de première importance : Strasbourg (art moderne), Rouen (beaux-arts), Lille (beaux-arts), Lyon (beaux-arts), Grenoble (peinture et sculpture), Nîmes (art contemporain), Bordeaux (beaux-arts), Arles (archéologie).

Une politique au long cours

par Frédéric Edelmann

La conférence de presse sur la situation et l'avenir des musées de province que M. Jack Lang, ministre de la culture, devait initialement tenir à Arles le 13 novembre, pouvait apparaître, lundi 20, comme une réponse à ses détracteurs lors de la discussion sur le budget de la culture (le Monde du 16 novembre). Suite logique, inévitable, de tant de fastes et d'inaugurations parisiennes en cette période du Bicentenaire, plusieurs députés de l'opposition avaient reproché au ministre un déséquilibre entre les fonds culturels consacrés à la capitale et ceux consacrés à la province. Ecartant délibérément la part de Paris, M. Lang a donné pour thème à sa conférence : « La France, un réseau de mille musées ».

Les musées, il est vrai, sont un bon moyen de monter au filet. Il s'agit, en effet, d'un élément essentiel de ce « patrimoine » dont l'opposition a fait, durant le premier septennat, son cheval de bataille. Elément d'autant plus sensible qu'il relève d'une politique au long cours, qu'elle s'est considérablement amplifiée depuis quelques années, remontant à la loi-programme sur le musée de M. Michel Guy, en 1978 — inépuisable généalogie. Mais surtout, il y a la réalité de l'effort accompli, au moins en termes de structures, car un bon chemin reste à faire pour les hommes, entre un gardiennage globalement archaïque et une conservation trop longtemps prise par-dessus la jambe pour n'en pas rester meurtrie.

Le ministère va accroître son « effort » (toujours le jargon ministériel), qui passe de 93,5 millions de francs cette année à 185 millions en 1990, soit quasiment le double, tandis que les « grands travaux » de province — label autonome et très mitterrandien, qui n'a guère d'autre conséquence pratique que l'œil attentif et patelin de M. Basini, secrétaire d'Etat aux grands travaux — tandis que ces grandes œuvres bénéficient à elles seules, soit une dizaine de centaines de 50 millions de francs. A quoi il faudrait ajouter les musées nationaux hors région parisienne, qui représentent 60 autres millions de francs.

On serait cependant malvenu de voir en tout cela, même si c'est pré-

senté comme des nouveautés l'effet d'une volonté récente, d'un remède, d'une rupture de stratégie. Sur les 185 millions de francs, 90 seulement sont d'ailleurs présentés comme des « mesures nouvelles ». Or même celles-ci, par l'effet des délais liés aux processus architecturaux, sont le plus souvent la conséquence normale de projets plus ou moins rapidement venus à maturité.

Reste, et le ministre en convient, que la constitution d'un tel réseau doit s'appuyer sur des politiques rigoureuses en matière d'acquisition, et qu'il ne s'agit pas de faire des musées pour des musées, sans collection initiale. D'où l'augmentation de 16 % des crédits d'acquisition de la direction des musées de France (36 millions contre 31 cette année), mais beaucoup plus importante si l'on prend le 1,5 million que le ministre aurait trouvé à son arrivée rue de Valenciennes.

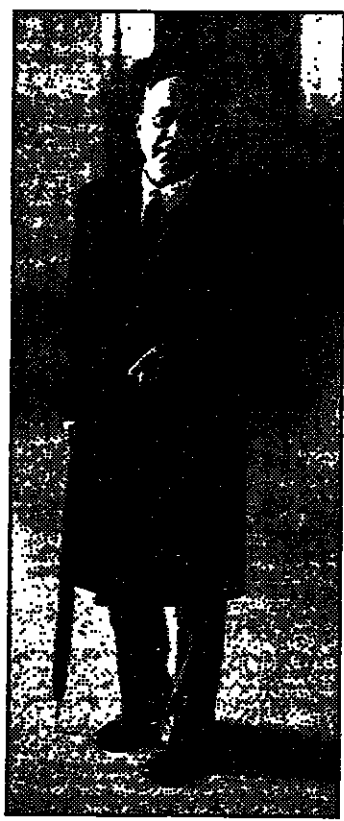
Pourtant, des problèmes importants demeurent ici, liés d'une part à la similitude des comportements d'achat des conservateurs de province (et de Paris), notamment en matière d'art contemporain, au point que presque toutes les collections finissent par ressembler à ce que la province dit particulièrement redouter, voire refuser : des caricatures des modèles parisiens. Et d'autre part à l'envolée des prix du marché de l'art, qui ramène l'augmentation impressionnante des crédits à une quasi-stabilité. On ne fera pas grief au ministère de ce dernier aspect, et d'autant moins qu'il s'agit d'évaluer une politique de donations et de donations profitables à l'Etat... Et peut-être demain aux collections qui n'auront plus à se vendre à l'étranger pour trouver des refuges normaux, comme c'est encore trop souvent le cas pour les ensembles plus érudits que spectaculaires, plus contraignants qu'électoraux.

RECTIFICATION. — C'est en juin 1988, soit un an avant le dépôt de la *Lambda*, et non en juin 1989 comme nous l'écrivions dans le Monde daté 19-20 novembre, qu'Olivier Loras a été inscrit en tant que candidat au poste de la SACEM. Il n'y a donc aucun lien entre cette inscription et le dépôt du tube de l'été.

هكذا من الاصل

LETTRES

La mort de Leonardo



GIANNINA BONGETTI

suite de la première page

Vice soit qu'une maladie incurable, due à un long abus de nicotine, le condamne à bientôt mourir, mais il continue à fumer, par défi et volupté — choisissant sa mort, comme il avait choisi son métier pour ce doute permanent qu'il faut, en l'exercant, poser sur le monde et sur les hommes. Pied de nez du destin, mais, au fond, un pied de nez qu'il a senti et sollicité : le premier jour d'un congé de maladie qu'il s'est enfin décidé à demander, il se fait assassiner. « La vie s'en allait fluide, légère ; la douleur avait disparu... Il pensa : Quelle confusion !... La confusion même que toute sa vie Leonardo Sciascia, par son écriture semant le doute et la lumière, aura su démêler pour nous.

Il est né le 8 janvier 1921, à Racalmuto (nouveau-né parmi les treize mille quarante-cinq âmes de sa *little town*), dans la province d'Agrigente, sous le signe de Pirandello. C'est l'année où paraît la plus célèbre pièce de dramaturge, *Six personnages en quête d'auteur*, et les racines nourricières de son aïné — l'univers sicilien nous renvoyant l'universelle image atomisée de l'homme contemporain, — qui sont les siennes propres. Sciascia nous les révèle tout au long de son œuvre, en particulier dans son essai *Pirandello et la Sicile*. C'est aussi l'année où le prix Nobel échoit à Anatole France, un des auteurs français qu'il aimait bien, le seul qu'il eût en envie de traduire en italien (*Le Procureur de Judée*).

Relisons Sciascia, qu'il ne faudra jamais cesser de relire, pour notre plaisir et pour rester éveillés en notre temps où le sommeil de la raison et des commémorations ne cesse d'engendrer des monstres. «... ce monde objectivement pirandellien où je suis né et où je vis. Il est passé presque une vie : un horizon de livres lus, de choses vues, de faits vécus, d'amour, de douleur s'ouvre autour de moi de plus en plus vaste mais désormais dans cette lumière, parfaite en sa suspension et sa précipité, que la campagne prend aux couchants de l'été : quand un moment, comme si l'imminence de la nuit

donnait au jour une extrême vigueur, une extrême splendeur, tout apparaît comme à l'intérieur de sa propre source de lumière, comme en soi reflète ; et cela vous déchire. » (Extrait d'un des plus beaux essais de Sciascia, *Le Visage sur le masque*, dans *Mots croisés*, tel un écho au titre d'ensemble du théâtre pirandellien, *Masques nus*.)

Polars métaphysico-politiques

Mais alors que chez Pirandello la folie, la destruction de la raison, la désagrégation de l'individu guettent toujours, et l'emportent, ainsi qu'un invincible Minotaure, au milieu du labyrinthe de la vie, Sciascia, en un pari pascalien, déjoue la folie et mise tout sur la raison. C'est son pari, c'est son défi, c'est le

précieux héritage qu'il nous légne, avec le sourire de Voltaire, la candeur de Stendhal, l'esprit de paradoxe de Diderot — ces trois mânes qui ont veillé sur son cœur libre et qui lui ont fait tant aimer la France.

Il est parti de Pirandello, il est parti de la Sicile — c'est tout comme, — et a porté plus haut, plus loin ses regards : il a retrouvé et mis en œuvre la raison du Siècle des Lumières pour éclairer, à travers ses essais et ses polars métaphysico-politiques, notre obscure et convulsive et cathodique fin de siècle.

Leonardo Sciascia — Xaxa : tel était son nom sous le règne érudite des Arabes constructeurs, qui signifie « le voile de la tête », devenu Sciascia avec l'Espagne de la grandeur, de la souffrance, de la folle Inquisition — naît donc à Racalmuto, Rabat-Mant, « Village mort », en arabe (« les Arabes lui ont, semble-t-il, donné ce nom parce qu'ils le trouvaient désolé par une épidémie de peste »).

Son père était comptable dans une soufrière (mineur, son grand-père Leonardo), et le petit Leonardo allait à l'école avec les fils de mineurs et de paysans ; mais, différenciant des autres enfants, il portait des chaussures, même l'été... Les sans-chaussures, les sans-savoir, les sans-défense, plume en main, clavier des lettres sous les index accusateurs, il va s'employer toute sa vie à les défendre, les droits de l'homme contre les abus inhumains, le respect des principes de 1789 contre ceux qui s'en gargarisent pour mieux s'en rire... En attendant, il aime tellement les instruments de l'écriture qu'il va jusqu'à boire l'encre, et, en un geste prémonitoire, il écrit sur l'un de ses cahiers d'écolier : « Auteur : Leonardo Sciascia ».

Avant sa quatorzième année, il a tout ce qu'il trouve dans la petite bibliothèque de sa tante institutrice : entre autres, les *Fiancés* de Manzoni, ce grand roman historique qui, resté pour lui un livre-phare, *Le Paradiso sur le comédien* — Diderot est, avec Voltaire, l'auteur du dix-huitième qu'il préfère ; les

pamphlets de Paul-Louis Courier, où il aiguise sa dent de redoutable polémiste ; *Feu Mathias Pascal*, de Pirandello ; il se fait une vaccination à forte dose de D'Annunzio, écrivain de « mots », quand Sciascia s'est toujours voulu écrivain de « choses », sec et engagé dans son temps auprès des victimes, et non point grandiloquent et engagé à la conquête des crinolines et d'un empire ; et puis, il dévore les *Mémoires* de Casanova.

Plus tard, il fera de Stendhal son compagnon favori — identifiant même son enfance avec celle de Henry Brulard... A vingt ans, il est employé au ministère de l'Agriculture, puis il devient instituteur — 1956 : il relate son expérience dans son premier grand livre-résumé, un témoignage au fil de la compassion et de la rébellion devant « la misère comme bestialité aveugle et mauvaise » (*Les Paroisses de Regalpetra*) — jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite, en 1970, pour consacrer son temps à l'écriture et à la lutte pied à pied contre l'iniquité des pouvoirs, qu'ils soient rouges, noirs ou immaculés comme la chasuble d'un pape.

« Je n'arrivais pas à voir leur Dieu »

« Je crois, me dit-il, que ma différence par rapport aux autres et aux plus grands écrivains siciliens, consiste en ma formation, absolument laïque, et, plus que de formation, il valdrait sans doute mieux parler d'instincts : je n'arrivais pas à avoir peur de Dieu et de l'enfer à dix ans ; je n'arrivais pas à être fasciné à quinze, quand tous les garçons de mon âge l'étaient et avec enthousiasme ; je n'ai jamais réussi à être communiste. »

Mais le refus métaphorique — « La Mafia sicilienne, me dit-il, est pour moi une métaphore de l'exploitation, de l'abus de pouvoir et de la violence dans le monde » — des systèmes et des justifications idéologiques ne suffit pas à Leonardo Sciascia : il tente la lutte politique directe pour une société plus juste, lui qui a représenté comme aucun, avec, et plus que Pasolini, la conscience critique et politique de l'Italie d'aujourd'hui.

Aux élections municipales de Palermo, il sera élu comme indépendant sur une liste communiste, en juin 1975. Il démissionne, ne supportant plus la monification de ses collègues, début 1977. Quand on lui demandait quel était son programme, il n'avait qu'une réponse : « Etre dans l'opposition. » Et Sciascia sera toujours, y compris au Parti radical, plus tard, celui qui dit non, un des esclaves de Sénèque qui se comptent, celui qui ose ne pas se taire — comme on le voit dans son récit le plus autobiographique, *Camillo ou un rêve fait en Sicile*, ce grand schizophrène silencieux des fûtes effilées de son tronc.

Régissant sa conduite sur ses principes humanistes, il devra par force quitter son engagement politique direct. Et s'il se fait élu député, et s'il choisit le Parlement italien plutôt que le Parlement européen, c'est pour se vouer presque exclusivement à la recherche de la vérité sur la suspense dramatique que furent pour l'Italie et l'Europe l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, cette tragédie de l'homme seul, abandonné par ses amis face à ses bourreaux et à la monstruosité abstraite de l'Etat.

En 1978, quelques mois après le dénouement sanglant, il avait publié *L'affaire Moro*, où il montre que le pouvoir est une terrible réalité devenue fiction. « Et il faut, me dit-il, qu'il passe à travers la littérature pour qu'il redevienne réalité. L'affaire Moro m'a semblé, en ce sens, un exemple parfait : assez réelle pour se renverser dans l'irréel, il fallait la restituer à la réalité. » (Il me disait aussi, contre les jeux du non-dire qui créent le mensonge : « Je suis trop lettré pour me mettre à jouer avec la littérature ».)

C'est donc ainsi qu'il procède, pour une grande partie de son œuvre, de la situation historique, qui rebondit dans notre histoire contemporaine (*Le Conseil*

OPERA DE PARIS GARNIER

BALLET DE L'OPERA DE PARIS

BALANCHINE ROBBINS

26. 29. 30 NOVEMBRE,
1. 2. 5. 6. 7. 8. 9 DECEMBRE 1989

SERENADE
Tchaïkovski - Balanchine

LE FILS PRODIGE
Prokofiev - Rouault - Balanchine

IN THE NIGHT
CREATION A L'OPERA
Chopin - Robbins

VOLON CONCERTO
Stravinski - Balanchine

LES ETOILES, LES PREMIERS DANSEURS
ET LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS

ORCHESTRE DE L'OPERA DE PARIS
Direction : Michel Tabachnik
Pianiste : Henri Darda, violon solo : Hervé le Floch

LOCATION (14 jours à l'avance) 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier
TARIF : de 40 à 250 F

هكذا من الاجل

AGENDA

LUNDI 20 NOVEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

LUNDI

Relâche.
SALLE GARANCE,
CENTRE GEORGES-POISSON
(42-78-37-29)

LUNDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : le détachement féminin rouge (1960, v.o. s.t.), de Xie Jin, 14 h 30 ; le fond de l'air est rouge (1977), de Chris Marker, 17 h 30 ; le fond de l'air est rouge (1977), de Chris Marker, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

LUNDI

Relâche.

MARDI

Le Paris des écrivains du XIXe siècle : René Faller : Porte des Lilas (1957) de René Faller ; Marcel Achard : Actuelle Gaumont, la Vierge de Paris (1949) de M. Achard, 18 h 30 ; Carlo Blanche à J.-C. Carrière : Champs-Élysées (1953) de Walter Carone et Robert Thérond, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 18 h 30 ; Trois Portraits : Un Parisien nommé Jacques Laurent (1987) d'Olivier Mergault, Léo Malet privé de Paris (1984) de Gilles Brunet, Leon-Paul Fargue 1876-1947 (1983) de Jean-Marie Drot, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8^e (45-03-16-16) ; Sept Paroissiens, 14^e (42-30-32-20) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-56-31).

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.o.) : Forum Orient Express, 1^{re} (42-39-42-28).

ARIEL (F., v.o.) : Utopie Champollion, 9^e (43-26-84-85).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.) : UGC Emittage, 8^e (46-63-16-16).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (F., v.o.) : Gaumont Opéra, 8^e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; Les Montparnasse, 14^e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15^e (46-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8^e (43-26-80-00).

LES SAISONS DE SECOURS (F.) : L'Entrepôt, 14^e (45-43-41-63).

BAPTÊME (F.) : Lucarne, 8^e (45-44-57-34).

BATHMAN (A., v.o.) : George V, 8^e (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85).

BRIÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 8^e (43-26-85-18) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Cinoche, 8^e (46-33-10-82).

CALME BLANC (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 8^e (43-26-85-83) ; République Cinéma, 1^{re} (46-06-51-33) ; Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85).

CAMILLE CLAUDEL (F.) : Elyées Lincoln, 8^e (43-59-36-14).

CHAMBRÉ AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoche, 8^e (46-33-10-82).

CHEN DE FLIC (A., v.o.) : La Nouvelle Maxville, 8^e (47-70-72-66).

CINÉMA PARADISO (F., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-26-85-83) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-19-08) ; Sept Paroissiens, 14^e (42-30-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-76-79-78) ; v.f. : Pathé Française, 8^e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

COMÉDIE D'AMOUR (F.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; Pathé Hauteville, 8^e (46-33-78-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94).

COMÉDIE D'ÉTÉ (F.) : Epée de Bois, 8^e (43-37-57-47).

LE COUBINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (F.) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 8^e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-26-85-83) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^e (43-07-49-80) ; Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, 14^e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6^e (42-22-67-87) ; Gaumont Convention, 15^e (46-28-42-27).

LE DERNIER CHEMIN DE WALLER (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 8^e (43-26-85-18).

DERNIÈRE SORTIE POUR BROOKLYN (F.) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1^{re} (46-08-57-57) ; UGC Danton, 8^e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-19-08).

(43-59-82-82) ; Sept Paroissiens, 14^e (42-30-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8^e (45-74-94-94) ; Hollywood Boulevard, 8^e (47-70-10-41).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A., v.o.) : La Triomphe, 8^e (45-62-46-76) ; v.f. : Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoche, 8^e (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85).

EMILY LE VIKING (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28) ; La Triomphe, 8^e (45-62-46-76) ; Sept Paroissiens, 14^e (42-30-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 8^e (47-70-33-88).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFFAIRE RUSSICUM. Film italien de Pasquale Squitieri, v.o. : La Nouvelle Maxville, 8^e (47-70-72-66).

L'APRÈS-OCTOBRE. Film algérien de M. Merzak, v.o. : L'Entrepôt, 14^e (45-43-41-63).

JOHNNY BELLE GUEULE. Film américain de Walter Hill, v.o. : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; UGC Danton, 8^e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-83) ; Pathé Française, 8^e (47-70-33-88) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-86) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

PORTRAIT CRACHÉ D'UNE FAMILLE MODÈLE. Film américain de Ron Howard, v.o. : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-19-08) ; Sept Paroissiens, 14^e (42-30-32-20) ; v.f. : La Nouvelle Maxville, 8^e (47-70-72-66) ; Paramount Opéra, 8^e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-86) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY. Film américain de Rob Reiner, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 8^e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-26-85-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; Pathé Française, 8^e (47-70-33-88) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; Gaumont Alsia, 14^e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

LE TEMPS DES SINGES. Film américain de Frank Capra, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 8^e (42-22-67-87) ; Pathé Hauteville, 8^e (46-33-78-38) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; Les Trois Bistrot, 8^e (45-61-10-01) ; La Bastille, 11^e (43-07-49-80) ; Gaumont Alsia, 14^e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-76-79-78) ; Gaumont Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-86) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

L'ORCHESTRE ROUGE (F.) : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; Odéon, 8^e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-16-16) ; La Nouvelle Maxville, 8^e (47-70-72-66) ; Pathé Française, 8^e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-86) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

NOCE BLANCHE (F.) : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 8^e (42-22-67-87) ; Pathé Hauteville, 8^e (46-33-78-38) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; Les Trois Bistrot, 8^e (45-61-10-01) ; La Bastille, 11^e (43-07-49-80) ; Gaumont Alsia, 14^e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-76-79-78) ; Gaumont Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-86) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

MYSTÈRE TRAIN (A., v.o.) : Les Trois Bistrot, 8^e (45-61-10-01) ; La Bastille, 11^e (43-07-49-80) ; Gaumont Alsia, 14^e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-76-79-78) ; Gaumont Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13^e (43-31-56-86) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14^e (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

NOCTURNE INDIEN (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

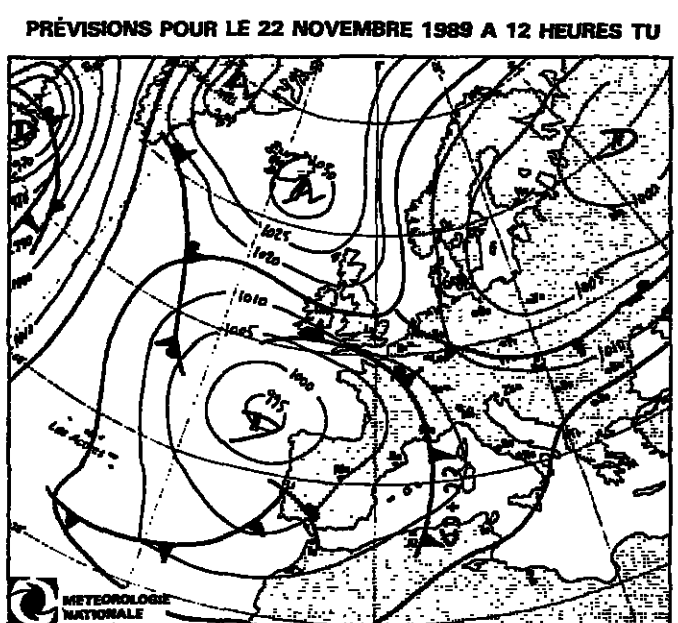
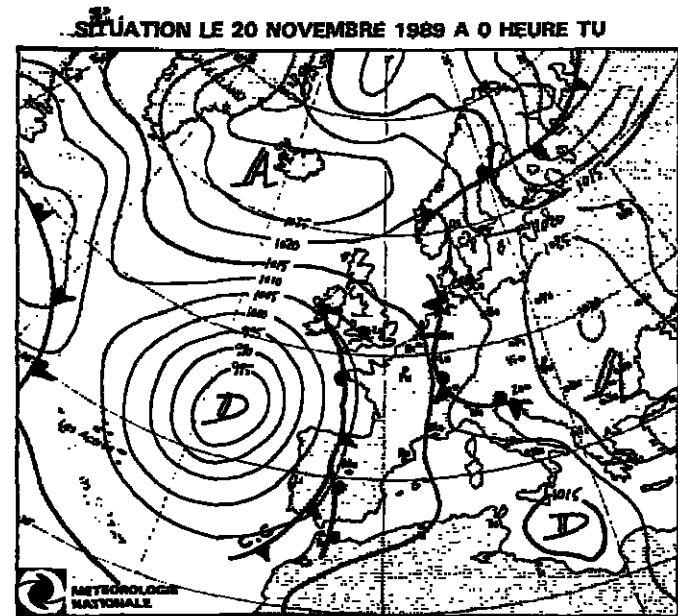
LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-86).

LE PETIT DIABLE (F., v.o.) : Cinoche Beaubourg, 8^e (42-71-52-38) ; UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Opéra, 8^e (45-62-40-40) ; UGC Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

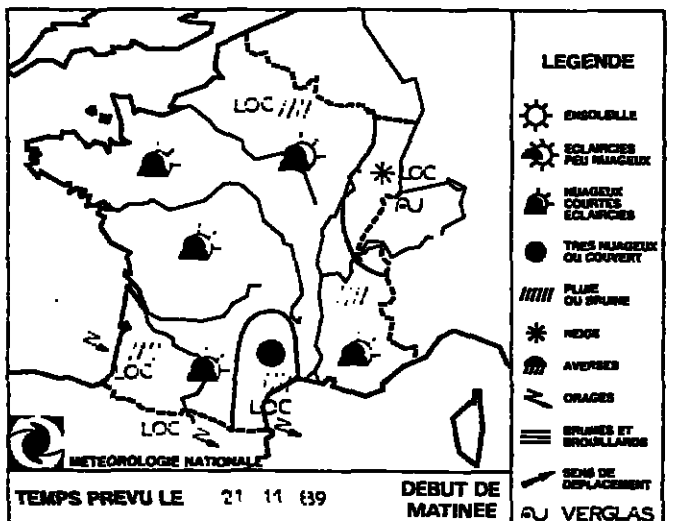


Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 novembre 1989 à 0 heure et le mardi 21 novembre à 24 heures.

Les régions méditerranéennes connaîtront encore des épisodes pluvieux et des vents de sud-est assez espérés. Les nuages seront nombreux partout ailleurs.

Mardi : pluie près de la Méditerranée, nuages ailleurs.

Les nuages seront très nombreux sur tout le pays. Près du bassin méditerranéen, ils donneront des pluies orageuses qui pourront être abondantes surtout à l'ouest du Rhône et sur les versants sud du Massif Central et du Roussillon. Quelques ondées seront possibles près des côtes atlantiques et près des frontières



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 15-11-1989 à 6 heures TU et le 20-11-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURNAI	BRUXELLES	PARIS	LYON	MARSEILLE	NANTES	STRASBOURG	TOULOUSE	MONTEPELIER	NIJMEÛGE	AMSTERDAM	BRUXELLES	PARIS	LYON	MARSEILLE	NANTES	STRASBOURG	TOULOUSE	MONTEPELIER
19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0
10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9

* TU : temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Données issues du rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; F Film à éviter ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; C Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 20 novembre

- TF 1**
- 20.35 **Feuilleton : Bonne Espérance.**
De Philippe Monnier et Pierre Lary (3^e épisode).
En Afrique du Sud, les ruines d'une jeune fille pour donner un héritier blanc à son père.
- 22.20 **Magazine : Sirocco.**
Sommaire : A pied chez les Papous ; La menace : Comment séduire un cheval sauvage ?
- 23.20 **Magazine : Minuit sport.**
Football : Championnat du monde à Hawaï ; La nuit Goules en Nouvelle-Zélande ; Escalade : Coupe du monde à Lyon.
- 0.00 **Journal et Météo.**
- 0.20 **Série : Intrigues.**
- A 2**
- 20.35 **Cinéma : Docteur Françoise Gaillard.** ■
Film français de Jean-Louis Bertucelli (1975).
- 22.15 **Flash d'informations.**
- 22.20 **Magazine : Ecoles.**
De Frédéric Mitterrand. Ave Gardiner.
- 23.20 **Quand je serai grand.**
Paul-Loup Sulter.
- 23.25 **Informations : 24 heures sur le 2.**
- 23.45 **Météo.**
- 23.48 **Solente secondes.**
Thierry Mugler, couturier.
- FR 3**
- 20.35 **Cinéma : Sac de noude.** ■ ■ ■
Film français de Jeanne Balasca (1984).

- 22.05 **Journal et Météo.**
- 22.30 **Magazine : Océaniques.**
Isaac en Amérique : Un voyage avec Isaac Bashevis Singer, récompensé par Judd Hirsch.
- 23.25 **Documentaire : Turkwell, des Français au Kenya.**
- 23.55 **Musiques, musique.**
Rhapsodie n° 1, de Debussy.
- CANAL PLUS**
- 20.30 **Cinéma : Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion ?** ■
Film américain de Ken Finkleman (1982).
- 21.50 **Flash d'informations.**
- 21.55 **Magazine : Lundi sport.**
Football : à 22.10, Golf ; à 23.10, Football américain.
- 0.10 **Cinéma : Deux super filles à Hongkong.** ■
Film chinois (Hongkong) de Corey Yuen (1987).
- LA 5**
- 20.40 **Téléfilm : Commando 5.**
- 22.25 **Série : Vendredi 13.**
- 23.30 **Magazine : Arrêt sur image.**
- 0.00 **Journal de minuit.**
- M 6**
- 20.30 **Cinéma : Le juge Fayard, dit « le shérif ».** ■
Film français d'Alain Renais (1987).
- 22.30 **Cinéma : Pourvu que ce soit une fille.** ■
Film franco-italien de Mario Monicelli (1985).

- 0.25 **Six minutes d'informations.**
- 0.30 **Magazine : Jazz 8.** De Philippe Adler.
- LA SEPT**
- 20.27 **Je me souviens... des années 80.**
- 20.30 **Cinéma : Les nuits de la pleine lune.** ■ ■ ■
Film français d'Eric Rohmer (1984).
- 22.15 **Court métrage.**
- 22.30 **Documentaire : François Truffaut, une politique de la folie.**
- 23.30 **Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (8^e épisode).**
- 0.30 **Série : It's our world (6).**
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Le grand débat.**
Littérature, neutralité, tolérance.
- 21.30 **Cinémaquartier.** Fédéré, de Jean Ferry.
- 22.40 **Cote d'amour.**
- 0.05 **Du jour au lendemain.**
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Renseignements sur Apollon.** Concert (donné les 25 et 28 octobre, salle Pleyel) : Adagio pour violon et orchestre en ré majeur K 261, de Mozart ; Concerto pour violon et orchestre, de Martinu ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms par l'Orchestre de Paris, dir. Rudolf Barshai, sol. : Josef Suk, violon. A 22.30 Virtuoses, virtuoses. A 22.55 Feuilleton : La musique. A 23.07 Symphonie n° 2 en la majeur op. 54, de Widor ; Le Poisson-rêve, de Sérié ; Symphonie en si mineur op. 24, de Fiedorowski.
- 0.30 **Textes et prétextes.** Georges Auric.

Mardi 21 novembre

- TF 1**
- 14.25 **Feuilleton : La Mafia II (4^e épisode).**
- 15.30 **Série : Tribunal.**
- 15.55 **Variétés : La chance aux chansons.**
- 16.45 **Club Dorothée.**
- 17.55 **Série : Hawaii, police d'État.**
- 18.50 **Avie de recherches.**
- 18.55 **Feuilleton : Senna-Barbara.**
- 19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
- 20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
- 20.35 **Football : huitième de finale (aller) de la Coupe de l'UEFA, Olympique-Alsace. En cas de non retransmission du match, serait alors diffusé : Vent de panique. ■ Film français de Bernard Stora (1987). Avec Bernard Giraudeau, Caroline Cellier.**
- 22.10 **Magazine : Ciel, mon mardi !**
- 0.00 **Journal et Météo.**
- 0.20 **Série : Intrigues.**
- 0.45 **Série : Mémoires.**
- 1.10 **TF 1 nuit.**
- A 2**
- 14.15 **Feuilleton : Les jours (4^e épisode).**
- 15.15 **Magazine : Du côté de chez Fred.** Le roi du Lac.
- 16.20 **Série : Les mystères de l'Ouest.**
- 17.15 **Magazine : Graffiti 5-15.**
- 18.15 **Série : Les voisins.**
- 18.40 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 19.00 **Série : Top models.**
- 19.25 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
- Présenté par Patricia Laffont.
- 20.00 **Journal et Météo.**
- 20.35 **Les dossiers de l'écran :**
De Nuremberg à Nuremberg.
Documentaire de Frédéric Rossif, notes de Philippe Meyer. 1. La triomphe et la guerre. Les prémices de la seconde guerre mondiale. Des documents d'archives exceptionnels.
- 22.05 **Flash d'informations.**
- 22.10 **Cinéma : Section spéciale.** ■ ■ ■
Film français de Costa-Gavras (1975).
- 0.00 **Quand je serai grand.**
- 0.05 **Informations : 24 heures sur le 2.**
- 0.25 **Météo.**
- 0.30 **Solente secondes.**
Al Sebou, président de la République du Niger.
- FR 3**
- 15.00 **Feuilleton : A cœur ouvert.**
- 15.25 **Magazine : Télé-Caroline.**
- 17.00 **Flash d'informations.**
- 17.05 **Armées 3.**
- 18.00 **Magazine : C'est pas juste.**
- 18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
- 19.00 **Le 19-20 de l'information.**
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

- 19.51 **Dessin animé : Kimbo.**
- 20.00 **Jeu : La classe.**
- 20.30 **INC.**
- 20.35 **Téléfilm : Liberté, liberté.**
De Jean-Dominique de La Rochefoucauld, avec Sophie de La Rochefoucauld, Pierre Gérard, Aurélien Recoing (1^{er} partie).
- 22.10 **Journal et Météo.**
- 22.35 **Cinéma : Je t'aime, je t'aime.** ■ ■ ■
Film français d'Alain Renais (1987). Avec Claude Rich, Olga Georges-Picot, Anouk Farjat.
- 0.05 **Musiques, musique.**
Sonata pour alto, op. 31 n° 4, de Hindemith, par Tabée Zimmermann, alto.
- CANAL PLUS**
- 13.30 **Cinéma : Mortelle randonnée.** ■ ■ ■
Film français de Claude Miller (1982). Avec Michel Serrault, Isabelle Adjani, Guy Marchand.
- 15.08 **Pochettes surprises.**
La harpiste de l'opéra, de Luc Bongrand.
- 15.30 **Cinéma : La maison de jade.** ■
Film français de Nadine Trintignant (1988). Avec Jacqueline Bisset, Vincent Perez, Véronique Silver.
- 17.25 **Calou cadin.**
Les Pierrefeu : Batman ; Les savants fous.
- 18.15 **Dessins animés : Ça cartoon.**
Présenté par Philippe Dana.
- 18.30 **Top 50.**
Présenté par Marc Tesson.
- 19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
Présenté par Philippe Gildes et Armande de Caunes.
- 20.30 **Cinéma : Jumpin' Jack Flash.** ■ ■ ■
Film américain de Penny Marshall (1986). Avec Whoopi Goldberg, Stephen Collins, John Wood.
- 22.10 **Flash d'informations.**
- 22.20 **Cinéma : La brûlure.** ■
Film américain de Mike Nichols (1986). Avec Meryl Streep, Jack Nicholson, Jeff Daniels (v.o.).
- 0.05 **Cinéma : Prince des ténébres.** ■
Film américain de John Carpenter (1987). Avec Donald Pleasence, Jameson Parker, Victor Wong.
- 1.48 **Documentaire : Le cadavre du siècle.**
De Marianne Lamour.
- LA 5**
- 14.30 **Série : L'inspecteur Derrick.**
- 15.30 **Série : Le regard.**
- 16.45 **Dessins animés.**
Dragon : Gu gu gu gu : Ggi : Embrasse-moi Lucile ; Sous le signe des moustiquaires ; Super nana.

- 19.50 **Journal images.**
- 19.00 **Série : Happy days.**
- 19.30 **Le bar des ministères.**
- 20.00 **Journal.**
- 20.30 **Drôles d'histoires.**
- 20.40 **Cinéma : Banana Joe.** ■
Film italien de Steno (1982). Avec Bud Spencer, Marina Langner, Mario Scarpitta.
- 22.25 **Série : L'enfer du devoir.**
- 23.30 **Magazine : Nomades.**
- 0.00 **Journal de minuit.**
- M 6**
- 17.05 **Série : L'homme de fer.**
- 18.05 **Variétés : Multitop.**
- 18.35 **Série : Le frelon vert.**
- 19.00 **Magazine : Magnum.**
- 19.54 **Six minutes d'informations.**
- 20.00 **Série : Madame est servie.**
- 20.30 **Téléfilm : La vengeance des Sémourais.**
Film de Kijir Fukasaku, avec Henry Senada, Sonny Chiba.
- 22.40 **Magazine : Ciné 6.**
- 23.00 **Série : Les japonais de la révolution.**
Théâtre de Mikicourt, de Miguel Contreras, avec Olivia Brunaux.
- 0.25 **Six minutes d'informations.**
- 0.30 **Musique : Soulrock'n hard.**
- LA SEPT**
- 16.00 **Méthode Victor : espagnol.**
- 16.30 **Magazine : Dymaro.**
De Benoît Delplé et Marianne Sanderson.
- 17.00 **Documentaire : Ici bat la vie.**
- 17.30 **Cinéma : L'esprit de la ruée.** ■ ■ ■
Film espagnol de Victor Erice (1973). Avec Fernando Fernán Gómez, Teresa Gimpera, Ana Torroja.
- 19.15 **Court métrage.**
- 19.30 **Documentaire : Histoire parallèle.**
- 20.15 **Jazz soundies collection.**
- 20.25 **Documentaire : Travail à domicile.**
- 20.37 **Je me souviens... des années 80.**
- 20.30 **Documentaire : Route One / USA**
(1^{re} partie) De Robert Kerner.
- 22.35 **Cinéma postale vidéo.**
- 22.40 **Documentaire : Gaudi.**
De Manuel Huerfano.
- 23.35 **Opéra : Le pavillon aux pinces.**
De Tong Xianzu.
- 0.35 **Documentaire : Jean Weidt, le danseur rouge.**
De Peter Weisenburger, Klaus Peter Schmitt, Jean-Louis Sornogot.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 **Musique : Le rythme et la saison.** Le madrigal anglais, une esthétique déformée. 2. L'esthétique anglaise : austérité et subtilité.
- 20.30 **Archipel méditerranéen.** Spécial Euro Méditerranée.
- 21.30 **Mémoires du siècle.**
Eugène Claudius-Petit.
- 22.40 **Nuits magnétiques.**
Chers chercheurs.
- 0.05 **Du jour au lendemain.**
- 0.50 **Musique : Code. Art of noise.**
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert (donné le 7 novembre au Théâtre des Champs-Élysées) : Te Deum de Gagnaux ; Subit master pour soliste, chœur et orchestre, de Rossini, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Maximiano Valdebe ; sol. : Valérie Esposito, Anne-Marie Blazant, soprano ; Jean-Louis Lamore, mezzo-soprano ; Ernesto Palacios, Ténor ; Simone Alamo, basse.**
- 22.30 **La galaxie des traditions.**
- 23.07 **Club d'archives.** Les grands maîtres de l'archet : Josiah Haydn. Œuvres de Prokofiev, Walton, Dohnanyi, Sauer, R. Strauss, Mendelssohn, Lohr, Gershwin, Schumann, Burleigh ; Les plus belles rééditions récentes.

Audience TV du 19 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience moyenne, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU À LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	57,1	7,7	13,2	6,6	3,2	5,1	2,8
19 h 45	65,3	7,7	13,2	6,6	3,2	5,1	2,8
20 h 16	66,2	7,7	13,2	6,6	3,2	5,1	2,8
20 h 55	71,0	7,7	13,2	6,6	3,2	5,1	2,8
22 h 5	80,4	7,7	13,2	6,6	3,2	5,1	2,8
22 h 44	25,9	10,7	2,3	5,1	0,8	9,9	2,8

مكتبة من الأصل

Dans ce petit village où la Badoit
jaillit naturellement gazeuse, on se rend bien compte
de la joie qu'elle procure.



Ce qui rend si joyeux les habitants de ce petit village pittoresquement bâti sur les flancs d'une colline verdoyante, c'est la fine pétillance de Badoit. Car c'est ici à Saint-Galmier, au cœur du Forez, que

la Badoit jaillit naturellement gazeuse depuis toujours.

Ainsi, à Saint-Galmier, on profite des bienfaits irremplaçables de la Badoit depuis qu'on est tout petit. Si bien qu'on n'est jamais tout à fait grand.

Y'A D'LA JOIE DANS LA BADOIT.

SOURCES
BADOIT

SECRET

1

... 2.7 00
... 4 4
... 2.7 00
... 2.7 00
... 2.7 00
... 2.7 00

... ..

... ..

1. The first step is to identify the problem or question being asked.
 2. Next, we need to gather relevant information and data.
 3. Then, we analyze the information to determine the cause of the problem.
 4. After analysis, we develop a plan or solution to address the issue.
 5. Finally, we implement the solution and monitor its effectiveness.

... ..

[illegible]

... ..

... ..

[illegible]

...the ...

100

in me

2020年12月25日
 星期五
 晴
 12月25日
 星期五
 晴
 12月25日
 星期五
 晴

26 Un ministère polonais en Lorraine
Les négociations sur le travail temporaire

27 à 30 Champs économiques
44 Capital et intérêts

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Saut de puces américain

Trois pas en avant, trois pas en arrière... Les États-Unis n'ont décidément pas compris le secret du miracle de l'électronique japonaise : la persévérance. Selon le *New-York Times*, l'administration Bush s'approprierait, au nom de la rigueur budgétaire, à réduire son soutien à deux grands programmes de recherche qui symbolisaient le saut américain dans la micro-électronique et la télévision haute définition (TVHD).

Depuis le début de l'été, on sentait que le gouvernement américain changeait son fusil d'épaule sur la TVHD ; un an après avoir déclaré qu'il n'adoptait pas la norme japonaise, pris d'une nouvelle poussée de libéralisme, il rechignait de plus en plus à soutenir les industriels. Les économies en vue sur le budget de défense devraient porter un coup de grâce au programme TVHD : les 30 millions de dollars (200 millions de francs) de crédits de la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) et les 10 millions de dollars du département du commerce, distribués en 1990, ne seront pas renouvelés en 1991. Semblable, le programme de recherche soutenu par le Pentagone, qui réunit quatorze sociétés américaines pour développer de nouvelles techniques de fabrication de puces électroniques, risque de subir le même sort.

L'administration américaine n'est pas la seule à hésiter pour faire face à la déferlante de l'électronique japonaise : quatre grands informaticiens ont annoncé ces jours derniers qu'ils n'allaient pas participer au projet US Memories qui devait permettre aux États-Unis de revenir dans les mémoires dynamiques, totalement dominées par les Japonais. Décision symbolique puisque l'informaticien est un débouché capital de ces fameuses mémoires et que les quatre firmes en question (Apple, Unisys, Sun et Tandem) sont toutes des grands noms de l'industrie américaine.

Ceci n'étant pas étranger à cela, les Japonais multiplient les ouvertures en direction des Américains : création d'une commission commune pour examiner les coopérations possibles dans les composants servant à la TVHD, accès facilité au marché japonais pour les fabricants américains de composants.

Ces revirements montrant en tout cas l'incapacité des États-Unis à choisir une ligne et à s'y tenir. Comment s'écarter des lors que leur balance électronique, négative pour la première fois en 1984, soit déficitaire de 5 milliards de dollars (plus de 31,5 milliards de francs), le creux avec le Japon atteignant 22 milliards de dollars (138 milliards de francs) ?

F.V.

Disposant d'importantes réserves en devises

La RDA lance une offensive contre la spéculation

« La RDA a des réserves en devises ainsi que des entrées de devises notables. Elle n'a qu'à les utiliser. » M. Alfred Herrhausen, qui préside la plus grande banque ouest-allemande, la Deutsche Bank, refuse, dans une interview qu'il a publiée, lundi 20 novembre, l'hebdomadaire *Der Spiegel*, de s'appuyer sur le manque en monnaies convertibles des touristes est-allemands. Pour lui, ce n'est pas à la RFA de régler ce problème, mais à la RDA. Par ailleurs, il estime que cinq ou dix ans seront nécessaires pour transformer l'économie planifiée de la RDA en une économie de marché.

BERLIN-EST

de notre envoyée spéciale

« Fausse valeur » : le slogan, assorti d'une reproduction d'un billet imaginaire de 100 000 marks est-allemands, est brandi par un manifestant, lors d'un rassemblement de l'opposition à Dresde, le dimanche 19 novembre. Les Allemands de l'Est sont unanimes : alors que l'ouverture de la frontière avec la RFA leur permet de se rendre librement à l'Ouest voisin et d'y effectuer des achats, ils s'aperçoivent que la monnaie de leur pays a bien peu de valeur.

Officiellement, la parité est de 1 mark de l'Ouest pour 1 de l'Est. Mais les citoyens de la RDA ne peuvent se procurer à ce cours que 15 marks annuellement pour leurs visites à l'étranger et doivent donc s'adresser au marché libre pour financer leurs escapades en RFA : 1 mark ouest-allemand y coûte 10 marks de l'Est environ, on parlait même de 20 marks le week-end dernier, alors que trois millions d'Allemands de l'Est se sont rendus en République fédérale. Dans les banques de Berlin-Ouest, les deux monnaies s'échangent officiellement au cours de 1 pour 10.

L'opposition aussi...

Une telle situation ne peut qu'encourager le développement d'un marché noir et d'une économie souterraine, encore peu présente en RDA comparé à la plupart des autres pays socialistes. Jusqu'à ces derniers mois, les biens rares et les devises s'échangeaient principalement au sein des cercles restreints d'amis. Depuis l'ouverture de la frontière, les autorités de RDA multiplient les mises en garde contre la spéculation naissante. Un reportage à la télévision a présenté un habitant de l'Allemagne de l'Est, arrêté à l'un des postes de passage vers l'Ouest, avec 21 000 marks de RDA en sa possession.

Lors de sa conférence de presse de vendredi, le nouveau premier ministre, M. Hans Modrow, a reconnu qu'aucune décision n'avait été prise sur la parité souhaitable des deux monnaies, mais a invité les citoyens est-allemands à faire

preuve de responsabilité devant le développement de la spéculation. M. Uta Nickel, le nouveau ministre des finances, a promis, samedi, de parvenir à la convertibilité extérieure de la monnaie de la RDA, même si elle n'a pas donné la date. Un article intitulé « La guerre de la douane contre la spéculation », publié dans le quotidien *Berliner Zeitung* de samedi, faisait état de deux mille procédures judiciaires entamées contre les fraudeurs depuis le 1^{er} novembre.

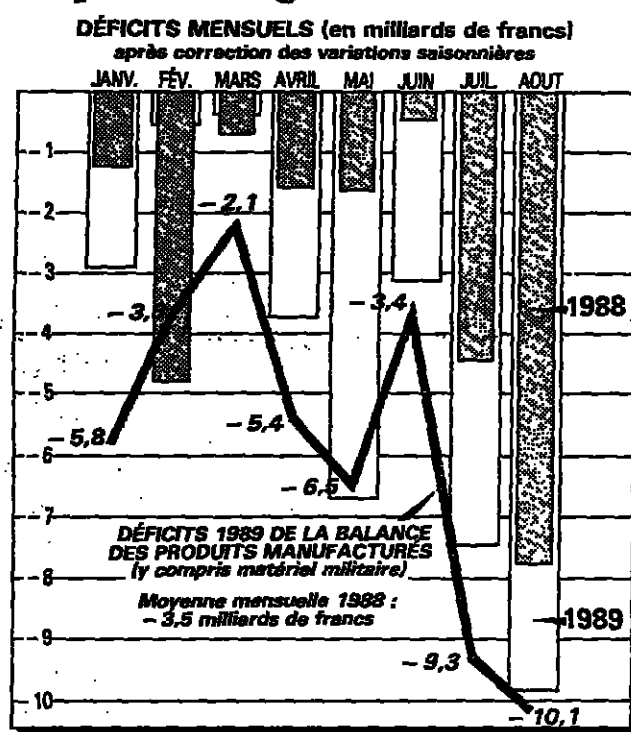
L'opposition n'est d'ailleurs pas la dernière à réclamer un strict contrôle aux frontières, jusqu'à ce que, comme l'affirmait un membre du groupe Neues Forum, interrogé à la télévision, « la convertibilité soit atteinte pour prévenir les distorsions économiques ».

Le développement de la spéculation est la conséquence logique de la libre circulation des personnes entre les deux États allemands non assortie d'une libre circulation des

biens et de la monnaie. Une fois dépensés les 15 marks alloués par leur gouvernement et les 100 Deutschmarks accordés par les autorités de Bonn, les citoyens est-allemands n'ont plus qu'à puiser dans leurs économies pour se procurer des marks. De longues files d'attente se sont formées au cours des derniers jours devant les caisses d'épargne. Un travail frontalier s'organise : des résidents de Berlin-Est se font déjà embaucher en RFA pour effectuer, sans déclaration aux autorités de l'un ou l'autre pays, des travaux ponctuels et temporaires. Un serveur de restaurant est-allemand peut toucher à l'Ouest l'équivalent de son salaire mensuel en l'espace d'un week-end. A moins d'une amélioration rapide de l'offre de biens de consommation en RDA, la tentation de dépenser à l'Ouest les marks gagnés à l'Est n'est pas près de disparaître.

FRANÇOISE LAZARE

Inquiétante dégradation du commerce extérieur français



Le lourd déficit du commerce extérieur de la France en août est inquiétant à plus d'un titre. Tout d'abord parce qu'il a pour origine une nouvelle et forte dégradation des échanges de produits manufacturés (-10,1 milliards de francs, y compris le matériel militaire), dégradation provoquée par d'importantes achats de biens de consommation. Autre raison d'inquiétude : la fonte de nos excédents mensuels vis-à-vis de la Grande-Bretagne, revenus à 829 millions en août alors qu'ils atteignaient ou dépassaient 2 milliards de francs par mois en début d'année. Pourraient se manifester là les premiers signes du fort ralentissement économique qui guette la Grande-Bretagne et nous priverait d'un bon et important allié, qui absorbe 10 % de nos exportations.

Des millions d'entreprises fermées

Environ 1 million d'entre elles, sur 18,8 millions, ont été contraintes de se regrouper, de changer ou de réduire leurs activités, voire de fermer leurs portes depuis le début de l'année, frappées par la cherté du crédit, l'obligation de rembourser par anticipation des prêts ou par décision gouvernementale. Les raisons invoquées sont l'efficacité, la concurrence exacerisée contre des entreprises d'Etat subventionnées, mais aussi la fraude fiscale.

Dans la province de Canton, ces mesures touchent, d'ici au début de 1990, 14 000 entreprises sur 43 000. Le taux de croissance des autres sera limité à 15 % ou 20 %. Plus de dix mille projets ont été annulés ; la création de nouvelles entreprises sera strictement réglementée au cours des prochaines années. Selon l'agence Chine nouvelle, seules seront autorisées celles travaillant pour l'exportation ou répondant à des critères restrictifs décidés par Pékin. Des millions de ruraux reconvertis dans l'industrie ont été licenciés et le taux officiel de chômage a doublé pour atteindre 4 %.

PATRICE DE BEER
Lire la suite page 26

An conseil des ministres européens du 21 décembre

Vers la liberté d'établissement pour les entreprises d'économie sociale

Comment permettre aux entreprises d'économie sociale d'affronter l'échec du marché unique de 1993 ? La question était au centre des Rencontres européennes réunies à Paris par le secrétariat d'Etat auprès du premier ministre, qui se sont achevées le vendredi 17 novembre.

Ces entreprises sont fort actives dans la Communauté, qu'il s'agisse des coopératives (125 000 avec 3 millions de salariés, notamment en France, en RFA, en Grande-Bretagne), des mutuelles (qui jouent en France un rôle important dans la protection sociale), comme des mutuelles d'assurance ou des associations (avec 46 millions de salariés).

Mais elles ont une extrême diversité juridique en même temps qu'une grande diversité d'activités qui rend difficile leur fonctionnement dans le cadre européen unifié. Elles souhaitent un statut européen spécifique pour affronter la concurrence des sociétés à but lucratif et demandent que soient levées les barrières réglementaires qui, dans plusieurs pays, les empêchent d'accéder à certains secteurs.

Le gouvernement français a voulu, outre une reconnaissance, apporter une première réponse à ces préoccupations. M. Michel Rocard, en concluant le colloque, a affirmé que le « tiers secteur » avait « vocation à participer à la construction européenne » et que,

« sur notre continent, la santé ne peut devenir purement et simplement un produit de marché ».

Surtout, il a annoncé qu'à l'initiative de la Commission des Communautés européennes le conseil des ministres réuni le 21 décembre prochain pour traiter du marché intérieur débattrait de l'évolution des entreprises d'économie sociale à l'horizon 1992, et notamment de leur statut, pour lui « légitime » de « bénéficier des principes de libre établissement et de libre prestation ». « Il serait absurde, a-t-il ajouté, que mutuelles, coopératives ou associations restent enfermées dans des frontières nationales ».

Déjà, la Commission européenne a créé une direction spécifique chargée des entreprises d'économie sociale. De leur côté, les coopératives européennes se sont mises d'accord sur un projet de statut européen : cette idée, si elle rencontre encore des résistances de côté britannique, semble notamment acceptée par le gouvernement allemand, auparavant réticent, a indiqué M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

M. Rocard a aussi invité ses interlocuteurs à « faire très vite des propositions précises sur le moyen de concilier la vraie gestion participative dans l'entreprise avec des financements externes », pour faciliter le développement des coopératives par l'apport de financements extérieurs, un point sur lequel les débats ont été peu nourris.

G. H.

COMMENT SAVOIR...

SAVOIR COMMUNIQUER pour être plus efficace dans son travail 75 F

SE METTRE A SON COMPTE mode d'emploi 80 F

COMMENT AMÉLIORER SA MÉMOIRE à tout âge 83 F

LES ATOUTS DE LA RÉUSSITE Dunod

سكن من الامم

ÉCONOMIE

SOCIAL

En marge de l'assurance-chômage

Le CNPF propose de négocier sur le travail temporaire et les retraites

L'ordre du jour de la deuxième séance de discussion pour le renouvellement de la convention du régime d'assurance-chômage UNEDIC qui vient à échéance à la fin de l'année a été modifié, le 16 novembre. M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a proposé des négociations sur l'amélioration du statut des travailleurs temporaires, pour tenir compte de la préparation, par le ministère du travail, d'un pro-

Il avait d'abord été prévu que cette réunion du 16 novembre serait consacrée à l'examen de la situation des chômeurs ayant cumulé des emplois précaires et qui, de ce fait, ne peuvent obtenir un droit à l'indemnisation. Les organisations syndicales s'étaient émues de cette situation en constatant que le nombre de demandes rejetées à cause de durées insuffisantes de cotisation ne cessait d'augmenter. Il avait été décidé de trouver des aménagements, d'autant que la situation financière de l'UNEDIC s'est améliorée avec la diminution du chômage et le mouvement de création d'emplois. Les ASSEDIC prévoient de terminer l'exercice 1989 avec un excédent de 7 milliards de francs, à comparer aux 8 milliards d'emprunt encore à rembourser.

Les organisations syndicales ont d'ailleurs apprécié la priorité accordée par le CNPF au travail temporaire et aux retraites. Le ministère du travail a fait savoir que cela ne modifiait rien sur son intention de légiférer sur le travail précaire, tout en se déclarant intéressé par une éventuelle négociation permettant d'obtenir des améliorations pour la formation, par exemple.

Une meilleure indemnisation

S'agissant du travail temporaire, le CNPF a adressé une lettre aux cinq confédérations (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC). Les négociations devraient être terminées pour le 15 février et pourraient évoquer la question d'une surcotisation à l'UNEDIC lors de l'utilisation du travail temporaire. Il est rappelé qu'il appartient « en priorité » aux

partenaires sociaux de rechercher des solutions pour améliorer le statut des travailleurs temporaires par voie d'accord et que « le gouvernement devra se borner à reprendre dans son projet de loi les dispositions de l'accord ». Le CNPF se déclare favorable à une meilleure indemnisation de ces salariés.

Force ouvrière examinera cette proposition lors de son prochain bureau confédéral, le 20 novembre. Pour les autres organisations, cette suggestion constitue une « volte-face » et une « manœuvre » du CNPF pour « éviter d'engager la discussion » sur l'indemnisation des travailleurs précaires.

L'engagement de l'Etat

Pour les retraites, le CNPF propose deux réunions d'un groupe mixte composé des représentants de l'AGIRC, de l'ARRCO, de l'UNEDIC et des partenaires sociaux, dont la dernière rencontre est fixée au 24 novembre.

Actuellement, l'UNEDIC s'acquiesce du versement des cotisations aux régimes de retraite complémentaire, correspondant à l'attribution de points gratuits, lors du départ en retraite des chômeurs, alors que les caisses en question connaissent des difficultés financières et les redoutent encore davantage pour l'avenir, du fait de la retraite à soixante ans.

Si l'UNEDIC payait au fur et à mesure, les régimes de retraite verseraient leur trésorerie s'améliorer de 2,7 milliards de francs pour l'ARRCO en 1990 et de 300 millions de francs pour l'AGIRC, si le règlement s'effectuait sur la base de l'indemnité versée aux chômeurs. Si, au contraire, l'on rete-

jet de loi sur l'intérim et les contrats à durée déterminée. Il a en outre préconisé la constitution d'un « groupe mixte » pour étudier le problème posé par le financement des retraites des chômeurs, alors que se déroule une autre négociation sur le sort de la structure financière chargée de financer les garanties de ressources et le surcoût de la retraite à soixante ans.

naît pour base de calcul l'ancien salaire de référence du chômeur quand celui-ci était encore en activité, l'ARRCO obtiendrait 4,7 milliards de francs et l'AGIRC 600 millions de francs.

Sur ce point, les partenaires sociaux se sont accordés pour considérer que l'on faisait payer une partie du financement de l'assurance chômage par les retraites, et FO, notamment, voudrait trouver une meilleure répartition. Sur un autre sujet proche, celui du financement de l'ASF (Association pour la structure financière), chargée de supporter le surcoût de la retraite à soixante ans, les mêmes partenaires ont une fois de plus estimé que l'Etat avait « une responsabilité » dans l'application de l'accord de 1983 instituant ce dispositif tant pour les garanties de ressources que pour les retraites à soixante ans. Compte tenu des besoins, disent-ils, l'Etat ne peut pas mettre fin à sa contribution au 1^{er} avril 1990, comme le prévoyait le texte d'alors. Ils estiment que si l'Etat « revenait sur ses engagements pour l'avenir », il reviendrait ainsi « sur le principe de la retraite à soixante ans ».

Force ouvrière demande une reconduction pour trois ans de la formule actuelle de financement. La CGT, la CGC et la CFTC ont toutefois souligné qu'il ne fallait pas « mélanger et globaliser les discussions ». Normalement, les prochaines réunions sur l'UNEDIC sont prévues pour le 13 novembre et le 9 décembre. D'ici là, les dossiers du travail temporaire et des retraites auront peut-être progressé. Mais ils influenceront encore le contenu des discussions à propos de l'assurance-chômage.

A. L.

ÉTRANGER

Ancien dirigeant de Solidarnosc

Le ministre polonais de l'industrie découvre la reconversion lorraine

Accompagné de son vice-ministre, un membre du POUF relativement silencieux, le tout nouveau ministre polonais de l'industrie a effectué une visite officielle de quatre jours en France. Invité de MM. Roger Fauroux et Jacques Chérèque, respectivement ministre de l'industrie et ministre délégué aux reconversions et à l'aménagement du territoire, M. Tadeusz Syryjczyk, quarante et un ans, venait s'enquérir du fonctionnement d'une administration « libérale ».

METZ

de notre envoyé spécial

Un émir aurait été convié à découvrir les fleurons de l'industrie française. Ancien dirigeant de Solidarnosc pour la région de Cracovie, interné pendant huit mois après le coup d'Etat du général Jaruzelski en 1980, M. Syryjczyk s'est contenté, le 17 novembre, d'aller voir l'envers du décor. Avec pour mentor M. Jacques Chérèque, lui-même ancien syndicaliste, il s'est rendu pour une leçon de choses dans cette Lorraine autrefois dévastée par la crise de la sidérurgie, des mines de fer ou de charbon.

Entre l'ex-dirigeant CFDT et le militant qui étreint des fonctions acquises en septembre dernier, il aurait dû y avoir plus que de la connivence. D'une égale corporance, les deux hommes se ressemblent, l'un avec sa moustache exubérante et son parler de tribun gaullois, l'autre vêtu d'un costume croisé, le cheveu raide en bataille, la stature d'un Falstaff arborant la barbe de Michel Longdale. En réalité, confrontés aux risques d'un même saut dans l'inconnu, et pareillement condamnés à gagner, à quelques années de distance, une bataille contre le déclin économique, les deux hommes ne parlaient pas d'un défi comparable, malgré les appa-

rences. Trop de différences caractérisaient les situations lorraine et polonaise.

Sur le terrain, M. Chérèque retrouvait un bilan dont il se montre fier. Ayant dépensé 800 millions de francs en quatre ans pour créer 12 000 emplois, l'ancien préfet, nommé à la surprise générale par M. Laurent Fabius, parlait de son expérience et de la mobilisation qu'il avait su réaliser. L'argent et les hommes n'ont pas été utilisés en pure perte. Aujourd'hui, la sidérurgie est modernisée, à l'exemple du laminoir de Florange qui fonctionne avec 250 personnes. Mieux, elle est devenue profitable et peut prétendre être la plus performante du monde. « Notre savoir-faire est né des erreurs que nous avons commises », répétait-il de Longwy à Metz dans des décors industriels qui ne pouvaient surprendre le ministre polonais. « Ce que nous savons, nous ne le savons pas il y a cinq ans », insistait-il pour préconiser un passage ordonné et progressif aux contraintes du marché qui laisserait aux hommes le temps de l'adaptation.

Le charbon subventionné

Confronté aux nécessités d'une rupture brutale, pour partie influencée par les recommandations du FMI et de la Banque mondiale, M. Syryjczyk, lui, promenait partout un regard incrédule, comme surpris par l'ampleur des moyens employés. La Pologne, expliquait-il, doit d'abord lutter contre l'inflation galopante, garantir la convertibilité de sa monnaie et s'ancrer dans l'économie de marché, même si cela doit se traduire par la faillite d'entreprises.

Quand bien même, ajoutait-il, « nous ne disposons pas des ressources nécessaires », l'Etat ayant épuisé ses dernières facilités fiscales, aujourd'hui « limitées à l'environnement, aux œuvres charitables ou à l'emploi des handicapés ». Au contraire, le retour à l'imposition doit permettre de « sélectionner les entreprises ren-

tables », le pays vivant dans une situation de suremploi où 20 % des ouvriers de l'industrie — 3 millions de personnes, assure-t-il — pourraient être mieux utilisés ailleurs.

Outre qu'elle est trop chère, la solution lorraine ne s'imposerait que dans quelques régions où la mono-industrie, peu compétitive, menacerait la population de chômage. En tout état de cause, une telle formule d'aide ne serait nécessaire que « plus tard, dans un second temps », le jour où les premiers objectifs de mise en conformité de l'économie polonaise seraient atteints.

Du site du « pôle européen de développement », sur les friches débarrassées des hauts fourneaux, jusqu'aux locaux tout neufs de la technopole de Nancy-Brabois, la délégation polonaise posait tous les mêmes questions avec le sentiment de disposer d'un délai pour réfléchir aux réponses, hors de portée du budget actuel. M. Syryjczyk interrogeait ses interlocuteurs sur le financement des aides, sur le soutien aux investissements et s'intéressait aux mécanismes fiscaux. « Est-ce moral que les taux soient différents selon les régions ? ». « Est-il plus coûteux de subventionner des industries non rentables que de financer leur disparition ? », demandait-il à chaque fois que les investisseurs étrangers pourraient aider à cette reconversion.

« L'égalité n'est pas forcément la justice », ou « le maintien dans la compétition internationale impose ses règles », répliquait M. Chérèque en mesurant tout le chemin à parcourir. « Aujourd'hui, les Polonais ont d'abord besoin d'investissement en matériel et intellectuel », confiait-il en aparté.

Quand on sait que le charbon capte 40 % des subventions destinées à l'industrie polonaise, l'abandon des « prix artificiels » ou des « règles artificielles de production », désignées comme objectif par le ministre polonais de l'industrie, rend explicite le retour au réel.

ALAIN LEBEAUE

EN BREF

□ La grève chez Boeing : accord en vue. — La direction et les représentants syndicaux de l'avionneur américain Boeing sont parvenus à un projet d'accord destiné à mettre fin à la grève qui paralysait l'entreprise depuis quarante-neuf jours. Le contenu de cet accord n'a pas été révélé, dans l'attente d'un vote des cinquante sept mille ouvriers concernés qui doivent voter dans la soirée du lundi 20 novembre sur ce document.

Le conflit porte sur les augmentations salariales proposées par la direction : 4 % en 1990 et 3 % en 1991 et en 1992, auxquels s'ajouteraient une hausse de 10 % de la prime annuelle en 1990 et de 4 % pour les deux autres années. Le syndicat,

qui réclamait 10 % de mieux dès l'an prochain, avait déclenché le premier conflit social de cette importance depuis 1948.

Depuis le début de la grève, vingt-deux avions seulement sont sortis des usines de Seattle (Etat de Washington) alors que la cadence normale est de trente appareils par mois.

□ Fin de la grève de l'armement naval SNCF. — Les marins de l'armement naval SNCF ont repris le travail, lundi 20 novembre, après quatre jours de grève destinés à faire connaître leur mécontentement à l'encontre du projet de filialisation de la desserte TransMan-

che, qui serait assumée avec la Compagnie générale maritime. Le trafic n'a pas connu de difficultés à Boulogne et à Zeebrugge (Belgique). En revanche, il était inexistant à Dieppe et à Calais.

□ RECTIFICATIF. — Dans le tableau sur le commerce extérieur américain qui accompagnait l'article « Prudences et résistances » à Wall Street (le Monde du 18 novembre) dans l'ensemble sur la nouvelle donne pour la RDA, les chiffres étaient en dollars (et non pas en francs, comme indiqué par erreur). Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

COEXIS

Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV COEXIS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 13 décembre 1989, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 PARIS, pour modifier les statuts. Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 20 décembre 1989 à 10 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV COEXIS sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 20 décembre 1989, à 11 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

SEGESPAR
VITRES

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

La crise économique s'aggrave en Chine

(Suite de la page 25.)

Ayant abandonné leurs champs, trop exigu, pour une activité salariée, ils s'ajoutent aux millions de paysans recrutés dans le bâtiment et qui ont été chassés des villes à la suite de l'annulation de milliers de projets de construction. Ils se trouvent désormais sans emploi, et sans terre.

Le secteur privé est aussi touché par cette restructuration, due au moins autant à une recentralisation des décisions économiques — le gouvernement a décidé en octobre la « fermeture immédiate » autoritaire des entreprises en cas de mauvaise gestion — qu'à l'austérité ambiante. Sur 14,5 millions d'affaires familiales, commerciales de transport ou industrielles, plus de 2 millions ont déjà fermé leurs portes en 1989.

D'une économie de marché socialiste encourageant l'initiative des entreprises et des gestionnaires, décidée en 1978 par M. Deng Xiaoping et mise en application par l'ex-secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, limogé en juin, la

Chine est revenue à une économie socialiste centralisée avec une dose d'économie de marché, conduite plus par l'idéologie que par la conjoncture.

De l'autonomie aux nouveaux contrôles

L'autonomie des entreprises, en partie libérées ces dernières années des contrôles tatillons des autorités centrales et des ingérences des comités locaux du PCC, a cédé la place à un retour de l'autorité des bureaucraties. A Pékin, le secteur privé — le plus dynamique avec les industries rurales — a été placé sous le contrôle des comités de quartier.

Cette récession brutale d'une économie jusqu'alors grisée par son expansion se produit dans un environnement économique et diplomatique difficile. En dépit d'un récent prêt de 96 millions de dollars que vient d'accorder à la compagnie aérienne CAAC un consortium de cinq banques, dont l'Arabie et le

Crédit agricole, le principal résultat des sanctions occidentales imposées en juin dernier reste le blocage de crédits dont la Chine a grand besoin. D'autant que le tourisme est en chute libre et que les investissements étrangers sont pratiquement interrompus.

Manquant d'argent, l'Etat a surtaxé les véhicules assemblés en Chine par Peugeot, Volkswagen et AMC, qui ne trouvent plus d'acquéreurs. Mais il ne parvient pas, malgré des emprunts forcés, à financer l'achat des céréales indispensables à nourrir les villes. Il est contraint d'en payer une partie en bons sans valeur, accroissant le mécontentement dans des campagnes restées calmes lors du drame de la prise de Tiananmen. Et ce à un moment où les rumeurs de recolonisation se répandent à nouveau.

Il semble difficile de poursuivre longtemps une telle politique sans risques de révoltes sociales, surtout au moment où les « pays frères » d'Europe de l'Est prennent un chemin inverse. L'économie privée et rurale, de même que les provinces les plus dynamiques, celles de Shanghai et Canton, tentent de traverser sans trop de dommages cette période de troubles dans l'attente de jours meilleurs.

PATRICE DE BEER

CONJONCTURE

La croissance va se poursuivre

estime la Banque de France

« Selon les chefs d'entreprise, la croissance de la production industrielle devrait se poursuivre à un rythme soutenu au cours des prochains mois », écrit la Banque de France dans sa dernière enquête mensuelle de conjoncture.

« L'accroissement de l'activité a été général, il a semblé cependant plus limité en octobre dans le compartiment de l'automobile et des autres moyens de transports terrestres que dans les autres secteurs. Les marges de capacités disponibles sont restées très étroites. »

« L'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics s'est globalement maintenue en octobre. » La Banque de France note, enfin, que « les ventes du commerce de détail, qui avaient été très fermes au cours des derniers mois, ont sensiblement fléchi ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH

MOËT HENNESSY. LOUIS VUITTON

Le Directoire de LVMH MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON, réuni le 30 octobre 1989, a décidé de mettre en paiement le 30 novembre 1989 un acompte sur le dividende relatif à l'exercice 1989 de 15 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 7,50 F. Cet acompte est en progression de 25 % par rapport à l'acompte versé au titre de 1988 le 1^{er} février 1989.

CHAMPS ECONOMIQUES

La Suisse ou la tentation du hériisson

Entre adhésion et abstention, la Confédération helvétique, qui a toujours refusé les grands projets européens, fait comme si elle faisait partie des Douze qui assurent 71 % de ses importations.

Dans une Europe en plein bouleversement, la Suisse, forte de ses sept millions d'habitants, fait figure d'îlot de calme et de luxe. Toutefois, malgré ou à cause de leur confort — le revenu par habitant est le plus élevé du monde — qui fait oublier les tâches de pauvreté, les citoyens de la Confédération s'interrogent, non seulement sur une armée qui est au cœur du modèle, mais aussi sur leur destin.

Pays neutre qui consacre un cinquième de son budget à la défense nationale, et qui a créé un « bureau de l'intégration », la Suisse, nichée au centre de l'Europe, est soucieuse de préserver face aux Douze son particularisme, notamment la « paix du travail » qui exclut la grève et le système fédéral fondé sur les cantons. En somme, ce pays paisible qui gère ses conflits se verrait bien comme un grand Liechtenstein dans un « espace économique européen ». Ce rêve ne rejoint-il pas l'idée d'une Europe « helvétique » pratiquant le libre-échange... et comprenant les pays de l'Est.

DANS une rue étroite du vieux Bern, deux graffiti se définissent, en lettres noires : « Suisse sans armée ! », et en face : « Pour une armée populaire ! ». Supprimer l'armée ? D'autres États l'ont fait, comme le Costa-Rica. Mais le peuple suisse est sans doute le seul, dans l'histoire, auquel on donne l'occasion de se prononcer sur cette question.

Le 26 novembre, à côté d'une autre initiative populaire visant à relever les limites de vitesse, les citoyens suisses devront dire « oui » s'ils veulent voir disparaître l'armée suisse, « non » s'ils veulent la conserver. Le suspense, à vrai dire, n'est pas grand. Selon une formule célèbre, la Suisse n'a pas une armée, elle est une armée.

L'armée est au cœur du modèle. Les gens la voient dans les rues et sur leurs fiches de paye ; elle intervient dans leur vie quotidienne et leur carrière. Le capitaine Urs Grütter, avant-homme dans le civil, doit fermer son cabinet pendant les périodes militaires. L'indemnité pléthorique qui lui est versée ne rembourse pas le manque à gagner ; mais, en officier motivé, il ne se plaint pas.

Parmi les charges sociales, 0,2 % est prélevé chaque mois pour le service militaire. Les absences de leurs employés, confiantes aux entreprises 3 ou 4 milliards de francs suisses (de 11 à 15 milliards de francs) par an. Ce qui ne veut pas dire qu'elles se joueraient d'une suppression de l'armée.

« Quand vous cherchez du travail, la première question qu'on vous pose est celle du service, dit un jeune

chauffeur de car. Si vous êtes réformé, ça fait mauvais effet. Sauf peut-être dans les petites entreprises jeunes qui veulent alléger leurs charges. Mais les fluxions de l'économie, banques ou industries, aiment que leurs employés soient de bons soldats... et leurs cadres de bons officiers.

Pays neutre, la Suisse consacre 20 % de son budget à la défense nationale (près de 5 milliards de francs suisses en 1988), deux fois plus qu'à l'enseignement et à la recherche. Les deux tiers des citoyens ont leur place réservée dans les abris anti-aériens, financés notamment par des taxes sur les constructions neuves (pour l'instant, ils s'en servent comme cave ou comme salle de bal).

Est-ce inutile ? Le souvenir de trois guerres européennes évitées reste profondément marqué dans l'esprit des Suisses. Mais surtout, l'armée populaire fait partie de ces institutions spécifiques — quadrilinguisme, fédéralisme poussé, démocratie directe — qui distinguent la Confédération helvétique du reste du monde.

La Suisse s'interroge aujourd'hui sur son armée, mais c'est le signe d'une incertitude plus large. Face à une Europe des Douze dynamique, la « stratégie du hériisson » est-elle encore de mise ? Entre peur et fascination, les Suisses balancent.

Au courrier des lecteurs de l'Hebdo, de Lausanne, le 9 novembre : « Je ne parviens pas à m'expliquer l'enthousiasme de la presse pour l'Europe des gros capitaux, des gros canons, des gros canons, des gros déchets (...). Avons-nous de véritables libertés à trader en plus vite nous corrige le changement d'émancipation directe ? ». A ce genre de craintes, les économistes répondent que le particularisme suisse, dans un monde de plus en plus interdépendant, conduit à des aberrations. Soit la Suisse diverge, et cela lui coûte cher ; soit elle se conforme à la règle, et, dans ce cas, elle n'est plus autonome.

Une mentalité insulaire

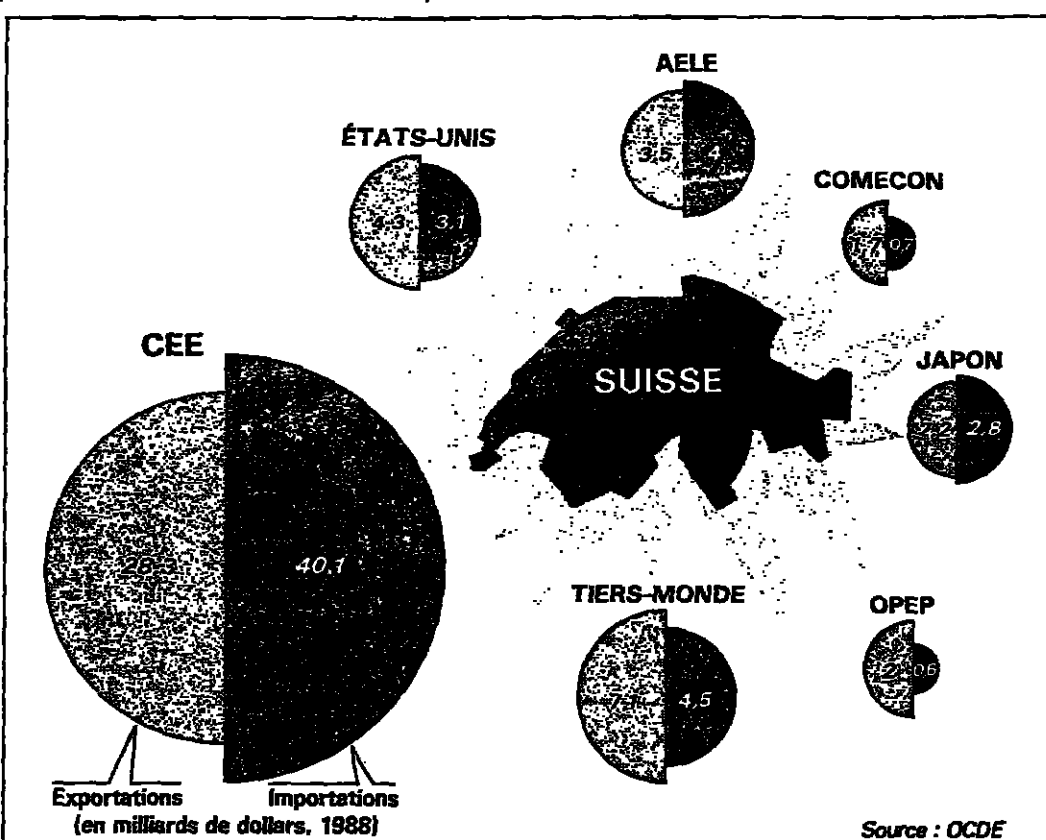
Mario Corti, délégué du Conseil fédéral aux affaires commerciales, cite un exemple plaisant, celui de l'heure d'été. A la fin des années 70, le peuple suisse souverain s'est étonné contre le changement d'heure, supposé mauvais pour la santé, sans tenir compte des pays voisins. En 1980, l'Helvétie seule se retrouvait décalée d'une heure par rapport au reste de l'Europe. Il fallait bien mettre un terme à cette situation intenable, et la Suisse passa à l'heure d'été.

Ce pays où l'on vote à propos de tout, et de plus en plus souvent (quarante-trois initiatives depuis 1971 contre quarante-deux pendant les huit décennies précédentes), n'a pas été interrogé sur l'adhésion à la CEE. Le Conseil fédéral (gouvernement), désigné en 1986 quand il proposa l'entrée de la Suisse à l'ONU, ne tient pas à renouveler l'expérience sur le thème, encore plus délicat, de l'Europe. Mais il ne reste pas pour autant insouciant.

La Suisse a établi très tôt des relations avec l'Europe communautaire. Elle dispose d'une mission permanente à Bruxelles et d'un « bureau de l'intégration » dépendant du département des affaires étrangères et de celui de l'économie publique. Les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange), qui rassemble la Suisse, l'Autriche, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande, ont signé, en 1972, avec la CEE des accords de libre-échange. Les deux organisations ont, depuis, développé le concept séduisant d'« espace économique européen ».

Cependant, devant les perspectives d'intégration nettement plus ambitieuses contenues dans l'Acte unique de 1985, la Suisse est confrontée à un choix plus tranché : adhérer ou non ? Dilemme douloureux pour un pays dont toute l'histoire est faite de refus des grands projets européens.

En pratique, la Suisse est très intégrée à l'économie de la CEE, qui absorbe 56 % de ses ventes et fournit 71 % de ses achats. La production de produits chimiques et de machines est destinée à 35 % aux marchés de la Douze. La majeure partie du million d'étrangers qui travaillent en Suisse provient des pays de la CEE. La moitié des investissements directs des entreprises suisses à l'étranger se fait dans la Communauté. Mais de là à



L'Allemagne est de loin le principal partenaire de la Suisse, représentant 34 % (19,2 milliards de dollars) des importations helvétiques et 21 % (10,6 milliards) des exportations. Elle précède la France (11 % du total des achats de la Suisse et 9 % des ventes). Globalement, les importations de la Suisse atteignent 56,3 milliards et les exportations 50,6 milliards de dollars.

franchir le pas politique de l'adhésion, il y a loin.

C'est que, selon les termes de l'économiste Georges-André Cuenod, de la banque genevoise Hentsch et Cie, la Suisse, ce « faux petit pays, a du mal à se défaire de sa mentalité insulaire ». Libérale pour tout ce qui concerne les échanges de marchandises, de capitaux et de services, elle reste protectionniste dans deux domaines : l'agriculture et les mouvements de population.

L'agriculture fait traditionnellement partie du dispositif de défense nationale et la Suisse est parvenue, à coup de subventions, à une autosuffisance céréalière. Mais le maintien de l'agriculture suisse coûte cher (plus de 1 000 francs suisses par habitant et par an). Le jeu en vaut-il la chandelle, même si les raisons non économiques (sauvegarde du paysage et du peuplement des zones rurales) pèsent aussi dans ce choix politique ?

Pour la circulation des personnes, de même, la Suisse entend préserver son autonomie (qui lui a permis, par exemple, de renvoyer chez eux des dizaines de milliers de travailleurs

étrangers lors de la crise de 1974-1975). Une autre crainte des Suisses devant une éventuelle intégration à la CEE tient à leur propre diversité. Dans une Suisse « banalisée », qu'est-ce qui empêcherait chaque zone linguistique d'être aspirée par le grand voisin (Allemagne, France et Italie) ?

Ah, entre adhésion et abstention, la Suisse choisit une troisième voie : la convergence. Elle fait comme si elle faisait partie de l'Europe des Douze. Chaque projet de loi est assorti d'un chapitre sur ses conséquences du point de vue de l'intégration. Récemment, un accord a été signé avec la CEE sur les assurances (hors assurances-vie), qui permet l'accès et l'exercice de cette profession aux compagnies européennes en Suisse et réciproquement.

L'harmonisation pose plus de problèmes dans le domaine des transports. Pour des raisons d'environnement, la Suisse interdit le transit des camions la nuit et limite leur tonnage à vingt-trois tonnes, contre quarante dans les pays voisins. Plutôt que de changer ces règles chères à la popu-

lation, la Confédération finance un système de transport combiné route-rail.

Cependant, pour un élément-clé de l'image de la Suisse, les banques, l'intégration n'est pas considérée comme un problème. Le Luxembourg, membre de la CEE, a un secret bancaire qui n'a rien à envier à celui de la Suisse. La présence des banques étrangères est déjà importante et, de toute façon, la mondialisation des marchés financiers tend à réduire la spécificité helvétique.

Deux modèles

Face à une Europe qui bouge, et pas seulement à Douze, les Suisses hésitent entre deux modèles : le modèle liechtensteinois, qui consisterait à exploiter au maximum les atouts de la petitesse et de la différence ; l'intégration dans une Europe « helvétique ». Car des esprits fort brillants, comme l'ancien représentant de la Suisse auprès des Communautés européennes, Benoît de Tschertner, croient discerner dans l'évolution de l'Europe une sorte d'extension du modèle suisse.

« Partout, écrit-il dans un récent ouvrage (1), on voit des entités sub-nationales prendre de l'importance. (...) L'apprentissage de la différenciation est en cours. (...) Il y a, dans l'action commune des Douze sur le plan politique, comme un soupçon de renoncement, comme une gêne ou une contrainte intérieure, une sorte de modestie quasi helvétique. » Une Suisse européenne dans une Europe helvétisée... avec les pays de l'Est.

Cette tempête sous les crânes helvétiques ne doit pourtant pas laisser l'impression d'une pathologie trop grave. Le produit national brut par tête est le plus élevé du monde (plus de 25 000 dollars selon les chiffres de l'OCDE). Le chômage a encore reculé en 1989 : de 0,7 à 0,6 % de la population active, et les entreprises ont plutôt du mal à trouver de la main-d'œuvre. Cette tension du marché de l'emploi explique en partie le flambée, toute relative, des prix : le taux d'inflation de 4 % est jugé très élevé dans ce pays d'ordinaire si sage.

Les locataires suisses ont énergiquement protesté contre trois hausses successives cette année des taux hypothécaires, qui se répercutent sur les loyers. Mais ces petites imperfections de la conjoncture n'empêchent rien la satisfaction qu'ont les habitants de ce pays à être suisses. Dans un sondage publié par l'Hebdo, 83 % des jeunes se disent satisfaits de la situation générale en Suisse, et 99 % de leur vie à la maison.

de Bern
SOPHE GHERARDI

La paix du travail... et du patronat

Les syndicats suisses n'ont pas renoncé à la grève. Ils ont renoncé au fait de la faire.

SES cheveux bruns sagement tirés en arrière, l'air sérieux et attentif derrière ses lunettes, Ruth Dreifuss, secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS), n'aime pas les clichés. « La Suisse n'est pas un pays sans conflits, assure-t-elle : c'est simplement un pays qui gère ses conflits. »

Euphémisme ? De 1918 à 1927, les grèves ont fait perdre en moyenne plus de 190 000 journées de travail par année. De 1972 à 1987, on est tombé à moins de 2 000. Il faut se reporter cinquante ans en arrière pour trouver le secret de cette réussite.

Le 19 juillet 1937, l'Association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie signait avec quatre organisations ouvrières — un peu sur le modèle de ce qui avait été esquissé dans la ferblanterie en 1911 — une convention. Ils convenaient « d'éliminer réciproquement, selon les règles de la bonne foi, les principaux différends et les conflits éventuels, de chercher à résoudre ces derniers sur la base des dispositions de la présente convention et d'observer pendant toute sa durée une paix intégrale ».

Le torchon rouge

Présenté un peu, côté syndical, comme le père de cette paix du travail, Conrad Ilg en résumait l'esprit ainsi : « Cet accord n'est réalisable que si la grève est absolument prohibée. Il doit être fondé sur la bonne foi. »

De fait, la convention de 1937 bannissait grève et lock-out, y compris pour des différends « relatifs aux conditions de travail non spécifiées dans la présente convention ». Cette dernière a été renouvelée le 1^{er} juillet 1988, pour cinq ans, alors que le modèle s'était généralisé à partir de 1950 dans l'ensemble du secteur privé suisse.

« Nous ne renonçons pas au droit de grève. Nous renonçons au fait de la faire », explique Guido Casati, président de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) jusqu'au 11 novembre dernier. « La lutte des classes en Suisse, c'est le torchon rouge. Si on doit juger des acquis sociaux des cinquante dernières années, on a un bon niveau de vie, une sécurité sociale respectable, un renchérissement [inflation] qui se tient, une croissance économique de 2,5 % à 3 % l'an, un chômage pratiquement inexistant (1). »

Un bilan globalement positif que présente aussi Pierre Schmid, secrétaire central de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH, affiliée à l'USS), même s'il préfère parler de « politique conventionnelle » plutôt que de « paix du travail ». « En 1937, raconte-t-il, il y avait des menées fascistes et corporatistes et une menace d'intervention de l'Etat dans les relations sociales. »

« La convention procède d'un affermissement de la démocratie qui a abouti à une reconnaissance du syndicalisme face au patronat. » Pour lui, le compromis « n'est pas une fin en soi », mais relève plutôt d'une « collaboration conflictuelle » avec le patronat.

Cette collaboration conflictuelle n'empêche pas R. Dreifuss de qualifier les patrons d'« adversaires » tout en louant, en forme de bon-tête, qu'ils n'ont pas « tous l'image de salauds ». « Le patronat explique-t-elle, a un discours très proxymal, mais une pratique très antisindical. La paix du travail est une idéologie, et c'est là où elle me gêne. »

Lire la suite page 30.

de Bern et Zurich
MICHEL NOBLECOURT

(1) Le taux de chômage officiel est estimé à 0,6 %, mais les spécialistes soulignent qu'à bout de six mois les chômeurs ne sont plus indemnisés et disparaissent des statistiques.

INSTRUCTION ET MANIERE DE TENIR LIVRES DE RAISON OV DE COMPTES PAR PARTIES DOVBLES

Parce que la comptabilité évolue... il est nécessaire de disposer d'une documentation à jour des techniques les plus nouvelles comme des dispositions légales et réglementaires les plus récentes.

Avec la nouvelle édition du dictionnaire de la comptabilité le responsable comptable et financier a un accès direct à :
• plus de 1200 pages de renseignements conseils modèles d'écritures, tableaux et schémas explicatifs
• près de 1000 rubriques d'informations comptables replacées dans leur contexte économique, juridique et fiscal.



Un ouvrage pluridisciplinaire à posséder et à consulter sans tarder

GROUPE REVUE FIDUCIAIRE LA VILLEGUERIN EDITIONS 54, rue de Chabrol 75010 Paris 280 F FRANCO

(1) « Quelle Europe ? Quelle Suisse ? », Fondation Jean-Monnet pour l'Europe, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1989, 44 pages.

هكذا من الامم

هكذا من الاعمال

CHAMPS ECONOMIQUES

La pauvreté cachée

La prospérité de certains secteurs suisses serait moins grande sans le recours à des travailleurs clandestins. Et les difficultés des groupes marginaux s'aggravent dans un pays où « la charité remplace la justice ».

A PRÈS son larcin, la vieille dame a été prise la main dans le sac. Devant la maréchaussée, elle a juré qu'elle n'avait pas volé ces deux boîtes de conserve par bravade. Simplement, il lui fallait se nourrir. A l'assistante sociale, elle a ensuite confié qu'elle survivait ainsi depuis des mois, en faisant un repas sur deux ou trois.

La scène se passait, voici peu de temps, dans un magasin d'alimentation situé à Versoix, sur les bords du Léman, au cœur de la prospère suisse romande, pourtant nantie d'une industrie active, de gras pâturages et de coffres bien pleins. Et, à lire la dernière note de conjoncture de l'Union des banques suisses sur la tension du marché de l'emploi, la Confédération helvétique apparaît comme un éden, face à des pays industrialisés aux prises avec un chômage persistant.

Et pourtant. L'Hospice général du canton de Genève a, en 1988, distribué 31 millions de francs suisses d'aides directes à des nécessiteux. Pour une population de 363 000 âmes, il a examiné 3 680 dossiers de mai 1988 à mai 1989, secourant à des degrés divers plus de 5 000 personnes, sans parler des réfugiés politiques. Selon Marcel Fallet, responsable de l'action sociale de cette fondation d'intérêt public, des économiquement faibles comme la grand-mère de Versoix, échappent à une assistance qui mobilise, dans le canton de Genève, pas moins de 140 travailleurs sociaux.

D'une année à l'autre, le nombre de dossiers a légèrement diminué,

mais ils sont qualitativement plus « lourds », concernant des personnes qui cumulent plusieurs handicaps : chômage de longue durée, défaut de formation, famille éclatée. Près de 20 % des aides s'étendent sur trois ans et plus, « alors que ce statut est terriblement négatif ». L'aide publique helvétique n'est pas un droit, mais une dette, devant être remboursée si la situation du bénéficiaire s'améliore.

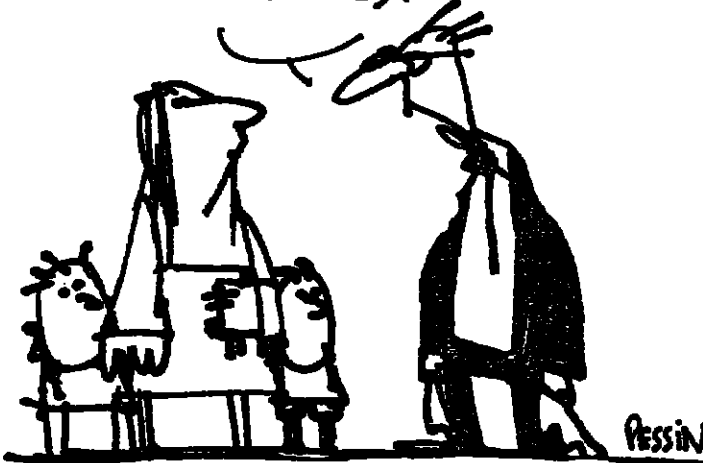
Une longue histoire

A Treyvaux, près de Fribourg, dans la ferme du mouvement Aïde à toute détresse (ATD)-quart-monde, Arnold Christen, responsable national, déclare que son pays connaît « la peur du pauvre indigne, considéré à tort comme seul responsable de sa condition. On n'a jamais compris que certaines familles vivent dans la pauvreté de génération en génération. Parmi elles, on trouve des descendants des « heimatlos », des Suisses sans nom, auxquels la Confédération accorda la citoyenneté en 1850 ».

Selon ATD-Quart-Monde, la population des « heimatlos » d'aujourd'hui peut être estimée entre 3 % et 5 % des habitants dans les grandes villes. « Ces gens ont une longue histoire de non-participation à la vie sociale. » Longtemps, leur sort a paru faire l'objet d'une occultation collective, tout à fait paradoxale, alors que les organisations charitables privées sont nombreuses et fort actives.

Fondé en 1545, l'Hospice général n'a établi que depuis deux ans des

OU VOUS ARRÊTEZ
D'ÊTRE PAUVRES OU VOUS CÉSEZ
D'ÊTRE SUISSES !



statistiques sur les personnes secourues. Aveuglement ? Il est difficile d'ignorer tout à fait que certains secteurs de l'économie helvétique seraient moins prospères s'ils ne recouraient pas à la main-d'œuvre clandestine. Cette population doit comprendre 140 000 personnes, taillables et corvéables presque à merci, estime le syndicaliste Jean-Marc Denervaud, de la Confédération romande du travail (CRT). Il y voit une « forme d'esclavage moderne », distinguant néanmoins

entre les clandestins « gris », pour lesquels les employeurs versent des cotisations sociales, et les « noirs », inconnus des organismes collecteurs. Dans l'hôtellerie genevoise, les clandestins entrent souvent comme travailleurs saisonniers, avec des titres de séjour d'une durée de neuf mois, sans avoir le droit d'être accompagnés de leurs familles. Au bout de cette période, nombre d'entre eux disparaissent des fichiers mais continuent de travail-

ler, pour renaitre à la légalité au bout d'un trimestre.

La présence étrangère a alimenté en Suisse bien des débats politiques, et même plusieurs « votations », mais elle répond à une nécessité économique : les étrangers représentent officiellement 20 % de la population active. Si on les renvoyait chez eux, il manquerait à la Suisse 830 000 travailleurs, alors que la pyramide des âges dome quelque soud.

De faibles ressources

Toutefois, la pauvreté est aussi le lot de citoyens de la Confédération. Il y a peu de données officielles disponibles sur la répartition des salaires et la structure de la main-d'œuvre, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail publiant seulement des moyennes annuelles de rémunérations, classées par branches d'industries.

Les meilleurs renseignements émanent d'initiatives individuelles ou privées, qui ont fait grand bruit. Ainsi, selon un mémoire universitaire de Brigitte Buhmann (1), 9,3 % des résidents permanents de son pays disposaient, en 1982, de ressources mensuelles inférieures à 1 167 francs suisses, ce qui est peu ; 2,7 % des contribuables déclaraient même des revenus inférieurs à 745 francs, ce qui est encore bien moins, même s'il faut faire la part de la fraude fiscale, de l'autoconsommation des paysans, du patrimoine de certains retraités ou de la résidence de jeunes travailleurs au domicile de leurs parents.

« Sans vouloir bagateller (sic) le problème, comment la Société pour le développement de l'économie suisse, si elle se veut réaliste, peut-elle ne pas constater que la pauvreté se vend bien dans les médias, c'est qu'elle puise son originalité dans sa rareté. » Le Journal des associations patronales concluait déjà, voilà trois ans, à propos d'un ouvrage publié par le professeur Georges Endriess, de l'université de Saint-Gall, que « l'assistance publique, à laquelle s'ajoutent la charité et l'aide d'organismes privés, constitue bel et bien la seule solution vraiment efficace ».

Selon l'universitaire, 6,6 % de la population helvétique, soit 419 000 personnes, se trouvaient, en 1976, au-dessous du seuil de pauvreté. On comptait parmi elles 149 000 retraités. Enfin, en juin dernier, d'après une enquête de la puis-

sante organisation confessionnelle Caritas, établie à Lucerne, auprès de 400 femmes seules, ces « foyers » disposaient, en moyenne, de seulement 1 905 francs suisses par mois, et le revenu mensuel des Suisses était inférieur à celui des étrangers.

Un rapport rédigé au sein de l'Hospice général de Genève, encore sous le boisseau, met en parallèle les plus basses rémunérations prévues par les conventions collectives suisses avec les ressources disponibles par personne en fonction des situations familiales. Certains quotidiens laissent rêver.

Cependant, les relations sociales étant régies en Suisse par près de 1 100 accords collectifs, la communauté de travail donne une impression d'éclatement. L'Etat s'interdit d'intervenir sur le niveau des rémunérations. Les syndicats de salariés sont organisés selon des structures « verticales », difficilement en mesure de suivre le parcours personnel des salariés les plus mobiles.

En définitive, on voit mal comment, et pourquoi, la société suisse dérogerait à ses principes « économie libérale, initiative privée, charité, non-intervention de la puissance publique, pudeur et respect de la dignité de l'autre » pour affronter le problème des inégalités sociales. « En Suisse, c'est plus difficile qu'ailleurs d'avouer qu'on est pauvre », constate Brigitte Buhmann.

Selon le professeur René Lévy, de l'université de Lausanne, la société connaît « une stratification très marquée. On a assisté à une ascension sociale de la population suisse dans son ensemble. Mais les problèmes des groupes marginaux y vont en s'aggravant, car la société se montre assez intolérante à leur égard ».

« Un danger nous guette, estime de son côté Guy-Olivier Segond, responsable des affaires sociales du canton de Genève, membre du Parti radical qui fonda la Confédération. Ce danger, c'est qu'à nouveau la charité a remplacé la justice. »

de Genève
GÉRARD BUÉTAS

(1) « Wohlstand und armut in der Schweiz » (« Prospérité et pauvreté en Suisse »), par Brigitte Buhmann. Basler sozialökonomische Studien. Editions Verlag Rütgen. Postfach CH-7001 CHUR, 1988, 346 pages, 48 francs suisses.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Votre compte géré au Crédit Agricole.

Vous disposez d'un super gérant pour profiter d'un super géant.

Quand un portefeuille ou un capital à investir réclament une gestion sur mesure, à qui la confier ?

Premier gestionnaire d'Europe avec des actifs gérés de 300 milliards de francs, le Crédit Agricole vous est aussi le plus proche.

Par votre Compte géré vous mettez de votre côté les capacités supérieures d'analyse et de négociation en valeurs nationales et internationales de Ségespar-Titres, filiale spécialisée du Crédit Agricole.

Par le gérant attiré de votre Compte, un grand professionnel des marchés, vous exploitez ce potentiel en direct et en permanence, selon vos objectifs.

C'est lui qui assure constamment votre gestion avec les moyens et le savoir-faire qui valent à Ségespar-Titres sa régularité dans les performances. C'est lui qui vous appelle ou vous écrit pour vous informer régulièrement. C'est lui qui vous répond quand vous l'appellez.

Pour de grands moyens dans une gestion sur mesure, entrez en contact avec Ségespar-Titres par les Caisses Régionales du Crédit Agricole, ses 10 000 agences et bureaux ou directement à : Ségespar-Titres, 16 (1) 43.23.30.36.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES
ANGLAIS-ALLEMAND
UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maîtrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, proposez des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.

O I S E
LANGUAGE TRAINING

OISE HOUSE, Broom Lane - Oxford (England) tél. (01865) 249 218, membre de ARIEL-FELCO
21, rue Théophraste-Regnault - 75016 Paris - Agence par l'UNOISE
Tél. (1) 45 33 13 02

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

LES AMPHIS
RIESEC Le Monde
UNIVERSITÉ DE NANTERRE

LES GRANDES MANOEUVRES DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

JEUDI 23 NOVEMBRE à 12 h 30
UNIVERSITÉ DE NANTERRE
AMPHI C - BATIMENT G

avec
Jean-Marie CHEVALIER,
professeur à l'université Paris-XIII
directeur du magistère d'économie industrielle.
Guy CRESPEY,
directeur de l'observatoire des stratégies industrielles
au ministère de l'industrie.
Lionel ZINZOU-DERLIN,
directeur du plan et du contrôle de gestion
international à B.S.N.
Michel BOYER,
responsable de « Champs économiques »
au journal Le Monde.

SUP
NAT

Un débat à propos
DROIT

20 novembre 1989
PARIS - Hôtel de Ville
19, avenue de la République

CHAMPS ECONOMIQUES

Au centre de l'Europe, le Jura

Bastion de la francophonie, en lutte avec le puissant canton de Berne, le Jura suisse est sorti de la « monoculture » horlogère. Bénéficiant des aides confédérales, attirant des investissements allemands, il se veut tête de pont dans la CEE.

« Le Jura ? J'en rêve... » Comme toutes les régions d'Europe, la « République » du Jura, le dernier des États à avoir le y a juste dix ans — et après quelles péripéties ! — intégré la Confédération helvétique, a cherché et trouvé un slogan percutant. Et ceux qui, les premiers, pouvaient « en rêver » sont précisément, de l'autre côté de la frontière, les responsables politiques, ces chefs d'entreprise ou ces simples citoyens qui aspirent par comparaison à une plus authentique décentralisation.

Le Jura suisse est très sensible aux sentiments exprimés dans ce sens non seulement parce qu'il constitue un bastion de la francophonie (il n'y a ni moins du reste Némethy), ou parce que, encore jeune, il doit se battre contre le puissant et longtemps dominant canton de Berne pour conforter son identité, mais surtout pour des raisons géographiques évidentes : sa frontière avec la France est plus longue qu'avec les autres cantons suisses voisins.

Souverainetés militantes

De ce fait, et même si l'intégration de la Confédération helvétique à la CEE n'apparaît pas dans l'immédiat à l'ordre du jour, les autorités politiques cantonales (c'est-à-dire les cinq membres du gouvernement collégial, les soixante députés et les quelques sept cent cinquante fonctionnaires) ont bien conscience de détenir une carte maîtresse. Ils vont utiliser l'Europe, surtout celle de 1993, sans en être officiellement membres. L'économie développe empiriquement sa propre logique que la politique ou les traités ignorent.

Soixante-cinq mille habitants, une capitale, Delémont, qui éprouve toutes les peines du monde à organiser une fête pour célébrer son douze millième habitant ; pas d'université ; une position à la périphérie de la Confédération ; un sentiment d'injustice, d'amputation territoriale, et de revanche contre une fait que le canton de Berne n'aura pas restitué les trois districts du sud du Jura historique ; des communications difficiles ; le Jura suisse — la souveraineté militante à fleur de peau — joue le rôle de tribulation dans la bien tranquille et bien consensuelle Confédération.

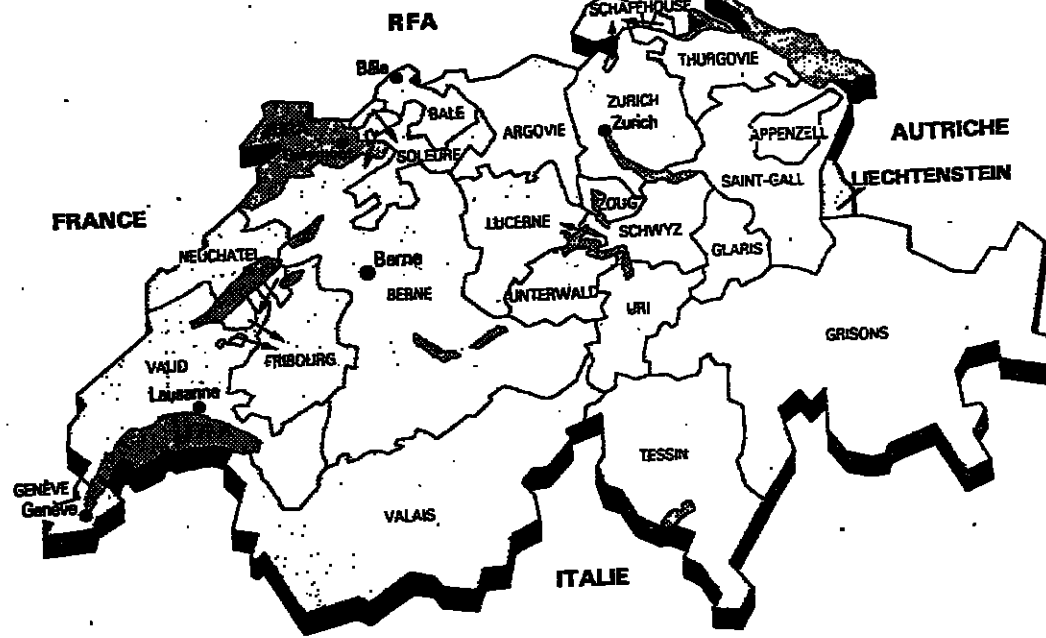
Toutefois, le système institutionnel de la Suisse, fait d'égalitarisme, de collégialité, d'autonomie et de consultations incessantes, aboutit à ce que ce canton ait les mêmes droits et les mêmes espaces d'initiative que les tout-puissants cantons de Genève, de Zurich ou de Zoug. Avec des moyens pourtant modestes (les services du gouvernement et les ministères sont installés dans une HILM à la sortie de la ville, et le Parlement se réunit en session dans la grande salle d'une institution protestante), le Jura a engagé depuis dix ans une vigoureuse politique de promotion économique pour favoriser les entreprises.

Il s'agissait d'abord de passer les plaies de la crise horlogère, de diversifier le tissu économique, notamment par la mise en place d'un institut financier de cautionnement. « La moitié des entreprises du Jura, aujourd'hui, n'existaient pas il y a dix ans », explique Jean-Pierre Beuret, ministre de l'économie publique. Nous avons plusieurs implantations allemandes et nous commençons une prospection au Japon et à Hongkong pour les sociétés commerciales.

« La situation économique n'a jamais été aussi brillante, rappelle Jacques Sancy, avocat et président de la chambre de commerce du Jura. Le chômage atteint à peine 0,7 % et le nombre de frontaliers français — trois mille aujourd'hui — augmente. Le Jura est sorti de la « monoculture » horlogère. Des manufactures industrielles ont disparu, remplacées par des ateliers à haute valeur ajoutée et l'on note l'arrivée d'activités tertiaires comme les assurances, les banques, les sociétés de conseil. »

Trois handicaps de taille, toutefois, subsistent : une main-d'œuvre marquée par trente générations d'industrie horlogère monolithique, donc assez peu qualifiée, deux villes de taille trop modeste, Delémont et Porrentruy qui rebutent les cadres, et enfin des impôts directs sur le revenu (pour lesquels les autorités cantonales ont entière liberté), qui, s'ils ont été allégés l'année dernière, restent encore plus lourds qu'ailleurs. Quand, en moyenne, dans le canton de Zoug, un ingénieur gagnant 100 000 francs suisse, est taxé à 11,5 %, à Lucerne, il l'est à 19,5 % et dans le Jura à 22,7 %.

Malgré un rattrapage, le Jura se classe toujours parmi les cantons



en retard. Ainsi les dépôts d'épargne y dépassent à peine 28 300 francs par habitant contre 47 700 francs à Glaris, 54 500 francs dans le canton de Zurich et 75 800 francs dans celui de Bâle-ville. La Confédération a donc mis en place un système d'aides économiques différenciées et de péréquation financière entre cantons riches et moins fortunés.

L'autoroute, dite Transjurane, qui devrait, dans dix ans, relier Belfort à Bienne et au-delà au réseau de Suisse centrale, à travers un relief tourmenté, sera financée à hauteur de cinq pour cent par la Confédération. De plus, au titre de la loi sur la montagne, de nombreux investissements peuvent être réalisés au moyen de prêts sans intérêt sur trente ans.

Redistribution financière

Cependant, c'est surtout le système complexe, parce que perfectionniste, de redistribution financière qui illustre le mieux la philosophie helvétique de solidarité, alimentée par le produit de deux impôts directs et d'une taxe. Il s'agit pour la plus grosse part de l'impôt fédéral direct dont la Confédération redistribue 13 %, de l'impôt anticipé qui est un pourcentage (33 %) prélevé sur les intérêts

versés aux épargnants, et de la taxe sur les carburants.

Ainsi, le canton du Jura, sur un budget de fonctionnement établi pour 1990 à 350 millions de francs suisses, devrait recevoir près de 50 millions — soit 14 % — au titre de la confraternité financière. Une somme qui, est-il prévu, grandira encore d'ici à 1991. « Quitte, ensuite, pour chaque canton à faire lui-même vis-à-vis de ses communes — nous en avons quatre-vingt-deux dans le Jura — sa propre politique de redistribution et de péréquation », précise Gabriel Theubet, chef du service des finances de l'Etat du Jura.

Les cantons — véritables puissances financières — sont tout, et la Confédération n'est que ce que les cantons ont bien voulu, par délégation, qu'elle soit. Cette formule lapidaire, souvent entendue, inspire aussi bien les principes constitutionnels que la pratique économique quotidienne. De plus, la Confédération, de même que les cantons interviennent directement très peu dans l'économie. A part les PIT ou les chemins de fer, le secteur public productif, fédéral ou cantonal, est quasi inexistant.

Seul domaine où, de par la Constitution fédérale, les cantons concurrencent le secteur privé : les banques. Il existe dans chaque can-

ton une banque cantonale dont le capital est majoritairement détenu par le gouvernement régional. Mais son activité, sa gestion, ses contraintes, les opportunités qu'elle saisit ne diffèrent pas de celles des grands établissements nationaux de crédit. J. Sancy est catégorique.

« Depuis dix ans que je préside le conseil de la banque cantonale, je peux vous jurer que jamais le gouvernement n'a exercé la moindre pression ».

Pour l'heure, le Jura se prépare à être l'éclaircir de la Suisse dans la CEE. La géographie, la langue, l'histoire, voire les relations familiales, facilitent cette osmose affichée sans retenue.

Le plan d'aménagement du territoire que Dominique Nussbaumer, urbaniste cantonal, après dix ans de travaux, devrait faire approuver le 23 novembre par le Parlement du Jura, en porte témoignage. L'université technologique de Sevenans, près de Belfort, devrait logiquement s'ouvrir aux jurassiens suisses. Et les esprits cogitent actuellement sur une « zone d'activité binationale », à cheval sur la frontière le long de l'autoroute Transjurane.

Organisation originale, lancée en 1985 par Edgar Faure, la Communauté de travail du Jura (CTJ), qui regroupe la région de Franche-Comté et quatre cantons suisses, sert désormais de cadre de référence et de « lobby » pour tous les grands projets d'infrastructure (quel tracé pour le futur TGV Alsace-valle du Rhône et quel raccordement vers la Suisse romande, notamment Lausanne ?) ou les politiques économiques (statut des frontaliers, promotion touristique commune). Beaucoup de chefs d'entreprise français ont beau afficher une attitude défensive et poudrière vis-à-vis de l'arrivée en Franche-Comté d'investissements suisses, il n'en reste pas moins que les frontières apparaissent chaque jour plus désuètes.

Et puis tous les géographes vous le diront : de Belfort à Athènes et de Lisbonne à... Varsovie, la Suisse s'impose au centre de l'Europe. Et le Jura encore plus. Que ce soit celui, français, de la CEE ou celui, suisse, de l'Association européenne de libre échange.

de Delémont
FRANÇOIS GROSCHARD

Jean-Louis LEVET

Le livre des priorités de demain

UNE FRANCE SANS USINES ?

La puissance financière des cantons suisses

1990-91 (estimations)	Point	Evolution par rapport à 1988-89
GROUPE DES CANTONS FORTS		
Zoug	202	- 9
Bâle-ville	171	- 4
Genève	152	- 9
Zurich	151	- 6
GROUPE DES CANTONS MOYENS		
Bâle-campagne	102	- 5
Schaffhouse	100	- 2
Argovie	96	+ 8
Thurgovie	93	+ 6
Vaud	91	+ 1
Nidwald	90	+ 1
Glaris	87	+ 3
St-Gall	84	+ 1
Soleure	79	+ 1
Schwyz	77	+ 2
Tessin	72	+ 1
Berne	69	+ 7
Appenzel Ext.	67	+ 4
Grisons	66	+ 4
Lucerne		
GROUPE DES CANTONS FAIBLES		
Fribourg	62	+ 11
Neuchâtel	53	+ 8
Appenzel Int.	51	+ 6
Glaris	47	+ 7
Valais	42	+ 3
Jura	37	+ 6
Uri	30	-
Suisse (moyenne)	100	

Tous les deux ans les services de la Confédération établissent, à partir d'un faisceau de critères (économiques, fiscaux, géographiques) très complexes, une hiérarchie des 26 cantons. C'est au vu de ce palmarès exprimé en points qu'est mise en œuvre la péréquation financière entre le groupe des forts et celui des faibles, ces derniers gagnant, tous, sauf un, des points dans le classement.

« Je me réjouis de la publication de ce livre qui mérite d'être lu et médité. »

« Le malheur est qu'en France on n'aime pas évoquer ce qui ne va pas. La remarque vaut pour le patronat comme pour les gouvernants, qu'ils soient de droite ou de gauche. D'où l'intérêt que j'attache à ce cri d'alarme de Jean-Louis Levet et mon souhait que son livre contribue à inciter nos responsables politiques et économiques au réalisme et à la lucidité, car la lucidité est la condition du progrès. »

« La France est-elle décidément entrée dans l'ère "post-industrielle" ? Jean-Louis Levet analyse sans complaisance la coalition des blocages. »

L'Expansion

« Jean-Louis Levet nous invite à une véritable leçon d'anatomie où le corps "industrie" est passé au scanner de l'économiste (...). »

Le Courrier des Cadres

« "Une France sans usines ?" met à nu les blocages de l'industrie française et définit les priorités qui permettraient de sortir de la spirale du déclin. »

L'Usine Nouvelle

« Qui a raison des tenants du libéralisme Balladur, rejeté en 1988, des partisans de l'économie mixte chère à P. Bérégovoy, ou d'un "retour rampant" aux nationalisations que prône J.-P. Chevènement ? "Une France sans usines ?" est une synthèse très riche d'informations exposées avec pédagogie. »

La Lettre des Echos

« Les raisons du déclin industriel français sont complexes ; l'auteur les analyse et définit des priorités pour la prochaine décennie. »

Sciences et Vie économique

FRANÇOIS DALLE

Editions Economica - 49, rue Héricart, 75015 Paris - Tél. : 45.78.12.92

SUP DE CO NANTES

un débat à propos du DROIT

Philosophie du Droit et évolution des Sociétés

Avec la participation de
THIERRY MIGNON
Avocat à la Cour d'Appel de Paris
François OST
Docteur de la Faculté de Droit des Universités St-Louis à Bruxelles
Alain SUPLOT
Professeur des Facultés de Droit - Université de Nantes/
Institut Universitaire Européen - Florence

Débat animé par
Alain ETCHEGOYEN
Normalien - Agrégé de Philosophie
Créateur des Sociétés SHS - Sciences de l'Homme et de la Société

Mardi 28 Novembre 1989 à 19 h 45
PARIS - Hôtel Hilton-Suffren
18, avenue de Suffren - 15^e

CIME-GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES
4, rue de la Justice - BP 72 - 44023 Nantes Cedex 01 - Tél. 40 37 34 34 - Télécopie 40 37 34 07

سكزا من الاجل

هكذا من الراحل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

On n'a jamais vu une pareille tension sur les taux d'intérêt en Suisse. Du 30 mai au 2 juin dernier, le Lombard (taux pour les avances sur nantissement consenti par la Banque nationale suisse) a atteint son niveau historique le plus élevé : 9,5 %. Il frôle encore les 8 %, soit deux points de plus que pendant la première guerre mondiale. On a la mémoire longue à Zurich et à Berne, sans doute parce que, à l'intérieur de la Confédération, les points de repère ont moins bougé que partout ailleurs. C'est le contraire pour le franc suisse, qui aura connu, jusqu'à une époque récente, une envolée fantastique. La vérité, plus prosaïque, est que, s'il a paru monter si haut, c'est parce qu'il a été seul à surmonter tant bien que mal, tandis que toutes les autres monnaies ont plus ou moins sombré alen-

Franc suisse : survivant et témoin

cours légal en Suisse, où elles circulaient à l'égal de la monnaie nationale. A une échelle après tout pas si petite que cela, c'était déjà l'union monétaire européenne et, entendez Jacques Delors, sans Banque centrale commune.

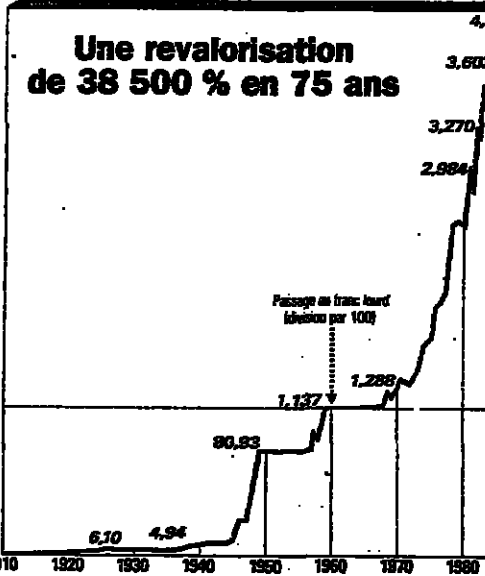
Pendant les quarante-six ans qui suivirent (de 1914 à 1960), la valeur de la monnaie suisse par rapport à son ex-grande sœur fut donc multipliée par 113 (franc de Gaulle-Piney de 1959 alourdi par la suite). En pourcentage, cela correspond à une réévaluation de 11 300 % (ou, en voyant les choses de l'autre côté, à une dévaluation du franc français par rapport au franc suisse de 99,12 %). Comme le double mouvement en sens contraire a continué à jouer depuis lors, on en est aujourd'hui, toujours en partant de la base 100 = 1914, à une réévaluation suisse de 38 500 % et à une dévaluation française de 99,74 %. Vue de Suisse, l'inflation française prend les proportions d'une hyperinflation à la brésilienne, à ceci près que, dans notre pays, le phénomène d'érosion s'est étalé sur trois quarts de siècle au lieu de se concentrer sur un laps de temps quinze à vingt fois plus court.

Dans ces chiffres réside ce qu'on a appelé la « spécificité suisse », une expression qu'il est dangereux d'employer pour peu qu'on veuille lui faire dire plus qu'elle ne dit au sens littéral du terme. De toutes les monnaies qui existaient en Europe avant les cataclysmes guerriers, le franc suisse est la seule qui soit arrivée jusqu'à nous, fortement abîmée certes (son pouvoir d'achat a été entre-temps divisé, disons, par six au bas mot), mais dans un état reconnaissable. Toutes les autres ont subi de telles amputations de valeur que, même lorsqu'elles ont conservé leur appellation d'origine (livre sterling, par exemple), plus rien ne semble les relier à leur passé.

On dira que le rapprochement des dettes suffit à livrer le secret de Polichinelle. Si le franc suisse peut avantageusement faire figure d'exception, ne le devrait-il pas simplement au statut de neutralité de la Confédération. C'est pour avoir échappé aux conflits qu'il ont ravagé le reste du continent que celle-ci aurait pu conserver une certaine stabilité monétaire. Que l'explication soit pour le moins insuffisante, un contre-exemple suffit à le montrer : le Suède s'est trouvée, et pour les mêmes raisons, dans le

que les Suisses aient obtenu ces résultats, ils se sont mis à l'abri des combats qui ont ruiné les Etats belligérants.

La réalité de la continuité ne va pas sans un extrême souci de maintenir certaines apparences, mais il est des notions qui obligent. C'est ainsi que le régime de l'étalon-or a complètement cessé d'exister dans le monde depuis 1871 (sur une initiative américaine). Depuis lors, le prix du métal précieux étant déterminé sur tous les marchés du monde, y compris donc sur celui de Zurich (l'un des plus importants), au gré de l'offre et de la demande, le concept même d'une définition-or de la monnaie a perdu son sens. Mieux (ou pis) : depuis 1976, une telle définition est, au regard des statuts du Fonds monétaire, hors la loi. Cependant, la Suisse n'a jamais adhéré à cette institution (c'est cette dernière qui devrait en éprouver de la honte — que serait une association regroupant les professionnels du cyclisme et à laquelle Laurent Fignon n'estimerait pas utile de poser sa candidature ? — et non pas le contraire). Tant et si bien que, de toutes les monnaies actuellement en circulation, le franc suisse demeure la seule à être juridiquement, sinon en fait, rattachée à l'or.



même cas, et pourtant sa monnaie a subi une considérable amputation de valeur. Voilà pourquoi parler de la spécificité helvétique est scabreux. L'expression n'est pas inexacte en soi, mais il est trop tentant d'en faire un alibi. Au lieu de chercher à comprendre en quoi la gestion monétaire pratiquée en Suisse a été, sur la longue durée, d'une qualité très supérieure à celle des autres pays dans le dessin d'un futur éventuellement les méthodes, — on se croit quitte en se bornant à faire, d'un air désabusé ou fanfaron selon le cas, la constatation suivante : pas étonnant

Du prix officiel du kilo auquel la Banque nationale suisse (BNS) évalue son stock d'or (le troisième en importance dans le monde, après celui des Etats-Unis et celui de l'Allemagne. Mais avant celui de la France, classé quatrième) soit 4 595,7 FS, on déduit la définition en or du franc suisse (217,59 milligrammes). Les comparaisons rigoureuses à travers le temps sont compliquées parce que, à sa création il y a cent trente-six ans, le franc suisse avait une valeur définie par un poids d'argent. Le fait à retenir est que, au cours de cette période, il n'aura connu qu'une seule dévaluation : en

1936. Avant cette date, l'or était comptabilisé sur la base d'un prix de 3 435,5 FS le kilo, correspondant à environ 290,4 milligrammes d'or fin pour l'unité monétaire.

Le prix officiel actuel de 4 595,7 FS le kilo est évidemment très au-dessous du prix auquel l'or est coté sur le marché de Zurich — 20 450 FS le 17 novembre, — et cet écart mesure à lui tout seul la distance entre la fiction de l'étalon-or maintenu et la réalité. Il n'en reste pas moins qu'il est toujours en vigueur l'obligation légale d'une couverture métallique à concurrence de 40 % du montant total des billets en circulation. Au dernier bilan de la BNS, le pourcentage effectif de couverture ressort à 46 %. Il met en relief l'énormité du stock d'or puisque le calcul est fait à partir d'un prix officiel plus de quatre fois inférieur à la valeur de marché. De vives discussions ont lieu actuellement entre les dirigeants de la BNS pour savoir ce qu'il conviendrait de décider, d'ici deux ou trois ans, quand, par suite de l'augmentation du nombre des billets émis, la couverture tombera au-dessous de 40 %. Gageons que les esprits forts, nourris des auteurs contemporains américains les plus réputés, recommanderont l'abandon de la règle plutôt que la réévaluation du stock sur une base plus réaliste.

Beaucoup plus concluants sont les faits suivants : les salaires des ouvriers et des employés sont en Suisse au moins de 30 % à 40 % plus élevés que les salaires français correspondants (parfois beaucoup plus : par rapport à la Franche-Comté voisine, région de basses rémunérations il est vrai, la différence peut aller du simple au double). Pourtant, le plein emploi régnait naguère en Suisse, où le quart de la population salariée est constitué d'étrangers et où la durée légale du travail est — seul exemple aussi en Europe — de quarante heures.

Le progrès économique ferait-il bon et durable ménage avec le souci constant d'une saine gestion monétaire ? Serait-il même — scandale pour Harvard et Cambridge (Grande-Bretagne) ! — une de ses conséquences possibles ?

La paix du travail... et du patronat

Suite de la page 27

« Les contreparties ont été surtout matérielles (salaires, santé et sécurité, stabilité de l'emploi), mais n'ont pas tellement porté sur les droits des travailleurs », note-t-elle en faisant le bilan des cinquante années écoulées depuis 1937. « Les travailleurs ont renoncé à un droit — la grève — mais ils n'ont pas réussi à en consolider d'autres (information, participation). »

Moins critique, un autre secrétaire de l'USS, Beat Kappeler, souligne toutefois qu'avec le système de paix du travail — les syndicats entrant dans le jeu de la bonne gestion de l'entreprise —, ce qui aboutit à une « intégration psychologique dans le système ». Typographie à temps partiel et président de la section de Lausanne du livre et du papier, Blaise Vauthier appartient à

une branche de 5 700 salariés couverte par un contrat collectif signé pour six ans, qui garantit une « paix absolue » même si l'article 2 reconnaît aux parties « la possibilité d'exercer leur solidarité de classe ».

Des raisons idéologiques

« On garde la clause, indique-t-il, mais on soutiendra la grève en cas de violation, quitte à payer des amendes conventionnelles. » La paix du travail n'est pas pour lui une « vache sacrée », et il estime qu'elle peut avoir une « influence négative ». « L'absence perpétuelle de mobilisation peut amener des syndicalistes à accepter des mauvais compromis. »

Cultivant un peu son image de soixante-buitard de quarante ans, la moustache en bataille, Vasco

Pedrina, secrétaire central de la FOBB (syndicat du bâtiment et du bois), la première fédération de l'USS avec 120 000 syndiqués, parle volontiers des « méchants » patrons de son secteur, où « il y a encore une classe ouvrière exploitée ». A l'aile gauche de l'USS, il se dit d'emblée « hostile » à la paix du travail, mais... il a signé en 1988 pour trois ans une nouvelle convention basée sur la « paix absolue » et entendait explicitement « grève, menace de grève, incitation à la grève » mais aussi lock-out.

« A chaque renouvellement, explique-t-il, on a voulu supprimer la paix du travail absolue. Les patrons y tiennent dur comme fer pour des raisons idéologiques. Cette politique repose sur une division des sphères d'influence. V. Pedrina se dit prêt à « faire la grève générale en Suisse » contre la paix du travail, mais « les travailleurs ne sont pas prêts à suivre ». Il est vrai que l'enquête annuelle que fait réaliser sur ce sujet le patronat a montré, en mars 1987, que 71 % de 1 008 personnes interrogées par sondage avaient une opinion positive de ce système.

Un sentiment que partage évidemment Philippe Clemmer, secré-

taire de l'Association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie (ASM), qui regroupe 490 entreprises employant, à la fin de 1988, 189 518 travailleurs. « On a un climat social qui est calme et agréable, remarque-t-il. Cela permet à l'employeur de se concentrer sur l'exportation de ses produits à l'étranger. »

« L'un de nos atouts est qu'on réussit à tenir les délais parce qu'on est à l'abri des grèves. L'inconvénient est que cela nous oblige à faire des concessions. » En dehors des augmentations salariales, qui généralement sont négociées dans l'entreprise, le coût de la convention est estimé sur cinq ans à 3 % de la masse salariale.

Pour le renouvellement de 1988, explique P. Clemmer, « nous n'avons pas abaissé la durée du travail conventionnelle, qui est restée à quarante heures, mais nous avons accordé des jours de vacances supplémentaires et tardé des dispositions pour renforcer la protection des membres des commissions d'entreprise » (composées de salariés élus sur des listes non syndicales et négociant notamment les salaires).

Cette philosophie rebute toutefois certains employeurs. Un tiers des entreprises de la métallurgie ne sont pas à l'ASM, certaines d'entre elles voyant dans la paix du travail un « carcan » ou un cycle infernal de concessions à perpétuité.

Un tribunal arbitral

Paix des patrons pour les uns, symbole de consensus social pour les autres, la paix du travail s'autorégule sans intervention de l'Etat. Si une clause est violée par l'une des parties, une conciliation a lieu d'abord dans l'entreprise entre direction et représentation des travailleurs. Ensuite, les parties signataires (syndicats et patronat) tentent une médiation. En cas d'échec, tout le monde se retrouve — sans la moindre publicité, confidentialité suisse oblige — devant un tribunal arbitral (où siègent employeurs et salariés), qui impose sa sentence. Sans appel. Il est rare pourtant qu'on en arrive à ce stade en Suisse. Il est encore plus rare qu'on arrive à des « mises bas » (grèves), selon l'expression, propre à l'imprimerie, utilisée par B. Vauthier.

« On fait grève quand un fusible saute, note R. Dreifuss. Même s'il est surpris par la grève, le syndicat l'accompagne et négocie. »

En 1987, une grève a eu lieu dans le meuble. Le syndicat a dû payer une amende, mais il a encadré la grève. Plus célèbre, la grève chez Dubied (machines-outils dans le canton de Neuchâtel), en 1976 avait éclaté à la suite du refus des 1 500 ouvriers d'accepter la décision du tribunal arbitral autorisant une amputation des trois quarts du treizième mois pour l'année avant une suppression pure et simple en 1977.

La paix du travail n'y a pas résisté. Mais elle s'est depuis plutôt bien remise sur les rails, avec des résultats, des apparences et des illusions.

de Berne et Zurich
MICHEL NOBLECOURT

A travers les revues, de Michel Beaud, qui paraît le troisième lundi de chaque mois, sera exceptionnellement publié le semaine prochaine.

Une syndicalisation atomisée

Dans un pays où syndicats et patronat signent des conventions « pour le bien commun des employeurs et des travailleurs », la législation sociale est ramenée à la portion congrue. Le titre X du code des obligations fixe bien les rapports entre employeurs et salariés. La loi sur le travail réglemente bien la durée hebdomadaire maximale (45 heures) ou le travail de nuit. Mais la protection sociale est surtout conventionnelle : il n'y a pas de législation sur le droit de grève ou sur le droit de syndicats qui sont priés de rester en dehors des entreprises.

Le paysage syndical paraît également très atomisé, avec de nombreuses petites organisations. Toutefois, trois de ces organisations faibles, c'est-à-dire confédérales, émergent. Fondée en 1880 et regroupant seize fédérations largement autonomes, l'Union syndicale suisse (USS) comptait 442 020 membres en 1988, contre 474 725

en 1976, année où elle avait atteint son maximum. Globalement, le taux de syndicalisation est situé autour de 30 %. Une désyndicalisation que Ruth Dreifuss, qui est à la direction collégiale de l'USS depuis huit ans, attribue à « l'incapacité de sortir des secteurs traditionnels ». Depuis 1985, le nombre d'emplois a augmenté dans les banques et dans les assurances, où l'USS est quasiment absente.

La Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (CSC), fondée en 1907, qui se réfère à « l'éthique sociale » de l'Eglise, avec ses quatorze fédérations, n'a pas souffert du même déclin : 106 788 membres en 1988, contre 106 937 en 1985. Enfin, apparue en 1918, la Fédération des sociétés suisses d'employés a connu un léger effritement (146 450 adhérents en 1988, contre 148 761 en 1985).

De nombreuses conventions, comme celle de l'industrie des

machines, prévoient que les salariés non syndiqués acquièrent une contribution de solidarité déduite mensuellement du salaire (5 francs pour les métallistes, soit près de 20 francs français). Elle est généralement affectée, comme dans la construction, à des fonds paritaires de formation.

Rôle discret

Sur le plan national, les organisations faibles jouent un rôle discret, même si, comme dans le patronat, plusieurs de leurs dirigeants détiennent également, pratique courante, des mandats politiques. Elles ne négocient rien directement avec les patrons (c'est l'affaire des fédérations) mais siègent dans les commissions d'experts qui élaborent des projets de loi.

Les confédérations recourent, en revanche, aux « votations »

(référendums) d'initiative populaire. Moyennant l'obtention de cent mille signatures, elles peuvent proposer un sujet aux suffrages de la population. Mais elles ont, jusqu'à présent, essayé des revers, qu'il s'agisse de l'abaissement de la durée du travail ou de l'âge de la retraite.

Guido Caselli, le président de la CSC, se plaint amèrement de l'absence de soutien de son « allié à distance », le Parti démocrate-chrétien, lorsqu'il a lancé, en vain, en 1976, une initiative populaire sur la participation des travailleurs, alors que le Parti socialiste, proche de l'USS, l'a soutenu. La CSC a pourtant obtenu, après huit ans de combat, l'introduction, le 1^{er} janvier 1989, dans le code des obligations de dispositions de protection des licenciements individuels...

M.L.N.



GUIDE DES VALEURS MOBILIERES des institutions au régime fiscal

JOURNAL OFFICIEL
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
Tel. (16-1) 45-78-61-44

DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

Multinationale Américaine crée son siège Européen
et recherche son

Directeur Financier Europe

Paris

700KF+

voiture + stock-options

Rattaché au Vice-Président Europe, il sera l'interface entre les 7 filiales européennes et le Corporate. Responsable d'une équipe internationale, il prendra en charge la consolidation, le reporting ; le suivi des trésoreries ; l'élaboration des montages financiers des opérations importantes ; les études relatives à d'éventuelles acquisitions ; et les travaux concernant l'introduction en bourse du groupe sur les principales places financières européennes. Agé de 35/43 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou MBA, vous avez réalisé impérativement une partie de votre expérience dans le milieu anglo-saxon.

Merci d'adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Ivan Pacaud, Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. IP4990MO.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-Sydney

LUCIEN BARRIÈRE
HÔTELS & CASINOS

Premier groupe français, de renommée internationale, dans le secteur hôtelier de luxe et casinos, nous renforçons notre ambitieuse politique de développement et de recherche, pour l'un de nos établissements un

Directeur Général

A 35-45 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de 5 ans minimum en milieu hôtelier et restauration. Homme de communication, vous avez également de réelles qualités d'organisation et d'innovation. Au sein d'une structure très opérationnelle, vous assurerez la gestion de l'établissement, ainsi que la conception et la mise en place de la stratégie marketing.

De réelles perspectives d'évolution existent au sein de notre groupe en expansion. Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, à Madame Nicole ARROYO HOTELS ET CASINOS LUCIEN BARRIÈRE 9, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS Tél. : (1) 42.96.98.59 Discretion assurée.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Radio France Internationale se développe

30 millions d'auditeurs chaque jour sur les cinq continents, première radio francophone au monde, Radio France Internationale entame une nouvelle phase de son développement avec une diversification de ses émissions en langues étrangères et pour cela,

Radio France Internationale RECRUTE DE JEUNES JOURNALISTES DIPLOMÉS PARFAITEMENT BILINGUES

- pour ses émissions en langue chinoise (mandarin) à destination de la Chine
- pour ses émissions en langue portugaise à destination de l'Afrique lusophone
- pour ses émissions en langue farsi à destination du Moyen-Orient
- pour ses émissions en langue vietnamienne à destination de l'Asie du Sud-Est
- pour ses émissions en arabe à destination du Maghreb, du Proche et du Moyen-Orient.

Outre une excellente connaissance de la vie culturelle et politique française et des pays destinataires des émissions, l'activité nécessite la pratique de la dactylographie. Les candidats pourront être amenés à travailler la nuit. Une expérience radio serait souhaitée.

Candidats français ou en règle
vis-à-vis de la législation
en vigueur. Adresser lettre
manuscrite, CV et prétentions à :

Radio France Internationale
Service du Personnel
Pièce 6627
116, avenue du Président Kennedy
75016 PARIS



Radio France Internationale

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Hay Group

Conseil en Stratégie
Organisation & Ressources Humaines

- 5 000 clients dans 42 pays
- partenaires de 60 des 100 premières sociétés mondiales
- plus de 100 consultants en France

Consultants

Ecoles de Commerce & d'Ingénieurs

Votre Mission :

- développer et proposer une ligne de produits,
- rencontrer les décideurs Ressources Humaines,
- formuler des diagnostics de politiques salariales.

Vos Atouts :

- le sens du challenge
- le goût du travail en équipe
- l'efficacité dans l'organisation
- l'autonomie.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo sous la référence AVE 407 M au Département Recrutement Hay Managers.

Hay Managers

13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Nous recherchons pour siège social Paris, usines Paris et province

JEUNES CADRES DE PERSONNEL

DÉBUTANTS ET PREMIÈRE EXPÉRIENCE

LES POSTES. Nous proposons rapidement des responsabilités précises :
- soit à la direction du personnel à Paris : postes d'étude préparant des décisions stratégiques ;
- soit dans de grandes unités de production Paris ou province. Postes de terrain, animation et gestion des hommes.

PROFIL. L'importance de la fonction personnel dans notre groupe nous conduit à être exigeants sur le niveau et la personnalité des candidats.

FORMATION :

- IEP Paris + maîtrise Droit.
- HEC, ESSEC.
- DESS Gestion du personnel.

CARRIÈRE. La mobilité dans la fonction personnel est fréquente : elle est un facteur du développement de nos cadres. Elle prépare aux responsabilités et à de larges évolutions de carrière au niveau du groupe.

Ecrire LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 23-27, av. de Neuilly,
75116 Paris qui transm. sous références 35.679 à porter sur enveloppe.

TRAILIGAZ LEADER DU TRAITEMENT DES EAUX
PAR L'OZONE
GROUPE CIE GENERALE DES EAUX
vous propose un poste d'

**INGENIEUR
BUREAU D'ETUDES**

si vous êtes diplômé Ingénieur Electricien.
Evolution assurée si vous êtes fortement motivé, si vous avez l'esprit d'entreprise et quelques années d'expérience.
Bon ANGLAIS indispensable.
Adresser candidature manuscrite, photo (impératif) et fourchette de rémunération souhaitée à :
TRAILIGAZ - 29/31 Boulevard de la Muette
95145 GARGES LES GONNESSE CEDEX

trailigaz

J'avance

La Caisse Centrale des Banques Populaires
recherche

Jeune juriste
Licence de droit privé

pour gestion administrative et juridique de groupements forestiers.
La connaissance du milieu forestier serait un plus.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo), sous référence 6453, à
MEDIA P.A. - 50-54, rue de Sully
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX,
qui transmettra.

BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Ville de Clichy-la-Garenne
48 000 habitants recrute

DIRECTEUR DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

Chargé notamment :
De la coordination de la gestion des établissements culturels de la ville : conservatoire, bibliothèque, Théâtre Rutebeuf, école de peinture et de dessin.
De la mise en œuvre d'une politique globale de la culture en liaison avec le Ministère de la Culture, les Régions et le Département.
Des suivis en liaison avec les services techniques de la Ville et de la Direction des bâtiments de France, de la réhabilitation des monuments historiques (Pavillon du Duc de Vendôme, Maison du Peuple).
Ce poste conviendrait à un Directeur des services administratifs, attaché principal ou attaché, à un conservateur de musée de niveau universitaire ou un contractuel ayant une expérience de gestion d'un établissement non limité au théâtre ou à l'animation socio-culturelle.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. :
A Monsieur le Maire-Conseiller Général
Hôtel de Ville, BP 201, 92112 CLICHY Cedex

هذه من الاصل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



GROUPE FRANCOM

Le Groupe Francom, implanté dans dix villes en France, est leader de la communication d'entreprise. Il s'appuie sur une forte culture interne, capitalise l'expérience acquise aux côtés de très nombreux clients fidèles, et forme avec détermination ses 200 collaborateurs à une expertise toujours plus grande (progression annuelle régulière depuis 5 ans : + 25% par an, honoraires 1989 : 74 MF). La hiérarchie est souple, assumer ses responsabilités et réussir est un moyen reconnu pour progresser rapidement. Nous recherchons :

POUR MONTPELLIER : UN CONSULTANT

d'environ 30 ans, il a une formation supérieure dans le domaine de l'entreprise (BAC, IEP...) ou des Sciences Humaines. Avec une expérience de 5 à 10 ans en agence, il possède en régions, c'est un professionnel confirmé de la communication d'entreprise et de la communication institutionnelle. Ouvert et autonome, il sait établir et entretenir des relations professionnelles à haut niveau, analyser les besoins en communication, concevoir des stratégies, proposer des recommandations et suivre leur mise en œuvre. Il est désireux de rejoindre une agence jeune et une équipe très motivée dans une ville et une région en pleine expansion.

POUR PARIS : DES ATTACHES DE PRESSE

(H/F). Notre conception de l'attaché de presse n'a aucun rapport avec ce qui est dit couramment à leur sujet. Pour nous, l'attaché de presse est un acteur important de la vie économique, aussi indispensable à l'entreprise qu'aux journalistes. Sans interlocuteurs professionnels, les journalistes perdraient beaucoup de temps pour recueillir des informations fiables. Sans attachés de presse, les entreprises ne sauraient pas gérer leurs relations aux médias. C'est un vrai métier, digne de respect. Ne nous écrivez pas si vous ne partagez pas cet état d'esprit et si vous ne vous en sentez pas les capacités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV + photo + prétentions, à :
Fabienne Sabatier - GROUPE FRANCOM - 121 av. d'Italie - 75013 PARIS.

VILLE DE CONFLANS-EN-JARNISY (Mourthe-et-Moselle)

3 000 habitants, ville en pleine expansion, à 30 km de Metz

recrute

DIRECTEUR DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Définition de poste

- programmation du centre culturel municipal ;
- promotion et animation des différentes structures culturelles de la ville ;
- organisation de manifestations culturelles ;
- élaboration des dossiers de subventions ;
- participation aux projets de construction d'équipements culturels municipaux ;
- responsabilité de la communication municipale.

Formation

- Bac + 5, professionnel de la culture et de la communication : compétence rédactionnelle ; connaissance des différents médias de communication ; expérience professionnelle réussie (trois ans minimum).

Profil

- Dynamique, organisé, disponible, créatif, apte à la relation, cherchant toujours l'optimisation des résultats par rapport aux moyens mis en œuvre, souhaitant s'épanouir dans un travail à responsabilité globale qui requiert à la fois l'efficacité dans l'action et la rigueur dans l'élaboration des projets, intéressé par un poste passionnant situé dans une ville à taille humaine, et désireux de s'intégrer à une équipe étendue, enthousiaste et travaillant à un projet ambitieux de développement pour la ville et ses habitants.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à :

Monsieur le Maire de Conflans
Hôtel de ville
54800 CONFLANS-EN-JARNISY



Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche pour ORLY

CADRE ÉTUDES

Ingénieur ENSIMAG, ENSAE ou diplôme d'études supérieures en mathématiques.
Agent chargé des analyses statistiques (trafic, résultats d'enquêtes), simulation (files d'attente combinatoire), optimisation (programmation linéaire, graphes) et mise en œuvre de traitements informatiques.

Adresser lettre manuscrite et CV à Alain CARRIERE - AÉROPORTS DE PARIS - 291, boulevard Raspail - 75675 PARIS CEDEX 14.



SCET

La SCET, importante filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, leader dans l'aménagement et l'urbanisme recherche un

JURISTE CONSULTANT

pour sa Direction Régionale d'Orléans

Il devra assurer le conseil aux sociétés du groupe et aux collectivités locales de la région en matière de droit administratif, droit des sociétés, droit des affaires et fiscalité, notamment immobilière.

Profil : maîtrise de droit, si possible DESS, complétée par une première expérience juridique de quelques années.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à la SCET, Service Recrutement, 4 place Raoul Dautry, 75741 Paris Cedex 15 en précisant la référence JC/M.

Jeunes Diplômés Les Rendez-vous du Crédit Lyonnais

1989
LILLE
PARIS
SUPELEC
ESC LYON
ESCAE POITIERS
FORUM DES TALENTS
EUROMANAGERS

POLYTECHNICUM
CENTRE SCIENTIFIQUE
SALON DE L'ÉTUDIANT
INSTA
INPG

IUT-INFORMATIQUE
ESC ROUEN
SALON DE L'ÉTUDIANT
POLYTECHNIQUE
MINES
SALON NATIONAL
DES INGENIEURS
ESC REIMS
CERAM
INSEAD
SCIENCES PO
ESSEC
TRAIN FORUM 01 HEBDO

TELECOM
ENSAE
MULTI FORUM ETUDIANT
EME, IECS, UNIVERSITE
SCIENCES ECO
UNIVERSITE LYON II
DARDAPHINE
ESCP
ESCAE MARSEILLE
EDHEC
HEC
ESLSCA
ESCAE BORDEAUX
SALON DE L'ÉTUDIANT

1989
LILLE
PARIS
GIF-SUR-YVETTE
LYON
POITIERS
TOULOUSE
BRUXELLES

1990
LILLE
ORSAY
LILLE
PARIS
GRENOBLE

ORSAY
ROUEN
MARSEILLE
PALAISEAU
ST-ETIENNE

PARIS LA DEFENSE
REIMS
NICE
FONTAINEBLEAU
PARIS
CERGY-PONTOISE
PARIS LILLE
STRASBOURG LYON
GRENOBLE MARSEILLE
TOULOUSE NANTES

STRASBOURG
LYON
PARIS
PARIS
MARSEILLE
LILLE
JOUY-EN-JOSAS
PARIS
BORDEAUX
PARIS

23 NOVEMBRE
28 et 29 NOVEMBRE
6 et 7 DECEMBRE
7 DECEMBRE
12 DECEMBRE
13 DECEMBRE
14 et 15 DECEMBRE

9 et 10 JANVIER
11 JANVIER
11 au 14 JANVIER
16 JANVIER
24 JANVIER

25 JANVIER
31 JANVIER
1er au 4 FEVRIER
7 et 8 FEVRIER
7 FEVRIER

16 et 17 FEVRIER
22 FEVRIER
FIN FEVRIER
MARS
DEBUT MARS
20/23 MARS
21 au 31 MARS

27 MARS
28 MARS
28 MARS
MARS
29 MARS
3 et 4 AVRIL
18 AVRIL
24 et 25 AVRIL
25 et 26 AVRIL
FIN AVRIL
3 MAI
16 et 19 MAI



Frédéric Goux, Françoise de Givenchy, Martine Beaulieu, Erik Bogros, vous attendent sur 36 forums pour vous faire découvrir le monde en CRÉDIT LYONNAIS : le monde des Affaires, le monde de l'Informatique et du Marketing Bancaire, le monde des Grands Projets et des Grandes Capitales.
CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres - 25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

CRÉDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

ORGANISME DE FORMATION ET DE CONSEIL dans le secteur Agro-Alimentaire

recherche

UN RESPONSABLE DE FORMATION

pour assurer le développement commercial du secteur par :

- la coordination des actions de formation en entreprises
- le contact commercial avec les entreprises du secteur
- la conception des produits de formation
- la participation à la gestion du centre de profit

Profil de la personne :

- formation de base supérieure : Ingénieur ou équivalent, formation complémentaire IAE ou ICG appréciée
- une parfaite pratique de la formation (animation, méthodes, législation)
- expérience en entreprises nécessaires

Poste basé à Paris avec de fréquents déplacements

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 4632 à Lévi Tournay, Antenne St Lazare, 4 rue du Fg Poissonnière, 75010 PARIS, qui transmettra.

VILLE DE NANTES

recrute

Deux Collaborateurs du Secrétaire Général Adjoint
chargé de l'organisation, des systèmes d'information
et de gestion

un chef de projet organisation un contrôleur de gestion

Profil :

Cadre A de la fonction publique territoriale, ou jeune diplômé(e) grande école ou formation universitaire.

Adresser candidature et CV détaillé à :
Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville, 44036 NANTES Cedex

Pour tous renseignements complémentaires,
contacter :

Mme FENDT, Secrétaire Général Adjoint
Tél. : 40-41-93-40
ou Direction Générale des Ressources Humaines
Tél. : 40-41-94-72

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F



Crédit Industriel de l'Ouest

Plus que la banque

Le CIO est la première banque de l'Ouest avec 197 agences sur 18 départements, un effectif de 2800 personnes.

Dans le cadre d'une politique de développement des ressources humaines privilégiant la gestion et le développement des carrières, nous étions les structures de la DRIH et nous offrons un poste à un débutant motivé et de fort potentiel.

ASSISTANT "GESTION DE L'EMPLOI"

Rattaché au Département "Gestion de l'Emploi", il sera étroitement associé à la définition et à l'ensemble de la mise en œuvre des outils, méthodes et démarches de gestion préventive et prévisionnelle de l'emploi (études, enquêtes, animation de groupes de travail).

Jeune diplômé débutant ESC, Sciences Po, CELSA ou DESS gestion de personnel ayant effectué des stages significatifs dans ces domaines, vous disposez d'une opportunité pour connaître la société, réussir une expérience de 3 ans environ et évoluer vers des responsabilités plus larges au sein de la Direction des Ressources Humaines ou des unités opérationnelles.

Poste basé à Nantes.
Ecrire sous réf. 46 B 1440 - 9M.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



GENERALE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIE

Diriger une unité
Un tremplin pour diriger une société

Avec 80 Sociétés en France et 18 000 personnes, nous sommes un des grands opérateurs mondiaux dans le domaine du transport des voyageurs. Afin d'être au plus proche de notre clientèle et des collectivités locales, dont nous sommes les partenaires, nos entreprises sont organisées en unités autonomes, ayant leur exploitation, leur budget et leur développement commercial.

Diriger ces unités constitue un excellent tremplin pour des jeunes de fort potentiel qui peuvent ainsi leur capacité à assumer une responsabilité globale et se former pour accéder rapidement à la Direction d'une filiale.

Nous proposons actuellement plusieurs postes de Directeur de Centre (chaque Centre correspond à un effectif de l'ordre de cent personnes). Ces postes conviendront à de jeunes diplômés (ESC ou ingénieurs) ayant 3 à 5 ans d'expérience opérationnelle, sachant animer une équipe, développer des contacts extérieurs, gérer et ayant un sens marqué du service.

Les postes sont à pourvoir à Paris Nord - Lille - Beauvais - Caen - Pyrénées.

Ecrire sous réf. 47 A 1644 - 9M.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PRODUITS GRAND PUBLIC

Participez à notre expansion internationale
Développez la zone ASIE

Nous sommes une grande entreprise française largement présente sur les marchés mondiaux. Nous recherchons et nous recrutons pour jouer un rôle moteur dans nos projets un candidat de valeur.

RESPONSABLE EXPORT ASIE

3 - 4 ans d'expérience

Rattaché au Directeur International, le titulaire du poste devra travailler dans deux directions :

- une action dynamique et efficace auprès de nos agents à l'étranger (assistance à la vente, lancement de nouveaux produits, promotion et négociation des conditions de vente)
- une participation aux études qui débouchent sur nos nouvelles implantations par création de sociétés avec des partenaires locaux.

Agé de 30 ans, vous avez une formation Grande Ecole de Commerce, une expérience de l'export de préférence dans les produits de grand public.

Vous connaissez l'Asie, vous savez et aimez négocier et vous privilégiez l'action et le challenge.

Dynamique et réalisateur ayant une bonne maîtrise de l'anglais vous pourrez bénéficier de larges perspectives d'évolution de carrière en France ou à l'étranger.

Poste à Paris.
Ordre de grandeur rémunération 300 000 KF
Ecrire sous réf. 47 A 1631-9M. Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



COMBUSTION ENGINEERING

Ce puissant groupe américain (30 000 personnes, 22,5 milliards CA) recherche pour sa division PROCESS AUTOMATION BUSINESS, spécialisée dans la conception et la vente de systèmes et logiciels de mesure et de contrôle pour industries de process un :

INGENIEUR D'AFFAIRES

de Haut Niveau

Après formation aux U.S.A. et en Finlande, il aura pour missions de prospecter la clientèle sur la France et le Bénélux, de réaliser les études technico-économiques découlant des appels d'offres, de négocier la vente de systèmes de haute technicité auprès d'interlocuteurs variés (Directeurs techniques, informatiques, d'usines), de suivre l'installation et la mise en route de ces systèmes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé d'une grande école (électronique, électricité, instrumentation, informatique) d'au minimum 30 ans, maîtrisant bien l'anglais et bénéficiant d'une double expérience technique (ingénierie, production) et commerciale, montrant autonomie, souplesse d'adaptation et forte puissance de travail.

Rémunération attractive + voiture.

Poste basé à CHATOU.

Ecrire sous réf. 47 A 1593 - 9M.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



FRANCE & INTERNATIONAL

JURISTE D'ENTREPRISE CONFIRME

Accords et participations

Nous sommes une société performante et en forte croissance (CA supérieur à 20 milliards - forte implantation internationale). Nous sommes rattachés à l'un des tout premiers groupes industriels français.

Nous recherchons un juriste expérimenté et de valeur, pour l'intégrer dans notre Direction Juridique.

Ce poste conviendrait à un candidat, Docteur en droit ou équivalent (formation complémentaire aux USA très appréciée), capable d'assumer avec dynamisme, autonomie et esprit d'équipe des responsabilités d'études, de conseil auprès des directions opérationnelles et de négociation avec des partenaires extérieurs, dans le domaine des accords et participations.

La réussite dans ces fonctions nécessite une expérience de 2 à 5 ans acquise dans un cabinet ou une grande entreprise, la parfaite maîtrise de l'anglais, un tempérament mobile, opérationnel et des qualités personnelles permettant de s'affirmer comme un interlocuteur avisé.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 47 E 1207 - 8M.
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



MARKETING

Gérer et développer une banque de données informatisées

Un Groupe Agro-Alimentaire de dimension internationale, ayant une direction marketing prospective et novatrice offre un poste de :

CHARGE D'ETUDES

STATISTIQUES - MARKETING

Pour l'ensemble des marchés, des marques au plan international, vous devrez :

- assurer la gestion et le traitement des informations disponibles dans le groupe concernant les produits, les marchés, les évolutions...
- gérer le tableau de bord des statistiques de ventes du groupe
- analyser pour l'ensemble des sociétés les panels Nielsen - Secodip... ainsi que les baromètres existants (comptes, films, presse, affichages...)
- diffuser l'ensemble des informations et établir les prévisions de marché avec les filiales.

Le titulaire du poste devra disposer :

- d'une formation supérieure alliant l'économie et les statistiques : grande école de gestion - universitaire (DESS d'Economie) ENSAE...
- d'une bonne expérience de l'utilisation des traitements de l'informatique et des statistiques acquise au sein d'un institut ou d'un service marketing d'un groupe important.
- et si possible une expérience des études de marché.

Larges perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.

Poste Banlieue Sud de Paris.

Ecrire sous référence : 47 A 1630 - 9M.
Discretion absolue.

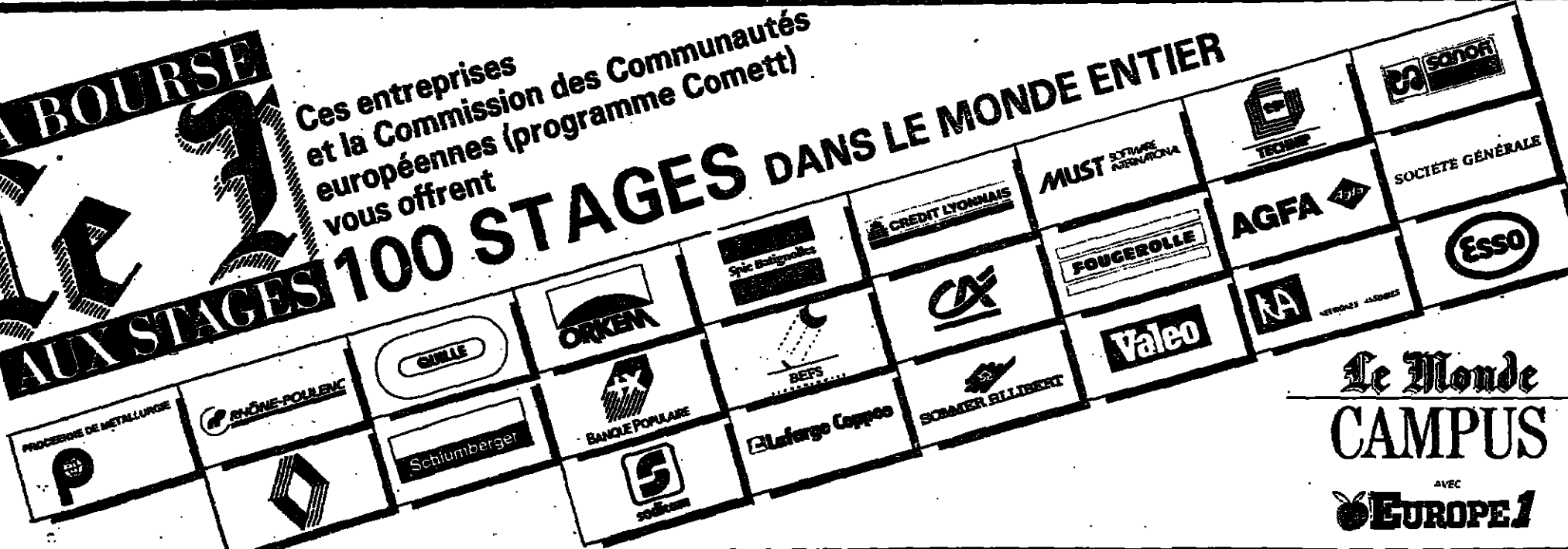
Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Ces entreprises
européennes (programme Comett)
vous offrent

100 STAGES DANS LE MONDE ENTIER



Le Monde
CAMPUS
AVEC
EUROPE 1

هكذا من الامم

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Allez à la rencontre de ceux qui décident

devenez consultant dynargie

En relevant les défis et en impliquant les hommes vous avez contribué à la réussite de votre entreprise.

Vous avez aujourd'hui envie de faire partager votre enthousiasme et votre expérience du management des hommes.

Vous prendrez en charge des missions de formation et de conseil auprès des managers convaincus

que le succès des entreprises dépend avant tout de la qualité des hommes et de la manière dont on les dirige.

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience à la tête d'une équipe, une formation intensive de 6 mois vous permettra d'acquies notre savoir-faire.

Vous voulez valoriser votre talent commercial dans un environnement de travail unique de dimension

internationale, venez nous rejoindre à

• PARIS, et aussi :

• STRASBOURG • BARCELONE
• LYON • LONDRES
• LILLE • MILAN
• NANTES • BRUXELLES

Envoyer dès à présent, CV, photo et lettre à Frédéric de TURCKHEIM dynargie - 15, rue de Berri 75008 PARIS. Tél. : 40.75.05.00.



CNAT CENTRE NATIONAL ART ET TECHNOLOGIE

recherche son

ATTACHE DE DIRECTION HF

Il devra prendre en charge l'organisation Administrative du Centre pour optimiser sa bonne marche.
Ce poste comprend : analyse de situations, préparation des dossiers, rédaction juridique, organisation administrative des spectacles et expositions, représentation interne de la Direction, suivi des relations internationales. Débutant accepté. Les candidats auront une formation type sciences politiques et pratiqueront l'Anglais parlé et écrit.
Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prêt à Jean-Henri MAILLARD CNAT FIDAL - 92, BOULEVARD SAINT-MARCEAU 91095 REIMS CEDEX. Les candidats peuvent contacter ce dernier au (03) 26.47.99.66.

Auchan

recherche pour la centrale d'achat Lille, (produits non alimentaires de grande consommation) un :

CHEF DE PRODUIT IMPORT

Dépendant du responsable des importations, il collaborera étroitement avec plusieurs chefs de produits-acheteurs et sa mission consiste à rechercher des produits ou des capacités de fabrication en Europe ou en grande importation, à partir du cahier des charges fourni par le service qualité.

Il est à même d'apprécier la valeur des fournisseurs, de négocier des contrats de fabrication ou d'approvisionnement et d'en gérer les aspects logistiques, administratifs et financiers.

Une parfaite connaissance des gammes d'articles et des objectifs commerciaux lui permet de définir des axes de recherche et de saisir les meilleures opportunités.

Profil du poste :

25-30 ans, formation commerciale supérieure : HEC, ESSEC, EBS, EAP, ESC ou équivalente avec une première expérience commerciale réussie dans une fonction import ou export.

Homme de réflexion et d'action, il est disponible pour voyager environ le tiers de son temps et maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Un sens commercial développé, une personnalité affirmée et dynamique, de la rigueur pour s'organiser efficacement dans le cadre d'une large autonomie, d'excellentes aptitudes relationnelles sont également nécessaires pour réussir.

La rémunération prévue est en rapport avec les qualités et le niveau de compétence recherchées. Perspectives d'avenir dans un groupe leader de la distribution. Les candidats seront convoqués en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 730, à : Xavier de VAMBERGHEES, PROMONOR, 17, rue Edouard Delessalle, 59800 LILLE.

Discretion et réponse assurées.

promonor

LA VILLE D'AMIENS

(150 000 habitants) située à 130 km au Nord de Paris

recrute

DEUX DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS

placés auprès du Directeur Général

Par voie de mutation, de détachement ou de contrat de la Fonction Publique Territoriale ou d'Etat

Un D.G.A. chargé de la coordination des services fonctionnels, en particulier : Finances, Personnel, Administration Générale, Juridique et Marchés Publics...

Un D.G.A. chargé de la coordination des services en relation directe avec la population, en particulier : Culture, Sports, Jeunesse...

PROFIL :

- expérience confirmée au sein de collectivités territoriales de préférence, en rapport avec chacun des domaines d'activité ;
- diplôme d'études supérieures ;
- facultés de négociation et sens du travail en équipe ;
- créativité et esprit d'innovation ;
- dynamisme et disponibilité.

Les postes correspondent à un emploi d'Administrateur territorial. Des avantages divers seront étudiés.

UN COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

rattaché au Directeur Général

Par voie de mutation, de détachement ou de contrat.

Chargé du suivi de dossiers stratégiques, il aura également à assurer des missions de contrôle de gestion.

Il aura en outre à concevoir des procédures et outils dans le cadre de la mission d'organisation des services, ainsi que le suivi et l'évaluation des politiques.

PROFIL :

- BAC + 5 ou diplôme grandes écoles ;
- expérience souhaitable dans ce domaine d'activité.

Le poste correspond à un emploi d'Administrateur.

LES POSTES SONT A POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à :

M. le Député-Maire d'Amiens, BP 2720, 80027 Amiens Cedex, avant le 15 décembre 1989.

Participez à l'élaboration de notre stratégie pour 1993...

BASF France, 6 milliards de F de C.A., 700 personnes, commercialise la gamme complète des produits d'un des leaders mondiaux de la chimie.

STRATEGIC PLANNING ASSISTANT

Vous assurez, en coopération avec le responsable de service, la mise en forme et la synthèse du plan à moyen terme et du projet d'entreprise.

Vous accomplissez pour le directeur des études prospectives marketing et économiques et travaillez en étroite liaison avec les différents responsables des unités opérationnelles.

Votre allemand courant vous permettra d'assurer des contacts fréquents avec notre maison mère.

Diplômé de l'enseignement supérieur en gestion (HEC, ESSEC, EAP, Doctorat...), vous disposez de capacités relationnelles reconnues et avez le goût du travail en équipe.

Idealement, votre expérience de 2 à 3 ans, marketing ou financière, se sera effectuée dans un groupe international.

Merci d'adresser votre candidature (CV, prétentions...) sous réf. DG 189 à BASF France - Service Recrutement 140, rue Jules Guesde - 92303 LEVALLOIS-PERRET.

BASF
des hommes
responsables

BASF

FIBERGLAS

Chef du Personnel

Proche d'Avignon

Leader Mondial de la Fibre de Verre - 9 usines en Europe - nous recherchons pour notre usine en France (450 personnes) un Chef du Personnel. Rattaché au Directeur de l'usine, il assumera les responsabilités inhérentes à la fonction : relations avec les partenaires sociaux, communications, élaboration et suivi du plan de formation, recrutement, gestion de la paie, ...

Diplômé de l'enseignement supérieur, 35 ans environ, parfaitement à l'aise dans l'application du droit social, vous avez acquis une bonne expérience dans un poste similaire (usine à fibres continues ou industrie de process).

Homme de terrain et de dialogue, vous gagnerez la confiance de vos interlocuteurs et veillerez au maintien du bon climat social. Les contacts que vous établirez nécessairement avec le Groupe à l'échelon Européen, impliqueront la pratique de la langue anglaise.

Notre Conseil Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3356/M.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Ville de Clichy-la-Garenne
48 000 habitants recrute

1 INGÉNIEUR CHARGÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROPRETÉ DE LA VILLE

qui aura pour mission, au sein de la Direction Générale des Services Techniques,

- de coordonner l'activité de nettoyage, de ramassage, etc.
- de mettre en œuvre le « Plan vert ».
- de veiller à l'environnement.

Une expérience dans le domaine est souhaitable.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. à :

Monsieur le Maire-Conseiller Général

Hôtel de Ville, BP 201 - 92112 Clichy Cedex



De l'interne à l'externe : un véritable espace de communication pour un BAC + 4 (option communication)

Vous avez l'expérience de la communication en milieu industriel. Vous souhaitez exercer une mission variée. C'est ce que nous vous proposons.

Aux côtés du responsable de la communication, vous gèrerez l'information interne et participerez à la communication externe.

En interne, vous concevrez et réaliserez des outils d'information et participerez à des opérations, en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines.

En externe vous élaborerez et participerez à des actions de communication : publicité, sponsoring, relations publiques.

Vous faites preuve pour cela de qualités rédactionnelles et d'un sens aigu du contact. MATRA ESPACE qui conçoit et développe de grands projets spatiaux français et européens est basé à VELIZY et à TOULOUSE. Vous serez amené à vous déplacer souvent.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 018 à Marie-Josée Rebayrat - MATRA ESPACE - 3 avenue du Centre - Centre de Montigny - 78182 Saint-Quentin en Yvelines.

MATRA ESPACE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Le Monde

CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

Manager d'entreprise

VAL D'ISERE, station Olympique, tant hiver qu'été poursuit son développement, nous avons besoin d'un :

Manager d'entreprise

pour assurer le Management, la gestion des budgets, coordonner celle des responsables de service : fabrication des produits, promotion et vente, communications, relations publiques... et tous les éléments liés à l'accueil.

A 35-40 ans, vous justifiez d'une expérience de gestionnaire non limitée au tourisme, parlez anglais.

Logement de fonction, mais société première seulement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 911.13 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
58, avenue de Suffren
75015 PARIS.

Responsable marketing industriel

Troisième producteur mondial d'aluminium, et premier européen, le département Aluminium Métal du groupe Pechiney recherche aujourd'hui pour sa Direction des Etudes de Marché un **RESPONSABLE MARKETING INDUSTRIEL**.

Au sein d'une équipe jeune et motivée, vous :

- analyserez l'évolution du marché de l'aluminium,
- explorerez les perspectives mondiales de développement de ce matériau,
- contribuerez à l'ensemble des études économiques demandées par la Direction du Département.

Diplômé de grande école, vous alliez à vos compétences en économie et statistiques, de solides qualités d'analyse, de synthèse et d'imagination,

une réelle curiosité intellectuelle et le sens des contacts. Vos relations avec un environnement international impliquent que vous maîtrisiez parfaitement la langue anglaise.

Une première expérience en milieu industriel, une double formation (ingénieur/commerçant/marketing) seraient des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence AP29 à notre Service Recrutement - PECHINEY - 23, rue Balzac - 75008 PARIS.

ALUMINIUM PECHINEY

Stages, 1^{er} emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

Filiale d'un groupe bancaire de première importance, spécialisée dans la commercialisation des financements de matériel informatique (Crédit-bail - location financière), recrute pour renforcer son équipe commerciale :

3 Cadres Commerciaux

Ils auront pour mission de commercialiser nos produits de financement de matériel informatique auprès d'une clientèle de grands comptes publics et privés.

Les candidats, âgés de 30-35 ans, seront titulaires d'un bac + 3 ou 4, et devront justifier d'une première expérience réussie dans la vente de matériel informatique (gras et moyens systèmes). Une bonne pratique de la gamme des produits BULL est exigée.

Une formation financière approfondie est assurée par la Société.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo avec indication de la rémunération et des prétentions actuelles sous référence 8795, à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui transmettra.

Responsable département propriété industrielle

Groupe international de premier plan dans un secteur industriel "high tech" nous réalisons un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs pour un effectif mondial de 18.000 personnes. Notre direction juridique recherche le responsable du département brevets et marques.

Directement rattaché au Corporate General Counsel et assisté d'un collaborateur, il est chargé de coordonner les activités "propriété industrielle" pour l'ensemble de nos filiales réparties sur le globe ; il organise la prospection de brevets permettant d'enrichir le patrimoine, oriente les décisions dans les affaires concernant la propriété industrielle (défense de nos brevets, actions préventives...). A l'aide de conseils extérieurs, il encadre la procédure de dépôt de brevets.

Il assure un soutien technique et juridique aux divisions industrielles en matière de propriété industrielle. Juriste spécialiste des brevets ou ingénieur en électronique et diplômé du CEPI vous êtes mandataire agréé auprès de l'Office européen des brevets. Idéalement vous devez avoir 5 ans d'expérience acquise en cabinet conseil et 5 ans dans une entreprise industrielle de type "high tech".

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.281 89/LM à notre Conseil CRITERE, 4 rue du Général Lanrezac 75017



Critère

Nous sommes le 2^e Groupe d'Assurances en France et le 5^e en Europe. Nous recherchons

DES INSPECTEURS RISQUES D'ENTREPRISES

Votre mission :

- Vérifications, études, souscriptions et suivi de risques toutes branches ;
- Conseil en matière de prévention et de protection ;
- Règlement des sinistres ;
- Animation et assistance des réseaux d'agents généraux.

Votre profil :

Une formation supérieure : Ecole Supérieure de Commerce, Ecole d'Ingénieurs, Sciences économiques, Droit...

Une totale mobilité géographique.

Vous bénéficierez d'une formation technique et pratique.

Si vous êtes motivé par notre secteur d'activité, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2381 AE/JL à Mme IMBERT - GROUPE VICTOIRE - Division des Ressources Humaines - 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

Abeille
ASSURANCES



UNE MISSION DE CONSEIL EN INFORMATIQUE DE GESTION

SLIGOS
La double compétence informatique

2^eème SSII française, 4^eème européenne, SLIGOS fonde sa croissance sur sa double compétence : conception et exploitation de systèmes informatiques. Elle offre ainsi à ses clients une prestation complète, de qualité. Stratégiquement, la Division Conseil et Ingénierie, souhaite donner une nouvelle dimension à son activité de conseil :

Pour renforcer ce département Consulting nous recherchons des

CONSULTANTS JUNIORS EN INFORMATIQUE

Vos clients sont de grandes entreprises industrielles.

Vos missions consistent à définir l'organisation du système d'information, à réaliser le schéma directeur, et à préconiser les solutions qui en découlent.

- Diplômé d'une grande école d'ingénieur + 3^eème cycle (gestion ou organisation - IAE - ICG...)
- ou d'une grande école de commerce,
- vous possédez une première expérience en gestion - contrôle de gestion ou organisation.

Vous avez eu l'occasion de vous familiariser avec l'informatique et souhaitez évoluer en participant à des missions de Conseil d'envergure.

Merci d'adresser votre candidature à Brigitte HOFF sous réf. 553/BH Direction des Ressources Humaines - SLIGOS - Immeuble Ile de France - Cedex 49 92067 PARIS LA DEFENSE



Rejoignez le n° 1 de la Communication d'Entreprise

Filiale CGE - 16 400 personnes - 10,5 milliards de chiffre d'affaires

Pour renforcer notre Direction des Ressources Humaines, nous recherchons un

Chargé de recrutement h/f

Rattaché au Responsable du Personnel de notre Direction Industrielle, au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous serez l'interlocuteur privilégié des Responsables opérationnels dans le domaine du recrutement : de la définition de la fonction à l'intégration du candidat.

Votre capacité de discernement et d'évaluation des potentiels sera le garant pour l'Entreprise, de la qualité de vos recrutements tant en ce qui concerne

la population ouvrière que celle des techniciens. Cette fonction sera rapidement élargie à des études sur l'emploi et la Formation Professionnelle Continue.

De formation supérieure (Bac+5), vous pouvez vous prévaloir d'une expérience professionnelle de 2 à 3 ans en milieu industriel dans une fonction similaire. Ce poste est basé à Strasbourg-Illkirch dans un environnement technologique de pointe.

TELIC

ALCATEL

Merci d'adresser votre candidature, sous référence CR/IB, à Eric Bachellereau, Télec Alcatel, 1 route du Docteur Albert Schweitzer, 67408 Illkirch Cedex.



JEUNE JURISTE

diversifiez
votre
compétence
notariale



COMPAGNIE BANCAIRE

La COMPAGNIE BANCAIRE, Premier Groupe Européen des établissements financiers renforce le service juridique de l'une de ses filiales spécialisée dans le crédit bail et l'investissement immobilier.

A 25-30 ans environ, votre expérience dans le notariat ou dans le service juridique d'une société de crédit bail, d'une banque ou d'un établissement financier vous confère un solide acquis dans le droit civil, immobilier et de l'urbanisme. Aujourd'hui, vous souhaitez donner un nouvel élan à votre professionnalisme et valoriser votre sens du diagnostic dans un rôle de conseil et d'animateur :

- Rédacteur réalisation, vous établissez les actes authentiques ou sous seing privé, vous contrôlez les dossiers et les contacts établis par les notaires, vous en suivez le montage et les modifications éventuelles.
- Homme de relation, vous coordonnez avec tact et souplesse les intervenants internes et externes.

Si vous êtes attiré par cette mission et les opportunités d'évolution qu'offre notre Groupe, adressez votre lettre, C.V. et photo sous la référence 329/LM à M. GIMENEZ COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS

هكذا من الاصل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

De l'informatique scientifique à la direction informatique.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société GEOSTOCK, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, réalise la moitié de son chiffre d'affaires en ingénierie de stockage sur les cinq continents. Dans un environnement intellectuel et technique de haut niveau, il va de soi que l'informatique scientifique tient une place de choix. Le reste de notre activité concerne essentiellement la gestion de centres de stockage en France.

Outre votre formation supérieure, votre expérience, d'au moins cinq ans, réussie en calculs scientifiques, vous permettra de trouver rapidement vos marques auprès de nos ingénieurs et scientifiques (vous travaillerez sur MICRO VAX et collaborerez avec eux grâce à un ensemble de PS IBM). Vous participerez également activement à la refonte de notre informatique de gestion que nous avons décidée. La comptabilité de 12 sociétés, la gestion des immobilisations et des stocks, la paie, la gestion des affaires et des projets, la liaison informatique entre le siège et les centres de stockage... tout ceci se fera, pour début 1991, sur un nouveau matériel (a priori AS 400) et avec de nouveaux logiciels. Les développements bureautiques relèvent aussi du service informatique.

Vous aurez là l'opportunité de diversifier votre expérience informatique et d'exercer une responsabilité sur une équipe de quatre personnes déjà habituée à faire appel à la sous-traitance. Pour ce poste, basé à Rueil, Claude des Reis, associé du Cabinet Sirca, étudiera personnellement votre dossier. Adressez-lui un résumé de carrière en précisant dans votre lettre de motivation votre rémunération et votre niveau d'anglais, au 64, rue La Boétie - 75008 sous référence A 008 716 LM.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

cellier

le GROUPE CELLIER recherche pour l'une de ses filiales spécialisée dans la vente de biens d'équipement pour le secteur Chimique et Pharmaceutique (45 M de C.A. 50 personnes) son

Directeur Général

CHATOI Dpt 78

Ingénieur Généraliste ou de formation supérieure Génie Chimique vous avez nécessairement une expérience réussie en qualité de dirigeant d'une P.M.I./P.M.E.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (s/réf. D1) à: GROUPE CELLIER Direction du Personnel BP 603 - 73106 AIX LES BAINS Cedex. Les dossiers seront traités en toute confidentialité.

L'envol des technologies.

banque de bretagne — PARIS

Dans le cadre de notre développement en région parisienne, nous renforçons notre équipe commerciale et recrutons

Attachés Commerciaux H/F

- clientèle PME/PMI -

A 25 - 30 ans, vous avez valorisé votre formation supérieure (commerce, économie, comptabilité ou gestion) par une première expérience significative dans l'évaluation du risque clientèle en secteur bancaire.

Homme de terrain, de dialogue et de conseil, vous aurez pour mission de prospecter, suivre et développer une clientèle diversifiée d'entreprises.

Merci d'adresser CV, complet, lettre motivée et photo sous réf.: A.C. à Banque de Bretagne - Direction du Personnel - 283 Av. du Général Patton - 2011 X - 35040 RENNES CEDEX.

C H E F
D E P U B

Conseiller les entreprises qui recrutent, c'est savoir communiquer sur les hommes pour les hommes. Diplômé ESC ou équivalent, vous êtes un passionné et votre ambition vous entraîne toujours plus loin.

Si au cours de votre première expérience dans notre secteur d'activité ou dans une société de services, vous avez su montrer votre talent de développeur, notre Agence, spécialisée en communication de recrutement, vous propose d'intégrer une équipe performante, où vous pourrez mettre à profit votre sens de l'écoute, du dialogue et du conseil. Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. TV à

CONTESSE RHONE-ALPES
92, cours Vilain - 69006 LYON

RESPONSABLE RECRUTEMENT

Création de poste

La Direction des Ressources Humaines d'un important groupe du BTP recrute son Responsable du Recrutement. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Humaines, DESS psychologie...). Vous avez une première expérience en cabinet ou entreprise, vous souhaitez confirmer votre savoir-faire en menant des opérations de recrutement diversifiées de bout en bout et en suivant l'intégration de candidats dans notre groupe. Poste basé PARIS OUEST.

Merci d'adresser CV sous référence 1782 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Leocq - 75015 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

région parisienne

recherche pour son département structure

JEUNE INGÉNIEUR

(E.T.P., I.N.S.A. ou équivalent)

Débutant ou justifiant d'une première expérience, pour études de structures (béton armé, charpentes métalliques), conception et direction des projets bâtiment. Importantes perspectives d'évolution pour candidat ayant le sens des responsabilités et l'aptitude au travail en équipe.

Adressez CV sous le n° 3481 à Agence Centrale de Publicité, BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex qui transmettra.

GROUPE INSEP

Première société française de conseil et formation indépendante de tout groupe industriel ou financier, 60 consultants, étend ses activités en France de 25 % par an et prépare son extension sur l'Europe.

Nous recherchons, pour mener ce développement :

CONSULTANTS ET FORMATEURS CONFIRMÉS

- MANAGEMENT STRATÉGIQUE
- MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
- ORGANISATION ET QUALITÉ
- STRATÉGIE DE COMMUNICATION
- SYSTÈMES D'INFORMATION
- INGÉNIERIE DE LA FORMATION

pour conduire des missions complexes auprès de notre clientèle composée essentiellement de grandes entreprises et administrations.

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT

4 à 6 ans d'expérience en entreprise pour s'intégrer à nos équipes de projets et acquérir progressivement une compétence de consultants responsables de missions

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à INSEP, Service du Personnel 31, rue de Mogador - 75009 Paris.

Le Conseil général de l'Isère

recrute par voie de détachement ou de concours

UN ATTACHÉ

(Fonctionnaire en titre uniquement)

Responsable du service des œuvres sociales des personnels.

Sous l'autorité du Directeur de l'Administration Générale, il aura pour mission :

- d'encadrer le service des Œuvres Sociales des Personnels, de développer une politique sociale des personnels et de gérer les prestations sociales (arbre de Noël, colonies de vacances, etc.);
- d'être le trésorier d'une Association des Œuvres Sociales des Personnels.

Profil souhaité :

- Une bonne expérience soit en matière de gestion du personnel, soit de gestion des Œuvres Sociales des personnels;
- Connaissance des règles de la comptabilité privée.

Candidature et C.V. à adresser avant le 1^{er} décembre 1989 à :

Monsieur le Président du Conseil général de l'Isère, direction de l'administration générale, service du personnel, Hôtel du département, 7, rue Fautin-Latour - BP 1098 - 38022 Grenoble Cedex.

UNIVERS DE LA GESTION

Société de conseil pluridisciplinaire (150 personnes) recherche

Assistants de gestion H/F

Première expérience (souhaitée), niveau Bac + 4 (maîtrise de Gestion ou de Sciences Économiques), ils seront rattachés à un département du groupe et assureront, en liaison avec le Directeur de département et le Contrôleur de Gestion du groupe, le suivi de l'activité.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous la référence 298 CI/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 706-07 - 75326 Paris Cedex 07.

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

Groupe industriel international 25 milliards de C.A. 30.000 collaborateurs répartis dans 80 pays recherche un

Fiscaliste International

Paris

Sur site d'une équipe de fiscalistes de haut niveau, vous traiterez des dossiers de restructuration, d'optimisation des structures fiscales pour le compte des sociétés du groupe. Vous assurerez les relations entre les filiales étrangères (notamment US) et le siège en matière de fiscalité internationale et vous participerez à l'élaboration de la politique fiscale à l'échelon international du Groupe. Agé de 30/35 ans, de formation juridique supérieure, vous avez acquis une expérience significative d'au moins 5 ans en fiscalité internationale auprès d'un cabinet ou du service fiscal d'une entreprise importante. Vous maîtrisez évidemment parfaitement l'anglais notamment en vue de courts déplacements à l'étranger.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. AG3003MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Compagnie Générale de Banque
CITIBANK

Recherche un

Adjoint à la Direction des Engagements

Paris

En véritable Adjoint direct du Directeur du Service, vous devrez, dans un contexte de croissance : étudier et présenter les dossiers hors-délégation ; assurer le contrôle des engagements à partir du siège ou par de brèves missions d'audit en agence. Vous contribuerez également à l'évolution des outils et des procédures afin de permettre l'amélioration du montage et du traitement des dossiers. Ce rôle de toute première importance vous amènera à travailler en étroite collaboration avec le réseau et les services opérationnels du siège. Vous êtes âgé de 28 à 33 ans, vous disposez d'un minimum de 6 ans d'expérience des engagements et/ou de l'exploitation : votre maîtrise opérationnelle de l'Anglais (indispensable), votre formation supérieure (DESS, CESS, ESC ou équivalent), votre esprit rigoureux et votre dynamisme vous permettront de développer la fonction afin d'accompagner la croissance rapide du réseau.

Contactez Christian Katchourine au 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. CK2043MO.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Un Groupe industriel français de tout premier plan (CA 88 > 35 M Francs), leader européen sur ses produits recherche un

Responsable Droit des Sociétés

Intégré dans une équipe de haut niveau, il assure une mission de conseil et d'assistance dans les domaines du droit des sociétés auprès des Directions du Siège et des filiales du Groupe en France et à l'étranger. Il interviendra notamment dans le cadre d'opérations de fusions-acquisitions, de modifications des structures et du capital des sociétés.

A 30/35 ans, doté d'une solide formation juridique (Maîtrise, DESS, DICE...) complétée si possible par Sciences Po ou en LL.M., vous avez acquis une pratique d'au moins 5 ans du droit des sociétés et du droit financier que vous souhaitez désormais valoriser dans un poste opérationnel et très ouvert sur l'international. Anglais indispensable, seconde langue européenne appréciée.

Contactez Frédéric Fougard au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FF30001MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney



BANQUE GENERALE DU PHENIX

Groupe A.G.F recherche son :

Responsable de la Gestion des Crédits Consortiaux

Vous avez une expérience solide de la gestion des crédits consortiaux (financements d'actifs, financements de projets, crédits promoteurs). Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez l'autorité et le potentiel qui vous permettront d'évoluer dans notre structure. Vous avez 35/40 ans. Nous vous proposons de prendre en charge, avec le rang de Fondateur de Pouvoirs, la gestion de l'ensemble des opérations de la banque (crédits par caisse et signature) en Francs et Devises.

Contactez Olaf Pech au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + lettre manuscrite + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. OP2042MO.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Votre passion : la finance

Ingenieur Commercial

Ecole de Commerce ou Université (Bac + 5)

Nous sommes spécialisés dans l'information financière et boursière diffusée en temps réel sur support informatique. Notre politique active d'avenir nous amène à développer une clientèle exigeante composée de professionnels financiers. Appuyés par notre image vous mettrez à profit vos bonnes connaissances financières pour suivre, prospecter et développer notre clientèle.

Pour vivre pleinement votre passion, merci d'adresser CV, photo et prétentions, s/réf. C85/1 à Laurence Locatelli, FININFO, 4 rue Venadour, 75001 Paris.



FININFO

Un des plus grands noms de la cosmétique recherche des

Auditeurs Opérationnels

Paris

270 KF

Au sein d'une équipe, rattachés au Directeur Financier du Groupe, les candidats seront responsables de missions d'audit financier, comptable et opérationnel, en France et surtout à l'étranger.

Ces postes peuvent déboucher à moyen terme vers une Direction Financière dans une filiale du Groupe.

Un excellent niveau d'Anglais est exigé. Allemand souhaité.

De formation supérieure, les candidats retenus, âgés de 25/28 ans, auront acquis une première expérience de 3 ans dans un grand cabinet d'audit.

Contactez Christophe Aubry au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. CA1481MO.



Michael Page Finance

Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Une P.M.E industrielle (250 MR de CA) filiale d'un grand groupe recherche son

Directeur Administratif et Financier

360 KF+

Rattaché au Directeur Général, il a la responsabilité de tous les aspects financiers et de gestion ainsi que de la mise en place du système d'information. Il a également comme responsabilité la gestion complète du personnel. De formation Ecole Supérieure de Commerce (+ DECS), il a environ 35 ans, une solide expérience de la fonction et tout particulièrement de l'aspect personnel. Le poste est à pourvoir dans le département de l'Indre-et-Loire.

Contactez Christophe Aubry au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. CAS021MO.



Michael Page Finance

Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier



ASSISTANT JURIDIQUE H/F

L'OUVERTURE

C'est pour vous l'opportunité d'élargir vos connaissances et d'évoluer au sein de notre Groupe en plein développement. Rattaché au Directeur des services juridiques, vous serez chargé du Droit des Sociétés : secrétariat juridique, participation aux projets de créations, acquisitions, fusions. Vous interviendrez également en Droit commercial (rédaction de contrats, de conventions, de baux), en Droit des marques (dépôts, suivi, protection) et dans le traitement du contentieux. Parallèlement, vous serez amené à traiter des questions juridiques variées : études, documentation, consultations à la demande de nos différents services sur les bases juridiques de la réalisation de nouveaux projets.

- 11 titres diffusés à plus de 500 000 exemplaires
- 830 personnes
- 1,2 Md de CA
- Un réseau européen de presse et d'informations économiques et financières

DESS en Droit des affaires, vous êtes déjà familiarisé avec le monde des entreprises grâce à vos nombreux stages. Vous êtes doté d'un excellent sens relationnel, d'un bon esprit d'équipe mais aussi d'un sens aigu de la précision et d'une grande rigueur, autant de qualités indispensables pour réussir dans cette fonction diversifiée.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo sous référence M1110, au Groupe Expansion, Direction des Ressources Humaines, Le Ponant, 25 rue Leblanc, 75842 Paris Cedex 15.

GROUPE EXPANSION

La filiale principale d'un grand groupe de multimedias au C.A. de 12 milliards de francs recherche son

Trésorier

Métropole Lilloise

330 KF+

Rattaché au Directeur Financier, vous serez responsable d'un service de 5 personnes traitant francs et devises. Votre rôle sera de faire évoluer les systèmes et les procédures avec comme objectif l'organisation, le contrôle et l'élaboration de stratégies. Vous formaliserez le back-office et le reporting (interne et vers la maison-mère).

De formation Ecole de Commerce vous avez 30-35 ans, et une expérience de trésorerie en entreprise. Ce poste offre de larges possibilités d'évolution dans un contexte en expansion.

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10, rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. RC 5002MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

هكذا من الاجل

حكايا من الامم

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA BANQUE DES AFFAIRES

Développement de la clientèle Particuliers

Senior - Grenoble
Vous avez 30 ans et 5 ans d'expérience dans le métier, dont 3 à 5 ans de comptes gérés.
Vous êtes dynamique et motivé. Nous vous confierons le suivi de 500 particuliers dont une dizaine titulaires de comptes en gestion. Vous assurerez tant les opérations classiques que la gestion de patrimoine.

Junior - Orléans
Vous êtes diplômé DESS gestion de patrimoine ou équivalent. Vous avez acquis de bonnes connaissances théoriques des produits d'épargne et des placements. Vous avez un profil commercial et le goût des contacts. Vous gèrerez l'ensemble de nos comptes de particuliers et conseillerez notre clientèle en matière de gestion et de trésorerie.

Prenez nos affaires en main !
Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, en précisant la région choisie, à la Banque WORMS Direction des Relations Sociales et du Personnel 1, place des degrés - CEDEX 58 - 92059 PARIS LA DEFENSE

MARKETING ARTHUR ANDERSEN

CONSEIL EN MANAGEMENT

Consultants Expérimentés (HEC - ESSEC - ESCP)

Dans les secteurs des BIENS DE GRANDE CONSOMMATION et de la DISTRIBUTION, les consultants ARTHUR ANDERSEN participent à la mise en œuvre des stratégies marketing. Ils apportent compétence et méthode dans des missions variées : audit de la politique marketing, revue de la politique tarifaire, restructuration des forces de vente, définition des réseaux de distribution, mise en place d'outils de marketing direct, etc.

En nous rejoignant, vous interviendrez au plus haut niveau sur des missions d'une grande diversité. Vous bénéficierez, en outre, d'une formation approfondie en France, en Europe et aux Etats-Unis. Vous trouverez enfin chez ARTHUR ANDERSEN les meilleures conditions pour votre épanouissement personnel et des perspectives d'évolution motivantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence LU/MKT, à : Paule Bourry
Arthur Andersen
Tour Gan-Cedex 13
92082 Paris la Défense 2

Un avenir, un métier.

CONTRÔLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

Venant renforcer l'équipe de contrôle de gestion (4 personnes rattachées à la direction de l'établissement), ce poste a pour finalité la coordination entre l'équipe et les correspondants opérationnels dans l'établissement. 50% du temps du contrôleur se passe donc sur le terrain en recherche d'informations, assistance aux correspondants et formation.

Les 50% restants se décomposent plus précisément en : mise en œuvre d'indicateurs et de tableaux de bord, en analyse d'écarts et en reporting à la Direction (établissement et groupe).

Pour cette fonction, il est nécessaire de posséder une expérience industrielle du contrôle (5 ans minimum, de préférence en PME), une formation BAC + 5 (économie ou gestion), une forte disponibilité relationnelle et pédagogique et une autre indispensable.

Merci d'envoyer CV + prétentions en précisant la référence 1018 à notre Conseil ou transmettre-le à CV CADRES en composant le 36.15 Code JCM sur votre minitel.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL
Parc Club du Poney - 12, rue de la Reine
44300 NANTES - Tél. : 40.93.93.71

BANQUE HERVET

Le Pouvoir et la volonté d'entreprendre !

Exploitant PME/PMI

Si vous êtes convaincu d'exercer un métier passionnant et désirez évoluer vers de nouvelles fonctions, une seule condition : vous devez pouvoir mettre à profit vos qualités commerciales.

Le savoir-faire et les conseils des départements spécialisés du siège vous permettront au sein d'une petite équipe autonome et performante de gérer et de développer une clientèle sélectionnée de PME/PMI.

Diplômé de l'enseignement supérieur, expérimenté, nous vous assurons de réelles perspectives de carrière en vous offrant les moyens d'une grande banque de 1 400 personnes aux structures efficaces.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf. M37EX

Bayerische Landesbank

Girozentrale

Dans le cadre de son expansion européenne, la Bayerische Landesbank crée une nouvelle succursale en France et recherche un

Responsable Comptabilité

Votre mission : vous devez initier l'ensemble de la comptabilité de la succursale française : il s'agit pour vous de relever la tâche de sa conception et de sa mise en place en étroite liaison avec le service informatique : Assurer la tenue des comptes, l'établissement du bilan et du compte d'exploitation, le reporting comptable et fiscal aux autorités de tutelles et au siège. Vous fournirez les éléments comptables qui permettent la réalisation du budget et l'analyse des résultats.

Votre profil : de formation supérieure (DECS ou équivalent), avec au moins 5 ans d'expérience dans une banque étrangère, vous avez l'habitude de travailler en anglais ou en allemand. Vous êtes autonome et efficace.

Vous passerez quelques semaines de formation à notre siège de Munich et dans nos autres succursales. Pour ce poste la rémunération est motivante.

NOTRE PLAN DE DEVELOPPEMENT EST AMBITIEUX. DE REELLES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION EXISTENT POUR DES PERSONNES DYNAMIQUES ET AYANT UN SENS REEL DE L'ORGANISATION.

Merci de faire parvenir votre candidature sous référence 199G (lettre manuscrite + CV) et prétentions de salaire à Guilhem SERVET, EUROSELECTION, 3 rue Troyon, 75017 Paris. Tél. : 47 68 40 23.

Contrôleur de gestion

Sud-Espagne 300 KF +

Rattaché au contrôleur financier de la filiale espagnole d'un groupe industriel français, il devra mettre en place une gestion opérationnelle des unités de production : valorisation, planification et analyse mensuelle des écarts et résultats...

Au sein d'une équipe nouvelle, ce challenge s'adresse à un candidat ambitieux et autonome.

Agé de 28 ans, diplômé d'une école de commerce, vous recherchez un avenir international après plus de 3 ans d'expérience de contrôle de gestion industriel ou d'audit en cabinet anglo-saxon. La maîtrise de l'espagnol est indispensable. Une évolution rapide est prévue pour une personne de valeur.

Contactez Antoine MORGAUT au 49.24.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence AM/9416.Mo à l'adresse suivante :

Kamphuis Morgaut
FINANCE
34, rue Pasquier - 75008 PARIS

saic velcorex

CONTRÔLEUR DE GESTION COMMERCIAL

Mulhouse

Rattaché au contrôleur de gestion branche SAIC, il devra prendre en charge tout le contrôle commercial de cette activité. Outre le suivi des tableaux de bord, il assurera l'analyse de l'activité commerciale, des stocks, élaborera les budgets commerciaux et assurera l'interface entre le contrôle de gestion commercial et le contrôle de gestion industriel.

Ce poste conviendrait à un candidat de haut niveau dynamique et efficace. De formation supérieure (HEC/ESSEC/ESC, Maîtrise de gestion...) il devra avoir réussi de manière significative une première expérience dans un groupe anglo-saxon.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. GGC/M à Catherine MANGET, DMC, 86, rue de Rivoli, 75004 PARIS.

EA MAITRIE DE

un jeune co de gestion

plusieurs auditeurs im

CADRE FIN

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 4311

AVEC LA GIE, FILIALE INFORMATIQUE DES AGF,
DEA, MAÎTRISE DROIT, DÉBUTANTS
JOUER LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

La GIE (700 personnes) conçoit et développe l'ensemble des systèmes d'information du groupe des Assurances Générales de France.

Attré(e) par les techniques nouvelles, nous vous proposons de devenir informaticien à la GIE. Après une formation rémunérée de 4 mois à nos techniques, vous intégrerez nos équipes jeunes et performantes et participerez à des projets diversifiés.

Les compétences acquises associées à votre professionnalisme et nos possibilités régulières de formation vous permettront une évolution de carrière à la hauteur de vos ambitions.

Jeunes diplômé(e)s, (titrés des Obligations Militaires), si vous souhaitez nous rejoindre, adressez lettre et CV sous réf. M 165 :

GIE - Madame Dominique BÉLIER - Tour Franklin

92081 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 11



GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION
GROUPE AGF.

Cette banque centrée sur les marchés financiers intervient également dans le domaine de la gestion pour comptes de tiers. Pour son service de back-office, elle recherche un

Chef de groupe contrôle des back-office

banque

Au sein du service de back-office de l'établissement, il a pour mission de gérer un groupe spécialement chargé de contrôler la régularité des opérations enregistrées et traitées par les différentes cellules titres et trésorerie.

Centré sur l'optimisation des opérations de contrôle, dans un contexte fortement évolutif, il est particulièrement sensible à l'impact des opérations sur l'économie générale de la banque et assume, de fait, un rôle de reporting auprès du contrôle de gestion.

Cette création de poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant déjà de 3 à 5 années d'expérience dans des postes liés aux activités de contrôle des opérations financières. Il trouvera, au sein de la banque et de son groupe, un environnement évolutif et porteur.

Danielle TCHÉOROUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous réf. DTC 11.350 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

M. D. A.

Un des tout premiers producteurs français d'emballage en carton ondulé industriel, dans les Pays de Loire, nous cherchons

un jeune contrôleur de gestion, H/F

Sous l'autorité du Directeur du site et en liaison avec le Directeur financier de la société, vous couvrez, avec une large délégation, la comptabilité, le contrôle de gestion, la trésorerie, l'informatique, et leur organisation. Vous participez à la réflexion sur un certain nombre de projets (schéma directeur informatique, etc).

Diplômé d'une école de gestion ou d'ingénieurs + DECS, avec 3 à 4 ans d'expérience en contrôle de gestion, vous voulez vous investir pleinement dans un poste opérationnel. Nous saurons vous former à notre métier et vous faire évoluer.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5513 LM) à "Carrières Gestion/Finances"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Groupe industriel français de renommée mondiale (5 MdF dont 50 % à l'étranger), nous désirons accueillir à notre siège parisien

plusieurs auditeurs internes,

chargés de missions d'audit comptable, financier et opérationnel en France et dans le monde.

La trentaine, de formation supérieure, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans un bon cabinet d'audit ou d'expertise comptable, ou en entreprise, et maîtrisez l'anglais. Si vous avez le talent et la volonté de réussir, nous saurons vous faire progresser.

Ecrivez Mme M.C. TESSIER, (réf. 5503 LM) à "Carrières Gestion/Finances".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

ATTACHE DE CLIENTELE PARTICULIERS

MONTPELLIER

Membre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière. À une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.

Notre Succursale de Montpellier a acquis une grande compétence en gestion patrimoniale et poursuit son développement en intégrant un

ATTACHE DE CLIENTELE PARTICULIERS. Pour développer et gérer en collaboration avec le Responsable de clientèle un fonds de commerce composé de clients particuliers haut de gamme.

A trente ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ou formation bancaire équivalente), vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans en exploitation et de bonnes connaissances en titres et fiscalité d'assurances notamment.

Pour ce poste qui comporte une réelle opportunité d'évolution, votre atout majeur résidera dans vos aptitudes commerciales.

Madame Thérion vous remercie de lui répondre par courrier sous référence ACP/M/11, NSM, BP 46608, 75366 Paris Cedex 08. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet

NSM
GROUPE ABN BANK

TRESORERIE

ARTHUR ANDERSEN

CONSEIL EN MANAGEMENT

Consultants Expérimentés

(X-HEC ou équivalent)

Dans les ENTREPRISES INDUSTRIELLES et de DISTRIBUTION, les consultants ARTHUR ANDERSEN permettent à leurs clients d'adapter leur gestion de trésorerie au nouvel environnement financier et aux nouveaux produits financiers : gestion des risques de change, gestion des risques de taux, gestion de trésorerie francs et devises, etc.

Outre votre diplôme (X, HEC ou équivalent), vous avez une première expérience de 2 à 3 ans, acquise au sein d'une banque, d'un établissement financier ou du service trésorerie d'une grande entreprise.

En nous rejoignant, vous interviendrez au plus haut

niveau et dans de multiples secteurs : pharmacie, cosmétique, agro-alimentaire, distribution, énergie... Vous bénéficierez, en outre, d'une formation approfondie en France, en Europe et aux Etats-Unis.

Vous trouverez enfin chez ARTHUR ANDERSEN les meilleures conditions pour votre épanouissement personnel et des perspectives d'évolution motivantes. Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence LU/TRE, à : Paule Boury

Arthur Andersen
Tour Gan-Cedex 13
92082 Paris La Défense 2

Un avenir, un métier.

CADRE FINANCIER

Nous sommes l'un des grands noms du BIP, avec 3 milliards de CA, mais avant tout, le premier groupe indépendant du marché. Notre succès repose sur le dynamisme de nos 4 000 collaborateurs qui chaque jour font progresser notre métier. Aujourd'hui, nous recherchons pour notre Division Financière un CADRE FINANCIER. De formation MSc/DEC, débutant ou première expérience, vous interviendrez dans la consolidation des comptes au niveau de l'ensemble de notre groupe.

Ce poste à caractère évolutif nécessite des connaissances en micro-informatique, un sens des contacts et du travail en équipe. Si vous voulez investir dans un groupe à taille humaine,

Merci d'adresser votre candidature, à Ph. BODIN LES CHANTIERS MODERNES - 88, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET.



Chantiers Modernes

Charge d'Affaires

ENTREPRISES / SENIOR

Dans un contexte de fort développement et dans le cadre d'une large autonomie d'action, vous animerez une équipe de 5 personnes et prendrez en charge un portefeuille d'entreprises (de 15 MF à 500 MF de chiffre d'affaires), tant en matière de risque que de développement : crédits - produits de Trésorerie - opérations en fond propre et international.

Diplômé de l'enseignement supérieur Bac +5 (Sup. de Co - DESS...), vous possédez une expérience commerciale bancaire probante d'au moins 3 ans, ainsi qu'une habitude de l'approche globale auprès des dirigeants d'entreprises.

Excellent praticien de l'analyse et de la gestion financière, vos capacités de négociation et votre mobilité sont les atouts qui vous permettront d'évoluer favorablement au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, complet, photo et prétentions, sous réf. 8816, à HAVAS - 136, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex, qui transmettra.

OUEST

GROUPE BANCAIRE DE 1^{er} PLAN

مكتبة الأمل

هكذا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ETABLISSEMENT FINANCIER
DE PREMIER PLAN recherche

UN FORMATEUR

POUR SON BACK OFFICE BANCAIRE ET TIRES

Les métiers de back-office sont en pleine évolution et exigent la mise en œuvre de nouvelles compétences.

Dans ce contexte, nous souhaitons développer nos propres axes de formation en misant sur la qualification du personnel en place.

Placé auprès du chargé de mission Ressources Humaines du département, vous aurez en charge l'animation des actions de formations spécifiques, l'assistance méthodologique et pédagogique aux responsables opérationnels. Vous participerez également à la conception et à l'élaboration des plans d'actions.

Diplômé d'enseignement supérieur avec une expérience professionnelle bancaire d'au moins 2 ans, ou déjà professionnel de la formation en milieu bancaire, vous possédez en outre de bonnes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.820 à CONTESSE PUBLICITE, 38 rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET, qui transmettra.

FINANCIAL CONTROLLER

Récemment implantés en France, nous sommes filiale d'un Groupe britannique et nous commercialisons du matériel électronique grand public.

Pour nous aider à gérer notre très forte croissance, nous recherchons notre Financial Controller. Sa mission consistera, d'une part, à constituer et à animer une équipe capable d'évoluer avec la taille de l'entreprise ; d'autre part, de mettre en place l'informatisation de notre système comptable. Par ailleurs, il supervisera l'ensemble des tâches financières (comptabilité, reporting, trésorerie, contrôle des stocks, recouvrement, relations avec les auditeurs externes...) et administratives (paye, déclarations légales et fiscales...).

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience d'au moins trois ans, idéalement acquise dans un environnement international, que ce soit en Cabinet d'audit ou dans une société de distribution. Vous parlez anglais couramment et vous avez de bonnes connaissances en micro-informatique.

Fort de votre enthousiasme et de votre autonomie, vous participerez activement au renforcement de notre présence sur un marché particulièrement porteur.

Pour ce poste basé en région parisienne, merci d'adresser votre candidature sous référence 313.01, ainsi que votre rémunération actuelle, à notre conseil qui vous assure de sa totale discrétion.

Muriel ANIORT - COFOR - 20, place de l'iris
La Défense 2 - 92400 Courbevoie.

Cofor

UNE GRANDE BANQUE PRIVEE

recherche

pour renforcer son potentiel commercial en REGION PARISIENNE, des :

Chargés de Clientèle Particuliers - réf. 1817

Chargés de Clientèle Entreprises - réf. 1818

Vous êtes Diplômé de l'Enseignement Supérieur et avez une première expérience de 2 ans minimum de la relation clientèle.

Intégré dans une de nos agences à Paris ou en proche banlieue, au sein d'une équipe dynamique et ambitieuse, vous assurerez la responsabilité du développement d'un portefeuille de clientèle et rechercherez de nouveaux clients en vous appuyant sur une gamme compétitive de produits et services et en utilisant un outil informatique de pointe.

Nous vous offrons des perspectives d'évolution à la mesure de vos résultats.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence du poste choisi à notre conseil : CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECHERCHE
POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES

NÉGOCIATEUR CONFIRMÉ

H/F

Adjoint du Responsable de service, votre mission sera de :

- proposer des solutions de financement auprès de notre clientèle "haut de gamme" sur le marché Nord - Américain, • devenir l'interlocuteur privilégié de nos clients (banques et entreprises), tant en France vers le marché Nord-Américain, que sur ce marché vers la France, • prospecter et développer ce secteur en forte expansion.

Votre profil :

- formation supérieure (type ESC...),
- expérience de 10 ans minimum de la négociation internationale, si possible sur le marché Nord-Américain, • parfaite connaissance de l'anglais.

Ce poste très autonome est basé à Paris, quelques déplacements à l'étranger seront à prévoir.

Merci d'adresser CV, lettre (de préférence en Anglais), photo et prétentions, sous réf. NEG à Jean-Paul GUJAN - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement 7, rue Cassini - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

AUGUSTE-THOUARD
IMMOBILIERS D'ENTREPRISE

JEUNE AUDIT OU JEUNE FINANCIER...

... PASSEZ AU MONDE DES AFFAIRES.

A 25-27 ans, doté d'une formation supérieure : ESSEC, Sciences-Po, Sup de Co... et après 2 ou 3 années d'expérience d'AUDIT ou de FINANCE... vous souhaitez aujourd'hui prendre une orientation qui corresponde mieux à votre PERSONNALITÉ : Plus d'ouvertures... des négociations à haut niveau, une responsabilité totale sur vos dossiers...

Devenez CHARGE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU auprès des Dirigeants des grands Groupes Industriels et sociétés de services.

Pour faire de vous de véritables conseils en investissement et hommes d'affaires, nous vous initierons à des méthodes rigoureuses pour analyser les besoins de nos clients, négocier jusqu'à leurs conclusions des opérations de Vente Acquisition - Location. Dès la 2ème année, rémunération exceptionnelle possible.

POUR CES POSTES A PARIS ET EN REGION PARISIENNE, merci d'adresser CV, PHOTO et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous référence 56.1857 LM.

Mercuri Urval

Une fonction à créer...

Jeune Contrôleur de Gestion

Etablissement industriel de 400 personnes

ESC...
ou Ingénieur + IAE...

20 km N.-E. de Paris

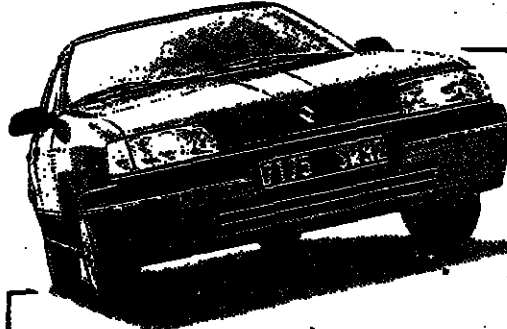
Filiale (1100 pers., 1,5 milliard de CA) d'un important Groupe international, nous sommes le numéro 1 en Europe dans notre domaine d'activité : produits et systèmes destinés au second œuvre du bâtiment. Sur un marché en forte croissance, notre Société se développe rapidement par l'élargissement de ses gammes de produits et l'acquisition de nouvelles sociétés.

Sous l'autorité du Directeur de notre plus important établissement, le Jeune Contrôleur de Gestion que nous recherchons, âgé d'environ 27 ans, issu d'une grande école de Gestion et bénéficiant d'une expérience d'un à deux ans, définira et s'assurera de l'application des procédures mises en place, établira les budgets, procédera aux analyses des résultats et des écarts, etc... Homme de conviction et de relation, force de proposition, interlocuteur privilégié du Directeur Usine, le candidat retenu est appelé à évoluer dans notre Groupe à dimension européenne. L'anglais est indispensable.

Notre Conseil ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 911.715/LM.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION



Au cœur de la performance technique de l'entreprise notre Direction des Etudes : 4500 personnes dont 850 cadres, relève un triple défi : qualité, délais, coûts. Pour garantir la rentabilité des programmes de développement de nos nouveaux produits, nous recherchons des

CONTROLEURS DE GESTION CONFIRMES

Ingénieur ou diplômé grande école de commerce, vous êtes un professionnel ayant 3 à 5 ans d'expérience. Vous animerez et coordonnerez auprès de nos opérateurs d'études, l'ensemble des travaux de gestion : budgets annuels, plans triennaux, reporting, coûts par projet... Nous vous offrons au sein du groupe Renault des perspectives de carrière diversifiées et adaptées à vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. GESBE, à Jérôme Percheron Carré Turenne 125, rue de Turenne 75003 Paris.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

SARESCO

Implantée sur l'ensemble des aéroports français, notre Société à vocation internationale se développe depuis 10 ans dans le domaine de la maintenance des avions de ligne. Par l'intermédiaire de ses filiales, elle assure un chiffre d'affaires de plus de 800 M. Nous recherchons aujourd'hui des

CONTROLEURS DE GESTION

spécialisés dans l'un ou l'autre de nos métiers.

Rattaché au Directeur de la filiale et en liaison avec le Contrôleur de Gestion Groupe, vous prendrez notamment en charge : • l'élaboration du budget annuel et son suivi avec les responsables opérationnels, • la tenue des tableaux de bord mensuels, • l'analyse des résultats et des écarts.

A partir de ces éléments, votre dialogue permanent avec les opérateurs vous permettra d'assurer une fonction d'aide à la décision.

Ce poste requiert une formation supérieure (Ecole de commerce, maîtrise de gestion) et une expérience de la fonction d'au moins 3 ans.

Agé de 25 à 30 ans, actif, rigoureux et organisé, vous maîtrisez en outre parfaitement l'informatique.

Poste basé sur l'aéroport de Roissy CDG.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à SARESCO, Direction des Ressources Humaines - 74/76 rue Laugier, 75017 Paris.

CONTROLEUR DE GESTION

AM Conseils

CONTROLE DE GESTION INDUSTRIEL

HIGH TECH EN

Contrôleur de gestion

inst & Young

AUSSEDAT REY

Contrôleur de

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 文

CONTROLEUR DE GESTION

Agro-Alimentaire Ouest

Un important groupe de coopératives recherche un Contrôleur de Gestion pour l'une de ses filiales (Effectif 70 personnes - CA 350 MF) qui développe ses activités en fabrication d'aliments du bétail (140.000 t) en négoce de volailles et en meunerie. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé d'établir le budget annuel de la société, en liaison avec les différents départements opérationnels, avec contrôle mensuel des dépenses, analyse des écarts et proposition de mesure de redressement. Il sera chargé de la tenue du compte de gestion, de la gestion des stocks, de la gestion des fournisseurs. Il suivra les problèmes de contentieux. Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 30 ans, de formation supérieure d'expérience acquise dans une fonction similaire obligatoirement en milieu industriel. Des possibilités d'évolution au sein du groupe peuvent être envisagées pour un candidat de valeur.

Ecrire sous référence 1184 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS
Discretion assurée.

CONTROLE DE GESTION INDUSTRIEL

Nous sommes un important groupe européen, faisant partie des leaders mondiaux de l'équipement automobile. Nous recherchons, pour l'une de nos nombreuses unités décentralisées, le Responsable du Contrôle de Gestion Industriel. Dans un environnement technique très automatisé, il secondera le Directeur de cette usine de 450 personnes et 500 MF de chiffre d'affaires. A la tête d'une équipe de 6 personnes, il assurera la comptabilité analytique - coûts standards, maîtrise des écarts - élaborera les budgets et plans d'investissement, fera le reporting au siège. A 28/35 ans, issu d'une Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur double formation, avec une expérience significative du contrôle de gestion, vous êtes familiarisé à l'informatique, la mise en place d'une GPAO vous stimule ainsi que la diffusion de nos concepts économiques auprès de vos interlocuteurs dans l'usine. Votre personnalité affirmée allie au sens du dialogue vous permettra de réussir dans ce poste plus d'évolution au sein de notre Groupe. Notre établissement est situé en région Ouest. Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, présentations) en indiquant la référence 4819 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

261 Bd Périère - 75017 Paris

Actiman

HIGH TECH EN TETE

Holding d'un groupe français de services et de distribution d'équipements informatiques, présent dans cinq pays d'Europe (C.A. 88 : FF 1,5 milliard, 800 personnes), nous occupons une place de tout premier plan dans notre secteur d'activité. Pour maintenir notre forte croissance et poursuivre notre développement européen, nous créons, rattaché à notre P.D.G., le poste de :

Contrôleur de gestion Groupe

Basé à Paris, dans le cadre de la mise en place récente d'une gestion décentralisée de nos opérations, votre mission sera triple : d'une part assister les dirigeants opérationnels dans l'élaboration du reporting, l'établissement et le suivi des budgets ; d'autre part contrôler la fiabilité des informations et la pertinence des analyses d'écart ; enfin jouer un rôle important de conseil auprès des filiales en matière d'optimisation et d'implémentation des procédures et systèmes de gestion.

La formation, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP... et niveau DECS), vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous avez acquis, depuis 5 ans minimum, une solide expérience du contrôle de gestion ou de l'audit interne en milieu industriel au sein d'un groupe international. Votre dynamisme, votre forte personnalité, votre aisance relationnelle, votre goût de l'implication et votre disponibilité pour de fréquents déplacements sont les qualités que nous recherchons.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, sous la réf. H 2234M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Tolbiac 75008 Paris.

Ernst & Young Conseil

AUSSEDAT REY

AUSSEDAT-REY, filiale d'un très grand groupe international (50000 personnes dans le monde et plus de 70 milliards de francs de CA), fabrique et commercialise une large gamme de produits à forte technicité. Dans le cadre de notre expansion, liée à un accord récent avec la société japonaise FUJI, nous devons aujourd'hui intégrer un

Contrôleur de Gestion

attaché à la Direction Générale, il devra superviser les services comptables (10 personnes), développer la comptabilité analytique et effectuer le reporting mensuel. Une bonne connaissance pratique de l'informatique est indispensable.

Pour ce poste très porteur d'évolution, basé à Clermont-Ferrand, nous souhaitons rencontrer un candidat possédant, en plus d'une formation supérieure en gestion, une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire. L'anglais courant est obligatoire.

Merci d'adresser votre candidature (LM + CV + Résumé actualisé), sous réf. 854 A à notre Conseil, Monique LAURENT - ADMA - 75 bis, rue de Sèze - 69006 LYON. Vous pouvez aussi la joindre par téléphone au 72.74.11.06.

ADM

PARIS - LYON - GRENOBLE - BORDEAUX

Imaginez-VOUS



le talent à déployer pour gérer le premier complexe de loisirs d'Europe

Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe. Grand par la taille : près de 2 000 hectares tout près de Paris. Grand par sa conception hautement technologique. Grand par la diversité des réalisations, qui appelle la multidisciplinarité. Grand par la durée : après l'ouverture, entre autres, du Magic Kingdom en 1992, l'évolution du projet est d'ores et déjà planifiée jusqu'en 2017.

Dans ce contexte, nous recherchons des responsables qui évolueront dans des secteurs variés (hôtels, loisirs, restaurants, bâtiment, services, transports) et seront invités à créer, construire et mettre en place les meilleurs systèmes. Ce défi est réservé à des cadres dynamiques qui apprécient la réflexion, le dialogue et les possibilités d'ouverture.

En rejoignant Euro Disneyland, vous entrez dans un monde véritablement unique fait de dynamisme, de respect des personnes et de l'environnement. En un mot, dans l'excellence à laquelle vous associez la vôtre. Imaginez-vous dans ce royaume où le talent est roi.

CONTROLEUR DE GESTION H/F

Pour des projets très diversifiés, vous préparez

plans et budgets, élaborez les tableaux de bord, mettez en place les procédures et suivez les coûts. Vous menez également des études financières afin de conseiller les chefs de projet et les responsables de centres de profit. De formation supérieure (INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP ou DECS), vous avez une expérience de 2 à 6 ans dans une banque ou une grande entreprise. (réf. FN/9120/M)

AUDITEUR INTERNE H/F Dans le cadre de la création du service audit, vous participez à la mise en place de son organisation et de ses méthodes. Vous procédez à l'audit de nos projets et assurez le suivi des contrats. De formation supérieure (INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP, MBA ou DECS), vous avez une expérience de 2 à 6 ans en cabinet ou dans le service audit d'une grande entreprise. (réf. FN/9106/M)

Pour ces deux postes, la connaissance de la micro-informatique et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méliès, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.A.

Une entreprise de rêve pour l'avenir

CREDIT NATIONAL recherche pour son Département des Etudes et du Conseil aux Entreprises Paris

Jeune Economiste

Chargé de l'étude du système bancaire et des marchés financiers français et étrangers.

Le candidat retenu, débutant ou avec une première expérience professionnelle, possède :

- un diplôme d'une grande école scientifique ou commerciale,
- une bonne maîtrise des techniques d'analyse quantitative,
- de solides capacités rédactionnelles et le goût du travail en équipe.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au CREDIT NATIONAL Département des Ressources Humaines 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris

Crédit National



H&C CONSULTANTS

recherche par approches directes de cadres expérimentés et spécialisés

omica

recrutement par services

tous secteurs avec nos connaissances approfondies en langues étrangères, informatique, gestion, économie, et industries diverses

s'agrandissent et s'installent place de l'Opéra

6 rue Halévy 75009 PARIS

Tél 49 24 01 49

Le GROUPE ALTRAD recherche son Directeur financier

Directement rattaché au Président, il définit avec lui la stratégie financière du Groupe.

En relation avec le contrôle de gestion, il est chargé de l'analyse et de la gestion des équilibres financiers du Groupe (rentabilité des investissements, financement à court, moyen et long terme, gestion du risque de taux, reporting financier) et de la gestion de la trésorerie.

Le candidat, de formation financière supérieure, devra avoir un sens aigu des responsabilités, une grande rigueur et une expérience réussie de la trésorerie et/ou de la finance en milieu industriel.

Merci d'envoyer votre CV et une photo sous réf. A1 à : GROUPE ALTRAD 41, rue François 1^{er} - 75008 PARIS

JEUNE FILIALE FRANÇAISE EN EXPANSION D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES recherche son :

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Cette mission est pour vous un véritable challenge.

Agé de 25/28 ans, de formation supérieure, justifiant d'une première expérience réussie dans un poste de management, comptable et/ou administratif, vous serez rattaché personnellement au Directeur de la Société.

Vous êtes déjà apprécié pour vos capacités d'animation, votre dynamisme, votre esprit d'ouverture, votre personnalité proche du terrain.

Vous aurez à animer une dizaine de personnes et serez personnellement en charge du Contrôle Budgétaire, du reporting au Groupe, du développement des procédures internes.

Si notre projet vous intéresse, nous vous proposons d'adresser une lettre manuscrite, CV, photo et présentations à notre Conseil, s/réf. RAC/11 :

Philippe Olivier

International Management

75, rue de Miromesnil BP 385 - 75008 PARIS - Tél. 42.94.07.34

هذا من الاصل

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LANDEAU

MACHINES OUTILS

Votre partenaire industriel

Nous commercialisons des équipements et outillages élaborés, performants et fiables. Notre professionnalisme, notre dynamisme, la recherche de l'exclusivité de grandes marques de matériel nous ont valu une réussite exemplaire :

3 personnes et 3 MF de CA en 77, 85 personnes et 300 MF de CA aujourd'hui.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Acteur-clé de notre DEVELOPPEMENT EUROPEEN, vous définirez et mettez en œuvre notre stratégie financière et en maîtriserez les aspects administratifs, juridiques et fiscaux. Vous mettrez en place le contrôle de gestion de l'entreprise.

A 35 ans environ, de formation HEC, ESSEC, SUP DE CO, MAITRISE... ou INGENIEUR + 3^e cycle FINANCE vous avez fait vos premières armes dans un grand cabinet d'audit ou en entreprise. Une expérience dans le secteur des machines-outils serait bienvenue.

Vous avez les qualités de votre fonction : organisé, précis, rigoureux. Comme nous vous êtes un « MONEY MAKER », un gagnant, fin stratège et pragmatique. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et les techniques financières du commerce international.

Poste basé au MANS (55 km de PARIS par TGV).

Ce poste constitue une véritable opportunité pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel) à M. LANDEAU - GROUPE LANDEAU MACHINES OUTILS - BP 41 - 72232 ARNAGE.

SECTEUR BANCAIRE : PREPARER L'EUROPE

Filiale française d'une des plus grandes banques espagnoles (réseau mondial), notre activité est orientée vers le commerce extérieur et les échanges France/Espagne. Notre nouvelle stratégie, très axée sur le développement européen, nous amène à intégrer un

Responsable
clientèle entreprises

Votre objectif : créer un fonds de clientèle entreprises dont vous serez l'interlocuteur privilégié.

Vous en assurez la prospection et le suivi : vous proposez nos produits et services et en assurez la mise en place et la gestion.

A 25/30 ans, de formation bancaire ou ESC, votre première expérience dans la fonction vous donne les acquis techniques (analyse financière, risque...) et l'envie d'un challenge commercial.

A terme, vos possibilités d'évolution seront nombreuses. L'anglais ou l'espagnol seraient appréciés.

Pour ce poste basé dans notre agence entreprises de La Défense, merci d'adresser votre dossier de candidature

sous la réf. M 8214 A, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL,

15 rue du Louvre, 75001 PARIS.



Directeur Financier

Filiale d'un Groupe Anglo-saxon, nous fournissons des biens d'équipement à l'industrie. Notre chiffre d'affaires se situe aux environs de 200 MF.

Nous vous confierons notre Direction Financière : Reporting, Comptabilité, Budgets, Trésorerie, Fiscalité, Credit Control, Relations avec les banques, Informatique... Votre responsabilité est large, donc motivante. Vous dirigez une dizaine de personnes.

La trentaine, DECS, votre expérience en milieu Anglo-saxon vous a permis d'acquies une réelle compétence du reporting. Votre sens des responsabilités, votre rigueur et votre esprit PME vous feront réussir à ce poste situé dans une ville universitaire à 100 km de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. 2021-M à M. BUSI qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers
& Lybrand
associés

Executive
Selection
3, av. Percier
75008 Paris



GROUPE INTERNATIONAL - BATIMENT

GRUESSER, en 100 ans, s'est forgé une réputation dans le second-œuvre du bâtiment. De l'usine au chantier, nous sommes des industriels performants et des entrepreneurs gagnants.

Contrôleur de Gestion

NICE

Rattaché à notre Directeur Général, votre mission très opérationnelle se situe au niveau de nos 13 Agences Régionales : budgets, tableaux de bord, analyse d'écarts, optimisation des résultats, mise en place de procédures et de logiciels, formation des utilisateurs.

La trentaine, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous justifiez d'une expérience clientèle. Rigoureux, tenace, pragmatique, vous savez apporter les solutions utiles pour aider les opérationnels.

Basé à Nice, vous aurez des déplacements fréquents. Votre réussite vous assurera, chez nous, une évolution rapide.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2220-M à M. BUSI qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers
& Lybrand
associés

Executive
Selection
3, av. Percier
75008 Paris

Responsable
administratif et financier

La Société (2000 personnes, 1 Md) fait partie d'un important groupe français en plein essor. Elle connaît, elle-même, une forte croissance externe par acquisition de sociétés filiales. Sa structure décentralisée en Divisions Régionales lui donne souplesse et efficacité.

Pour sa Division Rhône-Alpes qui vient d'acquies plusieurs filiales nous recherchons celui qui, auprès du Directeur de la Division, assurera leur suivi et leur contrôle au plan de la gestion.

En relation avec le Directeur Régional et avec la Direction Financière du siège, il définit et met en place les outils de gestion (procédures, méthodes, systèmes...), consolide les résultats, assure le contrôle de gestion (tableaux de bord...) et le reporting, apporte conseil et assistance... de plus il supervise le service administratif de la Division.

Quant à vous, jeune, après une formation supérieure (ESC, Gestion...), idéalement complétée par un DECS, vous avez vécu une première expérience en entreprise ou en cabinet.

La dimension du groupe peut vous permettre une intéressante évolution de carrière.

Le poste se situe à Lyon.

Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. MTB 1188 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

UNE GRANDE BANQUE PRIVEE

crée des postes de

Conseillers
en patrimoine
en Ile de France

Poursuivant notre effort commercial auprès des particuliers "haut de gamme", nous souhaitons rencontrer des candidats (H et F) issus de l'enseignement supérieur (niveau SUP. de CO., DESS, ITB), âgés de 26 ans ou plus, ayant quelques années d'expérience réussie dans une fonction similaire. Qualités indispensables : une bonne connaissance de l'ensemble des produits bancaires, des aptitudes relationnelles indiscutables face à la clientèle visée, une volonté marquée de développer et entretenir cette clientèle.

Larges perspectives d'évolution liées aux résultats obtenus.

Adresser CV et prétentions sous réf. 1816 à notre Conseil

CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 Paris.

BANQUE D'AFFAIRES

rattachée à un groupe financier et industriel,

recherche, un

JURISTE
D'ENTREPRISE

pour assister le Directeur
du Service Juridique

Ce poste attractif comporte le suivi traditionnel des dossiers de gestion des sociétés filiales mais également la participation active à des dossiers de fusions, acquisitions, créations de sociétés, etc...

Vous avez 25 à 30 ans, vous justifiez d'une maîtrise de Droit des Affaires, vous avez de bonnes connaissances en fiscalité et comptabilité, vous avez acquis 2 à 4 ans d'expérience chez un avocat ou en entreprise : ce poste vous intéresse.

Lieu de travail : Paris 1er.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec CV, prétentions et photo à PUBLIVAL 11065 - 27 Route des Gardes, 92190 MEUDON qui transmettra.

Nous sommes le 2^e Groupe d'Assurances en France et le 5^e en Europe.

Nous recherchons pour rejoindre l'équipe de notre DIRECTION COMPTABILITE

UN JEUNE

CONTESE

Vos connaissances en comptabilité vous permettront d'intervenir dans des missions d'audit interne.

Votre sens des contacts humains et de l'encadrement ainsi que vos capacités d'organisation vous conduiront à proposer la redéfinition de procédures en vigueur et à en assurer leur mise en œuvre.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions s/réf. 2264 AC/JL à

Madame IMBERT, Groupe Victoire, 52 rue de la Victoire, 75009 PARIS.

Abelle ASSURANCES

VICTOIRE

100 filiales à consolider !

Un bel enjeu pour ce spécialiste de la gestion centralisée qui rejoindra un puissant groupe de commerce international.

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce + DECS, vous avez ou moins trois ans d'expérience professionnelle acquise dans le service consolidation d'une société holding. Chez nous, l'anglais professionnel est pratique courante.

La consolidation des résultats du groupe passe par le développement et le suivi d'un système informatisé et la mise en place de procédures inventives et rigoureuses.

Pour un candidat ambitieux de nombreuses perspectives se présenteront au sein des services comptables et financiers du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8033/M à CURRICULUM, 6 passage Lothuis, 75018 PARIS.

LE SENS DE LA FINANCE
C'EST

LE CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE RECHERCHE POUR SA DIRECTION D'IMPAGES (51)

JEUNE ANALYSTE FINANCIER CREDIT
débutant ou avec courte expérience

Au sein d'une équipe très performante, vous vous impliquerez dans les activités suivantes :

- Traiter les dossiers de crédit sous l'angle administratif, économique, financier, juridique et commercial
- Rechercher les solutions adaptées aux besoins de la clientèle
- Assurer le suivi des dossiers

en recherchant toute information utile à l'appréciation de l'évolution du risque.

De formation DUT Gestion/Comptabilité, Maîtrise Sciences Economiques ou de Gestion, votre rigueur, votre esprit d'analyse et de synthèse associés à un bon sens de la communication vous permettront de valoriser votre potentiel dans un contexte humain et dynamique.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. AFE/MT13 au Service de Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 25 Quai de la Rapée, 75012 PARIS.

CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE

CONSULTANTS EN REMUNERATION



Hawitt Associates

Management des Ressources Humaines PARIS

HAWITT ASSOCIATES, l'un des leaders mondiaux du conseil en management des Ressources Humaines (3.300 collaborateurs dans 29 pays) recherche "deux

CONSULTANTS EN REMUNERATION pour faire face au développement de sa filiale française (effectif 30 personnes, C.A. en progression de 30 à 50%/an). Ils travailleront au sein de petites équipes à la définition et à la mise en œuvre de politiques de rémunération pour une clientèle constituée de groupes ou d'entreprises grandes ou moyennes évoluant dans tous les secteurs de l'activité économique (Banques, Assurances, Industrie, Grande Distribution, High Tech...).

Leur contribution en particulier à l'intégration des plans de rémunération dans "le projet d'entreprise". Enfin, ils aideront les entreprises à préciser le contenu détaillé de ces plans de rémunération pouvant comporter, selon les cas : classification, participation légale, intéressement, plan d'épargne d'entreprise, actionnariat des salariés... et ils prépareront des outils de gestion des rémunérations. Ces postes s'adressent à des candidats âgés d'au moins 28 ans, obligatoirement de formation supérieure (Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieur/Docteur, Sciences-Po) et possédant une expérience de quelques années, acquise en cabinet de conseil (grand cabinet d'audit) ou au sein d'une direction des relations humaines d'une grande entreprise industrielle ou commerciale. La connaissance de l'anglais est nécessaire ainsi qu'une bonne aptitude à l'utilisation de l'outil informatique.

Ecrire sous référence 1188 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS - Discretion assurée

SECRET

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 33

PME 120 personnes (activité BTP gros œuvre tous corps d'état et promotion immobilière) recherche son

SECRETAIRE GENERAL

dont la mission sera :

- l'animation, l'optimisation et la gestion :
 - de trésorerie,
 - analytique du C.A. (provisionnel, en cours, réalisé),
 - des frais généraux.
- l'élaboration des déclarations sociales, des contrats groupements d'entreprise et sous-traitance,
- Suivi des marchés, assurances, etc...

Profil :

A 32 ans environ, vous avez une expérience et une formation probante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo à
Marie MAY CONSULTANTS 42, rue Pibot
34000 MONTPELLIERHEC, ESSEC
ESCP, ESC

Dans le cadre de son expansion, le Groupe PARIBAS recherche un collaborateur de haut niveau pour accompagner dans la totalité de ses fonctions le Responsable de l'équipe chargée du reporting des succursales à l'étranger.



BANQUE PARIBAS

A 25-28 ans, diplômé d'une grande école, vous avez une formation complémentaire équivalente à un DESCF. Votre bonne maîtrise de l'anglais s'est affirmée au cours d'une expérience d'environ 2 ans en Cabinet d'audit.

Votre première mission consistera à optimiser les procédures de reporting et les traitements, votre esprit rigoureux et votre sens aigu des responsabilités vous permettant de prendre en charge le suivi comptable de produits bancaires et financiers et de participer au développement de nouvelles applications informatiques.

Vous pourrez ensuite, selon vos ambitions évoluer dans d'autres Directions de la Banque.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la réf. CL/03/LM, à PARIBAS - Direction des Relations Humaines 3, rue d'Antin - 75002 PARIS.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Filiale de la Lyonnaise des Eaux, nous sommes un groupe de services qui compte 8.300 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs. Partenaire des collectivités locales, nous apportons un service complet aux particuliers. Nous possédons une solide notoriété par la qualité de nos prestations et de notre disponibilité. Nous renforçons les structures de notre holding et recherchons un nouveau collaborateur.

Au sein de la Direction Financière, ce Contrôleur de Gestion a pour mission de préparer et de suivre le budget du groupe et d'en établir le tableau de bord, ainsi que le reporting pour la maison-mère. Il participe à l'élaboration du plan à moyen terme, et assure le contrôle budgétaire des filiales. Il effectue également des études de montages financiers.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de formation Ecole de Commerce ou de Gestion justifiant d'une première expérience en audit ou en contrôle de gestion. Il possède une bonne pratique de l'outil informatique et sa connaissance de la langue anglaise constituerait un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/387 M à :

EGOR GESTION ET FINANCE

8, rue de Bant - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.88.26.64

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

ATTACHES DE DIRECTION

HEC - ESSEC - ESCP
X - CENTRALE
MINES OU PONTS

Caisse Centrale des Banques Populaires, organisme bancaire et financier du groupe recherche des ATTACHES DE DIRECTION.

Votre mission : Il vous sera confié, à l'occasion d'une phase d'intégration, diverses missions d'étude et de conception.

Vous serez progressivement inséré dans des structures opérationnelles, dans le secteur du financement des entreprises, en vue de renforcer les équipes de direction.

Votre profil : Agé de 25 ans environ, vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP, X, CENTRALE, MINES OU PONTS et êtes débutant ou possédez une première expérience.

Vous serez appelé à accéder rapidement à des postes de responsabilité dans un groupe où les opportunités de carrière sont larges et diversifiées.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, un curriculum-vitae et une photo à notre Service du Recrutement et de Gestion du Personnel 115, rue Montmartre - 75002 PARIS.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recherche

CADRE COMPTABLE

Minimum 26 ans

Vous souhaitez élargir votre expérience de la comptabilité générale, au sein d'un cabinet d'expertise comptable, nous recherchons un cadre comptable expérimenté, notamment dans le secteur des nouveaux instruments financiers.

Doté d'une formation comptable supérieure (DECS ou DESCF), vous possédez une expérience d'environ 3/4 ans dans un cabinet d'expertise comptable, un bon niveau d'anglais et maîtrisez l'outil informatique.

Vos connaissances techniques et vos aptitudes relationnelles vous ouvriront des perspectives d'évolution au sein de notre Etablissement. Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 78529/M, à CURRICULUM, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS.

Responsable
Comptabilité

350/450 KF

Important groupe international de négoce de produits pétroliers et pétrochimiques, nous proposons à un CHEF COMPTABLE la responsabilité de notre service.

Dépendant de notre Directeur Financier, vous encadrerez 5 personnes et serez chargé de la comptabilité de l'ensemble des sociétés du Groupe et de la consolidation des bilans.

Vous pratiquerez depuis 5 ans la comptabilité anglo-saxonne dans un contexte de négoce international, vous êtes donc parfaitement bilingue anglais.

Votre formation DECS ou équivalent, vos qualités personnelles de méthode, de rigueur, votre sens du travail en équipe vous permettront de réussir à ce poste et d'évoluer avec nous.

Ecrire sous réf. 882/M à A.L. Conseil 35, rue de Naples 75008 Paris.

A.L. conseil

UNE GRANDE BANQUE PRIVEE
rechercheJeunes directeurs
d'agence

pour Paris et Région Parisienne

Notre Banque poursuit et accentue son développement commercial dans toute la France comme à l'étranger.

Pour renforcer l'encadrement de notre réseau d'agences en Ile de France, nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés expérimentés classés V ou VI désireux de prendre part à cet essor et d'élargir leurs responsabilités.

Vous possédez une formation supérieure et une première expérience réussie (3 à 5 ans) de la clientèle particuliers et/ou entreprises. Vous souhaitez devenir Responsable d'Agence ou prendre la tête d'une Agence plus importante.

Nous vous offrons une nouvelle ouverture de carrière et, quand vous aurez fait vos preuves, de réelles perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre CV en indiquant vos prétentions s/réf. 1815, à notre conseil : CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 Paris. DISCRETION ABSOLUE GARANTIE.

SOCIETE FINANCIERE FILIALE DE LA BANQUE WORMS
RECHERCHE POUR PARIS 8RESPONSABLE
COMPTABLE H/F

Adjoint du Directeur de la Comptabilité, vous prendrez en charge l'animation de l'équipe comptable.

Vous serez chargé plus particulièrement :
- d'assurer les opérations de suivi mensuel
- d'assister le Directeur lors des arrêtés de comptes et des déclarations réglementaires.
- ainsi que de participer à l'évolution de l'application comptable selon les directives CEE.

Votre DECS a été valorisé par une expérience minimum de 5 ans dans une banque ou un établissement financier.

Vous évoluerez à terme vers la responsabilité de Directeur de la Comptabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
SOFAP, 85 bd Haussmann, 75008 PARISUN JEUNE CONTROLEUR
DE GESTION
A NOTRE IMAGE

Notre Groupe s'impose aujourd'hui dans le secteur du Transport International.

Pour renforcer son équipe de Direction, notre P-DG recherche un jeune Contrôleur de Gestion, ayant complété sa formation supérieure par un DECS et par environ 5 ans d'expérience de la fonction.

Dans un premier temps, vous serez chargé d'une mission d'étude et d'audit de nos procédures et de nos outils de gestion. Vous proposerez et vous défendrez les solutions et les aménagements adaptés à nos stratégies de développement avant d'exercer des responsabilités concrètes dans le domaine financier et administratif.

Pour ce poste évolutif et en relation directe avec toutes les activités du Groupe, votre rigueur technique sera aussi essentielle que vos qualités de contact et de communication. Poste basé à Paris 7.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence JC/CG, par l'intermédiaire de

AD/COM - 32, rue Piarret - 92200 Neuilly/Seine

LA SCANZI

NIMES : Important Groupe spécialisé dans la distribution de produits alimentaires et textiles (CA = 1 milliard, 700 pers., 18 mag. dont 3 hypers) crée pour accompagner sa très forte croissance les postes de :

Responsable
Trésorerie/Finance

Réf. 811 M

En collaboration avec la Direction Générale, vous gèrerez la trésorerie de la société : situation journalière, gestion en date de valeur, prévisionnel, tableaux de bord. Sur le plan financier, vous assurerez les relations bancaires et l'optimisation des financements. A 30 ans environ, vous êtes un véritable professionnel doté d'une solide formation comptable. Ouverture, anticipation sont nécessaires pour ce poste très évolutif.

Juriste

Réf. 911 M

Rattaché à la Direction Générale, vous êtes responsable du montage, de la réalisation et du suivi de tous nos dossiers juridiques. Pour cela, vous êtes en relation avec les professions notariales et fiscales. Une formation juridique supérieure et 5 années environ dans une fonction similaire en immobilier ou grande distribution de préférence, sont souhaitées. Créativité et sens de l'innovation sont nécessaires dans cette mission.

Note d'information à tout candidat préselectionné.

Adresser dossier avec rémunération actuelle, sous référence choisie à : Ratio Conseils - 90, rue de Rome - 13006 MARSEILLE.

FRANCE • BENELUX • GRANDE-BRETAGNE
DANEMARK • RFA • ESPAGNE • SUISSE • ITALIE

سكن في الالحل

CAPITAL ET INTÉRÊTS

chimistes ti estions sur

Les plus intéressés par ces valeurs cotées sur de nombreuses Bourses sont les arbitragistes. Ces intervenants peuvent ainsi jouer en permanence sur les cours, achetant par exemple à Londres si le titre est moins cher pour le revendre à un niveau supérieur à Paris avant de renouveler l'opération à New-York ou Tokyo.

**MARCHÉ OFFICIEL (*)**

(*) *Comptant et règlement mensuel*

Source : SBF, Société des Bourses françaises.

Source : COB et SBF. (*) Fin novembre 1989.

A côté de ces arrivées massives, d'autres firmes tentent d'acquiescer une notoriété nationale par ce biais. Ce fut le cas le 23 mai dernier de Perstorp, un chimiste suédois dont peu de gens savent qu'il dispose de plusieurs usines en France depuis 1977. Bafin, régulièrement un représentant d'un nouveau pays vient diversifier la cote officielle. Après la Finlande avec le groupe électronique Nokia en 1988, c'est au tour de l'Autriche avec la banque Österreichische Landesbank d'apparaître indirectement sur les écrans informatiques des intervenants.

DOMINIQUE GALLOIS

* Sous réserve d'acceptation par la DIAC - S.A. au capital de F. 321 490 700
27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

E
EYROLLES
61, boulevard Saint-Germain,
75240 PARIS Cedex 05.
Tél. (1) 46.34.21.99

Les actionnaires de la SICAR 1984
 ont élu pour administrateurs le Président
 de la Caisse Nationale de Crédit Agricole
 et les autres membres de la Caisse Agricole
 de Crédit.
 Le Président du Comité de Surveillance de
 la Caisse sera élu pour une durée de deux
 ans le 26 décembre 1984 et à l'issue
 de l'Assemblée Générale de la SICAR 1985
 les actionnaires de la SICAR 1986
 éliront le Président Général et les autres
 membres de l'Assemblée Générale.
 Les Assemblées Générales de la Caisse
 Agricole de Crédit 1986-1987 et de crédit
 agricole 1988-1989 et de crédit agricole
 ont tous renseignements complémentaires
 sous habituelle du Crédit Agricole.

PREMIER GESTE

AFFAIRES

Afin d'accroître la production agricole

Les chimistes tentent de se constituer de nouveaux bastions sur le marché mondial des semences

Selon les prévisions de l'ONU, la Terre comptera en l'an 2000 près de 5 milliards d'habitants, soit deux fois et demi plus qu'un demi-siècle auparavant. Cette croissance rapide devrait se poursuivre jusqu'en 2050 avant de commencer à se ralentir. Comment parvenir à nourrir toutes ces bouches ? Un problème de taille quand on sait qu'actuellement 75 % de la population appartient encore à des pays en voie de développement qui ne produisent que la moitié des céréales et n'élèvent qu'à peine plus du quart du bétail de la planète.

Toutes les méthodes employées jusqu'ici pour augmenter la production agricole (extension des surfaces cultivables et amélioration des rendements par la fertilisation, la sélection et la lutte contre les maladies) ne sont pas loin d'avoir atteint la limite de leurs possibilités.

La parole est maintenant aux chimistes, qui, en recourant aux biotechnologies, s'efforcent d'améliorer les espèces végétales pour se constituer de nouveaux bastions sur l'énorme marché des semences. Le géant britannique ICI est de ce côté-là. Parti de rien, il a, en cinq ans, solidement bâti ses positions dans cette industrie nouvelle pour lui.

Si l'on d'autant plus difficile de nourrir les hommes que les réserves agricoles de la planète ne sont pas infinies. L'existence d'intérêts concurrents (plans d'urbanisme, développement industriel) réduit les surfaces disponibles pour les cultures. Le défrichage, qui conduisait à la déforestation, est voué à se ralentir. La productivité des cultures, dans les pays occidentaux du moins, a déjà atteint son maximum avec, en particulier, l'utilisation intensive des engrais, dont les tonnages employés ont décuplé en près de quarante ans (14 millions de tonnes en 1950, 135 millions en 1988).

Réserves alimentaires fragiles

Les pays en voie de développement sont les moins en mesure de financer les investissements nécessaires à l'augmentation de la production agricole. De plus, les réserves alimentaires existantes sont fragiles. Depuis 1986, année record en excédents, les réserves mondiales de céréales n'ont cessé de diminuer pour revenir de l'équivalent de cent un jours de consommation (459 millions de tonnes) à cinquante-quatre jours à la fin de 1988.

D'après les spécialistes, elles devraient tout juste représenter trente à quarante jours à la fin de cette année pour se situer ainsi en dessous du seuil de sécurité (soixante jours) fixé par la FAO. Alors que la population sous-alimentée augmente trois fois plus vite que celle du monde développé, la mise en œuvre de nouveaux procédés pour accroître la production agricole est urgente.

De toutes les voies explorées, celle des semences est apparue comme la seule susceptible d'apporter une véritable réponse, tant par la nutrition en elle-même que par les coûts, la protection de l'environnement et le libre accès aux systèmes d'exploitation traditionnels. Encore faut-il faire appel à des semences sophistiquées à très haut rendement, superéquipées pour donner naissance à des végétaux capables de résister aux conditions climatiques les plus rudes, mais aussi aux maladies, aux insectes. A la limite, elles doivent être autosuffisantes. Le rêve ! Un rêve qui, malgré de nombreuses découvertes, prend forme lentement grâce aux biotechnologies, seules capables de façonner ces semences aux besoins de la planète.

Le cas exemplaire d'ICI

A supposer que les techniques de manipulation génétique soient, à moyen ou long terme, en mesure de permettre la confection de ces graines miraculeuses, plusieurs grands chimistes internationaux se sont déjà sentis venir la vocation de semencier. Une belle occasion pour eux de se diversifier sur un marché qui s'annonce prometteur au cours du troisième millénaire, tout en se prémunissant contre l'insupportable déclin, à cet horizon, de l'industrie agrochimique dont ils sont les principaux acteurs.

Plusieurs groupes sont sur la ligne de départ, comme Monsanto (EU), Rhône-Poulenc (France), Sanofi (France), Ciba-Geigy (Suisse), Sandoz (Suisse), Pfizer (EU), Shell (Pays-Bas) et les trois allemands Hoechst, Bayer et BASF. Mais les plus grands chimistes ne sont pas forcément les premiers. N'est pas semencier qui veut.

La profession relève d'un savoir-faire beaucoup plus artisanal qu'industriel, la manipulation des organismes vivants ne supportant guère le travail à la chaîne. Elle réclame en outre patience et détermination, car les découvertes y sont fréquentes. Et pour l'épouser avec les meilleures chances de succès, des synergies doivent déjà exister pour favoriser des développements ultérieurs en s'appuyant sur un acquis génétique préexistant. C'est le cas des pharmaciens et/ou des agrochimistes qui sont presque tous les grands de la chimie.

Cependant, si plusieurs groupes peuvent se prévaloir d'une antériorité dans le métier, notamment Monsanto, Upjohn, Pfizer, Ciba-Geigy, Sandoz, quelques-uns, en revanche, sont des nouveaux venus. Le cas d'ICI, numéro quatre mondial de la chimie, est à cet égard exemplaire. Parti de rien, le groupe britannique est parvenu en quatre ans à mettre sur pied une division semences (ICI Seeds), qui se classe aujourd'hui à la cinquième place dans le monde avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs sur un marché, qui, grosso modo, pèse 107 milliards de francs.

Cette création ex nihilo doit sans doute beaucoup à l'argent. ICI a procédé par croissance externe et ses seuls investissements en acquisitions lui ont coûté la bagatelle de 2,5 milliards de francs. Le groupe avait commencé vers la fin de 1985 par racheter Garst Seeds, troisième semencier des Etats-Unis, axé sur le développement des variétés nouvelles (céréales, maïs surtout). Il devait, ensuite, en 1986, rajouter à sa panoplie Sinclair McGill, une grande société de distribution britannique détenant en portefeuille une participation de 50 % dans le capital du semencier Unicorn Plant Breeders.

L'année suivante, c'était au tour de la Société européenne des semences (SES) - numéro un en Europe pour le soja et numéro deux pour la betterave sucrière - alors contrôlée par les groupes italien Ferruzzi et belge Raffinerie Tirlemontoise et Finsucrose, de tomber dans son escarcelle. ICI complétait enfin ses emplettes en rachetant la firme américaine Conti Seeds, un grand sélectionneur de graines de tournesol et de colza.

Les dix principaux producteurs mondiaux de semences

	Chiffre d'affaires (*)
1. Pioneer (E-U)	736
2. Sandoz-Hilleshog (Suisse)	507
3. Upjohn (E-U)	280
4. Limagrain (Fr.)	270
5. ICI (G-B)	250
6. Cargill (E-U)	230
7. Dekalb-Pfizer (E-U)	174
8. Takii (Jap.)	160
9. Ciba-Geigy (Suis.-I)	160
10. Sakata (Jap.)	145

(*) En millions de dollars.
(Source : ICI Estimates.)

Bref, ICI est aujourd'hui à la tête d'une bonne vingtaine de centres dans le monde, dont six en Australie et quatre en Amérique latine, et de trois usines de conditionnement. Le groupe est engagé dans les deux plus grands programmes mondiaux de sélection du tournesol (7 % de son chiffre d'affaires). Il a en outre acquis de solides positions dans le maïs (45 % de son chiffre d'affaires), la betterave à sucre (15 %), les céréales (13 %), les graminées (7 %) et le soja (4 %).

Acquis génétique

Globalement, cet engagement dans l'industrie des semences avec les investissements en matériels et en hommes (près de 300 personnes embauchées) et les pertes inévitables épongées durant les premiers mois peut être évalué à 4 milliards de francs. Mais cette monnaie vertigineuse doit aussi beaucoup au formidable acquis génétique du groupe, qui, via sa filiale Cellmark, se propose tout simplement de révolutionner l'identité judiciaire qu'il a faite se retourner dans sa tombe Bertillon, l'inventeur de l'anthropométrie. L'ascension est du reste loin d'être terminée. La situation financière de la nouvelle division « semences » évolue très favorablement. Son président, J.R.M. Russell, espère équilibrer ses comptes en 1989, voire dégager un très léger bénéfice.

A l'horizon de l'an 2000, J.R.M. Russell a l'objectif de doubler son chiffre d'affaires. Prévision prudente, car la progression pourrait être beaucoup plus rapide si d'avenir de nouvelles acquisitions se présentaient. En privé, les dirigeants d'ICI Seeds reconnaissent qu'ils ne seraient pas fâchés de lancer une OPA sur Pioneer, le numéro un mondial. Mais, en tout état de cause, une telle opération ne pourrait être que de nature amicale. ICI ne procédant jamais autrement.

Si la mise au point de semences véritablement sur mesure n'est guère envisageable avant la moitié du siècle prochain, les biotechnologies apporteront, dans un premier temps, une contribution importante à l'amélioration des réserves alimentaires mondiales en offrant un plus vaste choix dans l'utilisation de la terre. Curieusement, c'est aux sélectionneurs des années à venir que semblent s'adresser les paroles immortelles de Jonathan Swift : « Et il décida que quiconque pourrait faire pousser deux épis de blé ou deux brins d'herbe là où un seul poussait autrefois mériterait davantage de l'humanité et rendrait de plus grands services à son pays que tous les politiciens réunis. » (Les Voyages de Gulliver.)

ANDRÉ DESSOT

Le commando espagnol de Carlo De Benedetti

Un ancien gouverneur de la Banque centrale, un jeune banquier commercial reconverti aux affaires... L'« ingegnere » s'est constitué une équipe de choc à Madrid

MADRID

de notre envoyé spécial

Une fois qu'ils ont abandonné leurs vénérables institutions, tous les gouverneurs des banques centrales sont-ils appelés à devenir de redoutables « Rambo » de la finance privée ? L'expérience de M. Renaud de La Genière, ex-gouverneur de la Banque de France, aujourd'hui président de Suez, et à ce titre « raider » particulièrement performant, est connue. Celle de M. Jose Ramon Rendueles, gouverneur de la Banque d'Espagne entre 1978 et 1984, l'est moins. S'il n'a pas encore mené d'OPA hostiles à la Bourse de Madrid, M. Rendueles, quarante-neuf ans, n'en a pas moins réalisé de jolies opérations financières depuis qu'il est à la présidence de la COFIR, le holding espagnol de M. Carlo De Benedetti, filiale de CERUS.

Président de la Zaragozano, une banque commerciale, et de Productos Pirelli, M. Rendueles est surtout depuis deux ans à la tête de la COFIR. Avec sa petite équipe - huit personnes aujourd'hui, dont un administrateur délégué particulièrement efficace, Juan Llopert Perez, trente-neuf ans - il a déjà un beau tableau de chasse. Les succès de ce holding sont spectaculaires. M. Perez les décrit dans un français parfait. Il parle presque aussi vite qu'il calcule.

Bilan spectaculaire pour l'équipe de la COFIR

Si la COFIR n'est pas un fonds destiné à engranger de simples plus-values à l'occasion d'opérations boursières, l'arme de Carlo De Benedetti au-delà des Pyrénées n'en est pas moins autorisée à les réaliser lorsqu'elles se présentent. MM. Rendueles et Perez racontent avec une certaine satisfaction leurs deux premières opérations dans une affaire agroalimentaire en avril 1988, Pascual Hermanos. Investissement initial : 168 millions de francs. Trois mois plus tard, le paquet était revendu à un industriel étranger. Le prix avait pratiquement fait le culbuto. Plus-value : 159 millions de francs.

La seconde prise de participation des « boys » de Carlo De Benedetti en Espagne devait avoir le même destin.

« En août 1988, nous avons acquis 39,5 % du capital d'une société d'assurances, Sanitas, raconte Juan Perez, pour 204 millions de francs... Quelques mois plus tard, des assureurs étrangers sont venus nous en proposer pratiquement le double. Il n'a pas été. Et à nouveau, une plus-value de 273 millions de francs.

S'ils espèrent réitérer, les dirigeants de la COFIR rappellent cependant qu'ils veulent d'abord être des « opérateurs industriels », prendre des participations pour aider le développement d'entreprises. Et, de ce point de vue, le bilan de la petite équipe de la COFIR est lui aussi spectaculaire. Actuellement, la COFIR a des billes dans six affaires : une maison d'édition (en liaison avec Mondadori), une société d'assurances, le holding portugal de Carlo De Benedetti, une société de distribution de vins, une entreprise de distribution de vêtements et une chaîne hôtelière. Ces deux dernières sociétés - les deux investissements importants de la COFIR - connaissent une véritable envolée.

En septembre 1988, MM. Rendueles et Perez ont jeté leur dévolu sur une jeune chaîne hôtelière espagnole en plein développement, NH Hoteles, spécialisée dans l'hôtellerie 3-4 étoiles. Un hôtel en 1978, vingt-huit en 1988, quarante-deux en 1989. Cent trente-deux d'ici deux ou trois ans ! Toutes les courbes de cette progression sont à l'image de cette progression. Chiffres d'affaires et bénéfices suivent : 525 millions de francs de recettes prévues cette année (325 l'an dernier), un profit net attendu de 71 millions (contre 21 en 1988). M. Perez est confiant : « L'Espagne souffre d'un déficit de lits, et il y a ici encore une marge pour augmenter les prix. »

Avec 49,7 % du capital de NH Hoteles, la COFIR, qui a investi 460 millions de francs, en est le véritable patron. Il en va de même dans la société de distribution de vêtements Massimo Dutti. Pour une mise de 130 millions de francs, la COFIR possède 49 % du capital et compte bien poursuivre l'expansion de ce futur « Benetton ». La chaîne avait sept boutiques en 1986, vingt-neuf en 1988... et cinquante et une aujourd'hui - dont trente et une en gestion propre. Le chiffre d'affaires est passé de 24 millions en 1986 à 210 millions cette année, avec une belle rentabilité aussi.

« Nous réalisons ici des performances exceptionnelles », explique M. Alain Mine, le patron de CERUS, la maison mère de la COFIR. « Il y a ici, reconnaît-il depuis le siège de la COFIR, au douzième étage de la Tour Picasso, en plein centre de Madrid, un coin terres vierges ». Effectivement. MM. Carlo De Benedetti et Alain Mine semblent avoir trouvé en Espagne une équipe de choc qui sait choisir les opportunités. Auront-ils le même nez en Grèce et en Hongrie, les deux autres pays où ils comptent développer la même stratégie ?

E. I.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements et le Crédit Agricole Les éleveurs de SICAV

UNI-ASSOCIATIONS Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 13 décembre 1989, à 9 heures 30, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 PARIS, pour modifier les statuts.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 20 décembre 1989 à 9 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 20 décembre 1989, à 10 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Vos placements et le Crédit Agricole Les éleveurs de SICAV

ATOUT FUTUR Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV ATOUT FUTUR sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 13 décembre 1989, à 10 heures 30, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 PARIS, pour modifier les statuts.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 20 décembre 1989 à 11 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

2) Les actionnaires de la SICAV ATOUT FUTUR sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 20 décembre 1989, à 12 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 PARIS.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

552 من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

Le débat sur les « chèques payants »

M. Bérégovoy veut déréglementer les comptes et dépôts à terme

Les dépôts à vue dans les banques ne seront pas rémunérés, mais l'épargne devra l'être de meilleure façon dans un climat de concurrence accrue, a indiqué M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, au dîner annuel de l'Association française des banques (AFB).

Pour le ministre d'Etat, deux principes sont à retenir. Le premier est la préservation de l'équilibre entre la non-rémunération des dépôts à vue et la gratuité de certains services bancaires, comme l'émission et la gestion des chèques. Bérégovoy est résolu à ne pas lâcher sur les « chèques payants », en échange de quoi on abandonne toute idée de rémunérer les dépôts à vue. Il y a un an, M. Bérégovoy avait pu paraître favorable à une telle rémunération.

En revanche, tout le régime des dépôts et comptes à terme et sur livrets pourrait être déréglementé, plus de souplesse et de latitude étant données aux établissements. Il va être demandé au Trésor et à la Banque de France de préparer un nouveau règlement destiné à se substituer aux dispositions encore en vigueur de l'arrêté du 3 septembre 1981.

Il est vrai que l'explosion des SICAV monétaires, qui permettent aux clients des banques de toucher

8 à 9 % sur leurs dépôts au jour le jour, a complètement bouleversé les données du problème de la rémunération des liquidités détenues par les particuliers et les entreprises. A l'heure actuelle, l'encours de ces SICAV est en route vers les 600 milliards de francs. Dans certaines banques, il va bientôt rejoindre le montant des dépôts à vue.

Ce nouvel instrument, unique en Europe, fournit pratiquement le moyen de rémunérer les dépôts à vue et concurrence très fortement, pour ne pas dire évince, les anciens instruments à taux réglementé, comme les comptes sur livrets de banques et de caisses d'épargne, assortis d'un taux de 4,50 %. Les établissements souffrent d'une « évaporation » des dépôts à vue et d'un drainage de leurs ressources à taux peu élevé, comme les comptes sur livret.

La mise à jour prônée par M. Bérégovoy permettrait de clarifier la réglementation. Ainsi, l'interdiction d'accorder un découvert automatique sur un compte à terme rémunéré serait réaffirmée. Cette pratique est un moyen détourné pour un particulier d'obtenir une rémunération de ses dépôts à vue. On verse ses revenus sur un compte à terme, dont le montant est automatiquement débité de ses tirages sur un compte à vue perpétuellement à découvert, en apparence seulement.

FRANÇOIS RENARD

L'OPA sur la Mixte

Une seule offre, celle de Paribas

Aucun chevalier blanc n'est venu au secours de la Mixte, dimanche 19 novembre, et Paribas n'a pas jugé bon de s'engager sur l'offre publique d'achat lancée le 23 octobre dernier sur la Compagnie de navigation mixte.

Désormais, une seule OPA est en piste, celle de Paribas, qui offre 1 850 francs par titre et se réserve le droit de refuser les actions s'il n'obtient pas 55 % du capital au minimum. Ce cadre n'est cependant pas irréversible. Paribas avait jusqu'au 19 novembre pour modifier et remodifier son offre autant

de fois qu'il le souhaitait. Après le 19 novembre, la Compagnie financière peut encore le faire mais une seule fois. Et celle-ci sera alors définitive.

S'il est peu probable que le prix aujourd'hui fixé à 1 850 francs soit modifié, Paribas peut très bien décider de conserver tous les titres apportés, même si ensemble, ils n'atteignent pas les 55 % requis. Une grande campagne de communication adressée aux porteurs de parts devrait débuter mardi : avec pour thème principal : il n'y a qu'une seule offre, celle de Paribas.

Exxon et Shell vont construire une usine en commun. — Les deux groupes pétroliers Exxon et Shell ont conclu, samedi 18 novembre, leur projet de construire une usine de polyéthylène à Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime), d'une capacité de 220 000 tonnes par an. L'investissement se monte à 1 milliard de francs. La société commune, détenue à 50/50, emploiera cent quarante personnes.

+ 7,3 % l'an en Grande-Bretagne. — En Grande-Bretagne, le prix de détail ont augmenté de 0,8 % en octobre par rapport au mois précédent. Sur un an (octobre 1989 comparé à octobre 1988), le taux d'inflation atteint 7,3 % contre 7,6 % en septembre. Mais si l'on exclut du calcul de l'indice le coût du crédit au logement comme le font la plupart des pays industrialisés, l'inflation sur un an s'est accélérée : la hausse des prix atteint alors 6,1 % contre 5,8 % en septembre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIGOS

UN PLAN AMBITIEUX D'EXPANSION EUROPÉENNE

Deuxième Société française de Services et d'Ingénierie Informatique, SLIGOS veut renforcer sa présence en Europe par acquisitions en s'appuyant sur ses compétences reconnues : les services informatiques et l'ingénierie informatique.

ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS DE 451 MILLIONS DE FRANCS 410 000 OBLIGATIONS DE 100 F NOMINAL

Prix d'émission : 1100 F par obligation
Date de livraison et de règlement : 18 décembre 1989
Durée totale de l'emprunt : 7 ans et 14 jours
Intérêt annuel : 6,50 % soit 71,50 F par obligation payable à partir du 1^{er} janvier 1992

Pour la période du 18 décembre 1989 au 31 décembre 1990, il sera mis en paiement le 1^{er} janvier 1991 un montant de 62,82 F par obligation, calculé prorata temporis au taux de 5,50 % l'an.

Taux de rendement brut : 7,66 % (en cas de non-conversion)
Amortissement normal : en 3 tranches annuelles égales, les 1^{ères} années 1995 à 1997, au prix de 1210 F soit 110 % du montant nominal.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse et par remboursement au gré de l'émetteur.

Conversion des obligations :
• du 20 décembre 1989 au 31 décembre 1990 : 1,15 action pour 1 obligation.
• à partir du 1^{er} janvier 1991 : 1 action pour 1 obligation.

Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Priorité de souscription réservée aux actionnaires : pendant la période du 20 novembre au 4 décembre 1989 inclus, à raison de 2 obligations pour 1 action.

Souscription du public : à partir du 5 décembre 1989.

BALD du 20 novembre 1989. La note d'information (voir CDB 82-503 du 15 novembre 1989) est à la disposition de toute personne en contact : le directeur de la Direction Administrative et Financière de SLIGOS, 3, place de la Pyramide - Cedex 49 - 92067 Paris - La Defense.

SLIGOS

LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3
Indice des valeurs de l'étranger	128,2	127,3
Indice des valeurs de l'étranger	100,7	100,8
Indice des valeurs de l'étranger	100,8	100,2
Indice des valeurs de l'étranger	107,6	107,2
Indice des valeurs de l'étranger	124,5	127
Indice des valeurs de l'étranger	132,2	135
Indice des valeurs de l'étranger	127,7	128,1
Indice des valeurs de l'étranger	125,5	126,5
Indice des valeurs de l'étranger	107,9	108,4
Indice des valeurs de l'étranger	101,8	103,2
Indice des valeurs de l'étranger	117,4	120,8
Indice des valeurs de l'étranger	120,4	120,5

Base 100 : 31 décembre 1988
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988
10 nov. 17 nov.

Indice	10 nov.	17 nov.
Indice général	117,8	119,6
Indice des valeurs industrielles	113,3	115,5
Indice des valeurs étrangères	114,7	116,4
Indice des valeurs de l'étranger	122,8	123,3
Indice des valeurs de l'étranger	105,5	106,3

BOURSE DU 17 NOVEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 30**

Règlement mensuel														
VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compteur	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	Cours	Premier	Dernier	%
1000	CAISSE 9%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 9%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 10%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 10%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 11%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 11%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 12%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 12%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 13%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 13%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 14%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 14%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 15%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 15%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 16%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 16%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 17%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 17%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 18%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 18%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 19%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 19%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 20%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 20%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 21%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 21%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 22%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 22%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 23%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 23%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 24%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 24%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 25%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 25%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 26%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 26%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 27%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 27%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 28%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 28%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 29%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 29%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 30%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 30%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 31%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 31%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 32%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 32%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 33%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 33%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 34%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 34%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 35%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 35%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 36%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 36%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 37%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 37%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 38%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 38%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 39%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 39%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 40%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 40%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 41%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 41%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 42%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 42%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 43%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 43%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 44%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 44%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 45%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 45%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 46%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 46%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 47%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 47%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 48%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 48%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 49%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 49%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 50%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 50%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 51%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 51%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 52%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 52%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 53%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 53%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 54%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 54%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 55%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 55%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 56%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 56%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 57%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 57%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 58%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 58%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 59%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 59%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 60%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 60%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 61%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 61%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 62%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 62%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 63%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 63%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 64%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 64%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 65%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 65%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 66%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 66%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 67%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 67%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 68%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 68%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 69%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 69%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 70%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 70%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 71%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 71%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 72%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 72%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 73%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 73%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 74%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 74%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 75%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 75%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 76%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 76%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 77%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 77%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 78%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 78%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 79%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 79%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 80%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 80%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 81%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 81%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 82%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 82%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 83%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 83%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 84%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 84%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 85%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 85%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 86%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 86%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 87%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 87%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 88%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 88%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 89%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 89%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 90%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 90%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 91%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 91%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 92%	3740	3768	+ 0.94	1140	CAISSE 92%	3740	3768	+ 0.94	2220	De Beers	2230	2230	+ 0.00
1000	CAISSE 93%	3740	3768	+ 0.9										

Comptant

(selection)

VALEURS

% du total

% du coupon

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours

VALEURS

Cours préc.

Dernier cours</

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاحل

صكنا من الاصل

SALVADOR : alors que les rebelles commencent à se replier

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Des évêques accusés de sympathies pour la gauche sont priés de quitter le pays

Au huitième jour de leur offensive « finale » qui, selon les autorités, aurait déjà fait plus de mille morts et mille deux cents blessés, les guerilleros du Front Farabundo Martí (FMLN) avaient évacué, dimanche 19 novembre, en fin de soirée, une grande partie des positions qu'ils occupaient jusqu'alors dans la banlieue nord de San Salvador. Les combats continuaient mais le gouvernement a levé le couvre-feu dans la plupart des zones reprises par l'armée.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

L'enterrement, dimanche, à San Salvador des six jésuites assassinés trois jours plus tôt a donné lieu à des moments de grande émotion, accentuée encore par la présence

de deux personnalités politiques que personne n'attendait : le président de la République, M. Alfredo Cristiani, et l'un des principaux dirigeants de la gauche, M. Ruben Zamora.

Ils ne sont pas arrivés au même moment et ils ont évité de se rencontrer, mais, signe positif dans ce conflit meurtrier, M. Cristiani et M. Zamora étaient, pour la première fois depuis le déclenchement de l'offensive, réunis dans une même salle et semblaient vouloir souligner ainsi leurs volontés communes de faire quelque chose pour arrêter le carnage. Malgré leur désaccord idéologique - M. Zamora maintient une alliance politique avec la guérilla - les deux dirigeants politiques étaient venus exprimer silencieusement leur douleur et leur révolte devant les cercueils des six jésuites. Tous les deux entretenaient des relations étroites avec le recteur de l'Université d'Amérique centrale (UCA), le Père Ignacio Ellacuría, dont l'assassinat a provoqué l'indignation au Salvador et à l'étranger.

Le président de la République a été accueilli par un silence glacial dans l'amphithéâtre de l'UCA, où avait lieu la cérémonie en présence de quelque deux mille personnes, dont les représentants du gouvernement espagnol (cinq des jésuites étaient d'origine espagnole), l'ambassadeur des États-Unis et le secrétaire d'État français auprès du premier ministre chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner.

L'église des pauvres

M. Zamora a eu droit à une véritable ovation. Il n'avait pas été vu en public depuis plus d'une semaine à la suite des menaces de mort proférées contre lui dans des milieux liés au pouvoir. Contrairement à d'autres dirigeants de gauche, comme M. Guillermo Ungo, du Mouvement national révolutionnaire, qui ont quitté le pays, M. Zamora a pris le risque de rester. Comme M. Ungo, il a condamné l'offensive de la guérilla qui contribue, disent-ils, à une « escalade militaire ».

Le Provincial des jésuites d'Amérique centrale, le Père José María Tojeira, a prononcé un discours qui a porté l'émotion à son comble. « Ils n'ont pas tué la compagnie de Jésus ni la UCA, a-t-il affirmé. Non à la mort, non à la guerre, non aux injustices ! Oui à la paix construite sur la justice et les droits des pauvres ».

M. Cristiani a réaffirmé devant la presse qu'une enquête était en cours pour chercher les coupables des meurtres des jésuites et qu'ils seraient châtiés, même s'il s'agissait de personnes liées à l'armée. Il a souligné que les officiers « n'étaient pas la possibilité que des membres des forces armées soient les auteurs » du crime, mais que « l'institution ne devait pas être tenue pour respon-

sable de ce que faisaient certains de ses éléments à titre personnel ».

M. Cristiani est dans une position très inconfortable, écartelé entre son engagement personnel en faveur de la démocratie et son alliance avec des forces politiques liées aux « escadrons de la mort ». L'Eglise ne prend pas les mêmes précautions oratoires : « Il y a de très fortes présomptions que les assassins soient des éléments des forces armées ou des gens en connivence étroite avec eux », a déclaré l'archevêque de San Salvador, Mgr Rivera y Damas, au cours de son homélie dominicale.

Dans le contexte actuel, ces propos sont à la limite de la témérité, comme a tenu à le souligner le procureur général de la République, M. Mauricio Colorado, dans une lettre adressée au pape. Dans une démarche sans précédent, le procureur demande à « certains évêques » de quitter le Salvador « temporairement » pour leur sécurité personnelle.

Selon M. Colorado, la vie de plusieurs d'entre eux serait menacée, en particulier celle de l'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr Rosa Chavez, car « de grands secteurs de la population les rendent responsables des événements violents en cours, du fait de leur adhésion à l'idéologie contestable de l'Eglise des pauvres ». On ne connaît pas encore la réponse du pape à cette lettre en forme de menace, que le procureur affirme avoir envoyée à titre personnel.

BERTRAND DE LA GRANGE

■ Mise en liberté de M. Thierry Nappay. - L'enseignant français, M. Thierry Nappay, arrêté le 12 novembre par la police, a été relâché dimanche. En regagnant la France, il a affirmé n'avoir subi aucune violence physique, contrairement à ce qu'avait rapporté des compagnons de détention.

3617
tarifmedia
Les performances de la télématique en plus

■ Cuba « solidaire » de la guérilla. - Au cours d'une conférence de presse, vendredi soir 17 novembre, le vice-ministre cubain des relations extérieures, M. Ricardo Alarcon, a qualifié de « fiction » les allégations américaines relatives à des livraisons d'armes cubaines aux guerilleros salvadoriens. D'autre part, un communiqué publié samedi à La Havane dénonçait l'aide militaire des États-Unis au gouvernement salvadorien. Faisant part de sa « totale solidarité » avec le FMLN, le ministre cubain s'est prononcé en faveur d'une solution négociée. - (AFP, Reuters.)

La meilleure façon de ne rien oublier était de penser à tout

DALLOZ

CODE PÉNAL

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables

Week-end de rêve

AS le bol de ce canard de pingre ! Non, c'est plus possible. Là, j'ai bien failli leur rendre mon tablier, à mes nullards de chefs. Enfin, qu'est-ce qu'ils s'imaginent, qu'il va rester debout, bien peinard sur ses 180 kilomètres de béton, à attendre qu'on se décide enfin à le vendre à nos abonnés, le mur de Berlin ? Déjà qu'il fout le camp par tous les bouts. 10 tonnes de débris se sont envolées pour Chicago via Hambourg - ça, je vous l'avais bien dit - rachetés par un marchand de souvenirs. Et une de nos radios FM a lancé vendredi un « top mur », un concours dont les trente gagnants en ont reçu un petit morceau avec une plaque de cuivre certifiant que c'est pas un faux.

C'est une mine d'or, ce truc. Il y a qu'à voir la rue de nos politiciens et de nos intellectuels en mal de pub, amenés là par charters entiers, qui se pavent en travelling arrière devant les caméras. Juppé, Madelin - Mur de Berlin. Une, première. Silence. Motus. Et encore, je vous parle que des retardataires. Il y a huit jours, on les a pas vus à la télé bécoteuse, mais ils étaient déjà tous une flopée, Vél, Joly, et je sais plus qui, à triturer nerveusement les

bêtes enfous dans leurs poches des fois qu'ils seraient amenés à nous livrer leurs impressions, en gros plan.

Ils se secouent, eux, au moins, les confrères. Tiens, vous savez ce qui lui est arrivé, à Christine Clero ? Elle s'est retrouvée à Potsdamer Platz, vous devinez jamais avec qui... André Glucksmann soi-même ! Si, si, je vous jure. Même qu'elle le raconte en long, en large et en travers dans sa chronique. Je l'adore, c'est pas le problème, mais pourquoi elle et pas moi ?

Ce matin, je dégringole à l'étagère de la direction : Vous avez vu un peu ce qui se passe ? Regardez cette énorme pub dans le Figaro. Ils font des voyages organisés. Un week-end Paris-Berlin-Paris. Rencontrez les personnalités qui comptent. Venez découvrir l'actualité à chaud et en direct avec les grandes plumes de notre rédaction. Bon Dieu, faites quelques clics !

Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? Un vol spécial Héli-Héli ? Un grand moment d'histoire commenté par la même Clodio ? Tu crois que ça aurait l'air sérieux ?

Et si j'arrive à mettre BHL ou la Clodio sur le coup... ?

Alors là, ou, peut-être.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 novembre

En hausse

Après avoir ouvert en légère baisse (-0,25 %), lundi matin 20 novembre, la tendance s'inversait en milieu de matinée à la Bourse de Paris. L'indicateur instantané affichait +0,47 % vers 11 heures. Parmi les principales hausses, on pouvait noter Galeries Lafayette (+6,6 %), Union Crédit Bail (+5 %), Laboratoires Roger Bello (+3 %), Esso (+3 %), Enrotunnel (+2,5 %). Par contre étaient en recul Sogeras (-4,7 %), Fichtel Bauche (-4 %), Roussel Uclaf (-3,6 %), Maisons Phénix (-3 %).

Fidèle...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU MIRAVILLE Paris 5^e

VOLVIC

■ Une réunion européenne des ministres chargés du moyen terme s'est tenue, lundi 20 novembre à Paris, à l'initiative de M. Lionel Suédo, secrétaire d'État au Plan. Cette réunion avait pour objet de commencer à définir ce que pourrait être une réflexion stratégique européenne à l'horizon 1993. Sept pays étaient représentés à cette réunion : RFA, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni.

METRAGE ET "COUTURAGE" SONT LES DEUX MERVEILLES DE LA MODE

COUTURE + COURAGE = "COUTURAGE" c'est-à-dire votre robe, votre ensemble faits par vous, à votre goût, à votre idée, etc.

METRAGE, aucun problème, il y en a des milliers chez Rodin, de toutes les matières, couleurs, dessins, fantaisies.

Les Nouveaux Métrages, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Cambridge : « pour empêcher les kmers rouges de recommencer », par François Bizot ; « Reprendre la négociation », par François Ponchaud 2

Les changements dans les pays de l'Est pages 3 à 8 et 25-26

La guerre civile au Salvador Les rebelles ont amorcé leur repli 4

Attentat de l'IRA Trois soldats britanniques tués et deux blessés en Angleterre et en Irlande du Nord 8

Europe 93 Les parlementaires des Douze redoutent d'être déssaisis au profit des technocrates 9

L'assemblée des Verts M. Antoine Waechter lance une OPA sur la direction mouvement écologiste 10

Le congrès du Parti radical Une déclaration pour réclamer des élections législatives anticipées 11

Nouveau « plan social » du RPR Au cours d'une « Convention nationale du monde travail », M. Chirac a proposé une généralisation de la participation et de l'intéressement 11

SECTION B

Mgr Lefebvre au milieu des siens Près de dix mille catholiques traditionnalistes se sont réunis au Bourget autour de l'évêque excommunié 14

Prisonnière au pays de nulle part Pendant onze jours, une Zairoise a été retenue dans la zone internationale de l'aéroport de Roissy alors qu'elle disposait d'un passeport régulier portant un visa d'entrée en France 15

Le rôle des juges d'instruction Réunis au CNIT Paris La Défense, les avocats, qui avaient pris connaissance du pré-rapport de la Commission Delmas-Marty y, se sont interrogés sur le rôle des juges d'instruction 15

La réforme de l'audiovisuel public Après plusieurs semaines de concertation, les nouveaux directeurs généraux des chaînes publi-

ques font leurs premiers choix. A FR 3 M^{me} Dominique Alduy donne la priorité à l'information. A Antenne 2, M. Jean-Michel Gaillard veut rompre avec la « télé papa » sans « ignorer » les chaînes commerciales 16

Langue de bois dans le football français L'équipe de France de football a dominé celle de Chypre (2-0) samedi 18 novembre à Toulouse, mais est éliminée de la Coupe du monde 1990. Le sélectionneur français Michel Platini s'est déclaré satisfait après une rencontre pour tant médiocre 16

L'argent des musées Les conservateurs des musées de province se penchent du déséquilibre des aides de l'État entre eux et Paris. Le ministre promet une amélioration 20

SECTION C

Affaires L'arrivée discrète des firmes étrangères à la Bourse de Paris ; Les chimistes et la production agricole ; Le commando espagnol de M. Carlo De Benedetti 44 et 45

Le débat sur les chèques payants M. Bérégovoy souhaite une concurrence accrue et une meilleure rémunération des comptes à terme 46

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La Suisse ou la tentation du hérisson Entre adhésion et abstention, la Confédération helvétique, qui a toujours refusé les grands projets européens, fait comme si elle faisait partie des Douze qui assurent 77 % des importations 27

La chronique de Paul Fabra Franc suisse : survivant et témoin. 30

Services

Abonnements	21
Campus	21
Carnet	21
Loto	21
Mots croisés	21
Spectacles	22
Météorologie	23
Radio-télévision	23
La télématique du Monde :	
3615 LEMONDE	
3615 LM	

Le numéro de « Monde » daté 19-20 novembre 1989 a été tiré à 559 911 exemplaires